

Quatrième *Internationale*

PROLÉTAIRES DE
TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !



Numéro spécial : LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

La question nationale aujourd'hui

**QUESTION NATIONALE ET QUESTION DE LA TERRE
DANS LA REVOLUTION SUD-AFRICAINE**

Le concept de nation et la nation arabe

LA QUESTION KURDE

Lutte nationale et révolution en Euzkadi

LA QUESTION NATIONALE EN IRLANDE

**Indépendance nationale
et lutte de classes au Québec**

**LA LUTTE DE LA MINORITE ALBANAISE
EN YOUGOSLAVIE**

Le problème racial en Amérique Latine

Institut Kurde de Paris

GEN 1945.

Quatrième Internationale

*Organe
du
Comité Exécutif International
de la
IVe Internationale*



juillet-août-septembre 1982

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Quatrième Internationale

est édité par :

Nouvelles Editions Internationales (asbl)
12, rue de la Buanderie, 1000 Bruxelles

Rédaction-Administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - France
Directeur de publication : Robert March Commission paritaire : n° 55939.
Composé et imprimé par Compoffset, 12, rue de la Buanderie, 1000 Bruxelles

ABONNEMENTS : 1 an, 4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le
compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La question nationale aujourd'hui.....	5
Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine.....	13
S. Jaber - Le concept de nation et la nation arabe.....	33
Livio Maitan - La question Kurde.....	47
Lutte nationale et révolution en Euzkadi.....	67
La question nationale en Irlande.....	83
Indépendance nationale et lutte de classes au Québec.....	97
Michèle Lee - La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie.....	111
ARCHIVES DU MARXISME	
Le problème racial en Amérique Latine.....	131
NOTES DE LECTURE	
John Ross, e.a. : <i>Profils de la social-démocratie européenne</i> ; Michel Le- quenne : <i>Les Antilles dans l'impasse ?</i>	143

Institut kurde de Paris

La question nationale aujourd'hui

A plusieurs reprises au cours des dernières décennies, des gouvernements de pays semi-coloniaux ou néo-coloniaux, qui se veulent révolutionnaires ou progressistes et se sont installés à la suite de mobilisations anti-impérialistes des masses pour leur libération nationale, ont nié à des minorités nationales ou ethniques les droits démocratiques les plus élémentaires en ayant même recours à des répressions féroces. Il suffit de rappeler, par exemple, l'attitude prise par les gouvernements irakiens issus de la révolution de juillet 1958 à l'égard du peuple kurde dont le mouvement national a été la cible de véritables guerres ; les opérations militaires massives menées contre les kurdes iraniens par un régime surgi d'une montée révolutionnaire puissante ; la lutte sans merci du nouveau régime éthiopien contre le mouvement nationale d'Erythrée engagé dans son combat depuis plus de vingt années ; le rejet par les gouvernements algériens des revendications nationales des populations berbères.

Ce sont des événements et des drames pareils qui amènent les militants révolutionnaires à s'interroger encore une fois sur le problème national et donnent à des « théoriciens » en crise le prétexte pour proclamer la faillite du marxisme aussi bien sur le terrain des critères d'interprétations que sur celui des réalisations pratiques. Des telles attitudes ont été stimulées davantage par le fait que des questions nationales subsistent sous une forme aigüe dans des

sociétés de transition. Les cas de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie sont éloquentes en la matière.

Les phénomènes que nous avons mentionnés apparaissent paradoxaux à une époque où, d'un côté, dans toute une série de pays le capitalisme a été renversé depuis des décennies, et, d'autre côté, le capitalisme a été renversé depuis des décennies, et, d'un autre côté, le capitalisme dans son ensemble est entré dans une phase non seulement de déclin, mais même de décomposition et de putréfaction. Toujours est-il que la question nationale reste impérieusement à l'ordre du jour. Une analyse matérialiste — saisissant en même temps les aspects socio-économiques et les aspects politico-idéologiques — permet de comprendre les raisons de cette anomalie historique apparente.

Nous ne reviendrons pas sur les éléments théoriques de base ni sur les débats que le mouvement ouvrier international a connu en la matière à partir de la fin du siècle dernier (1). Pour reprendre une caractérisation synthétique de Lénine, face à l'opposition entre les partisans d'une conception psychologico-culturelle et les partisans d'une conception historico-économique, les marxistes révolutionnaires se rangent avec ceux-ci. Ce fut, d'ailleurs, le choix de Lénine lui-même et de Trotsky à l'époque de sa maturité théorique.

*La conception de Lénine, qui se relie à l'idée de Kautsky selon laquelle « l'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes » (2), est expliquée synthétiquement dans son écrit bien connu *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* : « Dans le monde entier », écrit Lénine, « l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'une même Etat des territoires dont la population parle la même langue et l'élimination de tout obstacle de nature d'entraver le développement de cette langue et sa consécration par la littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes, l'unité de la langue et son libre développement sont parmi les conditions les plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron, grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur. La formation d'Etats nationaux, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national, Les facteurs économiques les plus profonds y*

contribuent et pour l'Europe occidentale — plus encore, pour le monde civilisé tout entier — ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national... Cela ne veut pas dire qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, puisse exclure l'exploitation et l'oppression des nations. Cela veut dire seulement que les marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs économiques qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que, dans le programme des marxistes, la « libre détermination des nations » ne peut avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre détermination politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national » (Oeuvres, XX, pp. 418-423).

« La langue — écrit pour sa part Trotsky — est le plus important instrument de liaison d'homme à homme et, par conséquent, de liaison dans l'économie. Elle devient une langue nationale avec la victoire de la circulation marchande qui unit une nation. Sur cette base s'établit l'Etat national en tant que terrain le plus commode, les plus avantageux et normal des rapports capitalistes » (Histoire de la révolution russe, vol. II, p. 405).

Il est bien connu que dans le Parti bolchevik a fait autorité aussi Le marxisme et la question nationale que Staline a rédigé en 1913 sous l'inspiration de Lénine et dont Trotsky donne une appréciation fondamentalement positive (3). C'est dans ce texte qu'on trouve la définition suivante : « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture » (p. 9). Comme le rappelle l'auteur d'un des articles publiés dans ce numéro de notre revue, Michael Lowy a soumis le texte de Staline à une série de critiques tout à fait justes. Il est juste, notamment, de rejeter le critère schématique et rigide selon lequel, pour reprendre les mots de Staline, « l'absence même d'un seul des indices mentionnés suffit pour que la nation cesse d'être nation ». Il faudrait, tout au plus, préciser que le lien entre les différents « indices » est présenté sous une forme statique et non dans sa dynamique. En effet, la formation de l'Etat national répond à la nécessité de développement d'une communauté économique qui dépasse les limites des communautés qui l'ont précédée historiquement et qui, avant la naissance de cet Etat national, est encore embryonnaire, mais à son tour l'essor de cette communauté assure à l'Etat national sa cohésion. La définition de Staline semble présupposer au départ ce qui n'est que l'aboutissement du processus.

La nécessité de combiner des critères multiples pour définir une nation doit, toutefois, être saisie surtout sous un autre angle : pour

qu'une nation ou une nation en formation existe, ce n'est pas suffisant qu'il existe des bases matérielles. Il est nécessaire que ces bases se traduisent dans une prise de conscience subjective en déterminant une action sur le terrain politique. C'est pourquoi pour les marxistes révolutionnaires le critère en dernière analyse décisif, est celui de la volonté d'un peuple de lutter pour son indépendance, de l'arracher, si nécessaire, par les armes (4).

Pour en revenir à la situation des dernières décennies, le problème national s'est posé sur un triple terrain :

- 1) sur le terrain des contradictions, pour ainsi dire, classiques, qui sont à l'origine des luttes des peuples qui veulent en finir avec une oppression coloniale ou nationale du type traditionnel, quelles que soient les spécificités des régimes qui exercent une telle oppression ;*
- 2) sur le terrain des contradictions propre du capitalisme tardif qui peuvent remettre en question le cadre d'Etats nationaux existant de longue date ;*
- 3) sur le terrain des contradictions déterminées par la gestion bureaucratique des sociétés de transition du capitalisme au socialisme.*

Pour ce qui en est de la première des catégories indiquées dans notre schématisation, nous analysons deux cas significatifs, celui de l'Afrique du Sud et celui du Kurdistan. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la spécificité de l'un et de l'autre cas : les textes que nous publions le font suffisamment. Il s'agit, en tout cas, sans contestation possible de luttes de libération nationale que les marxistes révolutionnaires doivent considérer comme un élément essentiel de leur stratégie. Il serait absurde de s'efforcer de définir à priori dans quelle mesure la lutte nationale coïncidera avec la lutte anticapitaliste de la classe ouvrière et des autres couches exploitées. Les marxistes révolutionnaires se battent pour qu'une dynamique de révolution permanente se développe, pour que la lutte pour les objectifs démocratiques révolutionnaires soit strictement liée à la lutte pour des objectifs socialistes. Mais ils ne subordonnent pas leur engagement dans un combat anti-impérialiste commun à l'acceptation préalable de ces objectifs socialistes par toutes les composantes de la lutte nationale.

Dans la deuxième catégorie une distinction supplémentaire s'impose. Certaines questions nationales ont des racines historiques lointaines. Elles émergent à nouveau dans la mesure où d'un côté, les aspirations nationales, loin d'avoir été satisfaites, ont été étouffées ou éludées et, de l'autre, des larges masses — surtout à cause de la déliquescence des directions du mouvement ouvrier — ne voient pas de solution d'ensemble aux problèmes posés par la crise du système capitaliste et espèrent donc de trouver une issue sur

le terrain national ou régional. A ce propos nous analysons en particulier le cas d'Euzkadi.

Il y a, en deuxième lieu, des questions nationales ou «nationalitaires» qui surgissent ou resurgissent avec beaucoup plus de force que dans le passé, à la suite de la crise du capitalisme tardif et du développement inégal qui en découle au sein des sociétés capitalistes industrialisées elles-mêmes. Tom Nairn a analysé le problème en rapport aux nationalismes «périphériques» en Grande-Bretagne, stimulés par la crise de l'impérialisme britannique à partir de la deuxième guerre mondiale. Des analyses analogues pourraient être développées en ce qui concerne des problèmes nationaux ou «nationalitaires» qui se sont posés en France, notamment depuis la fin des années 1960, et même quelques nouvelles flambées d'autonomie-indépendantisme en Sardaigne. Comme l'ont souligné des marxistes révolutionnaires français, ces cas sont «l'expression plus du développement chaotique du capital que d'une oppression économique nationale classique» (5). Ce n'est pas par hasard que de tels problèmes surgissent dans des régions ou provinces qui n'ont pas bénéficié du boom économique prolongé et ont connu, dans la meilleure des hypothèses, un développement très sectoriel et déformé marginalisant des couches très larges, voire majoritaires, de la population.

Ici, la nécessité de combiner question nationale ou «nationalitaire» et question sociale crève les yeux. L'idée qu'on pourrait résoudre les problèmes économiques pressants et surmonter la véritable paupérisation de couches larges grâce à une autonomie économique ou à la création de nouveaux Etats, est tout simplement utopique. Des économies «autonomes» ou «indépendantes» ne pourraient réaliser — dans la meilleure des hypothèses — qu'un développement encore plus déformé et elles risqueraient de devenir encore plus dépendantes par rapport à des groupes capitalistes étrangers et aux grandes multinationales (par exemple, pourraient connaître un tel sort, encore plus qu'elles ne l'ont connu jusqu'ici, des régions jouissant de conditions favorables à l'essor de l'industrie du tourisme).

Toujours est-il que dans aucun cas de figure les marxistes révolutionnaires n'escamoteront leur orientation fondamentale : ils défendront le droit à l'autodétermination des nations ou régions qui le revendiquent. Toute attitude différente ne pourrait que créer des conflits au sein des masses travailleuses elles-mêmes et a fortiori entre le mouvement ouvrier et d'autres couches sociales avec lesquelles il a intérêt à établir des alliances. En dernière analyse, elle traverserait sérieusement la prise de conscience de la nécessité de lutter pour des solutions socialistes. Il va de soi que le mouvement

ouvrier soutiendra les revendications nationales par ses propres moyens et sauvegardera son indépendance politique et organisationnelle.

Dans le cadre de leur choix préalable en faveur de l'auto-détermination, les marxistes révolutionnaires définiront leurs options concrètes dans chaque cas spécifique — indépendance, autonomie, Etat fédéral, etc. — en s'inspirant des critères suivants :

a) quelle est la solution qui permet de créer les conditions les plus favorables pour l'unité du mouvement ouvrier dans la lutte et pour la réalisation de ses alliances ?

b) quelle est la solution susceptible de faire éclater le plus les contradictions du système ?

c) quelle est la solution qui peut créer les prémisses les plus favorables pour l'édification de l'économie planifiée d'un Etat ouvrier ?

Finalement, comme nous l'avons dit, le problème national ne cesse de se poser dans des sociétés de transition comme, par exemple, l'URSS et la Yougoslavie.

*A propos de l'URSS Hélène Carrère d'Encausse écrit à la conclusion de son étude *L'empire éclaté* : « La politique nationale du pouvoir constitue une éclatante réussite et un échec non moins éclatant. Réussite, parce que le régime s'est donné pour but dans un premier temps de permettre, d'aider l'épanouissement des nations et nationalités et même des groupes ethniques les plus réduits, pour épuiser, dans cette liberté accordée, leurs volontés nationales. Cet épanouissement, tout témoigne qu'il a été atteint. Mais échec aussi, car le second volet, la seconde étape du projet bolchevik, c'est l'effacement des différences nationales, leur fusion dans une communauté historique nouvelle et supérieure, le peuple soviétique. Or, ce **peuple soviétique** peu importe que les dirigeants affirment qu'il existe... La réalité, ce sont ces **nations** qui s'expriment vigoureusement. Aucune magie ne les fera disparaître soudain au bénéfice du **peuple soviétique** » (p. 331). Nous n'affronterons pas ici la question de savoir dans quelle mesure le « projet bolchevik » est défini correctement par D'Encausse. Il est incontestable, en tout cas, non seulement que les nations « s'expriment vigoureusement », mais aussi que le pouvoir central exerce encore une véritable oppression nationale (à l'époque de Staline des nationalités entières furent objet d'une répression féroce et de déportations massives). Est-ce que cela révèle une faillite du « socialisme », comme le prétendent nos adversaires ? Non, c'est le résultat des méthodes bureaucratiques par lesquelles on a prétendu « résoudre » les problèmes nationaux et, plus généralement, d'une gestion de l'Etat ouvrier par une caste parasitaire qui se préoccupe surtout de*

défendre et accroître ses privilèges et de maintenir les positions de pouvoir qui sont la source de ces privilèges.

Cela vaut pour l'Union Soviétique, mais cela vaut aussi pour la Yougoslavie, où pourtant l'instauration de l'Etat ouvrier à la fin de la deuxième guerre mondiale avait permis de réaliser sur le terrain de la question nationale des progrès historiques incontestables. Il existe dans ce pays aussi bien des tensions découlant du développement inégal des différentes composantes de la Fédération que des conflits qui, dans le cadre de ce développement inégal, se traduisent dans des mouvements nationaux explosifs (c'est le cas notamment du Kosovo qui est analysé dans ce numéro de notre revue).

Des problèmes nationaux se posent, par ailleurs, à cause de la subordination que la bureaucratie de Moscou exige d'autres Etats ouvriers, qu'elle considère comme faisant partie de sa zone d'influence. Dans ce cas aussi l'oppression nationale est une manifestation de la domination bureaucratique. Par conséquent, la lutte nationale, dans ses différentes formes, n'est que l'un des aspects de la lutte antibureaucratique et les revendications nationales font partie intégrante du programme de la révolution politique.

Dans une telle optique Trotsky s'est prononcé dans les années 1930 « pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unie, libre et indépendante » et la IV^e Internationale a inclus dans son programme pour la révolution politique depuis 1957 « le mot d'ordre des Républiques Socialistes Soviétiques indépendantes et souveraines de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Georgie, de Lithuanie, de Lettonie et d'Esthonie, tout en préconisant en même temps la confédération sur un pied de stricte égalité de tous ces Etats ouvriers en une ou plusieurs fédérations démocratiques d'Etats ouvriers ».

Notes :

- (1) Rappelons qu'en plus des résolutions des congrès mondiaux de la IV^e Internationale faisant référence, directement ou indirectement, à des questions nationales, notre revue a publié en 1946 un numéro spécial sur la question nationale en Europe. Un article de Livio Maitan sur Trotsky : « Question nationale et révolution permanente » est paru dans le numéro d'octobre 1972. Mentionnons, par ailleurs, le livre remarquable de Georges Haupt, Michael Lowy et Claude Weill, « Les marxistes et la question nationale », (Paris 1974).

- (2) *Kautsky ajoutait que les Etats à « composition nationale hétérogène sont toujours des Etats dont la formation interne est restée pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante ».*
- (3) *V. Staline, où on lit, entre autres, que la définition de la nation par Staline « est non seulement correcte théoriquement, mais aussi utile du point de vue pratique ».*
- (4) *Ce n'est que dans ce sens qu'on pourrait accepter l'affirmation de S. Jaber dans l'article que nous publions, d'après lequel la nation serait « un phénomène purement idéologique ». Il s'agit, en tout cas, d'une définition tout à fait unilatérale qui évacue les bases matérielles de ce « phénomène idéologique » et apparaît, donc, plus près d'une approche à la Pannekoek que de l'approche de Lénine et de Trotsky.*
- (5) *V. le numéro spécial de Critique communiste sur le marxisme et la question nationale.*

Institut kurde de Paris

Question nationale et question de la terre dans la révolution sud-africaine

Le texte qui suit a été voté par le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale comme base pour une discussion sur les problèmes de l'Afrique du Sud.

Au cours de la dernière décade l'Afrique australe est apparue comme une zone d'importance majeure dans la politique mondiale. La victoire des mouvements de libération dans les anciens territoires portugais, la fin du régime raciste blanc au Zimbabwe et l'émergence de luttes de masse en Afrique du Sud ont transformé ce qui était une région « stable » de la domination impérialiste en une zone de crises et de soulèvements. Le fait qu'un nombre considérable de matières premières stratégiques et qu'un volume substantiel d'investissements impérialistes soient concentrés dans cette partie du continent fait que cette situation de crise concerne profondément les puissances impérialistes.

La clef de l'avenir de l'Afrique australe se situe en Afrique du Sud. Ce pays est aujourd'hui la plus importante base régionale pour l'impérialisme et la principale force contre-révolutionnaire dans la région. Mais il détient aussi l'industrie la plus riche du continent africain, construite par le travail d'une large et

puissante classe ouvrière noire. Si les forces productives en Afrique du Sud étaient libérées des entraves du racisme et du capitalisme, elles deviendraient une force sociale immense pour la libération de l'Afrique de la domination impérialiste.

I

La République sud-africaine est un pays capitaliste semi-industrialisé encore dépendant des investissements et des aides technologiques de l'impérialisme en dépit d'un développement industriel important. Mais c'est un pays capitaliste d'un type particulier. « *Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une 'colonie esclave' dépendante d'une minorité blanche raciste et des intérêts impérialistes* » (L. Trotsky). La grande majorité de la population et l'immense majorité des producteurs industriels et agricoles n'ont pas le droit de citoyenneté dans leur propre pays, ni droits natio-

naux, ni droits démocratiques élémentaires, ni droits politiques. C'est une **situation unique dans le monde, résultat des formes particulières d'implantation du capitalisme** par les colons blancs, alliés au capital étranger : d'abord au colonialisme néerlandais et britannique, puis à l'impérialisme. **L'Apartheid** n'est que la forme finale de la ségrégation raciale par laquelle le capitalisme international et les couches dirigeantes blanches locales ont pu maintenir pendant plus d'un siècle la surexploitation du prolétariat noir, source de la rentabilité des mines d'or et de diamants qui forment une base essentielle de l'économie capitaliste internationale.

La République sud-africaine est un pays capitaliste semi-industrialisé dont la production manufacturière représente 22 % du PIB en 1975 (contre 17 % pour l'Egypte et 10 % pour le Nigéria, les deux pays les plus industrialisés du reste du continent). A titre de comparaison, cette part est de 23 % pour le Mexique, 35 % pour l'Argentine, 28 % pour la Corée du Sud, 30 % pour Hong-Kong. En 1977, la croissance du PIB sud-africain était trois fois supérieure à la moyenne établie pour tout le reste du continent. Pour la fin de cette décennie, il est prévu que le secteur secondaire atteigne 28,9 % du PIB

Elle détient la plus grande concentration de richesses minières du monde capitaliste. Elle est le premier producteur mondial d'or (75 % de la production du monde capitaliste). Elle se range en troisième position pour l'uranium et les diamants, en seconde position pour le chrome, en septième pour les phosphates et le charbon dont elle est l'un des principaux exportateurs, en huitième position pour le nickel et le minerai de fer. Sa part dans la production mondiale est de 92 % pour le platine et de 62 % pour le manganèse. La production minière représente près de 40 % du PNB et plus de 60 % des exportations. **C'est la part**

de cette rente minière dans le revenu général qui maintient en partie sa dépendance vis à vis de l'impérialisme.

La production aurifère de l'Afrique du Sud est plus un facteur de dépendance par rapport au marché impérialiste qu'un moyen de pression et d'autonomie. Les fluctuations des cours du métal jaune influencent fortement l'économie sud-africaine sans que le régime de Prétoria puisse vraiment peser sur les déterminations extérieures de celles-ci.

Cette immense richesse est contrôlée conjointement par le capital étranger et le capital sud-africain de plus en plus associés l'un à l'autre, y compris dans des trusts et des compagnies opérant sous forme de **joint-ventures**. A l'autre pôle de la société se trouve la masse des producteurs noirs («africains», «métis» et «indiens» selon la terminologie officielle), misérables, dont le revenu par tête d'habitant est de 10 % de celui des blancs et dont la masse la plus pauvre est constituée par la paysannerie des **Bantoustans**, en grande partie dépendante des subsides de l'Etat sud-africain et des revenus des travailleurs migrants. C'est cette polarisation entre riches et pauvres qui, coïncidant avec l'apartheid et l'accaparement des terres fertiles par les blancs, rend la situation sociale sud-africaine explosive.

II

L'Afrique du Sud occupe une position absolument unique dans le continent africain. Elle draine à elle seule presque 50 % des investissements impérialistes qui vont à l'Afrique noire. L'importance de ses richesses et exportations minières en fait une des bases essentielles de l'économie capitaliste internationale. Le développement de la révolution coloniale, notamment au Moyen-Orient, a accru l'importance stratégique de l'Afrique du Sud à l'échelle mondiale. Encore récem-

ment, en juin 1981 se tenait à Buenos-Aires une conférence privée de militaires américains, sud-africains, uruguayens, argentins, chiliens et brésiliens afin de discuter le vieux projet de Traité de l'Atlantique sud, Washington cherchant surtout l'utilisation de la base militaire de Simonstown près du Cap, abandonnée par les Britanniques en 1975.

Le développement du mouvement de libération national en Afrique noire et surtout en Afrique australe oblige la RSA à se transformer en force contre-révolutionnaire principale dans cette région. Ses interventions au Zimbabwe (avant l'indépendance), en Angola, en Namibie, au Mozambique, ont tendance à s'étendre à une aire géographique de plus en plus large. Le budget de la défense nationale a quadruplé en dix ans et atteint maintenant 2,5 milliards de rands (1 rand vaut environ 6 FF). L'industrie d'armement en Afrique du Sud est un secteur de pointe prioritaire, d'ores et déjà capable de fournir des armes lourdes inspirées de modèles étrangers livrés dans le passé. Le gouvernement a favorisé le drainage de l'épargne vers les emprunts de défense nationale et des sociétés étrangères comme la Barclay's Bank. Telefunken, une filiale du groupe français Thomson ont également investi dans les bons de la Défense. De la même manière l'Etat sud-africain a su tirer profit de certaines technologies mises en œuvres sur place par des firmes étrangères pour en exploiter les possibilités militaires, afin, toujours, de contourner les recommandations de l'O.N.U. de cessation de tout commerce d'armement avec la RSA.

Par ailleurs, l'essor de l'économie sud-africaine nécessite de plus en plus l'incorporation des pays africains dans sa sphère d'influence commerciale. Certains capitaux investis dans ces pays proviennent d'Afrique du Sud. Elle domine de différentes manières les économies du Botswana, du Lesotho et du Swaziland

tandis qu'elle exerce une forte influence sur celles du Mozambique, du Zimbabwe et de la Zambie; notamment dans l'économie minière de cette dernière. Une partie importante des produits alimentaires consommés dans ces pays proviennent d'Afrique du Sud. Les réseaux sud-africains de transport et de communication s'étendent à une partie du sous-continent. Au Mozambique l'exploitation du port de Maputo s'effectue en utilisant des matériels et du personnel sud-africains. Le barrage géant de Cabora Bassa dans ce même pays exporte une grande partie de sa production électrique vers l'Afrique du Sud. De plus certains des pays de la région connaissent une émigration temporaire de leur main d'œuvre vers les mines sud-africaines. Cette influence économique atteint maintenant le Kenya, le Zaïre, le Congo et l'île Maurice. Pour la seule année 1980 les exportations sud-africaines vers l'Afrique ont augmenté de 66,6 % atteignant 1,1 milliards de rands.

Tout effort sérieux pour affaiblir le poids économique du bastion raciste doit être soutenu. Les appels pressants des « Etats de première ligne » à obtenir une aide internationale pour réduire cette dépendance demeurera cependant sans lendemain. C'est une tragique et dangereuse illusion que de croire que les pays impérialistes vont aider ces pays à se soustraire durablement d'une influence sud-africaine dans laquelle ils ont tant d'intérêts. Parce que ces « Etats de première ligne » ont des économies néocoloniales, il ne peut y avoir d'autre politique que de combattre simultanément l'influence économique, politique et militaire de l'Etat raciste et les classes dirigeantes locales complices de la domination impérialiste.

Entre la nécessité pour le régime raciste de jouer le rôle de gendarme contre-révolutionnaire sur une partie du continent, ce qui accentue l'indignation et la haine des masses africaines dans leur

ensemble à son égard, et la nécessité de gagner des parties croissantes du continent pour des débouchés commerciaux, il y a une contradiction effective. L'installation, avec l'aide de l'impérialisme, de régimes plus conciliants dans ces pays serait la solution la plus efficace pour la résoudre. Mais aussi longtemps que la conscience anti-impérialiste des masses en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe n'est pas durablement entamée, il est difficile de concilier les impératifs de l'expansion commerciale sud-africaine avec ceux de la répression militaire contre des pays où demeurent pour le moment des régimes nationalistes bourgeois portés au pouvoir par des mouvements de masse anticolonialistes.

Cette contradiction constitue le fondement d'une des divergences tactiques qui subsistent notamment entre certains milieux impérialistes et Prétoria, divergences qui portent simplement sur le moyen le plus efficace de combattre la montée du mouvement des masses dans la région et non sur les objectifs fondamentaux économiques et politiques.

III

La croissance de l'économie sud-africaine a produit une classe de capitalistes sud-africains blancs puissante. A partir du milieu des années 1920, une taxe (l'Excess Profits Tax) frappe les bénéfices des mines, permet une redistribution des profits, le développement de l'industrie manufacturière privée et étatique (notamment l'industrie sidérurgique liée aux nécessités de l'industrie minière). Mais en même temps, l'interpénétration du capital national et international, aussi bien dans le secteur minier que dans le secteur manufacturier, s'accroît.

L'apparition d'un capital financier sud-africain marque une évolution récente du capitalisme dans ce pays, mais

nullement un achèvement. Il s'agit là d'une nouvelle illustration de la loi du développement inégal et combiné (d'ailleurs nullement limitée à l'Afrique du Sud). Il serait toutefois prématuré d'en déduire une modification qualitative des rapports entre la bourgeoisie sud-africaine et l'impérialisme. La fraction de la classe dominante qui détient cette part de capital financier reste dépendante du savoir-faire technologique des grands pays industriels. Pour cette raison et aussi en raison des besoins permanents financiers et commerciaux de la RSA, les entrepreneurs sud-africains sont obligés le plus souvent de recourir à des « joints ventures » pour toutes entreprises d'ampleur.

Mais surtout cette bourgeoisie est restée dépendante des mécanismes qui ont favorisé ses profits : l'apartheid et la domination nationale exercée contre la majorité de la population. Elle est donc incapable de balayer les formes barbares qui ont présidé à son accumulation et se trouve historiquement condamnée à ne pouvoir atteindre un développement identique à celui d'une classe dirigeante d'un pays capitaliste avancé. L'étroitesse du marché intérieur, lui-même dépendant de l'apartheid, constitue un autre aspect de ce blocage objectif et ne peut être surmonté par la classe dirigeante sud-africaine. Ainsi entre 1972 et 1980 l'Afrique du Sud emprunta près de 7 milliards de dollars US à des banques étrangères grâce à 186 prêts différents. Caractéristiques sont les prêts faits par des banques telles que Barclays et Southern African Oil Fund dont les objectifs, grâce au projet Sasol de transformation de la houille en pétrole, est de réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole étranger.

IV

Si un capital financier sud-africain est

apparu, effectuant même des exportations de capitaux, le capital étranger continue à prédominer dans le secteur bancaire. En 1978 deux banques sous contrôle étranger représentaient ensemble 52 % de l'actif global des vingt plus importantes institutions financières du pays. Il s'agit de la Barclays National Bank Ltd et de la Standart Investment Corporation (Stanbic), les trois groupes suivant, la Netbank, la Volkskas et la Bankorp étant contrôlés par des capitaux sud-africains.

Dans le secteur minier les participations étrangères sont très fortes atteignant jusqu'à 72 % dans les « portefeuilles or » les mieux cotés. Elles sont de l'ordre de 45 % dans la De Beers et en moyenne de quelques 40 % de la capitalisations minière totale en Bourse évaluée en 1979 à 215 milliards de FF.

Les sociétés étrangères contrôlent totalement l'industrie électronique. Environ 80 % des ventes leur sont attribuées et les multinationales dominent entièrement l'informatique. Dans l'automobile, les trois-quart du chiffre d'affaire annuel est effectué par les firmes étrangères, le reste allant souvent à des concessionnaires sous licences.

Dans le secteur des sources d'énergie l'Afrique du Sud est encore loin d'avoir pu se libérer des tutelles étrangères. Caltex, Mobil, BP, Total et Shell contrôlent environ 85 % de l'industrie pétrolière du pays. Les produits pétroliers raffinés sont fabriqués pour 95 % dans quatre raffineries dont trois appartiennent aux transnationales qui détiennent également 91 % des stations services.

Y compris dans le secteur du charbon traditionnellement aux mains de sociétés sud-africaines, Total, Shell et BP ont obtenu un droit d'extraction et de commercialisation, en échange sans doute de combustible liquide difficile à importer depuis la décision de la Ligue Arabe en 1973 de cesser toute vente de pétrole à la RSA.

Au cours des cinq dernières années le volume des investissements étrangers a plus que doublé, passant de 10,5 milliards de rands en 1973 à 23 milliards en 1978 et à 25 milliards en 1980. Le principal propriétaire de ces capitaux étrangers reste la Grande Bretagne avec quelques 8 milliards de rands, suivi du reste de CEE avec 6 milliards de rands et des USA avec 5 milliards de rands.

Le gouvernement sud-africain tente de réformer le système bancaire et de renforcer son contrôle politique sur les compagnies bancaires. Dans le secteur des banques en vertu du Bank Act de 1974 il impose aux institutions financières de ramener les parts étrangères à 50 % au plus avant 1985. Cela doit toucher essentiellement les quatre banques Barclays, Standart, Hilsam et la Southern French Bank détenue par la Compagnie française de l'Indochine et de Suez (aujourd'hui nationalisée par le gouvernement français).

Mais la contradiction de la dépendance demeure et le gouvernement a créé simultanément un « rand financier » décoté de 25 à 38 % par rapport au rand commercial, afin de favoriser l'investissement étranger, plus particulièrement celui des non-résidents. Le marché de ce « rand financier » se situe à Londres avec deux marchés auxiliaires à New-York et Johannesburg.

Le gouvernement sud-africain tente aussi de réduire cette dépendance dans des domaines comme l'énergie et l'armement. Il a fait des investissements considérables dans les sociétés d'Etat qui dominent maintenant de nombreuses industries. La sidérurgie (ISCOR) et la production électrique (ESCOM) ont été sous le contrôle de l'Etat depuis le début des années trente. Il a pris de nombreuses mesures afin d'augmenter la capacité de production locale et d'aider les entreprises sud-africaines à devenir des actionnaires majoritaires dans certaines branches de pointe. La volonté de résoudre

le problème pétrolier a favorisé la recherche de techniques substitutives.

Mais précisément dans ce domaine s'illustre les difficultés et les contradictions de cette politique « nationale ». Le savoir-faire sud-africain nécessite souvent des apports industriels impérialistes pour leur réalisation. Par exemple, pour les projets Sasol II et III dont les objectifs sont de transformer la houille en produits pétroliers, 40 % des coûts sont apportés par le capital étranger. Des multinationales comme des compagnies pétrolières ou des banques britanniques seraient actionnaires de Sasol III.

Il apparaît ainsi que le développement du capitalisme en Afrique du Sud renforce le poids de la technologie et des investissements étrangers. Le gouvernement peut essayer de favoriser les investissements de la bourgeoisie sud-africaine, il n'en réduit pas pour autant, **globalement**, la dépendance vis-à-vis de l'étranger. La croissance industrielle accroît non seulement la dépendance technologique mais dépend elle-même pour une part du marché international de l'or.

V

La base matérielle de l'ancienne opposition, les intérêts Afrikaners et ceux de la bourgeoisie anglophone, a été largement modifiée. Les intérêts croisés des différentes fractions des classes dominantes ne permettent plus une telle simplification. Il est cependant réel que la grande bourgeoisie industrielle et financière (majoritairement anglophone) s'oppose aux pratiques politiques de la majorité de la petite entreprise, de l'agriculture, de la bureaucratie et de l'armée. Sur le fond ces divergences portent sur les besoins d'une économie moderne, pour une rationalisation de la domination capitaliste et l'élargissement du marché. Les divergences entre les libéraux et le parti dominant, National Party, portent sur

une seule interrogation : comment éviter au mieux le déferlement des opprimés et l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Les libéraux pensent qu'une démocratisation contrôlée bloquerait le processus de radicalisation du mouvement des masses. La majorité du N.P. comprend que toute concession majeure renforce la détermination des masses et que seule la stabilisation de l'apartheid par le développement d'une petite bourgeoisie métis et indienne peut éviter le pire.

Aucune fraction bourgeoise n'est en fait prête à donner la totalité des droits politiques et démocratiques aux masses noires ouvrières et paysannes. F. van Zyl Slabbert, leader de l'opposition libérale, accompagne par exemple ses propositions d'ouverture démocratique d'un droit de veto pour la minorité blanche et précise que son idée de « suffrage universel » (« universal franchise ») doit être distinguée de la « loi de la majorité » (« majority rule »)

C'est le parti nationaliste lui-même qui est divisé sur ce chapitre entre « verligte » (éclairés) et « verkrampt » (crispés). Mais ces conflits politiques attestent d'une crise croissante au sein de la bourgeoisie dans une situation de tension sociale dans le pays et non de la résolution d'une fraction quelconque de la classe possédante d'arriver à un renversement fondamental de la politique de ségrégation raciale. Des organisations politiques nouvelles, comme la Herstigte N.P. ou les groupes néonazis confirment au contraire certains préparatifs à l'affrontement au sein d'une partie de la population blanche.

L'impérialisme est le principal bénéficiaire de cette situation. Malgré tous ses serments hypocrites sur la scène internationale, il n'est nullement décidé à remettre en question la ségrégation raciale. Des études récentes ont d'ailleurs prouvé que les firmes américaines et européennes établies en RSA ne respec-

tent généralement pas les « codes de conduite », pourtant fort modestes, élaborés par des organismes officiels afin de favoriser, par exemple, l'égalité des salaires entre Noirs et Blancs. Le « code Sullivan » pour les USA et son équivalent établi par la CEE, se sont montrés incapables d'aller à l'encontre des impératifs du profit capitaliste en Afrique du Sud. En 1980, un document du ministère britannique du commerce reconnaissait que 33 entreprises anglaises payaient des « salaires de famine » à leurs salariés noirs et que 20 000 salariés noirs de filiales britanniques étaient payés à des tarifs en-dessous des normes pourtant fort modérées préconisés par le code de la CEE.

Le développement du capitalisme dans ce pays, l'importance des investissements étrangers ou l'apparition d'un capital financier sud-africain ne sont donc pas des éléments miraculeux qui annonceraient l'évolution de ce pays vers la démocratie bourgeoise au nom de ses besoins objectifs du capitalisme. Les contradictions continues dans cette évolution ne donneront pas naissance à une transformation réformiste du système. Au contraire, plus la richesse s'accumule dans le camp bourgeois, moins il est possible de remettre vraiment en cause le baigné généralisé imposé aux populations noires. L'évolution du capitalisme en Afrique du Sud accumule chaque jour davantage les bases de sa destruction par la violence.

Le patronat sud-africain et les responsables politiques les plus éclairés reconnaissent par contre que le système rigoureux des emplois réservés aux blancs et la faible qualification professionnelle des noirs entravent à court terme le développement économique du pays. Au séminaire de 1980 sur la main-d'œuvre (« Manpower 80's symposium ») il a été révélé que l'Afrique du Sud devrait former presque 5 millions de nouveaux travailleurs dans les huit pro-

chaines années. Le gouvernement a décidé d'accélérer la formation professionnelle des « africains », et des « métissés ». Il a engagé une refonte du marché de l'emploi en ouvrant aux noirs de nouveaux secteurs d'embauche. Mais cela ne peut résoudre dans l'immédiat les problèmes de main-d'œuvre qualifiée ainsi que l'élargissement du marché intérieur de consommation courante. Par contre cela heurte l'aristocratie ouvrière blanche qui constitue la base sociale du régime et renforce les tendances inflationnistes déjà fortes de l'économie sud-africaine.

Ce débat agite aujourd'hui les cercles dirigeants de la RSA. L'idée « généreuse » de favoriser la petite entreprise noire tournée vers le marché des « townships » et la possibilité pour certains « privilégiés » d'accéder à la propriété d'une maison ne réduiront d'aucune manière le chômage des populations noires. En 1977, 26,1 % seulement des emplois d'ouvriers qualifiés étaient occupés par les noirs. Les débats au sein des couches dirigeantes sur l'égalité des salaires, sur la qualification professionnelle des noirs et sur le droit à la syndicalisation ne sont plus seulement une question d'objectifs économiques mais également une question de survie de la domination blanche et de défense du capitalisme dans ce pays. En 1978, le PNB par tête d'habitant était approximativement de 1440 US \$. Comparativement, il était approximativement de 1200 US \$ au Mexique, 1500 US \$ au Brésil, 1800 en Argentine, 1700 à Taïwan, 2800 à Hong-Kong.

VI

L'agriculture capitaliste sud-africaine d'aujourd'hui est l'aboutissement d'une évolution qui ne revêt pas immédiatement la forme généralisée du travail salarié. La pénétration coloniale avait largement exproprié les populations afri-

caines de leurs terres et disloqué le système traditionnel de propriété du sol. Il subsistait une paysannerie africaine sans titres, résidant sur des terres appartenant formellement à des blancs. La loi foncière de 1913 avait pour objectif de réduire ce système du « squatting ». Le statut qui se généralisera alors sur les terres des fermiers blancs fut celui du **fermage en travail** (hormis les terres de la Couronne et celles des sociétés foncières). Selon ce nouveau système les paysans africains demeuraient sur les terres du propriétaire et y cultivaient un lopin mais devaient, suivant un contrat, une prestation en travail. Cette évolution n'a été possible que grâce à une intervention directe de l'Etat contre les paysans « squatters ». Cette organisation de travail dans l'agriculture constitua en quelque sorte un **système de transition**. A travers la *Native Trust and Land's Act* de 1936 et les mesures initiales de l'apartheid après la seconde guerre mondiale, stoppant toute migration libre de travailleurs noirs vers les villes, le fermage en travail disparaît pour faire place au salariat agricole pur et simple. Cette évolution s'est faite sous la pression des fermiers boers, au travers de leur union agricole ou au niveau parlementaire par l'entremise du Parti nationaliste qui arrive au pouvoir en 1948. **Les institutions racistes de l'apartheid nées à cette époque témoignent donc, en partie, des besoins nouveaux d'une agriculture capitaliste attentive à ses besoins en main-d'œuvre stable et en partie de ceux d'une industrie absolument dépendante du travail des noirs. L'apartheid est donc bien une nécessité structurelle du développement capitaliste dans ce pays et non un « retour anachronique » à des formes pré-capitalistes.**

Aujourd'hui, quelques 75 000 fermiers blancs occupent 85 millions d'ha, à peu près 85 % du total des terres allouées à l'agriculture. Près de 750 000 travailleurs agricoles, presque tous noirs, y sont

employés. 500 000 autres y trouvent un travail saisonnier. Si on ajoute à ces 1,3 millions de personnes actives dans l'agriculture blanche, le million deux cents mille personnes vivant de l'agriculture indigène, ce sont **près de 28 % de la population active sud-africaine qui sont encore employés dans l'agriculture**. Une partie significative d'entre eux sont dépendants des salaires obtenus à l'extérieur de l'agriculture. Néanmoins, l'apport de celle-ci au PNB est tombé de 16 % en 1946 à 7,5 % en 1978.

Toute l'évolution du système agraire en Afrique du Sud poursuivait dès le début le double objectif de spolier la population autochtone de la propriété et de l'accès au sol, afin d'assurer de la main-d'œuvre bon marché et politiquement contrôlée aux fermiers et aux capitalistes blancs. Aujourd'hui, telle reste la fonction fondamentale des **Bantoustans** : parquer la population africaine du pays dans des réserves où elle est dépourvue de ressources afin de l'obliger à vendre sa force de travail à des salaires de famine aux capitalistes sud-africains et à subsister comme une armée de réserve loin des centres industriels. L'implantation plus récente d'industries à la périphérie des « réserves » est un aveu encore plus cynique de cette politique. Ainsi, le régime raciste prive ces populations de tout droit civil et politique, sous la contrainte et la répression, dans des **structures de retribalisation artificielle** obligatoire afin de les maintenir divisées, sans capacité de défendre leurs droits les plus élémentaires, y compris celui de vendre leur force de travail de manière collective, dans un marché du travail unifié.

Une indication du caractère misérable de l'économie des Bantoustans est donnée par le fait qu'au Venda en 1975, 82 % de la population était composée de gens qui dépendaient des revenus des travailleurs migrants en zones blanches ; 90 % de la population « active » travail-

laient dans l'agriculture, mais ne rapportaient que 0,9 % du « revenu national » de ce territoire. Pour le plus grand des Bantoustans, le Transkei, on escompte 5 millions d'habitants en l'an 2000 dont 1,9 million seront sans emploi. Déjà aujourd'hui, ce Bantoustan ne peut produire qu'un tiers des aliments nécessaires à sa population. La mortalité infantile y est de 282 pour 1 000, contre 18,5 pour 1 000 pour les Blancs d'Afrique du Sud.

Les populations n'appartenant pas aux ethnies officielles des Bantoustans sont dorénavant inquiétées ou chassées par les autorités locales, aggravant ainsi les persécutions généralisées contre toute unification des masses noires en RSA. Des militants syndicaux noirs sont emprisonnés voire tués par les « autorités » fantoches de ces territoires pour le compte des racistes blancs.

VII

Déjà dans son *Accumulation du capital*, Rosa Luxembourg affirmait qu'« un million d'exploiteurs blancs des deux nations scellèrent leur alliance fraternelle et touchante au sein de l'Union sud-africaine en privant de leurs droits civils et politiques cinq millions de travailleurs de couleur ». Cette collusion ou du moins cette communauté d'intérêt s'exprime inégalement et de manière différentes. La pression de l'Etat contre le « squatting » favorise l'accumulation de la paysannerie Afrikaners et son investissement en dehors de l'agriculture dans l'industrie et la banque. Le « pacte » établi en 1924 entre le National Party et la Labour Party constitua une autre forme de consensus entre les différentes couches de Blancs. C'est ce gouvernement qui a établi un tarif protectionniste, une aide à l'agriculture, la création d'un secteur nationalisé, notamment les aciéries de l'ISCOR ainsi que l'Excess Profit Tax

afin de favoriser un **bloc bourgeois** unifiant une partie des intérêts Afrikaners à ceux des capitalistes anglophones et de l'impérialisme.

La discrimination raciale a favorisé les profits de toutes les fractions de la bourgeoisie en Afrique du Sud. L'existence de deux marchés du travail, celui des blancs et celui des noirs, a permis de combiner la défense d'un marché intérieur (bien que restreint) fondé sur les revenus des salaires blancs et un coût très bas de la production fondé sur l'existence de l'armée de réserve des ouvriers noirs et le salaire minimum accordé à ceux-ci. **C'est à la réalisation de cette articulation que c'est consacré en dernière instance l'Etat sud-africain.** Ce faisant il a pu combiner d'une part la croissance d'une bourgeoisie sud-africaine et de l'autre les intérêts impérialistes à la recherche d'un rapport maximum pour leurs investissements. L'Etat sud-africain a joué une **double fonction** par laquelle s'exprime toujours aujourd'hui la complicité entre le patronat blanc sud-africain et les investisseurs étrangers. L'existence d'un appareil d'Etat autonome dès 1910 a été un facteur important dans le renforcement d'une bourgeoisie blanche sud-africaine et dans la stimulation de ses investissements.

Le régime raciste dispose ainsi de marges de manœuvre réelles. Il sait pouvoir supporter, même de manière très éphémère, un isolement relatif, grâce aux ressources du pays, grâce à son développement économique, et grâce à l'autonomie des intérêts des multinationales vis-à-vis des gouvernements impérialistes. C'est pourquoi régulièrement il utilise ces possibilités pour faire pression sur les gouvernements occidentaux afin que ceux-ci s'engagent plus résolument à ses côtés. Certaines interventions militaires comme l'opération « Protée » de 1981 contre l'Angola peuvent avoir, entre autres choses, cet objectif.

VIII

La révolution sud-africaine se conformera à la réalité de classe, c'est-à-dire à la structure sociale, économique et politique du pays. Elle prendra la forme d'un processus de révolution permanente cherchant à résoudre avant tout la question nationale, la question de l'égalité des droits civils et politiques, et la question de la terre pour la grande majorité de la population : les Africains, les Métis et les Indiens.

En même temps, vu le poids prépondérant du prolétariat industriel, minier et agraire dans la population active, la lutte pour ces droits s'effectuera par des moyens d'action et d'organisation de plus en plus prolétariens et se comblera de plus en plus avec la lutte pour des objectifs de classe propres au prolétariat.

Déjà en 1970, 1,5 million de travailleurs noirs s'employaient dans l'industrie, fournissant 85 % de la force de travail de ce secteur. A cette même date les quatre principales régions industrielles du pays concentraient 36,6 % de la population active (23,3 % pour la seule région de Prétoria-Witwaters). La concentration de plus de 9 millions de noirs (sur une population noire de 20 millions) dans des « townships », immenses bidonvilles à la périphérie des grandes cités industrielles a renforcé le caractère explosif de cette évolution.

La révolution sud-africaine commence sur le terrain de la question nationale. Les luttes dans les usines elles-mêmes expriment d'abord la volonté des travailleurs noirs de s'organiser en tant que tels pour conquérir leur émancipation. Les mobilisations combinent aux revendications immédiates (salaires, conditions de travail, droit de résidence, solidarité contre la répression ...) la lutte pour les revendications nationales démocratiques, pour la libération nationale (égalité des droits, liberté d'expression

et d'organisation). La transcroissance du processus révolutionnaire d'une lutte pour des objectifs nationaux-démocratiques en une lutte pour des objectifs anticapitalistes se fait donc sans discontinuité.

C'est pourquoi la croissance du mouvement de masse comblera d'une part la formation d'associations communautaires visant localement et nationalement à l'unification des masses noires contre le régime raciste, et de l'autre la formation de syndicats et d'autres organisations du prolétariat à proprement parler, sans qu'il soit possible de prévoir maintenant les articulations entre ces deux formes d'organisations.

A la campagne le développement généralisé de l'agriculture capitaliste en zone blanche et la généralisation du salariat doivent favoriser à la suite d'une victoire révolutionnaire des masses noires une appropriation collective (sous une forme quelconque) des grandes propriétés agricoles. Mais il n'est pas possible aujourd'hui de cerner ce que seront les exigences précises des masses noires dans les campagnes et parmi les couches semi-prolétariées. La destruction du système des bantoustans exigera évidemment une réforme agraire radicale que les populations de ces régions ainsi peut-être qu'une partie des sans-travail des townships auront tendance à vouloir élargir aux zones de la grande agriculture capitaliste, monopolisant les meilleures terres. Il est donc impossible à l'étape actuelle de prévoir les imbrications d'une réforme agraire redonnant la terre à des paysans pauvres et à des semi-prolétaires et d'une nationalisation d'une partie de la grande agriculture capitaliste. **Ce sont les mobilisations elles-mêmes et le rôle des organisations du prolétariat qui pèseront en définitive sur la nature des exigences des masses rurales.**

La question agraire est rigoureusement liée à la question nationale notamment en ce qui concerne la destruction du

système des bantoustans. La lutte pour le droit à la terre (« la terre à ceux qui la travaillent ») se combinera avec la lutte contre tous les aspects actuels du « développement séparé ».

La question nationale en Afrique du Sud c'est avant tout la lutte pour l'unification de tous les opprimés et les exploités, la conquête de leur droit à constituer une seule et unique nation. La force motrice de cette lutte, c'est le prolétariat industriel. Unifiant autour de lui la population jeune des « townships », le prolétariat minier et agricole, la paysannerie pauvre. Il est déjà significatif qu'une partie des mobilisations dans les townships soient associées à des grèves ouvrières (boycott des autobus, boycott de la viande lors de la grève des abattoirs au Cap ...) et que les actions menées par les jeunes indiennes et métisses prennent des formes similaires à celles de la jeunesse africaine.

L'aristocratie ouvrière blanche, de plus en plus aspirée hors du secteur productif, fait partie d'une « caste privilégiée et arrogante de Blancs » (Trotsky) cherchant à défendre ses privilèges.

Le pacte de 1924 par les strapontins qu'il offrit aux syndicats de la classe ouvrière blanche scella la disparition de celle-ci comme force politique autonome. Ce phénomène se renforça au fur et à mesure que ses rangs étaient de plus en plus composés par des employés d'origine Afrikaner et non plus seulement anglophone (pour leur part liés au syndicalisme travailliste dans les années 1920 et 1930).

D'ores et déjà, face à la nouvelle politique des salaires et des emplois du gouvernement Botha, une partie des supporteurs des partis situés à la droite du Parti national (HNP et fascistes) est constituée par les salariés et ouvriers blancs.

Il est toutefois possible que la crise que connaît aujourd'hui la RSA ébranle des secteurs très minoritaires de la popu-

lation blanche et les pousse à prêter attention aux revendications des masses noires. Ces éléments, la révolution sud-africaine et les marxistes révolutionnaires les confronteront à un choix précis, ou bien avec les masses opprimées noires et de couleur contre l'impérialisme et les possédants blancs racistes, ou bien avec les classes exploiteuses blanches contre les opprimés !

IX

Les années 1970 virent le réveil du mouvement des masses après les défaites qu'il subit au début des années '60. En particulier, il mit en évidence comme un trait permanent les luttes des travailleurs et des jeunes et des masses urbaines en général.

Ce sont d'abord les luttes des travailleurs en 1972-73, puis le soulèvement de Soweto en 1976 qui se traduisait par des formes nouvelles de radicalisation parmi la jeunesse, ainsi que parmi les travailleurs (« stay at home »).

Les luttes de l'été 1980 démontrent que le centre de gravité du combat contre l'apartheid est aujourd'hui la classe ouvrière. Celle-ci s'affronte maintenant au pouvoir blanc sur le double terrain des revendications économiques et de la volonté d'imposer la reconnaissance des organisations syndicales. Ce combat constitue une leçon et un encouragement pour l'ensemble du mouvement des masses, associations communautaires etc...

Le mouvement syndical indépendant est encore jeune et divisé. Deux fédérations (FOSATU et CUSA) ainsi qu'un certain nombre de syndicats (GWU, African Food and Caning Workers Union, SAAWU, MACWUSA ...) se partagent une grande partie des adhésions syndicales des travailleurs noirs. Les problèmes surgissent peu à peu, introduisant entre toutes ces organisations, des discussions et des divergences. La

question de l'enregistrement, celle des « industrial councils » ainsi que celles des revendications directement politiques ont déjà occupé une grande place dans ces débats. Le principe de « non collaboration » avec les institutions de l'Etat raciste doit être précisé à chaque expérience nouvelle de lutte et de confrontation avec le régime ou le patronat.

« L'enregistrement » confronte les syndicats à un problème politique. Les effets de cette réglementation, fixée par la Commission Wiehahn, sont bel et bien de permettre un contrôle répressif par le gouvernement. Une lutte contre ce principe est donc nécessaire. Toutefois l'histoire déjà complexe des syndicats sud-africains ne permet en aucune manière de caractériser ceux qui sont aujourd'hui enregistrés comme obligatoirement collaborationnistes ou compromis. Ceci est notamment valable pour les unions « enregistrées » qui font partie de la FOSATU. L'enregistrement a pu être ressenti parfois comme une question tactique.

Ceci est prouvé par la Conférence de Langa, tenue en août 1981, où se regroupèrent des syndicats indépendants. Cette conférence, dont l'existence est en elle-même de la plus grande importance, a adopté une résolution condamnant le principe de l'enregistrement tel que le conçoit le pouvoir.

Plus sérieusement le mouvement syndical indépendant (mis à part la COSU) se déclare « non racial », ce qui, dans les conditions de l'Afrique du Sud, est une formule pédagogique pour un syndicalisme de classe opposé à un syndicalisme par race dirigé ou influencé par les notabilités « métisses », « indiennes » ou par des mouvements comme l'inkatha zoulou.

Mais en définitive la question clé aujourd'hui est de donner un contenu politique à la bataille pour l'unité syndicale. Celle-ci doit être posée non seulement au sommet mais aussi dans les

entreprises où parfois existent deux syndicats indépendants différents. Cette bataille pour l'unité syndicale sera une étape vers l'unification syndicale. C'est seulement dans de telles conditions que le mouvement ouvrier sera capable de débattre et de régler chaque problème nouveau qui surgira, chaque piège tendu par le gouvernement, par les libéraux, les patrons des multinationales et l'impérialisme. La division actuelle n'est pas un moyen de clarification entre les différentes organisations. Au contraire par la différenciation des expériences locales et des implantations, elle alimente la confusion et parfois le sectarisme.

Un mouvement syndical unifié aura les moyens de résister face aux pressions de toutes sortes qu'exercent d'ores et déjà certaines officines impérialistes, libérales ou social-démocrates pour « aider » les syndicats. L'unité sera aussi un moyen d'élargissement des capacités d'intervention parmi les chômeurs, les jeunes sans travail, les femmes et les populations déshéritées des Bantoustans.

L'avant-garde ouvrière va se trouver rapidement à la croisée des chemins. Le régime ne pourra admettre longtemps ce renouveau de l'insolence ouvrière. Afin de mieux répondre aux préparatifs répressifs du pouvoir, il faudra aller de l'avant, renforcer l'organisations dans les entreprises (shop stewards), toujours mieux garantir la démocratie interne et enfin, élargir le champs d'activité et de mobilisation des syndicats. Les directions elles-mêmes auront certainement à jouer un rôle partiel de direction politique.

Aucune illusion ne doit exister sur la possibilité pour le régime d'admettre un statu-quo avec le mouvement déjà existant.

L'émergence d'une centrale unique, des travailleurs sur une base non-raciale et démocratique acceptant en son sein le droit de tendance et la liberté de discussion serait un pas décisif dans

l'organisation des opprimés.

X

La faiblesse actuelle du mouvement des masses ne provient pas d'un manque de détermination des opprimés mais de l'absence d'une direction révolutionnaire et des orientations des organisations politiques noires. La montée du mouvement des masses dans l'après guerre avait mis en avant l'African National Congress (ANC). Cette organisation, après que la direction originelle ait été remplacée par des militants plus radicaux issus de la Youth League, reconnaissait le rôle dirigeant des masses africaines.

Néanmoins la plus grande faiblesse de cette direction était l'absence d'une perspective de classe et une stratégie de révolution par étape. Dominée par le Parti Communiste, cette direction suivait les objectifs d'une étape démocratique bourgeoise et s'orientait vers une collaboration avec des secteurs libéraux blancs. Cette politique amenait une fraction à rompre et à constituer sur des bases nationalistes le Pan African Congress (PAC).

Après les massacres de 1960 ANC et PAC s'orientèrent vers **une stratégie de guérilla rurale**. Une telle orientation ne pouvait conduire qu'à un bilan très négatif. Aujourd'hui l'ANC et le Parti communiste semblent avoir tourné vers une tactique de guérilla urbaine.

Ce changement est non seulement une indication sur l'échec de la guérilla rurale mais aussi sur la pression de la formation sociale sud-africaine et le poids décisif des masses urbaines. L'ANC a tardé à saisir cette évolution tant à cause de son programme qu'à cause de ses liens internationaux. Le 6 août 1976, Olivier Tambo, Président du mouvement, déclarait encore au journal algérien El Moudjahid que « *les événements de Soweto*

sont aussi l'expression de l'étape actuelle du développement de la lutte en Afrique du Sud de la préparation du peuple à la lutte contre le régime raciste et son aptitude à développer les mêmes actions que celles du FRELIMO, du MPLA, du Mouvement de Libération du Zimbabwe ». Une telle comparaison n'a pourtant aucune base matérielle dans la réalité sociale et politique de l'Afrique du Sud.

L'écho que de telles actions peuvent avoir parmi les masses ne favorise pourtant guère leur organisation. Elles tournent l'attention vers l'ANC et peuvent accroître sa popularité mais elles ne rassemblent pas et n'unifient pas les luttes de masse. Elles tendent à substituer des coups de mains à un lent travail de préparation des opprimés à leur autodéfense. La répression qui s'abat ensuite contre les militants nationalistes engagés dans de telles actions a toujours été sans pitié de la part du régime sans qu'il soit possible de préciser quel bénéfice de leur sacrifice en a tiré le mouvement des masses.

Une guérilla s'appuyant sur les « *pays de première ligne* » avec le soutien d'une partie de l'OUA s'inscrit sans doute dans le cadre de la diplomatie de l'ANC et du Parti communiste. Elle pourrait être une réponse à court terme apportée à la volonté de combattre qui s'exprime dans la communauté noire réfugiée dans les « *Etats de première ligne* ». Mais en l'absence de lien réel avec les luttes menées dans les usines et les townships, elle épuiserait à plus long terme cette combativité face à l'appareil militaro-policié du régime raciste.

Il n'est cependant pas exclu que dans l'avenir l'ANC connaisse un développement, notamment grâce à l'aide internationale qu'il peut recevoir de certains Etats africains et de l'URSS. Il dispose d'un appareil à l'extérieur et de cadres à l'intérieur qui peuvent lui permettre de capitaliser une partie de la radicalisation en cours. Il peut aussi tenter

d'adapter sa politique à la montée des luttes en s'orientant de manière plus tactique vers le mouvement syndical noir, et ne plus réduire cette intervention à la seule autoproclamation de la SACTU, appareil syndical en exil qui lui est lié. Mais conformément à une orientation qui s'enracine dans les conceptions stalinienne du PC, l'ANC conserve encore aujourd'hui une orientation sectaire selon laquelle les masses doivent s'unifier derrière elle-seule. Cette autoproclamation en tant que seule véritable direction révolutionnaire ne favorise pas le nécessaire objectif d'unification des luttes et des organisations.

Toutefois l'ANC dispose parmi la population d'un fort crédit. Des milliers de jeunes et de travailleurs se réclament confusément de lui, non sur la base de son programme, mais comme un symbole. Cette influence peut aussi s'expliquer par l'intense campagne de certains milieux libéraux pour évoquer largement dans la presse ce mouvement politique afin de mieux modeler son image de « *seul interlocuteur représentatif* ». Il est cependant certain que dans les rangs des supporters et militants de l'ANC se trouvent des cadres et des militants qu'il faudrait gagner à un programme révolutionnaire d'indépendance de classe.

L'influence dont dispose l'ANC peut lui permettre de capitaliser des mouvements sociaux qu'il n'a, en aucune manière, initié et encore moins dirigé. Il est aujourd'hui au centre de toutes les préoccupations de ceux qui veulent éviter à tout prix une révolution socialiste en Afrique du Sud. Moscou, les Etats de première ligne, certains groupes impérialistes aimeraient pour des intérêts divers trouver dans l'ANC une direction capable d'accepter une sorte de « *Lancaster House deal* ». Mais la violence contenue dans les luttes de classes en Afrique du Sud ne permettra pas facilement une telle solution. Et si l'ANC renforce d'un côté son influence idéologique, la com-

plexité du combat réel sur le terrain pourrait bien ouvrir des brèches d'un autre côté et produire des divergences sérieuses entre diverses composantes du mouvement. D'ores et déjà existe une contradiction entre les relations que l'ANC a avec les libéraux et la pression qui exerce le syndicalisme non-racial et indépendant.

Le PAC, pour sa part, plus faible que l'ANC, a été marqué par des oscillations et des tournants qui sont allés de la lutte armée au réformisme en passant par un nationalisme radical teinté de maoïsme.

Le Mouvement de la Conscience noire a eu, lui aussi, une grave crise d'orientation accentuée par la répression qui l'a frappé. L'AZAPO qui en est pour l'instant l'une des héritières politiques semble avoir évolué dans le sens d'une reconnaissance du rôle de la classe ouvrière. Il n'en demeure pas moins que ce courant très hétérogène a profondément marqué la présente génération de jeunes et qu'il marquera pour longtemps l'expérience de cette nouvelle génération. Il a surtout échoué par une incompréhension de la nécessité d'unifier tout le mouvement des masses (et pas seulement « africain ») et de centraliser ce combat par la construction d'un parti révolutionnaire.

En dépit d'une claire compréhension des objectifs de la révolution sud-africaine, les trotskystes de ce pays ne réussirent pas au cours des années 1930 et 1940 (quand existait une section sud-africaine de la Quatrième Internationale) à construire une direction alternative aux nationalistes et aux stalinien. Ils surent, cependant, analyser les rapports entre la question nationale et les objectifs anticapitalistes. L'indépendance de classe du mouvement d'émancipation devait selon eux s'exprimer dans le slogan de « non collaboration » avec l'Etat et les institutions racistes.

Mais la construction du parti révo-

lutionnaire dépend aussi de la capacité organisationnelle à former des cadres, à stabiliser une direction, à centraliser les diverses interventions politiques faites dans les mouvements de masse. Les trotskystes n'avaient pas été apporté une attention suffisante à ces questions. Et la répression agrava la situation.

Lorsqu'en 1943 apparut le Non-European Unity Movement (NEUM), il demeurait un espoir de voir se développer un courant radical de masse dans lequel des révolutionnaires pouvaient construire un noyau d'avant-garde.

Mais au lendemain de la seconde guerre mondiale la situation en Afrique du Sud devint plus complexe. La répression s'aggrava et une forte pression s'exerça sur tous les courants d'opposition. Le programme pour l'émancipation nationale ne devait pas être séparé des autres objectifs révolutionnaires. Il fallait insister encore plus qu'auparavant sur l'éducation des cadres et sur la préparation politique à la répression. La cohésion de l'avant-garde autour d'un clair programme de révolution permanente était une nécessité vitale pour se maintenir dans la nouvelle situation, sans compromis avec le rêve d'une guérilla rurale ou avec l'illusion d'une pression internationale sur le régime raciste. La vulnérabilité politique et organisationnelle du courant à la gauche des nationalistes et des staliniens ne permit donc la construction d'une direction alternative à la fin des années 1950 quand le mouvement de masse connaissait une nouvelle croissance. Le NEUM, comme l'ANC et le PAC, subit la défaite des années 1960, après avoir connu une crise et un éclatement.

XI

La tâche centrale aujourd'hui est de construire un mouvement **unitaire** de masse capable de détruire le système d'apartheid. La crise de l'Etat raciste trouve

son origine dans le refus grandissant des masses noires de continuer à subir l'oppression nationale et sociale. Pour cela la construction des organisations de masse (syndicats, associations d'étudiants de quartiers, de paysans, etc.) est déterminante. **C'est l'unité de toutes ces associations et organisations dans un vaste mouvement national centralisé qui pourra véritablement abattre le système raciste.**

Cette tâche d'unification pour la lutte serait incomplète sans la **définition d'un programme et une direction capable de centraliser** les luttes de ces différents secteurs, de poser en rapport avec cet objectif la question de l'autodéfense de la communauté noire. Ceci doit être un des aspects du travail de constitution de mouvement des masses contre l'apartheid. Il y a en effet un rapport direct entre le sentiment de force et de détermination que donnerait l'unification à travers tout le pays du mouvement des masses noires, et la possibilité pour celles-ci de prendre elles-mêmes en mains la question de la protection de leurs mobilisations et de l'autodéfense de leurs quartiers et de leurs organisations. L'avant-garde révolutionnaire dans ce pays devra maîtriser ce rapport entre développement du mouvement de masse et organisation de la défense armée.

Le mouvement de masse doit s'émanciper définitivement de la petite bourgeoisie cosse indienne et métis et des mouvements réactionnaires « tribaux ». Ce qu'il a déjà fait largement dans certaines régions. L'un des objectifs centraux du régime pour maintenir la division entre « africains », « métis » et « indiens » est de promouvoir des castes dirigeantes, des notabilités artificiellement enrichies et des cadres ou professions libérales à forts revenus. C'est ainsi que dans le Natal existe quelques petites industries et gros commerces détenus par des indiens. Il existe même une soi-disante banque indienne, la « New

Republic Bank ». Des partis comme le Labour Party (métis), le Réform Party et le Natal Indian Congress (indiens) sont les reflets de ces intérêts de classes.

D'autre part des mouvements comme l'Inkatha, organisation créée par Buthelezi, chef du homeland Kwa-Zulu, joue un rôle similaire, si ce n'est à un niveau plus massif, dans l'encadrement et l'intimidation des travailleurs zoulous et permet l'enrichissement de ses dirigeants par la corruption et l'aide du régime raciste.

Le renforcement des structures démocratiques des organisations communautaires indépendantes et l'éducation donnée par les syndicats devraient permettre une réduction de l'influence de ces organisations réactionnaires.

Affirmer que le prolétariat peut avec succès diriger et centraliser le combat contre l'apartheid, conquérir les droits nationaux et démocratiques et **regrouper autour de lui tous les opprimés**, c'est dire que ce processus peut aboutir à la formation d'un **gouvernement ouvrier et paysan** s'engageant plus avant dans la lutte pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Un pas important peut être atteint par le mouvement ouvrier : la construction d'un **Parti des travailleurs** consacré à la défense des intérêts de toute la classe ouvrière et des opprimés et à la destruction totale du système d'apartheid. En pratique cela signifie un parti fondé sur les travailleurs noirs et leurs organisations. La formation d'un tel parti représenterait une avance considérable dans la conscience et le degré d'organisation des travailleurs.

Les organisations existantes sont, à des degrés divers, marquées par le sectarisme. Cela n'en rend que plus fondamental le soutien à tout pas en avant réel dans l'unification du mouvement de masse, en particulier des fédérations syndicales dont les succès sont bien plus importants du point de vue des inté-

rêts des masses qu'une opération de commando, même réussie.

Les objectifs unifiants du mouvement doivent inclure :

- l'abolition de toutes les lois d'apartheid et du système des bantoustans.

- l'abolition de toutes les dispositions légales qui restreignent le droit à la propriété foncière en fonction de critères raciaux.

- le droit de constituer des syndicats noirs indépendants (regroupant Africains, Métis et Indiens) sans restriction et sans contrôle et intimidation.

- refus de collaborer avec les institutions créées par l'apartheid.

- l'abolition de toute législation répressive (suppression du « Communism Act », de la censure sur la presse, etc.) et la libération de tous les prisonniers politiques.

- Convocation d'une Assemblée constituante élue démocratiquement sur la base de « *one person, one vote* ».

Dans ces conditions la République sud-africaine deviendra en pratique une république « noire ». Cela n'exclut évidemment pas ni l'égalité complète pour tous, ni les relations fraternelles entre les races (ce qui dépend surtout de la conduite des blancs). Mais il est absolument évident que « la marque dominante de l'Etat sera donnée par la majorité écrasante de sa population, affranchie d'une dépendance servile » (Trotsky).

Ces objectifs soulignent l'importance de la solidarité avec les luttes qui se mènent à travers le pays, dans les villes comme dans les zones rurales, dans les townships comme dans les bantoustans. **Les mouvements qui pourraient apparaître dans ces derniers doivent être considérées comme un fragment de la lutte des populations noires de toute l'Afrique du Sud** contre le régime raciste et ses fantoches. De la même manière il faut aussi prévoir que la lutte pour l'émancipation nationale exprimera à un moment des revendications anti-impérialis-

tes contre les multinationales et les puissances capitalistes complices de l'apartheid.

Cette lutte pour le renversement de l'apartheid, pour la libération nationale et pour les droits démocratiques ouvre la voie à la révolution socialiste en Afrique du Sud. A cet égard, l'Afrique du Sud ne fait pas exception à la théorie de la révolution permanente. **Il est impossible de prétendre abolir l'apartheid sans s'attaquer au capitalisme (c'est-à-dire à la propriété capitaliste des mines, des usines, des banques et de la terre), dont le développement a été à l'origine de tout le système raciste.** Ce régime ne pourra pas dépérir. Il doit être renversé. Un tel bouleversement révolutionnaire établirait les bases d'une collaboration entre les peuples d'Afrique australe contre l'impérialisme et le capitalisme. Ce serait un développement décisif de la révolution socialiste dans le continent africain et un maillon pour de futurs Etats unis socialistes d'Afrique.

XII

Il est nécessaire de construire une organisation révolutionnaire qui intervienne au cœur des luttes de masse afin d'élever le niveau de conscience et de forger la direction révolutionnaire capable d'apporter des réponses à la fois aux problèmes qui se posent actuellement et à ceux qui se poseront demain. Cette organisation devra chercher à réunir ceux qui sont d'accord sur les questions centrales de la révolution sud-africaine :

- pour le font unique de toutes les organisations et associations noires, métisses et indiennes qui luttent sans compromis contre l'apartheid ; pour une lutte de masse contre le régime raciste ; pour un gouvernement ouvrier et paysan.
- pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière noire et la reconnaissance de son rôle dirigeant dans le front unique

contre l'apartheid ; pour une centrale syndicale unique, unifiée, indépendante et non raciale.

- pour la rupture avec les orientations de guérillas substitutives.
- pour la révolution socialiste en Afrique du Sud et son extension à toute l'Afrique australe en combattant l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Ces points ne sont pas des points particuliers à l'Afrique du Sud, mais le résultat de l'expérience vivante de la classe ouvrière à travers le monde. Ces tâches et objectifs de la révolution sud-africaine trouvent leurs illustrations dans les luttes anti-impérialistes d'Indochine, de Cuba qui n'ont abouti que parce qu'elles ont donné naissance à des révolutions anticapitalistes et à la construction d'Etats ouvriers. Au contraire les leçons de l'Angola et du Mozambique où se maintient le poids dominant des intérêts impérialistes et où les masses n'ont toujours pas obtenu les droits démocratiques élémentaires montrent ce qu'il advient de luttes de libération nationale arrêtées en chemin. Au Zimbabwe où les accords de Lancaster House ont maintenu une situation néo-coloniale et où, en dépit de l'arrivée de Mugabe au pouvoir, ni la question de la terre, ni celles des libertés démocratiques entières, ni celle de la misère des masses noires n'ont commencé à recevoir de réponse crédible.

La révolution prolétarienne nécessite une organisation qui puisse tirer ces leçons et s'intégrer dans le processus de construction d'une direction révolutionnaire internationale. Pour aider à réaliser cet objectif, la Quatrième Internationale a le tâche de construire sa section en Afrique du Sud.

Mais la quatrième Internationale est favorable à l'unité la plus large sur des points précis qui permettrait de faire progresser les luttes. Il est nécessaire de promouvoir et de favoriser le débat entre toutes les composantes du mouve-

ment d'émancipation dans ce pays.

La formation d'un mouvement révolutionnaire de masse en Afrique du Sud n'en est qu'à ses tous débuts. Il faut y voir une raison supplémentaire pour accepter le débat et pour favoriser les rapprochements politiques et la collaboration sur la base d'accords politiques partiels.

XIII

La nécessité d'un soutien aux luttes contre l'apartheid en Afrique du Sud justifie que la Quatrième Internationale soit partie prenante de la construction d'un vaste mouvement international de solidarité permanente.

Cela signifie à la fois le développement des activités propres de la Quatrième Internationale et la participation de ses militants à l'activité des mouvements anti-apartheid dans leur pays.

A) L'activité propre de la Quatrième Internationale :

Il est nécessaire de faire écho aux luttes se déroulant en Afrique du Sud et de souligner les objectifs et revendications des masses noires combattant le régime raciste. La presse des sections de la Quatrième Internationale rendra compte régulièrement de la situation dans ce pays.

Notre mouvement cherchera chaque fois que l'actualité des luttes en RSA l'exige à impulser des campagnes mondiales centralisées concentrant des moments forts de mobilisations contre le régime d'apartheid.

Les membres de notre mouvement proposeront aux syndicats auxquels ils appartiennent qu'ils prennent des positions et des initiatives de soutien concrets aux luttes en Afrique du Sud. En particulier les membres de la Quatrième Internationale travaillant dans des entreprises ayant des filiales ou des intérêts en Afrique du Sud proposeront

aux syndicats et aux travailleurs d'exiger des patrons le respect de l'égalité des salaires et des droits syndicaux pour les travailleurs noirs employés par eux en Afrique du Sud. Ils proposeront aux sections syndicales de soutenir et de se lier unitairement aux structures syndicales dont se dotent les travailleurs noirs dans ce pays. Les militants trotskystes insisteront donc sur la nécessaire solidarité entre les travailleurs de leur pays et leurs camarades noirs en Afrique du Sud. Ils proposeront chaque fois que cela est possible des collectes financières, des motions de soutien, des aides syndicales à leurs compagnons d'un même trust, d'une même entreprise en Afrique du Sud.

En ce moment l'une des questions les plus urgentes est la lutte en Namibie. Depuis 1977 le groupe des cinq pays occidentaux (USA, Royaume Uni, Allemagne de l'Ouest, Canada et France) a été au centre de négociations fréquentes et prolongées avec le gouvernement sud-africain, ses fantoches de la Turnhalle Alliance, les Etats de première ligne et le principal mouvement de libération la SWAPO. Ces pays ont été constamment gênés dans la conclusion d'un quelconque accord par les actions des sud-africains, plus particulièrement leur sortie de la Conférence de Genève en 1981. Ils ont maintenant engagé une guerre prolongée et soutenue contre les Etats voisins, plus particulièrement contre l'Angola. Ceci a pour objectif à la fois de détruire les bases arrières de la SWAPO et de déstabiliser le régime de Luanda, sans doute en créant un espace pour un gouvernement de l'UNITA et de Savimbi dans le sud.

La réponse de l'impérialisme à ces actions a été limitée à une singulière condamnation verbale. En fait les actions de l'Afrique du Sud a parfaitement servi les besoins des pays impérialistes. Les attaques contre l'Angola attirent l'attention sur la présence des forces cubaines

et des coopérants techniques dans ce pays — une chose qui a été présentée comme une question équivalente à la présence sud-africaine en Namibie et négociable ensemble. En même temps le vol des richesses de la Namibie continue à une vitesse accélérée. A la fois l'Afrique du Sud qui y fournit les armes et son programme énergétique et la Grande Bretagne qui maintenant y prend plus de la moitié de son uranium (de la mine de Rossing dont la plus grande partie est exploitée par la Rio Tinto Zinc, une compagnie anglaise dont Lord Carrington, qui dirigea l'accord néo-colonial de Lancaster House sur le Zimbabwe, est actionnaire), sont préoccupés de retarder une indépendance qui pourrait menacer ces approvisionnements.

Afin de préserver une seconde ligne de défense, ils introduiraient dans un quelconque accord négocié une série de garanties pour la continuité de l'exploitation. Ils essaient généralement de réécrire les résolutions de l'ONU en incorporant « *la protection contre la nationalisation arbitraire de la propriété privée ou la nationalisation sans une rapide et juste compensation* ». Ils essaieront aussi certainement de réintroduire des garanties constitutionnelles pour les blancs telles qu'on les trouve dans l'accord de Lancaster House sur le Zimbabwe et une force de maintien de l'ordre similaire pour superviser l'accord.

Les marxistes révolutionnaires s'opposent à ce complot impérialiste sur une claire ligne d'autodétermination pour le peuple de Namibie. Nous ne reconnaissons pas le droit aux cinq puissances impérialistes d'être parties prenantes d'un quelconque accord. « *Impérialistes hors de Namibie* » !

En conséquence nous défendons le droit de la Namibie à l'indépendance immédiate, le retrait de toutes les troupes sud-africaines de ce pays y compris

du port de Walvis Bay et le droit pour toute la population de ce territoire de participer à des élections libres sur la base de « *une personne, un vote* ». Nous demandons que le SWAPO puisse librement s'organiser en Namibie sans menace ni contrainte — ceci ne signifiant pas que nous apportions notre soutien au programme de la SWAPO.

Enfin la Quatrième Internationale soutient tous les mouvements qui en Afrique du Sud s'affrontent au régime raciste pour abolir le régime d'apartheid et gagner tous les droits nationaux et démocratiques pour les masses africaines, métis et indiennes.

b) **Les mouvements anti-apartheid :**

Les militants trotskystes participent à l'activité des organisations de solidarité pour en faire des mouvements de masse unitaires et actifs capables de lancer et d'animer des campagnes :

- contre les liens et relations de tout ordre avec le régime raciste et le marché sud-africain afin d'accroître l'isolement politique et économique de la RSA

- pour le soutien aux luttes et en particulier en direction des organisations syndicales et aux associations de masse antiapartheid en Afrique du Sud. Pour l'impulsion dans les organisations syndicales d'une solidarité active avec la classe ouvrière noire en Afrique du Sud.

- pour la libération de tous les prisonniers politiques. Pour l'arrêt et le sabotage des tournées sportives sud-africaines utilisées comme représentations diplomatiques du régime raciste.

- pour un soutien sans exclusive à toutes les forces politiques combattant en Afrique du Sud contre le racisme et l'apartheid.

Ainsi, par nos activités nous lutterons dans ces associations contre tout sectarisme qui aboutit parfois à privilégier le soutien à la seule ANC, comme le proposent souvent les militants des partis communistes, ou au seul PAC. Les associations de soutien à l'étranger doivent

apporter leur aide à tous les combattants et victimes, sans discrimination.

L'alignement des associations de soli-

darité sur tel ou tel mouvement politique ne peut que renforcer la division en Afrique du Sud même.

Institut Kurde de Paris

Le concept de nation et la nation arabe

L'article qui suit est tiré d'une brochure publiée en mars 1981 par le Groupe Communiste Révolutionnaire (section de la Quatrième Internationale au Liban) et consacrée à une discussion de la plate-forme de fondation de la Ligue de l'Action Communiste (L.A.C. — aujourd'hui Parti de l'Action Communiste) de Syrie, organisation révolutionnaire avec laquelle nos camarades du Liban entretiennent des rapports étroits.

LA « NATIONALITE »

A l'instar du Parti ouvrier communiste Egyptien (cf. *La question nationale arabe* dans la revue « *Le Communiste Egyptien* », n° 3), la quatrième brochure des camarades d'Action Communiste s'appuie sur une citation tirée de

l'ouvrage d'un des maîtres du « marxisme soviétique », *Les Principes de la Philosophie d'Afanassiev*, pour distinguer entre deux phases consécutives, qualitativement différentes, dans la formation du fait national : la « nationalité » et la « nation », cette dernière reposant sur une unité économique absente

dans la phase précédente.

Que l'on nous permette tout d'abord une remarque sur le choix d'Afanassiev comme référence pour l'étude de la question nationale : cela équivaut, en effet, à choisir un manuel scolaire de physique comme référence pour une thèse sur la concordance entre la théorie de la relativité et la théorie des quanta ! Quelle misère qu'une discussion marxiste qui se fonde sur l'ouvrage d'Afanassiev, pur spécimen de la vulgarisation réductrice et momifiante du marxisme par les staliniens !

C'est peut-être, d'ailleurs, le sentiment de la faiblesse du recours à Afanassiev comme référence unique pour établir la distinction entre nationalité et nation, qui a incité l'auteur de la quatrième brochure à tenter d'appeler Engels en renfort. Tentative infructueuse cependant, car ladite distinction n'existe en tant que *distinguo qualitatif* (existence ou absence d'une communauté économique, par exemple) chez aucun des grands noms du marxisme révolutionnaire.

Il est vrai qu'Engels distingue dans ses articles entre nationalités et nations, mais il ne s'agit pas tant d'une distinction qualitative que d'une **distinction relative à la dimension**, sans autre considération. Si l'article *La Décadence de la Féodalité et l'Essor de la Bourgeoisie*, sur lequel s'appuie la quatrième brochure, n'est pas assez clair à cet égard, il suffit de lire les autres articles d'Engels sur la question nationale pour vérifier ce que nous affirmons. Le compagnon de Marx lie ladite distinction au *distinguo* qui lui est propre (après Hegel) entre peuples «historiques» (les grands peuples) et peuples «non historiques» (la plupart des petits

peuples retardataires de l'Europe du XIX^e siècle), pour ne reconnaître qu'aux nations, ou peuples «historiques», le droit à l'autodétermination, qu'il dénie à la plupart des nationalités (c'est-à-dire les petites nations) considérées comme «non historiques». (Il est à noter que tous les marxistes ont rejeté par la suite ce *distinguo* hégélien, d'ailleurs absent de l'œuvre de Marx lui-même ; Lénine, pour sa part, a combattu avec la plus grande rigueur toute tentative visant à dénier le droit à l'autodétermination à toute nationalité, quelles que soient ses dimensions).

Nous citerons, pour confirmer notre assertion, un article paru en 1866, sous le titre *Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne ?*, dans lequel Engels lance une attaque en règle contre le «principe des nationalités», c'est-à-dire le principe du droit des nationalités (petites nations) à l'autodétermination dont se réclamait Napoléon III ; Engels dénie ce droit à un ensemble de nationalités dont certaines étaient effectivement en voie de disparition, mais dont d'autres étaient attachées à leur identité nationale, telles que les peuples de l'Europe orientale. Le compagnon de Marx trouve avantageux le fait que les grandes nations intègrent à l'intérieur de leurs frontières d'autres nationalités, ce qui tranche dans l'uniformité nationale trop monotone (sic). Il poursuit : « *C'est ici que nous percevons la différence entre le «principe des nationalités» et le vieux principe de la démocratie et de la classe ouvrière du droit des grandes nations à une existence autonome et indépendante. Le «principe des nationalités» laisse totalement intacte la grande question du droit à l'exis-*

tence nationale pour les peuples historiques de l'Europe. Bien plus, s'il y touche, c'est pour le mettre à mal. Le principe des nationalités pose deux types de questions. Tout d'abord, le problème des frontières entre ces grands peuples historiques, et deuxièmement, des questions concernant le droit à l'existence nationale indépendante de ces multiples petites reliques de peuples qui, après avoir figuré pendant un temps plus ou moins long sur la scène de l'histoire, ont été finalement intégrées dans l'une ou l'autre des nations plus puissantes que leur vitalité supérieure rendait capables de surmonter des obstacles plus grands ». (souligné par Engels).

C'est en ce sens que s'éclaire l'intention d'Engels quand il écrivait dans l'article cité par la quatrième brochure (*La Décadence de la Féodalité...*) : « Les groupes linguistiques une fois délimités(...), il était naturel qu'ils servent de données de base à la formation des Etats, que les nationalités commencent à se développer pour devenir des nations ». Il voulait dire par là que le processus de formation des langues modernes (délimitation des groupes linguistiques) par la fusion de plusieurs langues anciennes a permis de passer des petites nationalités fondées sur les langues anciennes à de grandes nationalités (nations) intégrant les petites nationalités dont les langues ont fusionné. Tout ce qui précède confirme qu'il n'y a absolument aucun rapport entre le distinguo d'Engels et la distinction d'Afanassiev ; pourtant, l'exégèse à laquelle se livre la quatrième brochure pour concilier les deux devient caduque.

Laissons donc Engels et son distinguo entre nationalité et nation, et

examinons la distinction d'Afanassiev, adoptée par l'article du « Communiste Egyptien » et la quatrième brochure.

Afanassiev est stalinien jusqu'à la moelle. Suivant l'exemple de son maître qui réduisit l'histoire de l'humanité à la succession de cinq modes de production, inéluctables pour toutes les sociétés et exclusifs de tout autre mode, Afanassiev distingue cinq étapes dans l'évolution de l'humanité : la **gens** et la **tribu** (sous le régime de la commune primitive), suivies de la « nationalité » (dans les sociétés esclavagiste et féodale), puis de la nation (bourgeoise) et, enfin, la « nation socialiste ». Cette classification rigide n'est pas moins indigente du point de vue de la théorie que la classification par Staline des modes de production successifs.

Ce n'est pas seulement le cas des sociétés du mode de production « asiatique » qui se caractérise par une administration économique centralisée « à l'échelle de pays entiers » (en Egypte, Mésopotamie, Perse et dans de larges parties de l'Inde et de la Chine), et qu'Afanassiev ignore comme son maître Staline ; mais c'est aussi le cas de l'Etat romain, par exemple, qui a, sans nul doute, unifié l'Italie économiquement pour une longue période, avant sa chute, et c'est dans un cadre économique global (agricole, industriel, commercial et fiscal) que se retrouvent les éléments constitutifs de la communauté de vie économique tels qu'énumérés par la quatrième brochure (pp. 12-13) ; celle-ci affirmant à tort, à l'instar d'Afanassiev (1), que la production bourgeoise est seule capable de les réunir. Si donc la « communauté de vie économique » est la caractéristique fondamentale

qui, lorsqu'elle s'ajoute à une nationalité, la transforme en nation, il faut alors reconnaître que les sociétés que nous avons mentionnées constituaient des nations... Nous voici arrivés à l'origine de ce gâchis : la définition de la nation par Staline !

LE CONCEPT DE NATION

La fidélité d'Afanassiev aux enseignements du «père des peuples» ne se restreint pas à l'imitation du quintette de Staline ; il va jusqu'à recopier telle quelle la définition de la nation par Staline (sans mentionner la source dans les éditions de l'ouvrage — très scientifique ! — d'Afanassiev, parues après le vingtième congrès du P.C.U.S. et contenant en revanche plus de dix citations de Khrouchev avec l'affirmation que ce dernier a contribué de manière importante à l'approfondissement de la théorie marxiste (sic !!!).

Or, l'article du *Communiste Egyptien* et la quatrième brochure de la L.A.C. adoptent, eux aussi, la définition de la nation par Staline et s'appuient sur elle. Cependant, tandis que le *Communiste Egyptien* attribue la définition à son propriétaire légitime (le «camarade Staline»), comme dit l'auteur de

l'article, fier d'être le camarade de l'homme qui présida à l'enterrement du bolchévisme et à la liquidation des bolchéviks), la quatrième brochure, elle, à l'instar d'Afanassiev, tait la source et attribue la définition au «marxisme-léninisme».

Cette définition figure dans la brochure *Le Marxisme et la Question Nationale*, rédigée par Staline et publiée en 1913 sous le titre de *Les problèmes des nationalités et la social-démocratie*. On y lit :

« La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture ».

Après la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., Staline et ses adulateurs créèrent une légende au sujet de ladite brochure et de la définition qu'elle contient, les érigeant en «seule théorie marxiste de la nation» (sic !). Lorsque, ultérieurement, dans une réponse à un détracteur, l'auteur de la quatrième brochure de la L.A.C. dut reconnaître l'origine de la définition qu'il avait adoptée-après l'avoir cachée dans la brochure, pour des considérations qui se rapportent sans doute à sa répugnance envers le stalinisme, considérations pour lesquelles nous éprouvons de la sympathie mais qui ne justifient pas le fait d'ôter à Staline son dû — il chercha à faire cautionner Staline par Lénine, en affirmant que ce dernier avait «apprécié» la brochure de Staline.

La réalité est toutefois différente, et Lénine n'est pas plus responsable de Staline qu'Engels ne l'est d'Afanassiev, ou presque. S'il est vrai que c'est Lénine lui-même qui demanda

à Staline de rédiger ladite brochure — Staline était alors un Bolchévik dévoué et n'était « stalinien » qu'en puissance (en ce sens que certains traits de sa personnalité marquèrent ultérieurement le stalinisme, après s'être aggravés) — il reste que Lénine ne mentionna la brochure après sa parution qu'une seule fois, en passant (entre parenthèses, dans un article daté du 15(28) Décembre 1913), pour y approuver l'exposé par Staline des fondements du « programme national des social-démocrates », dont personne ne nie qu'ils sont exposés de manière relativement fidèle dans la brochure en question. Par la suite, Lénine n'en fit plus aucune mention et ne la cita point dans des dizaines de brochures et d'articles qu'il consacra à la question nationale, après 1913.

Les auteurs marxistes Maxime Rodinson et Michael Lowy attribuent cette attitude de Lénine à l'égard de la brochure de Staline au fait que celle-ci contredit, sous certains aspects importants, l'essentiel de la position léniniste sur la question nationale. Dans un recueil paru en France sous le titre *Les Marxistes et la Question Nationale*, Lowy énumère les divergences entre la brochure de Staline et l'œuvre de Lénine, parmi lesquelles figurent des divergences dans l'attitude à l'égard des mouvements nationalistes : Staline, en effet, met dans le même sac le nationalisme grand-russe et les nationalismes que ce dernier opprimait, en les critiquant tous également, voire même en traitant plus durement les nationalismes opprimés, alors que Lénine eut toujours soin de distinguer entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés. Lowy estime que cette divergence est à l'origine du violent

désaccord qui surgit, vers la fin de la vie du fondateur du bolchévisme, entre celui-ci et Staline, désaccord qui porta précisément sur la question nationale au sujet de laquelle le testament de Lénine au XIII^e congrès du parti bolchévique comporta ce qui suit :

« J'ai déjà écrit dans mes ouvrages sur la question nationale qu'il est tout à fait vain de poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation.

« (...) Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Qui-conque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois...

(...) Le Géorgien (2) qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de « social-nationalisme » (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique « social-national », mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la

consolidation comme l'injustice nationale...

(...) Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe ».

Parmi les divergences entre les conceptions de Lénine et celles de Staline sur la question nationale énumérées par Lowy, certaines ont trait à la définition de la nation par Staline. Ainsi, les notions de « caractère national », de « formation psychique » et de « particularité psychologique » propres à chaque nation, que Staline introduit dans sa définition de la nation, sont des notions inspirées du marxiste autrichien Otto Bauer, auteur de ce que Lénine qualifie de « théorie psychologique » de la nation (que Kautsky avait déjà réfutée), et n'ont aucun rapport avec le matérialisme historique. En outre, si Lénine avait eu à s'en tenir à la définition de Staline, il n'aurait pu qualifier de nations la plupart des peuples qu'il considéra et décrivit comme étant des nations. En réalité, la définition en question est le type même de la définition dogmatique rigide, non pas par son contenu, mais par le caractère que Staline lui donna.

A cet égard, nous eûmes la satisfaction de lire au début de la quatrième brochure de la L.A.C. les lignes suivantes : « *La définition dans la méthode marxiste n'est pas une chose purement formelle ; elle est une expression précise de l'essence de l'objet, de son contenu, et ne saurait point devenir un moule prêt et rigide émasculant la réalité vivante et mouvante et la réduisant en un jeu de mots sans vie* » (p. 6). Mais notre satisfaction se transforma en déception brusque : quelques pages plus loin après avoir cité

la définition de la nation par Staline, la brochure en dit ce qu'en disait son auteur : « *Nous voulons insister sur le fait que les caractéristiques que nous avons énumérées précédemment dans la définition de la nation, forment un tout unifié historiquement constitué (nous insistons sur historiquement) et que l'absence d'une de ces caractéristiques quelle qu'elle soit signifie que nous ne sommes pas en présence d'une nation* ». (Sic ! — p. 13, nous soulignons). C'est comme si l'auteur avait eu l'intention de se contredire !

Or, la catégorie de nation est, entre toutes les catégories socio-historiques, celle dont les contours sont les moins précis et celle qui se prête le moins à être réduite à une définition rigoureuse, à l'instar des entités auxquelles elle s'applique. Ce n'est pas un hasard si les principaux marxistes, y compris Marx, Engels et Lénine n'ont pas donné de définition précise de la nation, malgré l'abondance de leurs écrits traitant de la question nationale. Un des grands noms du marxisme, Karl Kautsky, avant sa trahison du marxisme révolutionnaire, a expliqué dans l'un de ses célèbres articles sur la nation (paru en 1908 sous le titre de *Nationalité et Internationalisme*) la raison de l'équivoque qui entoure le concept de nation et qui s'est traduite par les nombreuses discussions à son sujet :

« Nos divergences sur le concept de nation trouvent aussi leur fondement dans le fait que nous avons à faire avec la nation à une formation sociale difficile à appréhender, un produit du développement social, un des facteurs les plus puissants du développement social, que ni statuts ni règles quelconques n'ont jamais

transformée en un organisme social précisément dessiné. La nationalité est un rapport social qui se modifie sans cesse, revêt dans des conditions différentes des significations très différentes... ».

Combien grande est la distance qui sépare la reconnaissance modeste par Kautsky du fait que la nation est un phénomène qui échappe à toute définition rigoureuse — alors que Kautsky est le plus grand penseur marxiste de sa génération et le père spirituel de la génération ultérieure à laquelle Lénine appartient — de la prétention dogmatique et vaniteuse de Staline qui croit avoir tranché définitivement le problème de la nation, rien de moins, surtout si l'on rapporte cette prétention à l'indigence culturelle et théorique de Staline et à la pauvreté de sa production intellectuelle préalable à sa brochure !

Mais, laissons-là Staline et sa présomption et examinons les raisons qui ont fait qu'aucun des grands théoriciens marxistes n'ait formulé une définition rigoureuse et complète de la nation. En d'autres termes : qu'est-ce qui fait de la nation une catégorie sans contours nets et précis, la moins délimitée des catégories socio-historiques ?

C'est, à notre avis, le fait que la nation soit **un phénomène purement idéologique** : c'est-à-dire qu'elle n'est pas implantée dans l'infrastructure des sociétés, n'a pas de rapport avec la structure sociale et n'est pas incarnée par des instruments et des appareils, comme certains éléments de la superstructure (l'Etat, par exemple).

Ce qui unit les membres d'une même nation, ce n'est pas, bien sûr, leur condition économique ou sociale, ou autres conditions matérielles. Ce n'est pas non plus leur

appartenance à un même marché économique : faut-il dénier aux Kurdes, aux Bengalis, aux Basques ou à tant d'autres, leur prétention de constituer une nation, pour la simple raison que des nations plus fortes ont divisé leur pays ou se le sont partagé, leur imposant ainsi une division en deux groupes ou plus, appartenant chacun à un marché différent ? Cela serait absurde ! Et qu'en serait-il des nations allemande et coréenne, sans compter la nation vietnamienne avant la libération de sa partie sud ?

Même la « communauté de territoire » ne saurait être un critère de la nation : faut-il dénier à un peuple exilé et dispersé par l'oppression nationale la prétention d'appartenir à une même nation ? Faut-il dénier aux Arméniens exilés au Liban et ailleurs leur prétention d'appartenir à la nation arménienne, pour la simple raison que la férocité du chauvinisme turc les a contraint à quitter leur territoire pour fuir un des massacres les plus odieux de l'histoire ? Faut-il dénier aux communautés kurdes du Liban, d'Ankara ou d'Allemagne occidentale, leur prétention d'appartenir à la nation kurde pour la simple raison qu'elles vivent loin de leur territoire pour fuir l'oppression nationale turque, arabe ou persane dans leur région d'origine ? Le seul critère que l'on puisse admettre à cet égard, c'est que chaque nation a une **origine** géo-historique commune, ni plus ni moins. Faire de la communauté de territoire combinée avec la stabilité, un critère de définition de la nation est une erreur qui entraîne des conclusions saugrenues.

Nous avons dit que la nation est un phénomène purement idéolo-

gique ; il nous reste à expliquer ce qu'est ce phénomène. Car, bien entendu, nous n'avions nullement à l'esprit cette autre merveille : la «formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture». Si, en effet, chaque nation avait une «formation psychique» qui lui est propre, il faudrait aussi considérer — et pourquoi pas ? — que les antagonismes nationaux ne sont pas nécessairement l'expression de la contradiction entre les intérêts matériels des classes dominantes dans chacune des nations antagonistes, ou d'autres contradictions concrètes : les antagonismes nationaux résulteraient parfois de l'incompatibilité de caractère entre les nations concernées, de l'incompatibilité entre leurs «formations psychiques» ! Encore une absurdité !

Quant à la notion de «communauté de culture», il suffit, pour se rendre compte de son inanité, de considérer la culture commune aux membres de la nation pendjabi du Pakistan, par exemple, dont quatre-vingt pour cent environ sont encore analphabètes, et dont la seule culture commune est la religion, si l'on peut qualifier la religion de culture ! Nul besoin de démontrer que la communauté de religion ne saurait absolument pas servir de critère pour la définition de la nation. Hormis la religion, les coutumes et autres éléments du «folklore» différent parfois plus d'une région à l'autre de la même nation qu'entre deux régions appartenant à deux nations distinctes. Quant au patrimoine culturel écrit en langue ourdou, la langue du Pakistan, pour revenir à notre exemple, il n'est commun qu'à une partie mineure de la nation pakistanaise, du moment que 20% de ses membres, seulement, savent lire et que seule

une faible partie d'entre eux, sans nul doute, a eu le «loisir» de lire la littérature locale. Ce qui nous conduit à cet argument utilisé depuis longtemps par Kautsky pour réfuter la «communauté de culture», fantaisie introduit par Otto Bauer (et reprise par Staline, dont la plupart des écrits théoriques ne sont rien de plus qu'une compilation éclectique d'idées puisées chez d'autres).

Dans son article *Nationalité et Internationalisme*, Kautsky écrivait :

« Et là où, à l'intérieur d'une nation apparaissent de grandes différences entre les classes, se dessinent aussi des différences culturelles beaucoup plus profondes que nombre de celles qui existent entre des nations ; en revanche, l'appartenance à une même classe constitue souvent le fondement d'une communauté de culture entre les membres d'une même classe appartenant à des nations différentes ».

Nous connaissons bien ce fait, dans une région du monde dont les bourgeois adhèrent aux cultures des anciens colonisateurs ou des impérialismes modernes, et sont séparés des habitants de leurs campagne par des cultures, voire des civilisations, tellement différentes qu'on croirait qu'ils appartiennent, non à des nations, mais à des planètes ou des époques différentes ! Que reste-t-il donc : un seul élément, la communauté de **langue**, seul élément stable commun aux membres d'une même nation.

Pendant, la communauté de langue, même entre personnes habitant une même zone géographique sur une longue période historique, ne suffit pas à constituer une nation. Les exemples sont connus : ni Danois et Norvégiens, ni Anglais

et Irlandais ne forment une seule nation. Car pour autant que la nation doit nécessairement reposer sur une communauté de langue et une origine géo-historique commune, elle se fonde, par-dessus tout, sur le sentiment d'appartenir à une même nation, c'est-à-dire la conscience nationale. La nation est sentiment et conscience en premier lieu : il n'y a pas de nation en-soi sans être pour-soi, il n'y a pas d'appartenance nationale qui précède la conscience nationale. C'est pourquoi nous avons affirmé que la nation est un phénomène purement idéologique.

Cette conception de la nation irréductible à une définition fondée sur l'énumération d'éléments constitutifs, et encore moins de conditions, est celle que partagent implicitement le plus souvent, mais parfois explicitement — les principaux théoriciens marxistes, et celle en raison de laquelle ils n'ont pas formulé de définition rigide du concept de nation. Nous nous contenterons ici de mentionner le reproche de Lénine aux « économistes » qui préconisaient de délimiter les frontières des Etats en fonction des besoins de la production, sans tenir compte des sentiments de la population. Dans la même brochure, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à l'autodétermination*, Lénine cite l'ouvrage d'Engels, *Le Pô et le Rhin*, où le compagnon de Marx explique que les grandes nations européennes se sont déterminées, au cours de leur évolution historique, « en fonction de la langue et des sympathies » de la population.

Faut-il conclure de ce qui a précédé que la genèse des nations n'a aucun rapport avec le développement capitaliste et que la nation

est une catégorie éternelle, un phénomène existant depuis l'aube de l'histoire ? Notre réponse est claire et nette : absolument pas ! Bien au contraire, la nation en tant que conscience nationale — c'est-à-dire conscience d'appartenir à une communauté fondée sur le dépassement des considérations tribales, raciales et religieuses, pour ne retenir que la langue et l'histoire — est au centre de l'idéologie bourgeoise. Le nationalisme a constitué avec la démocratie les deux ailes idéologiques de la transformation bourgeoise du monde. Aussi considérons-nous toujours que les tâches démocratiques et nationales sont des tâches d'essence historique bourgeoise, même si nous savons pertinemment que le prolétariat est seul capable de les achever dans notre monde contemporain.

La conscience nationale moderne, fondement des nations au sens moderne du terme, est un élément fondamental de l'idéologie bourgeoise : cela signifie qu'il est absurde de qualifier de nations **au sens moderne du terme** les communautés humaines des époques précédant l'expansion mondiale du capitalisme. C'est la bourgeoisie qui a créé (oui : créé) le concept moderne de nation, la bourgeoisie de chaque pays cherchant à assurer son hégémonie sur le marché constitué par ceux qui parlent sa langue, quelle que soit leur religion ou leur origine raciale. Par contre, dans les époques pré-capitalistes, les formes de conscience collective qui existaient ne sortaient point du cadre du tribalisme, de la religion, du racisme, ou du provincialisme dans le meilleur des cas ; la conscience nationale au sens moderne n'existait pas. Il suffit pour s'en rendre compte d'examiner l'étymologie du

mot **nation**. Il dérive du terme latin **natio** dont la racine est le verbe **nascor** : naître. La **natio** est une notion raciale qui désigne l'ensemble des personnes d'une même origine ; ce terme a conservé son sens premier, longtemps après son passage aux principales langues européennes...(3)

Toute entreprise contemporaine visant à revenir au vieux sens du terme nation, c'est-à-dire à fonder de nouveau la «nation» sur la race ou la religion — qu'elle vienne des nazis, des sionistes, des frères musulmans ou autres nostalgiques de la «tradition» et des gloires de leurs «ancêtres», quelles que soient leurs prétentions politiques — est une entreprise **réactionnaire** au plein sens du terme, qu'il faut combattre sans compromis.

Une dernière précision est nécessaire : ce que nous avons affirmé au sujet de la relation entre le concept moderne de nation et la bourgeoisie ne signifie nullement que seuls peuvent être qualifiés de nations, les peuples ayant atteint un degré certain de développement capitaliste et au sein desquels est apparue une bourgeoisie nationale dominant un marché unifié. Or, la conscience nationale a souvent précédé l'instauration de l'Etat national, l'Etat-nation, et a inspiré l'action visant à cette instauration. Aussi ne faut-il pas confondre les concepts de nation et d'Etat national ou de marché national : les Allemands ont proclamé leur appartenance à la nation allemande et l'ont considérée comme un fait avant l'union douanière allemande (1834). De même, les nations que le joug de l'oppression nationale empêche de fonder un Etat national et un **marché national indépendants** sont malgré cela des nations, nations

opprimées, nations divisées, mais bien des nations ! Seuls leur dénieront leur prétention de constituer des nations, ceux qui les oppriment et ceux qui croient que la qualité de nation ne saurait être attribuée à un peuple sans une autorisation ou une attestation préalable délivrée par leurs doctes personnes à la lumière des Tables de la Loi. La qualité de nation ne se décerne pas aux peuples : elle est proclamée par eux-mêmes !

Les mêmes bourgeoisies qui ont créé le concept de nation, réalisé les tâches nationales qu'elles s'étaient assignées et défendu leurs propres droits nationaux, ont dénié tout cela aux autres peuples qu'elles ont inclus par la force au sein de leurs frontières étatiques ou qu'elles ont colonisés. Cependant, l'idéologie bourgeoise dans ses composantes nationale et démocratique a pénétré partout où le capital a tant soit peu pénétré. C'est aussi le cas de l'idéologie prolétarienne moderne, autre produit du développement capitaliste, qui a pénétré jusque des régions où n'existe pas de prolétariat «en-soi», mais où dominent des formes de production pré-capitalistes !

La très grande majorité des peuples du monde contemporain, quel que soit leur niveau de développement économique, ont une conscience nationale dont la cristallisation a souvent été, en partie, le résultat de l'oppression nationale, un des principaux catalyseurs du nationalisme. Seuls font exception quelques tribus et clans des régions les plus arriérées du monde. Cela dit, dans la plupart des autres régions, les formes de conscience collective précédant la conscience nationale moderne, c'est-à-dire les consciences tribale, raciale, reli-

gieuse et provinciale, mènent encore une lutte réactionnaire contre celle-ci et contre la conscience de classe, tandis que la conscience de classe prolétarienne cherche à récupérer la conscience nationale, là où cette dernière a une orientation progressiste, en faisant siens les objectifs nationaux progressistes et en combattant l'idéologie nationaliste sous ses deux aspects chauvin et conciliateur entre les classes.

LA NATION ARABE

Tel est précisément le devoir des mouvements prolétariens dans les pays arabes. En effet, la pénétration du capitalisme dans la région arabe depuis le XIX^{ème} siècle, accompagnée de l'écho de la montée des mouvements nationaux en Europe, a entraîné la naissance d'une conscience nationale arabe qui ne tarda pas à se répandre dans toutes les provinces arabes, de sorte que la conscience d'appartenir à une même nation arabe a gagné la majorité écrasante des arabophones. En ce sens, la nation arabe existe, mais elle reste divisée en plusieurs Etats, n'ayant pas encore réalisé son unification dans le cadre d'un Etat national unique. La nation arabe est une nation **en voie d'unification** et non une nation «en formation»; elle s'est formée au cours de siècles d'histoire. Tout appel à l'unification de la nation arabe est d'ailleurs une reconnaissance implicite du fait qu'elle existe, bien que divisée.

L'appel à l'unification des «nations arabes» est, quant à lui, une manière absurde d'éviter de reconnaître l'existence d'une nation arabe. Si, en effet, l'appel à l'unification des «nations arabes» se

justifie par le fait qu'elles parlent la même langue, sur des zones géographiques contiguës, pourquoi ne préconiserait-on pas de fusionner la république d'Irlande avec le Royaume-Uni ! S'il s'agit plutôt de créer un vaste cadre pour la construction du socialisme, pourquoi en tiendrait-on à l'écart l'Iran ou la Turquie, sans parler de l'Afrique noire ? Excluerait-on le Brésil d'un projet de Fédération socialiste des nations d'Amérique Latine sous prétexte qu'il n'est pas hispanophone ? Plus encore : nous affirmons qu'une nation arabe devra nécessairement se fédérer avec d'autres nations, jusqu'à réaliser une Fédération mondiale des Républiques socialistes, objectif du mouvement communiste depuis sa fondation. Nous ne concevons l'unification de la nation arabe que comme une étape nationale dans la longue marche internationaliste !

L'existence de plusieurs Etats et mini-Etats arabes n'implique point l'existence de plusieurs nations arabes ou l'inexistence d'une nation arabe unique, d'autant plus que les frontières de ces Etats et mini-etats ont été dessinées par l'oppressé étranger et n'ont aucun rapport avec les fondements en fonction desquels ont été établies les frontières qu'Engels considère comme «naturelles», c'est-à-dire la langue et les sympathies de la population. Il est vrai, d'autre part, que la conscience nationale ou le sentiment national arabes ont connu un recul palpable ces dernières années et qu'ils sont inégaux d'une région à l'autre de l'ensemble arabe ; mais c'est là le propre de toutes les formes de conscience. La conscience de classe ouvrière, par exemple n'est-elle pas différente en intensité d'un secteur à l'autre de la classe

ouvrière, et sujette à des montées et des déclinés selon la variation des conditions générales dans lesquelles elle évolue ? Croit-on, par ailleurs, que la conscience nationale allemande, par exemple, a connu un développement linéaire ? Lisons ces lignes de Kautsky :

« *Le développement économique de l'Allemagne comme de l'Italie a été perturbé au XVIème siècle, (...) lorsque le commerce s'est déplacé des côtes méditerranéennes vers celles de l'océan Atlantique...* »

« *La stagnation économique a eu pour conséquence un engourdissement du sentiment national. Il avait été plus fort au XVème siècle en Allemagne et en Italie qu'il ne l'était au XVIIème ; le particularisme des petits Etats et l'esprit de clocher sont devenus les caractéristiques typiques des deux nations. Elles étaient livrées impuissantes aux influences de l'étranger, et les bons voisins ont naturellement tout mis en œuvre pour maintenir le morcellement national et l'arriération économique et pour veiller à ce que surgissent des adversaires et des concurrents dangereux. L'arriération économique avait produit le morcellement national et la dépendance ; ceux-ci devinrent à leur tour de nouveaux obstacles au développement économique* ». (Kautsky, *La Nationalité Moderne*, 1887).

On ne peut s'empêcher, en lisant les lignes qui précèdent, de penser à la nation arabe, où l'influence impérialiste s'appuie sur les intérêts particuliers de la classe possédante dans chaque Etat ainsi que sur les conflits qui opposent les Etats arabes entre eux, selon la formule «diviser pour régner». Notre histoire contemporaine regorge d'efforts impérialistes pour maintenir le morcellement national et

l'arriération économique arabes, conditions de la dépendance des Etats arabes à l'égard de l'impérialisme. Quant aux deux dernières phrases de la citation de Kautsky, elles semblent avoir été écrites au sujet de la région arabe où «l'arriération économique avait produit le morcellement national et la dépendance ; ceux-ci devinrent à leur tour de nouveaux obstacles au développement économique».

La seule différence entre la situation de la région arabe et celle de l'Allemagne et de l'Italie, telle que décrite par Kautsky, est que la fluctuation du sentiment national arabe n'est pas tant fonction directe de la situation économique arabe qu'elle ne l'est de l'évolution de la lutte anti-impérialiste, elle-même fonction des directions de cette lutte. Il est tout à fait évident que le sentiment national arabe a progressé toutes les fois que les luttes arabes anti-impérialistes progressaient, et qu'il a reculé avec chaque recul desdites luttes. Au temps de la montée des luttes de libération, au temps des victoires, le sentiment national arabe des masses atteint son apogée. Au temps des défaites, par contre, au temps de la poussée réactionnaire, prolifèrent les tenants de «l'Egypte avant tout», les «descendants» des pharaons, des phéniciens, etc... La conscience nationale arabe pousse sur le sol de la lutte émancipatrice ; le particularisme, lui, pousse sur le fumier de la contre-révolution !

L'unification de la nation arabe est une tâche considérable qui doit nécessairement occuper la place centrale qu'elle mérite dans le programme des communistes révolutionnaires arabes, de même que la tâche de l'unification de la nation allemande a occupé une place cen-

trale dans le programme des pionniers du communisme en Allemagne, y compris Marx et Engels. La tâche de l'unification nationale est d'autant plus importante, dans le cadre du programme révolutionnaire arabe, que les classes possédantes ont démontré de manière définitive leur inaptitude à réaliser l'unité arabe.

En effet, il n'est de fusion possible entre deux Etats bourgeois qu'aux dépens de la bourgeoisie de l'un deux. Or, le morcellement national arabe imposé par le colonialisme a empêché la croissance d'une bourgeoisie arabe unifiée, créant à sa place un ensemble de classes possédantes que les puissances coloniales ont veillé à s'attacher chacune avec des liens particuliers. Par la suite, après que les Etats arabes eurent accédé à l'indépendance, leurs économies se caractérisèrent par une vaste prépondérance de l'Etat, quasi-totale dans certains cas, avec ce que cela implique comme barrières douanières et autres mesures pour la protection des intérêts locaux, et planification économique à l'échelle de l'Etat exclusivement. Si, par contre, l'«économie de marché» pure, c'est-à-dire l'économie du libéralisme, était dominante dans la région, et si les rêves de l'union douanière arabe caressés par certains bourgeois s'étaient réalisés, une bourgeoisie arabe serait apparue et les économies arabes se seraient développées en complémentarité, du fait des lois du marché, de sorte à créer un puissant intérêt bourgeois à l'unification nationale qui serait ainsi devenue une tâche réalisable dans le cadre bourgeois.

Dans la situation réelle décrite plus haut, toute unité entre deux Etats bourgeois arabes ne saurait être que la domination de l'un par l'autre comme ce fut le cas avec l'union égypto-syrienne de 1958. Naturellement, n'était-ce la présence des «gendarmes» impérialistes, les grands Etats arabes, notamment l'Egypte, auraient essayé d'absorber leurs petits voisins par la force ; la nation arabe aurait pu s'unifier sous hégémonie égyptienne et sous la direction de Nasser, comme la nation allemande s'est unifiée sous hégémonie prussienne et sous la direction de Bismarck et comme la nation italienne s'est unifiée sous hégémonie piémontaise et sous la direction de Victor-Emmanuel II. Mais les Etats impérialistes ne permettront jamais une telle opération : c'est là une des formes de leur maintien du morcellement national arabe.

Le prolétariat, quant à lui, n'est pas seulement l'unique classe à ne pas avoir d'intérêts particularistes provinciaux ; il est aussi la seule classe capable de diriger un vaste affrontement avec l'impérialisme. Pour ces deux raisons combinées, le prolétariat est la seule classe capable de réaliser l'unité nationale arabe : la nation arabe ne s'unifiera que sous l'hégémonie du prolétariat et sous la direction de son parti communiste révolutionnaire.

Notes :

- (1) Il se confirme qu'Afanassiev ignore même l'histoire des sociétés antiques européennes, et notamment l'histoire de la République puis de l'Empire romains, quand il se reprend dans son livre, pour affirmer : « *Il est vrai que l'échange des marchandises et les marchés ont existé aussi dans la société esclavagiste et sous la féodalité mais ils avaient alors une importance limitée, locale, et ne pouvaient éliminer le morcellement dans les domaines économique et politique* ». (sic)
- (2) Staline, faut-il le rappeler, était Géorgien.
- (3) Suivent des considérations similaires sur le terme arabe **Oumma** que nous n'avons pas jugé utile de traduire (N. du T.).

Institut kurde de Paris

La question Kurde

La question nationale kurde a été traditionnellement négligée par le mouvement ouvrier international. La II^e Internationale ne s'en occupa qu'à son congrès de Zurich en août 1930, où un délégué arménien évoqua la répression qui suivit la révolte du mont Ararat en faisant adopter une déclaration de protestation. Le bilan de la III^e Internationale, qui pourtant depuis son deuxième congrès (1920) engagea à plusieurs reprises des débats sur la question nationale et coloniale, n'est pas beaucoup plus riche. Aucune résolution ne fut adoptée à aucun moment sur le problème kurde qui ne fut pas non plus mentionné dans les textes de caractère général. Même après la deuxième mondiale, à l'occasion d'événements majeurs pour le mouvement national kurde, le problème n'attira l'attention que dans des cercles restreints. Cela était dû, entre autres, au fait que, dans le cadre de la recomposition du système international et des rapports entre les grandes puissances, symbolisée par les accords de Yalta, il n'y avait pas de place pour un Kurdistan indépendant dont l'émergence aurait provoqué inévitablement une crise dans plusieurs Etats d'une région vitale pour les équilibres d'ensemble.

La IV^e Internationale elle-même n'a jamais adopté une position formelle sur la question kurde, bien que des déclarations dénonçant des actes de répression aient fait référence au droit du peuple kurde à l'autodétermination (1). Un débat est actuellement en cours : notre article a pour but d'y contribuer.

PREMISSSES HISTORIQUES

Il est impossible d'esquisser ici une synthèse, même sommaire, de l'histoire des populations des régions correspondant au Kurdistan actuel. Les origines du peuple kurde remontent très loin, au XXX^e siècle avant J.-C. Entre le XXX^e et le XII^e siècle il y eut des populations autochtones qui, toutefois, à partir d'une période allant du XIX^e au XVI^e siècle, fusionnèrent avec des populations immigrées d'origine indo-européenne. Des références à une époque plus récente existent dans des auteurs classiques comme Strabon, Xénophon et Tite-Live. Xénophon notamment, dans sa célèbre *Anabase*, mentionne les Kardoukoï, ancêtres des Kurdes contemporains. A l'époque féodale, caractérisée par une forte tendance à la sédentarisation de tribus antérieurement nomades, se constituent — depuis le XI^e et surtout le XIV^e et XV^e siècle, après les invasions mongoles — de nombreuses principautés. Ces principautés se maintiennent — à travers des vicissitudes et des transformations multiples — jusqu'au siècle dernier.

Elles furent impliquées dans la lutte entre l'Empire ottoman et le Shah de Perse. Un tournant capital fut marqué par la bataille de Tchaldyran en 1514, où le sultan Selim mit en déroute le shah Ismaïl. Les Kurdes s'étaient rangés du côté des Turcs. Des raisons religieuses y avaient contribué : en effet, les Persans étaient chiites alors que les Kurdes étaient sunnites de même que les sultans ottomans. En 1515 un accord fut réalisé entre l'Empire ottoman et les principautés kurdes. Celles-ci — seize au début — gardèrent formellement leur autonomie sous la domination de leurs propres

beys (chefs tribaux), qui, toutefois, devinrent des seigneurs féodaux de l'Empire, étant obligés, entre autres, de fournir des contingents militaires en cas de besoin. En fait, les Kurdes furent entraînés pendant des siècles dans les conflits entre les deux empires : ils cherchèrent à louvoyer et à manœuvrer sans trop de scrupules. Certaines principautés étaient, par ailleurs, sous la domination du shah persan ; d'autres gardaient leur indépendance. En tout cas, les conflits se succédaient sans arrêt : en principe, les sultans ottomans ne respectaient pas les accords et s'efforçaient d'annexer tout simplement des principautés. Selon certains auteurs toutes ces vicissitudes et l'indépendance relative de certaines principautés justifient la thèse selon laquelle l'idée nationale kurde remonterait au XVI^e siècle (rappelons que le premier texte en langue kurde — qui est une langue indo-européenne du groupe iranien, comme le persan ou l'afghan — est du VII^e siècle). Du point de vue idéologique on peut considérer que le premier qui exprima l'idée nationale fut le grand poète Ehmed Khani, vécu entre 1650 et 1706 et l'auteur de l'épopée *Mem-O-Zin*.

Le XIX^e est marqué par des luttes multiples des principautés pour leur indépendance contre l'Empire ottoman. Certains auteurs — parmi lesquels Basile Nikitine — font remonter à cette période un premier stade du mouvement national kurde moderne, même s'il s'agit en réalité de luttes sous la direction des seigneurs «féodaux» défendant en même temps leur autonomie relative et leurs privilèges ancestraux. Parmi les révoltes les plus significatives rappelons la révolte de la principauté de Bahan (1806), dirigé par

Abdourrahman pacha ; le soulèvement des Bibas (1808) ; la lutte de Mir Mohammed, souverain de la principauté de Soran qui eut l'ambition de réaliser la conquête-libération du Kurdistan iranien (1835) ; la révolte de Bedir Khan-bek, émir du Botan à partir de 1821, qui fut selon certains l'un des héros de l'indépendance au XIX^e siècle et, en tout cas, réussit à imposer son autorité, bien que pour une brève période, sur une bonne partie du Kurdistan (1843-1846) ; la révolte de Yezdan Shern, qui s'étendit sur des territoires assez vastes (1853-1855) ; la révolte du cheïkh Obeldoullah à laquelle participèrent en même temps des kurdes ottomans et des kurdes iraniens (1879-1880).

Vers la fin de ce premier stade fut fondé le premier journal kurde (bilingue kurde-turc), titré *Kurdistan* et publié d'abord en Suisse et ensuite en Angleterre, qui fut un porte-parole des patriotes kurdes. Il fut transféré à Istanbul après la révolte des Jeunes Turcs (1908) qui marqua le début d'un deuxième stade du mouvement national kurde. Les Kurdes commencèrent à s'organiser pour obtenir la reconnaissance de leurs droits nationaux les plus élémentaires. Surgirent notamment l'Association pour le développement et le progrès du Kurdistan, qui publia un journal, et l'Association pour la diffusion de l'instruction parmi les Kurdes, qui fonda une école kurde à Istanbul. Ce ne fut, toutefois, qu'un interlude très bref. Le nouveau régime, qui avait proclamé à son avènement l'égalité de toutes les nationalités de l'Empire, changea rapidement d'attitude en déclenchant une attaque violente contre les nationalités non turques, en premier lieu les Kurdes. Déjà en 1909 associations et publi-

cations furent mises hors la loi.

Un troisième stade s'ouvre au lendemain de la première guerre mondiale. Pour la première fois le problème de la formation d'un Kurdistan indépendant se pose sur le plan diplomatique aussi (la Grande-Bretagne, à l'époque puissance décisive dans la région, laissa entendre pendant une brève période qu'elle était, en principe, favorable à une telle solution et la France fit de même). Des clubs et des associations étaient de nouveau formés, surtout à Istanbul, mais cette fois dans d'autres villes de Turquie aussi. L'association la plus importante fut l'Association pour le développement du Kurdistan dont Abdel Kader fut président et Emir Ali Bedir Khan vice-président. Assez rapidement s'esquissèrent des courants divers, essentiellement autour de la question : autonomie ou indépendance ? Abdel Kader devint le porte-parole principal de la thèse autonomiste, Emir Ali de la thèse indépendantiste. Le conflit déboucha sur la constitution de deux organisations rivales des Kurdes d'Istanbul, la Ligue sociale kurde d'Emir Ali et la Ligue des Kurdes et du Kurdistan d'Abdel Kader.

Le Traité de Sévres, signé en 1920, fut une déception pour les Kurdes qui avaient espéré une solution favorable sur le terrain diplomatique. Le traité reconnaissait « l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde » et n'excluait pas l'éventualité de leur indépendance de la Turquie. Mais la réalisation de cette indépendance était subordonnée à une série de conditions, dont la reconnaissance par le Conseil de la Société des nations de la « capacité » de « cette population » d'être

indépendante. En outre, le territoire du Kurdistan éventuel était sérieusement limité. Finalement, des conditions supplémentaires étaient fixées pour la région de Mossoul, intégrée plus tard dans l'Etat irakien. En tout cas, le Traité de Sèvres resta lettre morte même pour le petit nombre d'aspects positifs qu'il pouvait comporter pour les Kurdes. La situation ne s'améliora guère à la suite du Traité de Lausanne (1923), qui en réalité sanctionna le partage colonial du territoire kurde, divisé entre la Turquie et l'Iran, entre la Syrie et l'Irak.

Ce partage, qui était une violation flagrante des intérêts et des aspirations les plus élémentaires du peuple kurde, fut à l'origine d'une série de révoltes qui s'étalèrent dans les décennies entre les deux guerres.

Tout d'abord, se développa le mouvement inspiré par Ismaïl agha, plus connu sous le nom de Simko, qui commença à être actif en territoire iranien en 1918 et après 1920 déclencha une rébellion ouverte avec le mot d'ordre : « Kurdistan indépendant ». A son apogée cette rébellion contrôla une zone assez vaste.

Eclatèrent ensuite les révoltes successives du cheikh Mahmoud. La première fut lancée contre l'occupation britannique du Kurdistan méridional (1919-1920). Le deuxième épisode se produisit en 1922 : Mahmoud forma un « cabinet du Kurdistan », composé de huit ministres et se proclama « shah du Kurdistan » (pendant quelques mois fut publié un journal officiel, *Soleil du Kurdistan*). Deux ans plus tard Mahmoud est battu, mais il ne renonce pas pour autant à sa lutte. A la fin de 1930 il se lance dans une révolte ultime et essuie un échec

définitif l'année suivante.

En 1925, le Kurdistan turc est secoué par une nouvelle révolte, celle du Cheikh Saïd, qui s'achève une année plus tard avec l'exécution de nombreux insurgés.

Un mouvement insurrectionnel de plus grande envergure est lancé entre 1927-1928 et 1931-1932 à l'initiative du Khoyboun (être soi-même), comité fondé dans des circonstances peu claires dans un congrès réalisé en 1927, qui avait dans sa direction des notables turcs d'Istanbul (2) (3). En 1928, un major de l'armée turque, Ihsan Nouri, qui avait participé au congrès de 1927, entreprend des actions militaires dans la région du mont Ararat. Il dirige plusieurs milliers d'hommes et il instaure la République de l'Ararat. Cette république tombe en septembre 1930, mais la lutte continue dans la région pendant deux ans environ. La fin des combats est suivie, comme d'habitude, par des répressions horribles.

Il faut rappeler, enfin, la révolte du Dersim, toujours dans le territoire dominé par la Turquie, dont le «généralissime» Seyid Reza fut le protagoniste principal et qui connut son point culminant en 1937. Seyid Reza est l'auteur d'une lettre-manifeste qui est l'un des textes les plus significatifs de l'époque (4).

La division du Kurdistan subsista même après la deuxième guerre mondiale. Ainsi le peuple kurde reste partagé entre cinq Etats. Les Kurdes ont dépassé les 15 millions : plus de 5 millions et demi se trouvent sous domination iranienne (statistiques de 1975), plus de 6 200 000 sous la domination turque (1970), 2 800 000 sous domination irakienne (1975), 825 000 sous domination syrienne (1976), alors que 278 000 sont citoyens de

l'Union Soviétique (1970) (5).

Les Kurdes sont, donc, privés de leur Etat national et, plus généralement, des droits les plus élémentaires dont devraient jouir des minorités ethniques et ils sont soumis systématiquement à des pratiques de discrimination, voire de véritable dénationalisation.

UNE QUESTION NATIONALE

La très brève synthèse historique que nous avons esquissé, indique par elle-même qu'il existe sans contestation possible une nation kurde. C'est, par ailleurs, la conclusion qu'ont tiré les auteurs les plus sérieux sur cette question, indépendamment de leurs points de vue particuliers et de leurs conclusions politiques. Dans la préface à l'anthologie *Les Kurdes et le Kurdistan*, Maxime Rodison affirme nettement : « *Les droits du peuple kurde ne devraient faire de doute pour personne. Voici un peuple bien spécifique, parlant une langue bien définie (quoiqu'on dise en Iran), vivant sur un territoire cohérent, doté d'une culture particulière, refusant dans sa masse l'assimilation culturelle à laquelle on veut le contraindre, ayant montré mille fois depuis plus d'un siècle sa conscience de former un groupe ethno-national particulier qui a vocation à ses institutions politiques propres, qui a droit d'exercer son autonomie de décision. On peut discuter les options stratégiques et tactiques des dirigeants kurdes du passé et du présent, qui ont été en effet souvent critiquables, et sur bien d'autres choses encore peut-être. Mais les caractéristiques que je viens d'énumérer sur la spécificité du peuple kurde sont des données objectives,*

indiscutables, qu'aucun observateur sérieux ne peut nier ». Dans son étude sociologique sur les Kurdes, l'ancien diplomate de la Russie tsariste, Basile Nikitine arrive à la conclusion suivante : « *En résumé, nous croyons qu'il existe une nation kurde, bien que, en Turquie comme en Perse, on se soit refusé à la reconnaître, ce qui rendit d'ailleurs inopérantes toutes les mesures prises à l'égard de ce peuple depuis la fin de l'époque féodale* ». « *Avec leur langue, leur culture, leur religion, leurs traditions — écrit pour sa part Chris Kutschera — les Kurdes forment une des nations les plus anciennes du Moyen-Orient* ».

Il vaut la peine de souligner, finalement, que le PC irakien — qui pourtant a connu sur la question kurde (comme sur bien d'autres !) des oscillations spectaculaires et ne saurait être cité comme un exemple de lutte conséquente pour le droit des Kurdes à l'autodétermination — a dû expliquer ce qui suit dans l'un de ses textes :

« *Le peuple kurde en Irak fait partie intégrante de la nation kurde, établie sur son territoire, le Kurdistan, actuellement partagé entre la Turquie, l'Iran et l'Irak. Les Kurdes constituent une nation ayant toutes les caractéristiques inhérentes à une nation, notamment : un groupe stable de personnes formé historiquement, ayant un territoire commun-malgré la partition imposée par les impérialistes — une langue commune, et possédant les possibilités d'établir une économie nationale orientée vers la libération et l'unité nationale* ». (6)

Même le Baas irakien, dont la responsabilité dans les répressions anti-kurdes les plus sanglantes sont universellement connues, a été obligé de reconnaître en 1968-1969

« l'existence de la nation kurde ».
(7)

Le peuple kurde a été et reste victime d'une oppression nationale classique. Non seulement il n'a pas pu créer son propre Etat, mais il n'a pas non plus joui d'une autonomie quelconque dans le cadre des Etats qui l'oppriment. Dans certains cas il a été et il est privé même du droit le plus élémentaire, celui de parler sa propre langue (dans les régions dominées par la Turquie, la langue kurde a été interdite dans les écoles depuis 1925 et il est interdit également de publier des livres et des journaux en kurde). A plus forte raison, il ne peut pas se doter librement de ses propres organisations. Dans les cas — peu nombreux — où le régime oppresseur a dû faire des concessions (par exemple, en Irak et plus récemment en Iran) il s'est agi d'acquis éphémères, annulés assez rapidement par des nouvelles vagues de répression.

Sur le terrain économique le rapport entre les régions non kurdes et les régions kurdes à l'intérieur des différents Etats a des analogies assez strictes avec le rapport classique métropole-colonies (des produits manufacturés en échange de matières premières avec des termes de l'échange favorables aux premiers). Pour reprendre une expression utilisée par Marx à propos de l'Irlande et par des marxistes italiens à propos du *Mezzogiorno*, les régions kurdes constituent une sorte de *Nebenland*, condamné à une condition subalterne de sous-développement même par rapport à d'autres régions d'Etats qui restent, dans l'ensemble, sous-développés et exploités, directement ou indirectement, par l'impérialisme. Dans le cas de l'Irak, dont les régions kurdes disposent de ressources

pétrolières importantes, la rente pétrolière est accaparée par le pouvoir central qui la redistribue dans des proportions avantageant énormément les régions non kurdes.

Au delà des pratiques d'oppression « normales », le peuple kurde a dû subir périodiquement des tentatives massives de dispersion et de « dénationalisation » frisant le génocide dans les cas les plus tragiques. Pour ne faire référence, d'une façon sommaire, qu'à certains épisodes parmi les plus significatifs, lors de la première guerre mondiale le gouvernement turc a organisé des opérations de déportation qui ont frappé environ 700 000 personnes dont une bonne partie sont mortes pendant les marches forcées de déplacement (un massacre qui ne le cède qu'à celui des Arméniens). Entre 1925 et 1928 c'est toujours le gouvernement turc qui adopte un programme de « déplacement » d'environ un million de personnes et depuis l'hiver 1932 déporte effectivement des centaines de milliers de Kurdes vers les steppes d'Anatolie. Nous avons déjà mentionné la répression qui a accompagné et suivi les révoltes des années 1920 et 1930; d'après des estimations du Parti communiste turc, en treize années environ un million et demi de kurdes furent massacrés ou déportés. Pour en venir à une époque plus récente, les victimes des répressions déclenchées par les gouvernements irakiens dans les années 1960 et 1970 furent des centaines de milliers (selon certains calculs, seulement en 1975-1976 on aurait « transféré » dans d'autres régions 200 000 kurdes). Finalement, selon des sources du PDK, au moins 15 000 personnes — en majorité des civils — auraient été tuées pendant la lutte actuelle des Kurdes en Iran.

Le simple fait que tout cela n'ait pas détruit le mouvement national ni étouffer l'aspiration profonde des Kurdes aux droits nationaux et à l'indépendance est une confirmation éclatante de la réalité de la nation kurde.

Cette nation a démontré vouloir défendre son identité et revendiquer son indépendance en luttant avec les armes contre les Etats qui l'oppriment : voilà pour nous le critère, en dernière instance, décisif. Nous avons déjà évoqué les mouvements et les révoltes de la période entre les deux guerres. Au cours et immédiatement après la deuxième guerre mondiale, la lutte des Kurdes fut relancée avec une extrême vigueur et un esprit de sacrifice incomparable. En 1943 éclata dans le Kurdistan irakien la révolte de Barzani qui obligea l'armée irakienne à se retirer et dura jusqu'à 1945. La Royal Air Force britannique dut intervenir directement d'une façon massive et c'est à la suite de cette intervention que les insurgés se replièrent en territoire iranien. Peu après c'est justement le Kurdistan iranien qui fut le théâtre d'un des épisodes les plus marquants de la lutte de libération kurde des temps modernes. Le 22 janvier fut proclamé à Mahabad une république kurde indépendante dont Qadi Mohammed devint le président. Une armée indépendante fut organisée et un accord fut signé avec le gouvernement indépendant qui s'était formé à la même époque dans l'Azerbaïdjan. La minuscule république vécut moins d'une année — jusqu'au 15 décembre 1946 — mais pendant son existence elle exerça une très grande force d'attraction. Des Kurdes provenant d'autres régions y arrivèrent et participèrent à sa défense (ce fut le cas notamment des forces kurdo-

irakiennes de Barzani). Dans cette même période fut fondé le PDK (parti démocratique kurde) qui eut à son origine une vocation pan-kurde.

Dans une période plus récente la vitalité du mouvement national kurde fut démontrée encore une fois par la résistance et les révoltes périodiques des Kurdes d'Irak. Ismet Vanly n'a pas hésité à parler d'« une guerre de libération de quinze années », commencée en 1961 et terminée avec la défaite de 1975. En réalité entre 1958 et 1975 les ouvertures et les manœuvres démagogiques des gouvernements de Bagdad alternaient avec la répression la plus sauvage. Des représentants kurdes participaient au gouvernement à plusieurs reprises avec l'illusion que les droits de leur peuple seraient finalement reconnus. Mais tous les accords et les compromis ont été suivis chaque fois par des marches en arrière et des véritables trahisons : d'où l'explosion périodique de nouveaux conflits, le plus souvent sur une grande échelle (8). A son apogée le mouvement national kurde sous l'hégémonie de Barzani a réussi à créer un bastion puissant où vivaient, en plus des réfugiés, environ un million et demi de Kurdes, et où fonctionnait un cabinet de neuf ministres, doté des attributions d'un véritable gouvernement.

Au moment où nous écrivons l'épicentre de la lutte des Kurdes est placé dans le Kurdistan iranien. Des régions entières se défendent, les armes à la main, contre les attaques et les répressions sanglantes de l'Etat iranien qui à l'heure de la république islamique n'a aucunement renoncé au centralisme oppresseur propre de l'ancien régime impérial.

QUEL KURDISTAN ?

Pour toutes ces raisons c'est le devoir élémentaire des marxistes révolutionnaires non seulement d'affirmer le droit du peuple kurde à l'autodétermination, mais de se prononcer aussi en faveur de l'indépendance du Kurdistan. Il est possible que des considérations politico-tactiques puissent suggérer à certains moments de ne pas avancer cet objectif comme un objectif immédiat ou à court terme, mais aucune ambiguïté n'est possible du point de vue des principes et sur le terrain de la stratégie d'ensemble.

Ajoutons que sous l'angle d'une stratégie révolutionnaire il existe une raison supplémentaire qui pousse dans le même sens : la conquête de l'indépendance par le peuple kurde créerait des conditions plus favorables à la lutte révolutionnaire dans l'ensemble de la région dans la mesure où s'aggraverait la crise des états bourgeois qui oppriment des minorités kurdes (9).

Le problème des Kurdes d'Union Soviétique est incontestablement spécifique. Le fait que l'Union Soviétique soit un état ouvrier n'est pas nécessairement un argument contre la revendication de l'autodétermination des Kurdes. Toutefois, il faut prendre en considération deux éléments :

1. la communauté kurde d'Union Soviétique est relativement restreinte et, qui plus est, elle n'a pas de continuité territoriale (en fait, elle est dispersée dans des différentes républiques) ;

2. par rapport aux autres communautés kurdes, elle jouit des conditions relativement privilégiées en ce qui concerne les droits linguistiques et culturels

D'autre part, il n'existe pas de mouvement national kurde en URSS comparable à celui qui existe dans les autres Etats de la régions (du moins selon les informations dont nous disposons) (10).

Il nous ne semble pas possible, par conséquent, d'avancer dans ce cas spécifique la solution qui s'impose dans l'ensemble. On pourrait éventuellement revendiquer pour les Kurdes qui sont citoyens soviétiques le droit à se transférer dans un Kurdistan indépendant et/ou d'avoir la double nationalité.

Nous avons dit que l'objectif des révolutionnaires est la création d'un Kurdistan indépendant. Précisons que le Kurdistan indépendant devra être en même temps un Kurdistan unifié, à savoir inclure tous les territoires peuplés par des Kurdes intégrés actuellement dans les différents Etats. Cet objectif est d'autant plus important que les projets imposés dans le passé par des directions conservatrices voire réactionnaires, qui comportaient l'indépendance (ou l'autonomie) de telle ou telle autre région kurde indépendamment ou au détriment des autres, sont l'une des causes principales des défaites essuyées (nous reviendrons plus loin sur ce problème). Il est inutile de dire que notre orientation n'implique pas que la libération nationale sera réalisée nécessairement en même temps dans tous les territoires kurdes (11). Elle implique que le Kurdistan unifié est un objectif stratégique qui ne doit jamais être oublié ou sacrifié à des choix politiques conjoncturels.

Finalement, les marxistes révolutionnaires doivent expliquer qu'ils luttent pour l'instauration d'un Etat ouvrier kurde. Seul un Etat ouvrier, aboutissement d'une dynamique de

révolution permanente, assurera le parachèvement des objectifs démocratiques nationaux du peuple kurde, satisfera les besoins des masses exploitées, réalisera un développement économique réel et ouvrira la perspective d'une fédération de républiques socialistes de la région.

La tâche stratégique des révolutionnaires ne peut être, donc, que : **Kurdistan indépendant, unifié et socialiste.**

COMPOSANTES SOCIALES ET POLITIQUES DU MOUVEMENT NATIONAL

Dans la première partie de notre article nous avons déjà mentionné la formation du mouvement national kurde en esquissant un schéma de périodisation. Quelle a été et quelle est la nature de ce mouvement et comment s'est-il exprimé et s'exprime-t-il politiquement ?

Au delà des traits communs incontestables, il existe des spécificités régionales, déterminées, en dernière analyse, par l'intégration des communautés kurdes dans des Etats différents. En ce qui concerne, tout d'abord, le Kurdistan iranien, pendant toute une période les gros propriétaires et, plus généralement, les «notables» ont eu un poids prépondérant. Même dans le gouvernement de la république de Mahabas les grands propriétaires, caractérisés par Kutschera comme «féodaux» et les commerçants étaient majoritaires. Le chef du mouvement, Qadi Mohammed, provenait d'une famille d'intellectuels et de religieux ayant des fonctions de cheikhs et de juges (Qadi signifie justement juge), qui étaient en même temps des riches

propriétaires de villages dans la région de Kokan.

Dans les décennies suivantes, notamment à la suite de la pseudo-réforme de l'époque du shah, qui a frappé, ne fût-ce que partiellement une partie des propriétaires, les petits et moyens paysans deviennent la composante principale du mouvement. Le poids du prolétariat agricole augmente également. La bourgeoisie industrielle reste très faible alors que se développe, par contre, une petite bourgeoisie «nouvelle», liée à l'administration et aux services. A l'étape actuelle, la résistance est soutenue par la quasi totalité de la population : en plus de **peshmergas**, il y aurait des dizaines de milliers de paysans armés (12).

Le mouvement national a été pour une longue période sous l'hégémonie des chefs traditionnels dans la région dominée par la Turquie aussi. Dans ce sens Kendal parle d'un mouvement «seigneurial» qui acquiert progressivement des traits plus proprement bourgeois. Il faut rappeler, en tout cas, que dès le début les communautés kurdes d'Istanbul (et plus tard d'autres villes) ont joué un rôle considérable. C'est à Istanbul que les premières associations surgissent en 1908 et qu'elles resurgissent à la fin de la première guerre mondiale. C'est dans les villes que se développe au commencement des années 1960 ce mouvement démocratique et socialiste turc dans le cadre duquel se forment des cadres du mouvement kurde lui-même. C'est dans les faubourges des grandes villes (notamment Istanbul, Izmir, Ankara) que se concentrent les contingents les plus nombreux du prolétariat kurde.

Surtout dans les deux dernières

décennies le mouvement a connu une évolution en rapport avec les changements socio-économiques. Bien que le poids des rapports précapitalistes et des structures de type tribal soit resté prépondérant, il y a eu une pénétration du capitalisme dans les campagnes, dont l'une des conséquences a été un exode rural massif. L'industrie a gardé des dimensions modestes, voire artisanales. Le prolétariat est concentré dans le secteur minier, contrôlé par l'Etat. La bourgeoisie proprement dite est largement intégrée dans le régime oppresseur et elle n'a donc pas un poids décisif dans le mouvement national. Un rôle important est joué dans cette région aussi, par la petite bourgeoisie, y compris celle des campagnes.

Dans les régions irakiennes le mouvement des années 1960 et 1970 a été soutenu par la grande majorité de la population. Celle-ci restait dans sa grande majorité paysanne malgré le développement industriel, lié notamment à l'industrie pétrolière. Toutefois, à côté des gros contingents paysans, surtout dans la dernière période de la lutte, il y a eu une participation considérable d'intellectuels et étudiants (une partie de ceux-ci revenant de l'étranger après avoir interrompu leurs études).

Ce mouvement a été incontestablement sous l'hégémonie du général Moustafa Barzani, une personnalité sous plusieurs aspects ambiguë et même contradictoire. Barzani a été protagoniste d'oscillations politiques spectaculaires qui se sont exprimées, entre autres, dans l'évolution de ses rapports avec le PDK et de ses «alliances» ou compromissions internationales, sur laquelle nous reviendrons. Mais du point de vue social, il y a chez ce personnage

une continuité certaine : il exprime surtout les intérêts et les conceptions des grands propriétaires ou des chefs traditionnels qui par son intermédiaire gardaient, dans l'ensemble, l'hégémonie sur le mouvement. Barzani lui-même provenait, par ailleurs, d'une famille de cheikhs de Barzan à laquelle avait appartenu, entre autres, le Cheikh Ahmed, protagoniste de révoltes kurdes des années 1930.

Après la défaite de 1975 le mouvement des régions irakiennes est entré dans une phase de recomposition y compris sur le terrain social.

Finalement, il existe un mouvement kurde dans l'émigration en Europe occidentale, où sont concentrés des contingents de la classe ouvrière plus nombreux que ceux qui existent au Kurdistan. Du fait de son intégration dans une réalité autre que celle du pays d'origine, cette classe ouvrière ne peut pas jouer un rôle direct dans le mouvement national. Elle peut toutefois y contribuer par le renforcement de certaines organisations, la formation de cadres, des actions de solidarité.

La première ébauche de parti kurde remonte à 1920 : des Kurdes de Turquie voulurent fonder un Parti démocratique kurde, mais la tentative fit long feu, notamment à la suite du refus du ministre de l'Intérieur de donner l'autorisation nécessaire. En 1942 fut formé à Mahabad le Komala i Jiani Kurdistan (Comité de la Vie du Kurdistan) à l'initiative de nationalistes d'origine petite bourgeoise (13). Il prit, entre autres, des contacts avec Hewa (Espoir), une organisation fondée en 1941 dans la zone irakienne sur la base d'une convergence de plusieurs organisations

ayant une orientation assez proche de celle du PC irakien, qui appuya Barzani en 1943 et éclata en 1945 dans des différentes fractions (14).

Comme nous l'avons déjà dit, le PDK fut fondé à Mahabad en 1945. Selon certaines sources Qadi Mohammed en aurait pris l'initiative sous l'impulsion des Soviétiques. Les dirigeants du Komala n'étaient pas très favorables à s'organiser dans le même parti que Qadi Mohammed de peur que celui-ci ne le domine. Mais leur résistance n'eut pas de succès et pratiquement le Komala fut absorbé dans le PDK dont Qadi Mohammed devint le président. La vocation pan-kurde du nouveau parti provoqua également des conflits : en fait, le programme — essentiellement nationaliste et démocratique et centré sur la revendication de l'autonomie — ne faisait référence qu'à la région iranienne. Barzani était favorable à la formation d'un parti distinct pour le Kurdistan irakien alors que Qadi Mohammed apparemment s'y opposait (parmi les Irakiens la thèse unitaire était défendue par Ibrahim Ahmed). En tout cas, déjà en 1946 fut fondée une section irakienne qui se transforma en PDK d'Irak (le congrès de fondation eut lieu le 16 août 1946) (15).

Beaucoup plus tard, en 1965, surgit le PDK des régions turques et en 1967 le PDK du Kurdistan syrien, dont le programme revendiquait la reconnaissance des Kurdes en tant que groupe ethnique.

Il est impossible d'analyser en détail toutes les vicissitudes des différents secteurs du mouvement kurde qui a connu des conflits multiples débouchant souvent sur des scissions ou des véritables affrontements. En ce qui concerne le secteur turc, il suffit de mentionner

que le PDK, idéologiquement nationaliste et socialement composé d'artisans, d'intellectuels et de gros propriétaires, se divisa déjà en 1969 entre le PDK de Turquie (tendance Saïd Elji) et le PDK en Turquie (tendance Sivan) (celui-ci aurait été favorable à l'indépendance totale vis-à-vis de la Turquie). A l'heure actuelle, le PDK de Turquie maintiendrait une implantation solide surtout dans les régions proches de la frontière syrienne et irakienne. A son congrès d'octobre 1977 il s'est prononcé pour l'indépendance avec une ouverture envers le marxisme-léniniste. Il reste, toutefois, fondamentalement conservateur (16).

A gauche, la plupart des organisations se réclament désormais du marxisme en soulignant le rôle hégémonique du prolétariat. L'Ozgurluk (la liberté) est une organisation caractérisée comme pro-soviétique et anti-chinoise, qui en 1980 a signé une déclaration commune avec le DDKD et le KUK. Elle est partisane de l'indépendance du Kurdistan de Turquie et d'une fédération avec un état turc démocratique. En 1978 elle a été sérieusement affaiblie par une scission qui a débouché sur la fondation d'une autre organisation, Orgurluk Yolu (le chemin de la liberté). Le DDKD (association culturelle démocratique et révolutionnaire) remonte à 1974 : il se réclame idéologiquement du marxisme et se prononce pour l'indépendance des quatre parties du Kurdistan. Le KUK (partisans de la libération du Kurdistan) est né d'une scission du PDK (1977) avec une orientation marxisante. Il prône une solution analogue à celle prônée par Orgurluk. Il existe, finalement, Rizzari (Libération), favorable lui aussi à l'indépendance des quatre régions du Kurdistan,

qui a une présence dans l'émigration en Europe occidentale, Kurtulus, fondé au début des années 1970 par des étudiants d'inspiration castriste, avec des traits stalinien, mais critiquant la bureaucratie aussi bien de Moscou que de Pékin, et le PKK (Parti ouvrier kurde) qui a connu des conflits internes violents à propos de la lutte armée et, selon des communiqués récents, aurait subi après le coup d'état en Turquie une répression très dure (17).

En ce qui concerne l'Iran, le PDK, très durement frappé par le régime du shah, a eu le plus souvent une vie interne assez tourmentée. En 1956 il publia son premier programme d'ensemble qui comportait la création d'une république démocratique iranienne dans le cadre de laquelle les Kurdes auraient leur propre gouvernement et leur propre parlement. Au congrès de 1964 le principal dirigeant de l'époque, Abdalla Isshaki, fut condamner comme « traître » à titre posthume Qadi Mohammed et comme « révisionniste » la tendance plus progressiste du parti. En 1969 c'était le tour de Abdalla lui-même d'être évincé à la suite d'un tournant à gauche. Au congrès de 1973 le PDK revenait à ses positions originaires et se prononçait pour la lutte armée contre le régime du shah en revendiquant « les droits nationaux du peuple kurde ». A l'heure actuelle le PDK, sous la direction de A.R. Ghassemlou, est la force de loin majoritaire dans le Kurdistan iranien. Il adhère au Conseil national de la résistance, en collaborant avec, outre les Moudjahidins, Bani Sadr qui pourtant s'était opposé à l'autonomie du Kurdistan lorsqu'il était président. Il maintient la revendication de l'autonomie dans le cadre de l'Etat iranien (18).

Pendant une période une certaine influence avait été gagnée, semble-t-il, par les Feddayin Khalq et un groupe autour d'une personnalité religieuse, le Cheikh Ezzadir Hosseini. Mais actuellement la seule organisation active, à part le PDK, est le Komala, qui a une orientation marxiste, et prône une voie insurrectionnelle avec l'objectif d'une « République démocratique révolutionnaire » (19).

Comme nous l'avons vu, le PDK d'Irak est né en 1946 et des conflits sérieux marquent son existence dès le début. Barzani ne participe pas au premier congrès, mais il envoie quelqu'un qui le représente. Déjà une année plus tard il perd tout contact avec le parti : à l'issue d'une longue marche qui passera dans l'histoire de la résistance kurde comme la « retraite des 500 », il se réfugie en Union Soviétique où il reste jusqu'à l'avènement du régime de Kassem (1958).

Dans son premier programme, le PDK revendique une réforme agraire, une amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, des réformes économiques et sociales (dont la nationalisation des ressources naturelles) et l'autonomie du Kurdistan. Il intégrera un « front national » avec le Parti du peuple de Aziz Cherif, le Parti national-démocratique et le PC irakien. Par la suite il se radicalise (v. notamment les décisions de son troisième congrès de janvier 1953). Il se prononce pour un Etat fédéral irakien intégré dans la République irakienne et adopte le marxisme-léninisme comme idéologie. En 1955, la lutte de tendances — qui n'a jamais cessé — provoque une rupture entre le PDK dirigé par Ibrahim Ahmed et le « front progressiste » de Hamza Abdalla. Mais l'année suivante il y

a une réunification : le parti prend le nom de PDKU (parti démocratique kurde unifié). A son retour l'Union Soviétique, Barzani écarte Ibrahim Ahmed et prend le contrôle du parti en collaboration avec Hamza Abdalla (début 1959). Sous le régime de Kassem, soutenu par l'URSS, le PDKU adopte des positions de plus en plus proches de celles du PC qui combine une propagande verbalement radicale contre «l'impérialisme, la réaction et le féodalisme» et la revendication des droits nationaux des Kurdes dans le cadre du Kurdistan irakien (manifeste de 1959). Mais au IV^e congrès la direction du PDK change de nouveau : Hamza Abdalla est écarté et Ibrahim Ahmed redevient secrétaire général. Parmi ses collaborateurs il y a Jalal Talabani, qui sera plus tard l'un des principaux opposants de Barzani(20). Au V^e congrès, tenu en mai 1960 — la succession rapide des congrès reflète les oscillations constantes, liées, par ailleurs, aux soubresauts de la situation irakienne dans son ensemble — le PDKU redevient PDK et confirme son adhésion au marxisme-léninisme, mais en hommage à son alliance avec Kassem, il supprime «pour le moment» la revendication de l'autonomie. Après la rupture avec Kassem, il s'engage dans la résistance avec pas mal d'hésitations (1962). A l'époque, Barzani n'est pas en condition de le contrôler : c'est pourquoi il déclare non seulement qu'il n'en fait pas partie, mais même qu'il n'y en jamais fait partie ! La rupture est, en tout cas, sanctionnée en avril 1964 : Barzani est condamné dans un communiqué du PDK pour un accord passé avec le régime irakien et dénoncé comme « le plus grand danger pour la révolution kurde ».

Mais il convoque peu après son propre congrès du parti (le VI^e), qui, entre autres, supprime la référence au marxisme-léninisme. Ainsi il y a désormais deux PDK, celui de Barzani et celui de Ibrahim Ahmed-Talabani. Ceux-ci se réfugient en Iran et perdent du terrain justement au moment où Barzani organise le bastion kurde qui résistera, comme nous l'avons dit, jusqu'à 1975. En 1966 il s'accordent avec le régime irakien et s'installent à Bagdad, en organisant même des unités combattantes contre Barzani. Leur justification politico-idéologique est analogue à celle du Baas irakien : le clivage est entre un régime progressiste et anti-impérialiste, d'un côté, et les forces féodales philo-impérialistes, dont Barzani, de l'autre côté.

Dans la phase de recomposition qui s'ouvre après la défaite, le PDK semble se radicaliser de nouveau sous une direction provisoire, qui dans une conférence se prononce pour le droit des Kurdes à l'auto-détermination et pour une coopération des représentants des différentes parties du Kurdistan. Pour sa part, Talabani crée l'Union patriotique du Kurdistan sur la base de la confluence de trois mouvements à l'occasion d'un congrès de septembre 1977 qui prend position pour l'autonomie. Des conflits y compris armés entre «talabanistes» et «barzanistes» s'en suivent. En 1979 Mahmoud Osman fonde le Parti socialiste unifié du Kurdistan. Auparavant s'étaient formés l'Union nationale kurde, favorable à la reconnaissance d'«une véritable autonomie dans le cadre d'une république indépendante d'Irak» (21), et le Komala (Comité marxiste-léniniste).

DIFFICULTES ET CONTRADICTIONS

Des décennies de luttes, succès partiels et défaites très dures imposent un bilan, qui est une **conditio sine qua non** pour le développement et l'aboutissement victorieux des nouvelles phases du mouvement national.

Il faut, d'abord, partir d'une constatation élémentaire. Le Kurdistan est placé dans une région où ont opéré — directement ou indirectement — des grandes puissances, lesquelles ont pu favoriser temporairement et stimuler pour des raisons tactiques, des révoltes ou des mouvements de résistance et même faire des déclarations diplomatiques favorables aux Kurdes, mais sans jamais vouloir réellement qu'un Etat kurde indépendant se forme. Le mouvement national kurde s'est heurté constamment à cet obstacle majeur. Il s'est heurté aussi à des régimes le plus souvent antidémocratiques n'hésitant pas à avoir recours aux répressions les plus féroces et, comme le souligne Chaliand, à « la longue tradition étatique des Persans et plus encore des Turcs ».

En deuxième lieu, la ténacité des structures traditionnelles — que certains auteurs définissent « féodales », d'autres « tribales » et qui, en fait, sont une combinaison de rapports socio-économiques et politiques divers et conflictuels — a eu des conséquences contradictoires. Comme le fait remarquer, par exemple, Nikitine, elles ont contribué à préserver le Kurdistan des envahisseurs étrangers en lui permettant de garder son identité, mais en même temps elles ont représenté un obstacle majeur à la formation cohérente d'une véritable nation et

d'un Etat national indépendant. Sous cet angle les bouleversements que ces structures ont subi depuis la première guerre mondiale et surtout dans les dernières décennies, ont créé des conditions objectives plus favorables (22).

Plus généralement, les structures socio-économiques prédominantes et la composition sociale du mouvement national qui en découlait, ont provoqué des contradictions aiguës et agi en tant que frein puissant au plein essor de la lutte de libération.

Il suffit d'évoquer, par exemple, les conflits qui se sont produits dans la république de Mahabad elle-même, qui s'était heurtée à l'hostilité de certaines tribus qui, étant productrices de tabac pour le marché iranien, étaient lésées par la rupture avec l'Iran. Archie Roosevelt Jr., qui a étudié les problèmes de Mahabad, a fait, par ailleurs, une remarque très pertinente : « *Comme dans les tentatives précédentes, ce fut surtout le manque d'unité des Kurdes eux-mêmes qui la (la tentative de Mahabad) fit échouer. L'un des dilemmes du nationalisme kurde consiste en ce que ce sont les citoyens les plus éclairés qui doivent lui fournir ses dirigeants et ses partisans, alors que sa force militaire lui est toujours venue des tribus et de leurs chefs qui n'avaient ni l'imagination ni l'éducation pour rechercher autre chose que butin et profit dans l'affaiblissement de l'autorité gouvernementale* ».

L'expérience — aux dimensions beaucoup plus vastes — du bastion kurde irakien se prête à des considérations du même ordre. Peu après l'avènement de Kassem éclata une révolte kurde qui fut rapidement écrasée pour la simple raison qu'elle

n'avait pas pu mobiliser les paysans. Elle ne les avait pas mobilisés pour cause : elle était inspirée par des chefs traditionnels, alertés par la réforme agraire, pourtant timorée, de septembre 1958. Au début des années 1960, le PDK hésita avant de s'engager à fond dans la lutte. Ibrahim Ahmed expliqua à un journaliste du *Monde* (12 mars 1963) que les paysans leur avaient « imposé » une guerre qu'eux, les dirigeants, ne voulaient pas, la considérant « perdue d'avance ». Il déclara un peu plus tard au même journaliste : « *Je ne vous cache pas que nous redoutons le déchaînement des paysans* ». La réalité est, comme le souligne à juste titre Kutschera, que pour les paysans kurdes le problème essentiel était celui de la terre alors que le PDK voulait l'éluder pour ne pas s'aliéner les chefs traditionnels, qui, par le truchement de la direction Barzani, conditionnaient en dernière analyse le mouvement dans son ensemble.

Il faut rappeler, en troisième lieu, que les dirigeants et les organisations du mouvement kurde ont renoncé le plus souvent à revendiquer l'indépendance de leur pays. Ils ne l'ont revendiquée que dans certaines périodes et d'une façon contradictoire. Qui plus est, ils ont cherché, en général, des solutions favorables à une des communautés kurdes, indépendamment ou au détriment des autres. Cette approche se relie, par ailleurs, à une approche plus traditionnelle visant à obtenir l'autonomie ou l'indépendance grâce au soutien des grandes puissances et/ou d'un des Etats de la région. L'exemple de Barzani est le plus éloquent à ce sujet. Jusqu'à 1945 celui-ci a misé sur l'aide de la Grande-Bretagne (avant lui la même

illusion avait été nourrie dans les années 1920, par exemple, par Abdel Kader et Bedir Khan). Par la suite il s'est efforcé de gagner le soutien de l'URSS (qui, pourtant, avait laissé tomber aussi bien l'Azerbaïdjan indépendant que la république de Mahabad) et il est apparu pendant quelques années comme quelqu'un qui jouissait de la confiance de Moscou. A partir de 1967 il réalisera un accord avec le shah d'Iran et avec l'impérialisme américain lui-même par l'intermédiaire de la CIA (mars 1970). On sait quel a été le résultat. En 1975, grâce à une médiation algérienne, le Shah s'alliait à l'Irak et en l'espace d'un matin abandonnait les Kurdes à leur sort. Les appels désespérés de Barzani à Washington restaient naturellement sans réponse.

Précisons que le prix payé par le mouvement kurde fut très élevé. La rupture entre le mouvement d'Irak et celui d'Iran fut inévitable. Barzani alla jusqu'à faire assassiner des dirigeants kurdes iraniens et à en livrer d'autres aux bourreaux du shah. Conséquence : à partir de 1973 le PDK iranien établit de bons rapports avec le gouvernement irakien et ouvre un bureau à Bagdad. Un « front unique » monstrueux du Baas irakien et du PDK iranien s'oppose au front non moins monstrueux de Barzani et du shah Reza Pahlévi. Barzani déclare cyniquement : « *Nous sommes prêts à agir conformément à la politique américaine dans cette région si les Etats-Unis nous protègent des loups. En cas de soutien suffisamment fort, nous pourrions contrôler le gisement de Kirkouk et confier son exploitation à une compagnie américaine. C'est notre région, et la nationalisation fut un*

acte contre les Kurdes » (**Washington Post**, juin 1973). En fait, aucune action ne fut entreprise contre les puits de pétrole...

Malheureusement, il ne semble pas que la leçon ait été tirée. Après la chute du shah, lorsque le nouveau régime attaque à son tour les Kurdes, Talabani joue le médiateur au détriment de la résistance. Massood Barzani obtient une liberté de mouvement en Iran et reçoit une aide importante. En contrepartie, ses partisans n'hésitent pas à s'aligner pratiquement du côté de Téhéran dans la nouvelle guerre qui se déclenche contre les Kurdes iraniens (23).

Après avoir souligné que le mouvement kurde en Irak a drainé et reflété les retards de la société kurde, Chaliand tire, sur le terrain politique, la conclusion suivante : *« La direction n'a jamais pu, dans sa vision, se hausser au-dessus de sa propre société tout en entraînant les masses, comme sont parvenues à le faire ailleurs des directions révolutionnaires. En plus d'un sévère handicap géopolitique, ce point est crucial et rend compte de la faiblesse majeure du mouvement kurde : le retard de ses élites, héritage historique qui pèse sur le destin national et perpétue la crise de la société kurde ».*

En d'autres termes : le mouvement kurde a été marqué profondément par la combinaison et l'opposition relative d'un aspect traditionnel, reflétant la pesanteur sociologique de régions arriérées, et un aspect moderne, s'exprimant par l'organisation du parti et, dans une certaine mesure, par son idéologie et celle de son principal dirigeant. Mais les conditionnements sociaux de même que l'adaptation, voire la subordination au cadre internatio-

nal donné, ont eu comme résultat que le premier aspect a pesé d'une façon beaucoup plus décisive que le deuxième. D'où l'issue catastrophique.

QUEL PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

Il serait simpliste de tirer automatiquement d'une stratégie basée sur l'objectif d'un Kurdistan indépendant, unifié et socialiste la conclusion qu'il faut construire dès maintenant un seul parti des révolutionnaires kurdes.

Les précédents historiques qu'on pourrait évoquer, ne permettent pas non plus de tirer nécessairement une telle conclusion. En dépit des différences évidentes, le point de référence le plus pertinent nous semble celui du débat sur la question polonaise qui eut lieu en 1896. *« Si les Polonais des trois parties de la Pologne s'organisent selon le principe des nationalités pour la libération étatique de la Pologne »,* disait à l'époque Rosa Luxembourg, *« pourquoi les différentes nationalités d'Autriche n'agiraient-elles pas de la même façon ? Pourquoi les Alsaciens ne s'organiseraient-ils pas en commun avec les Français, etc. ? En un mot, la porte serait grande ouverte aux luttes nationales et aux organisations nationales. A la place de l'organisation des travailleurs en fonction des données politiques et étatiques, on rendrait hommage au principe de l'organisation selon la nationalité, procédé qui tourne souvent très mal dès le départ. A la place de programmes politiques conformes aux intérêts de classe, on élaborerait des programmes nationaux ».*

Toujours est-il que Rosa elle-même défendit, dans la pratique,

l'indépendance de son parti, bien qu'en principe son affiliation au POSDR fut décidée depuis 1905.

Lénine souligna la nécessité que le parti soit uni au delà des divisions nationales. Quant à lui, Trotsky se prononça pour le centralisme le plus rigoureux dans le cadre d'un seul parti, contre « toute contagion nationaliste ». La tâche du parti était, selon lui, de « lier le plus étroitement possible, au moyen d'une discipline de classe volontaire, les travailleurs des différentes nationalistes en un seul tout ». Le parti bolchévique « repoussait purement et simplement le principe national-fédératif de la structure du parti... Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype de l'Etat futur, elle n'est qu'un instrument pour le créer ». (*Histoire de la révolution russe*).

Ce principe ne saurait être contesté. Toutefois, il est incontestable que le prolétariat des nationalités opprimées a des intérêts, des besoins et des aspirations spécifiques, qui risquent de ne pas peser suffisamment dans le cadre d'un seul parti unifié.

Dans le cas du Kurdistan la difficulté majeure réside dans le fait que la lutte de libération doit s'affronter non à un seul, mais à quatre états oppresseurs. Le trait commun de l'oppression nationale n'élimine pas les différences découlant du contexte historique, des expériences de lutte du passé, des conditions particulières réservées aux Kurdes dans les différents états, de l'existence de formes organisationnelles hétérogènes. On peut estimer que l'éclatement rapide du PDK en tant que parti pan-kurde est dû surtout à la nature de ses directions, à leur opportunisme, à leurs trahisons. Mais il reflète aussi

la difficulté objective de mener la lutte kurde au moyen d'un seul parti. Pour les marxistes révolutionnaires le problème est aujourd'hui d'autant plus complexe qu'ils ne représentent que des noyaux embryonnaires d'un parti révolutionnaire kurde. Il devra être discuté en tenant compte du contexte actuel, tout en ne perdant pas de vue l'option stratégique d'un seul parti de la révolution kurde.

Finalement, une considération tactique s'impose. Notre mot d'ordre stratégique — pour un Kurdistan indépendant, unifié et socialiste — ne saurait être avancé sous la même forme par tous les marxistes révolutionnaires. Les marxistes révolutionnaires turcs, iraniens et irakiens doivent mettre l'accent sur la bataille pour l'autodétermination et pour l'indépendance : il appartient, en effet, au peuple kurde de décider par sa lutte s'il veut être unifié dans un seul état et s'il veut être socialiste. Les marxistes révolutionnaires kurdes, toute en mettant au premier plan la revendication de l'indépendance dans l'unité, ne cacheront pas que leur bataille est, en dernière instance, pour la création d'un état ouvrier kurde. Les uns et les autres, tout en expliquant qu'une indépendance et une unification réelles ne pourront être réalisées que par une lutte ayant une dynamique de révolution permanente, ne poseront pas de conditions à la revendication de l'indépendance. Ils rechercheront l'unité avec toutes les forces qui luttent avec cet objectif.

Notes :

- (1) Leon Trotsky fait allusion aux Kurdes dans un texte de novembre 1912 sur la question arménienne. Il y dénonce la complicité des Kurdes avec les Turcs dans la répression contre les Arméniens. Il ne mentionne pas les révoltes kurdes contre les Turcs (v. *The Balkan Wars 1912-1913*, New York, 1980, p. 240-243).
- (2) Selon certaines sources le congrès aurait eu lieu dans la zone du mont Ararat, selon d'autres au Liban. Sur la date il y a aussi incertitude : printemps ou mois d'août ?
- (3) Kutschera souligne que les militants du Khoyboun auraient théorisé le « foyer révolutionnaire » sous forme de guérilla « une génération avant les théoriciens latino-américains ».
- (4) Le texte dénonce l'oppression des Kurdes et la répression dont ils sont victimes. Formellement il est adressé à un « Ministre », mais on ne sait pas de qui il s'agit.
- (5) Selon un article récent de G. Chaliand les Kurdes seraient maintenant 18 millions (*Le Monde*, 13 avril 1982)
- (6) Un article sur le PC irakien et la question kurde a été publié par le journal des marxistes révolutionnaires libanais en novembre et décembre 1973 (v. *Inprecor* n° 5-6, 1974). Dans la conclusion du texte que nous avons cité ci-dessus, le PC se prononce pour l'autonomie dans le cadre de l'Etat irakien. Dans une conférence de 1953 il avait parlé, par contre, d'autodétermination.
- (7) V. le texte adopté par le VII^e congrès régional du Baas, tenu fin 1968-début 1969. Dans un accord du 11 mars 1970 avec le PDK le Baas reconnaît, par ailleurs, « la langue kurde comme langue officielle, avec l'arabe, dans les régions où la population est en majorité kurde ». Pour la politique du Baas, v. aussi *Settlement of the Kurdish problem in Irak*, Ath-Thawra, Bagdad.
- (8) V. à ce sujet la troisième partie du livre de Chris Kutschera, *Le mouvement national kurde*, Paris, 1979.
- (9) Cela est confirmé a contrario par ce qu'écrit A.H. Krulich-Ghassemlou : « *Le PDKI sait fort bien qu'il déstabiliserait le Proche-Orient s'il revendiquait l'union des Kurdes d'Irak, de Syrie et de la Turquie... Le PDKI voit plutôt une solution dans une fédération de républiques autonomes en Iran mais aussi au-delà* » (*Le Monde diplomatique*, juillet 1979).
- (10) Hélène Carrère d'Encausse ne mentionne qu'en passant les Kurdes dans son livre sur « la révolte des nations en URSS », *L'empire éclaté*, Paris 1978.
- (11) Il serait évidemment inutile de faire des spéculations en la matière, comme l'a fait, par exemple, Ismet Chériff Vanly dans une entrevue où il a dit, entre autres : « *Il semble possible, peut-être, même plus rationnel, que la réussite du mouvement kurde dans son ensemble soit précédée de la création d'Etats fédéraux en Irak, en Iran, en Turquie et peut-être aussi en Syrie, où le peuple kurde, dans chacun de ses Etats se fédérerait, d'abord séparément, et démocratiquement, avec les autres peuples de ces pays* ». (avril 1959)
- (12) V. l'article de A.R. Ghassemlou, *Le Monde*, 9 avril 1982.
- (13) Des nationalistes ont fort probablement participé à la fondation du Komala.
- (14) A propos des vicissitudes de Hewa v. le livre de Kutschera p. 150-151.
- (15) Barzani se prononça pour un seul parti kurde à son retour d'Union Soviétique, mais sa déclaration n'eut aucune suite.
- (16) Dans le cas des mouvements ou organisations nationalistes, l'adhésion au marxisme-léninisme peut exprimer une certaine radicalisation (ou peut être une attitude opportuniste face à la bureaucratie soviétique) ; elle n'implique pas nécessairement une intégration dans le mouvement ouvrier international.
- (17) V., par exemple, *Le Monde Diplomatique*, septembre 1980.
- (18) V. l'article du *Monde* déjà cité (9 avril 1982). V. aussi, en ce qui concerne la répression contre le PKK, *Le Monde*, 21 avril 1982. Il y a trois ans le PKK avait signé un pacte avec le Front arménien.

- (19) V. Komala, translation series, n° 2, avril 1982.
- (20) Sur la personnalité de Talabani v. l'article déjà cité du *Monde diplomatique* de septembre 1980, qui décrit, entre autres, une « zone libérée » près de la frontière irano-irakienne, où s'étaient installés les représentants de différents partis et mouvements. En ce qui concerne l'orientation du PDK direction provisoire, v. *The Historical Place of the Kurdish National Liberation Movement*, septembre 1977.
- (21) Sur l'UNK, v. *Inprecor*, n° 56, 1976.
- (22) L'auteur kurde Kendal décrit synthétiquement le Kurdistan « féodal » où « l'organisation tribale était largement dominante ». Basile Nikitine décrit « les relations entre le chef de tribu et ses sujets sous le système féodal » et fait une distinction entre le chef féodal et le chef de tribu en disant : « Ces fonctions peuvent quelquefois coïncider, mais généralement elles sont distinctes. Un chef féodal exerce souvent son autorité sur plusieurs tribus et c'est seulement à l'égard des tribus dont il n'est pas le chef héréditaire, qu'on peut parler de prestations ayant un caractère onéreux et servant à des buts qui ne sont pas toujours ceux de la tribu » (p. 144-146). Il reprend, par ailleurs Viltchevsky selon lequel « la déchéance du régime féodal au Kurdistan est due au fait que les seigneurs kurdes en pressurant trop leurs sujets, finirent par saper les assises mêmes de leur puissance militaire » (p. 187).
- (23) Massood est l'un des nombreux fils de Moustafa Barzani. Celui-ci est mort en 1979 en exil.

Bibliographie :

- Boris Nikitine : « *Les Kurdes-Etude sociologique* », Paris, 1956
- M.U. Van Bruinessen ; « *Aghas, Sheikhs and State* », Utrecht 1978
- Ismet Cherif Vanly ; « *Interview sur le Kurdistan et la question kurde* », Athènes, 1969 ; « *Le Kurdistan irakien, entité nationale* », Neuchâtel, 1977
- Chris Kutschera ; « *Le mouvement national kurde* », Paris, 1979
- Gerard Chaliand ; « *Les Kurdes et le Kurdistan* », Paris, 1978
- A.R. Ghassemloou ; « *Le Kurdistan d'Iran* », Londres 1965 (en français dans le volume de Chaliand)
- Kendal ; « *Les Kurdes sous l'Empire ottoman — Le Kurdistan de Turquie — Les Kurdes en Union Soviétique* » (en français dans le volume de Chaliand)
- Archie Roosevelt Junior : « *The Kurdish Republic of Mahabad* », Middle East Journal, July 1947
- William Eagleton ; « *The Kurdish Republic of 1946* », Oxford, 1963
- *Le Monde diplomatique* ; J.P. Viennot : « *Une nation déchirée* », août 1971 ; C. Kutschera ; « *Regain de tension entre Bagdad et les Kurdes du général Barzani* », avril 1974 ; C. Kutschera : « *La fiction de l'autonomie du Kurdistan irakien* », août 1977 ; A.R. Ghassemloou : « *La lutte des Kurdes iraniens* », juillet 1979 ; C. Kutschera : « *La poudrière Kurde* », septembre 1980.

Institut kurde de Paris

Lutte nationale et révolution en Euzkadi

Nous publions des extraits d'un texte que la direction des marxistes révolutionnaires basques, organisés dans la LCR, section de la IV^e Internationale, a adopté pour la discussion qui prépare le congrès de l'organisation.

LA QUESTION BASQUE ET LA REVOLUTION SOCIALISTE

L'imbrication de la lutte contre l'oppression nationale basque et d'une stratégie révolutionnaire pour le socialisme se base sur les considérations suivantes :

a) la souveraineté nationale, le droit du peuple basque à décider de sa réalité nationale se heurte aux tendances qui prédominent à l'étape actuelle du capitalisme. Au-delà du conflit sans solution entre la souveraineté nationale et le régime

imposé par la Réforme politique(1), il existe aussi une contradiction insurmontable entre capitalisme tardif et pleine souveraineté des nationalités soumises à un état capitaliste occidental. La conquête d'une telle souveraineté n'est possible que dans le cadre d'une crise de l'Etat capitaliste. L'autodétermination est, fondamentalement, une revendication démocratique mais, contrairement à ce qui a pu se passer à d'autres époques historiques, sa réalisation en Europe capitaliste et dans l'Etat espagnol apparaît

comme très liée à la révolution socialiste.

b) Justement à cause de cela, et plus généralement à cause de la dynamique sociale que la conquête de la pleine souveraineté et de l'autodétermination déclencherait, ces objectifs ne peuvent pas être atteints sous l'hégémonie d'un parti nationaliste bourgeois tel que le PNV (Parti nationaliste basque). Seule une direction politique socialiste révolutionnaire, qui inscrive l'autodétermination dans son programme d'ensemble contre le capitalisme et son Etat, peut lutter jusqu'au bout pour la souveraineté nationale. Cela implique également l'exclusion de toute politique de front national avec la bourgeoisie nationaliste et ses partis.

c) Les questions nationales, et en l'occurrence la question basque, sont un facteur-clé de la lutte des classes dans le cadre de l'Etat espagnol, aussi bien pour la droite que pour les travailleurs. Si la classe ouvrière de l'Etat dans son ensemble n'inclut pas dans son programme et son action la défense du droit d'Euzkadi et des autres nationalités à se séparer et ne s'oppose pas de la manière la plus résolue à tout attentat centraliste, les éléments de division et désorganisation du prolétariat au niveau de l'Etat s'accentueront, et la révolution socialiste sera impossible.

Euzkadi représente un cadre spécifique de la lutte des classes. Cette spécificité découle de la définition politique propre à chaque classe, définition qui est liée aux attitudes face à la question nationale. L'expression politique de ces classes — qui acquiert le plus souvent une forme interclassiste — se concrétise par des mouvements, des partis et des groupes de pression

où s'affirme l'hégémonie du mouvement nationaliste à prédominance bourgeoise. L'institutionnalisation elle-même est la conséquence de ce fait qui renforce davantage la spécificité du cadre basque. Il est inutile d'avoir recours à des concepts non scientifiques comme «formation sociale basque» pour expliquer ce caractère spécifique. Les formes de la lutte des classes donnent des indications en elles-mêmes évidentes.

Cette spécificité a été présentée par les partis nationalistes radicaux comme «autonome», dans le sens où elle serait indépendante des vicissitudes des classes travailleuses et des peuples de l'Etat espagnol. Les voies de formation des avant-gardes, les formes et les contenus que prendra vraisemblablement le processus révolutionnaire, le processus de construction du parti révolutionnaire, le type de conflits entre les classes sont spécifiques, différents, comme les dix dernières années l'ont démontré.

Toutefois, la spécificité très marquée du cadre basque n'obscurcit pas le trait prédominant du cadre de l'Etat, considéré comme une réalité géopolitique d'ensemble. Du point de vue général, ce qui détermine — dans le cadre d'une nationalité opprimée non «tiers-mondiste» — le cadre de la lutte des classes est justement le cadre du pouvoir bourgeois, avec ses institutions et ses appareils de domination d'un côté, et de l'autre — sous l'angle d'une perspective de classe —, les systèmes organisationnels et politiques les plus efficaces pour lutter contre ce pouvoir avec des chances de succès. Dans ce sens, l'unification révolutionnaire de la classe ouvrière, à savoir son homogénéisation sur le terrain d'une lutte

victorieuse contre la bourgeoisie pour le pouvoir, est une condition pour développer un processus révolutionnaire socialiste, et cela pèse, dès maintenant, sur la forme de construction des appareils de la classe ouvrière et la formation des instruments les plus actifs de celle-ci (partis et syndicats). Sous un angle plus concret, la neutralisation de l'appareil bourgeois au niveau de l'Etat, le dépassement politique du réformisme ouvrier et la conquête à la cause révolutionnaire de toute la classe ouvrière de l'Etat espagnol, ne sont pas réalisables s'il n'y a pas d'instruments homogènes en état de contrecarrer l'hégémonie actuelle du réformisme ouvrier sur le même terrain.

L'histoire des dernières années de la dictature et la forme de réalisation de la Réforme démontre très clairement les limites d'une lutte menée par un mouvement national, isolé de l'ensemble du mouvement qui reste sous l'hégémonie des directions collaborationnistes.

Le respect rigoureux et le soutien enthousiaste aux mouvements les plus avancés — qui ne doivent pas subordonner leur action à l'évolution des masses ailleurs — doivent se combiner au développement d'instruments qui puissent élargir l'action révolutionnaire et neutraliser les obstacles. Les réponses spécifiques aux problèmes spécifiques de la lutte pour le pouvoir, sur les terrains de l'action, de l'organisation et de la construction du parti ne peuvent pas faire l'économie de la définition d'une stratégie et d'une tactique globale, ainsi que d'instruments communs à toutes les nationalités et régions de l'Etat espagnol.

Les conclusions qu'il faut tirer sur le rôle de la lutte contre l'op-

pression nationale basque dans notre stratégie révolutionnaire pour le socialisme, doivent être basées sur les critères suivants :

1. L'autodétermination, à savoir le droit à la séparation exercé librement par tous les habitants de Euzkadi-Herria (Patrie basque), constitue la base à partir de laquelle on peut mettre fin à l'oppression nationale du peuple basque. Toute alternative laissant de côté ce principe démocratique ne pourra que perpétuer l'oppression.

2. L'exercice de l'autodétermination implique la possibilité du peuple basque de **décider** préalablement, donc de jouir de sa souveraineté nationale dans tous les domaines. La méfiance historique créée par le centralisme dans des larges couches de notre peuple — de même que chez d'autres peuples — quant à la possibilité qu'une révolution socialiste et la classe ouvrière assurent une solution au problème de l'oppression nationale, exige qu'une stratégie révolutionnaire et prolétarienne donne au concept de souveraineté un contenu plus ample que le simple exercice de l'autodétermination, à savoir :

a) En premier lieu, l'autodétermination ne doit pas être conçue comme un fait unique et définitif, mais comme un problème qui pourra être reposé chaque fois qu'Euzkadi le désire majoritairement.

b) En deuxième lieu, on ne doit pas poser comme condition de la souveraineté la conquête socialiste du pouvoir, mais il faut considérer la souveraineté comme une revendication centrale face à l'Etat capitaliste lui-même. Un programme socialiste révolutionnaire doit donc inclure la défense d'Euzkadi face aux institutions de l'Etat central, l'institu-

tionnalisation d'Euzkadi comme nation, son autogouvernement total, un Parlement constituant libre, le choix par les institutions basques des compétences qu'Euzkadi est disposé à partager avec l'Etat central (qui ne doit pas avoir le droit de décider des compétences des parlements et des gouvernements nationaux).

c) Tout en se basant sur ces principes incontestables, le programme socialiste n'est pas neutre par rapport à la question de savoir sous quelle forme les nationalités détermineront leurs rapports. Nous sommes en faveur d'une solution qui, tout en respectant la pleine souveraineté, comporte une libre option des peuples et des nationalités de l'Etat espagnol en faveur de leur union, sur une base d'égalité, dans un régime fédéral. La Fédération libre des républiques constitue, dans notre programme, une revendication visant à :

— opposer une alternative au régime actuel de la Réforme politique et, plus généralement, à tout système qui ne comporte pas la pleine souveraineté de toutes les nationalités ;

— indiquer le modèle préférable pour le développement d'une société socialiste ;

— rechercher le maximum d'unité entre les travailleurs de tous les peuples dans leur lutte pour l'objectif central qui est la destruction de l'Etat capitaliste, pour la révolution socialiste.

d) Seule la révolution socialiste peut assurer la liberté complète de tous les peuples, en éliminant l'oppression exercée par une nation sur les autres. La révolution socialiste est, avant tout, une révolution internationaliste qui peut commencer dans le cadre d'un Etat capitaliste, mais

pour surmonter ensuite les frontières nationales artificielles. La défense des Etats-Unis Socialistes d'Europe est l'objectif que nous opposons à la forme capitaliste de structuration des Etats nationaux, cause de l'oppression de nombreux peuples et nationalités. La réunification de Euzkadi-Herria et sa pleine souveraineté sont des revendications de l'étape actuelle et préfigurent en même temps le modèle de société socialiste pour laquelle nous luttons : une Fédération internationale de peuples libres dans le cadre d'un socialisme démocratique.

e) La tâche centrale des socialistes révolutionnaires basques est de combiner l'aspiration à la souveraineté nationale de milliers de travailleurs et de la petite bourgeoisie d'Euzkadi et la lutte pour la révolution socialiste au niveau de l'Etat. Puisque nous sommes convaincus qu'il est impossible de faire progresser la société sans détruire l'Etat capitaliste et que toute conquête de souveraineté sous le capitalisme sera toujours précaire, nous concevons la révolution socialiste comme moteur et comme but de notre stratégie. Cela nécessite l'unité de la classe ouvrière de tout l'Etat espagnol contre le capital et son Etat : non seulement la solidarité et la coordination, mais l'organisation commune contre l'ennemi commun centralisé. C'est en partant de tels critères que nous affirmons la nécessité de fédérer, dans le cadre de l'Etat, les organisations syndicales et les autres organisations sectorielles. De même, nous affirmons que la bataille pour la construction d'une direction et d'un parti révolutionnaire est une tâche qui doit être abordée en commun au niveau de l'Etat dans son ensemble.

Dans le cadre d'une telle stratégie globale, il est nécessaire de construire des partis nationaux intégrés dans le parti de l'Etat espagnol, des partis qui soient capables de se lier aux processus différenciés de chaque nationalité, de réaliser une politique d'alliance avec les mouvements nationalistes radicaux dans le but de diriger le mouvement national dans un processus révolutionnaire ouvert, et de s'insérer dans les processus de formation de l'avant-garde ; des partis liés, en dernière analyse, aux spécificités de la classe travailleuse de chaque nationalité.

Si les centres de décision en ce qui concerne le programme, la stratégie et la tactique d'ensemble relèvent de l'appareil de centralisation dont se dotent les révolutionnaires de l'Etat dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire, ce n'est pas moins important de traduire ce programme, cette stratégie et cette tactique d'ensemble dans la réalité multiple des différentes nationalités. Qui plus est, le parachèvement de la construction de partis des révolutionnaires à l'échelle des nationalités ne pourra qu'être réalisé sur le terrain de l'Etat dans son ensemble.

LE CAMP DE LA BOURGEOISIE

La question basque n'a pas une nature différente de celle des autres questions nationales. Il s'agit avant tout d'une question démocratique, déterminée par la domination centraliste uniformisante, qui a des racines dans les spécificités de la révolution bourgeoise dans l'Etat espagnol et, en particulier, dans la faiblesse et le conservatisme de la

bourgeoisie espagnole. Cette imposition, essentiellement antidémocratique, qui a traditionnellement impliqué l'emploi de méthodes de répression, a acquis des formes propres, qui ont provoqué un refus collectif à la suite de la guerre civile, et la centralisation brutale de l'ère du franquisme, y compris sur le terrain de la culture et de la langue. Aujourd'hui, les limites posées au pouvoir des institutions autonomes, le climat de déchirement permanent, l'existence d'un fort bastion social favorable à la rupture qui est susceptible d'influencer le reste de la communauté, l'existence de l'ETA, la profondeur de la crise économique, l'instabilité fondamentale du monde politique basque, l'approche et les attitudes différentes des classes qui s'opposent dans la société, ont fait que la question nationale basque n'est pas qu'une lutte pour les droits démocratiques. Elle imprègne toute la vie sociale et constitue un facteur décisif du processus révolutionnaire, du rapport de forces entre les classes et de la formation de la force motrice de la révolution.

En Euzkadi se trouvent concentrées toutes les classes typiques d'une société fortement industrialisée. Chaque classe prône sa solution propre de la question nationale, même si dans la réalité concrète les réponses sont déterminées par les options immédiates des directions majoritaires. En tout cas, les particularités du nationalisme causent des déformations dans le comportement des classes sociales, du fait que le nationalisme acquiert un caractère interclassiste dans toutes ses variantes.

La grande bourgeoisie basque est une fraction non différenciée du grand capital espagnol, dont les

intérêts débordent le cadre basque par le truchement de l'industrie et de la banque. Ses liens avec le capital multinational, avec les grandes banques, avec l'Etat et son secteur économique n'ont pas empêché à certains secteurs — grandes entreprises sidérurgiques, mécaniques, chimie, secteur énergétique et services — de miser sur les institutions autonomes et l'autonomisme, dans l'espoir d'en tirer des avantages du point de vue des impôts, des investissements, du commerce etc. En d'autres termes, ces secteurs veulent exploiter les mesures adoptées pour stimuler une concentration et une centralisation du capital, qui ont pour conséquence d'amener le nationalisme bourgeois à se subordonner progressivement au grand capital. La politique du PNV (Parti nationaliste basque), qui construit lentement une administration autonome typique d'un gouvernement bourgeois et se préoccupe en même temps de ne pas aller à l'encontre des intérêts de l'Etat dans son ensemble, correspond à une telle option. La diminution du poids spécifique de l'UCD et la formation d'une droite traditionnelle autour de l'AP (Alliance populaire), pourtant très loin de pouvoir concurrencer le PNV, peuvent favoriser une polarisation de la grande bourgeoisie autour de la droite traditionnelle et de la droite nationaliste.

La bourgeoisie moyenne et la majorité de la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle ont misé avec force sur l'autonomie. Le caractère populiste du PNV avait nourri l'espoir que l'exercice partiel du pouvoir par celui-ci aiderait, à l'heure de la crise économique, à la ré-industrialisation de l'économie basque et assurerait un soutien

institutionnel à l'initiative privée. Les choix de l'administration autonome qui, à défaut de ressources, lance des projets qui ne correspondent généralement pas aux intérêts d'une bonne partie de la vieille industrie basque, petite et même moyenne, créeront inévitablement des contradictions.

a) Dans les conditions actuelles du capitalisme on ne peut pas parler d'une « bourgeoisie nationale » comme d'une bourgeoisie indépendante, avec des intérêts homogènes face au grand capital. La moyenne bourgeoisie basque elle-même a des liens de dépendance par rapport au grand capital et des intérêts en dehors du marché intérieur basque. L'ébauche d'autonomie relative qui comporte un exercice partiel du pouvoir n'est pas en contradiction avec les axes centraux de la politique du grand capital (possibilités de réduire les effectifs et contrôle des salaires, réduction des dépenses publiques, de la sécurité sociale et des contributions patronales, aide aux entreprises dans des buts de restructuration), même s'il y a un effort d'utiliser les nouvelles institutions pour offrir une aide substantielle à cette fraction de la bourgeoisie face au grand capital.

b) La question de savoir si l'administration autonome réalise une politique keynésienne ou néolibérale est mal posée. Il n'y a pas d'espace pour une politique économique réellement autonome, distincte de celle de l'Etat central. La politique financière et monétaire est décidée centralement. La politique industrielle — au-delà des limites spécifiques du régime d'autonomie — est également déterminée par le néolibéralisme de l'Etat central, qui n'hésite pas à intervenir dans les restructurations sectorielles sous

forme d'aide au capital. Les grands secteurs, décisifs pour l'économie basque, échappent dans une large mesure au cadre et aux moyens de financement et d'aide à la reconversion fixés par l'administration basque. La thèse selon laquelle la bourgeoisie nationaliste basque serait une classe homogène ou avec une tendance à l'homogénéisation, durant une crise économique structurelle qui ne peut être exploitée que par le grand capital (sauf si la classe ouvrière réussit à imposer une solution favorable aux travailleurs), et qu'elle aurait sa propre stratégie, ne correspond nullement à la réalité.

c) Par ailleurs, le PNV, avec son idéologie, recherche un équilibre entre les fractions de la bourgeoisie moyenne et petite et les secteurs du grand capital qui ont des intérêts en Euzkadi. La prédominance du facteur politique dans une société aussi polarisée qu'est la société basque, permet une pression politique relativement autonome de cette bourgeoisie nationaliste, dans les limites que nous avons indiquées. Ces limites apparaissent clairement aussi en ce qui concerne le modèle économique et social et les liens avec l'impérialisme et ses options majeures (nucléaire, OTAN, CEE). On peut donc parler d'une bourgeoisie nationaliste autonomiste, dont les fractions hégémoniques sur le terrain des décisions — qui ne vont pas toujours dans le même sens — sont un secteur du grand capital d'un côté et la moyenne bourgeoisie de l'autre. Cela se traduit par les liens du PNV avec les banques, le secteur énergétique, la sidérurgie et l'industrie mécanique, la chimie et les institutions patronales. Cela se traduit aussi par son appui final à la Réforme d'une part, et par certains

conflits interbourgeois d'autre part. A l'heure des décisions, surtout sur le terrain économique, les conflits ne se produisent pas seulement entre ce secteur du grand capital et la moyenne bourgeoisie ou entre la bourgeoisie nationaliste dans son ensemble et le grand capital traditionnel, mais aussi au sein des secteurs de la moyenne bourgeoisie impliqués dans les processus d'accumulation régionaux. Il est curieux que ce soient justement ces derniers conflits qui menacent l'unité du PNV et le projet global du gouvernement à l'égard de l'ensemble de la bourgeoisie.

Les contradictions entre ces secteurs bourgeois et la petite bourgeoisie ne se sont pas manifestées jusqu'ici sur une large échelle (l'exclusion du «sabinisme» radical mise à part)(2). Dans la mesure où le gouvernement favorise ouvertement les intérêts de la bourgeoisie, des secteurs petits bourgeois désespérés pourront dans le futur être tentés de prendre leurs distances du PNV.

A l'étape actuelle, la bourgeoisie nationaliste exerce son hégémonie sur la majorité du mouvement national. L'attitude intelligente du PNV, qui combine ses efforts en faveur des intérêts de la bourgeoisie nationaliste avec un populisme qui se traduit y compris par des mobilisations, a permis jusqu'ici à la bourgeoisie nationaliste d'avoir une base sociale active. Les conditions créées par la tentative de coup d'Etat du 23 février ont accru le poids de cette bourgeoisie au niveau populaire, bien que sa marge de manœuvre soit devenue plus étroite. On ne peut pas comprendre l'évolution de la politique du PNV si on ne tient pas compte de la pression de la base nationaliste sur une direction qui est l'expression des

sentiments anticentralistes majoritaires. Si les intérêts de classe sont à la base de l'attitude du PNV à propos de Lemoniz, de l'OTAN, de Nervacero(3) etc., son rôle de direction majoritaire du mouvement nationaliste détermine des attitudes comme l'absence temporaire des parlementaires nationalistes du Parlement central, la politique face à l'ETA, l'affrontement à propos de la LOAPA(4), ne fût-ce que pour obtenir une renégociation. Les liens de plus en plus étroits avec les réponses centrales du grand capital ne doivent pas faire oublier les marges de manœuvres dont le PNV dispose et sa nécessité vitale de maintenir sa base sociale.

LE CAMP OUVRIER ET POPULAIRE

La classe travailleuse est profondément divisée, aussi bien structurellement et politiquement qu'idéologiquement. Le mouvement ouvrier lui-même reflète cette situation. Il existe en effet un courant nationaliste modéré, un courant nationaliste radical, deux courants réformistes traditionnels et un secteur avec un poids relatif de la gauche révolutionnaire.

La division idéologique est un héritage historique qui affaiblit l'action de la classe ouvrière, mais sa division profonde dans l'affrontement pratique avec le capital est beaucoup plus grave. La responsabilité en incombe non pas au «nationalisme» mais aux directions «pactistes» qui bloquent les initiatives de lutte.

Le poids spécifique du mouvement ouvrier dans la société basque est limité, bien que sociologiquement 80% de la population appar-

tienne à la classe ouvrière. Cela est dû en premier lieu à l'influence du réformisme, en deuxième lieu à celle du nationalisme bourgeois, et seulement en troisième lieu à celle du nationalisme radical. Le réformisme et le nationalisme bourgeois se sont efforcés de subordonner la classe ouvrière à leur stratégie de collaboration de classe, d'où les défaites, l'épuisement des structures organisationnelles et le désenchantement généralisé de la classe la plus nombreuse du pays. Le nationalisme radical — dans le cadre de son option visant à la formation d'un «bloc dirigeant» — a débouché sur une conception qui n'attribue au mouvement ouvrier qu'un rôle subordonné par rapport à la ligne d'action de l'avant-garde armée.

La classe ouvrière est déçue de ses directions et du processus politique qui se développe. Pour sa part, la gauche révolutionnaire ne réussit pas à s'adresser au mouvement ouvrier dans son ensemble, justement au moment où la seule possibilité de relancer l'action des avant-gardes serait de la lier à l'action unitaire des gros bataillons du mouvement ouvrier, sur la base d'objectifs défensifs élémentaires.

Le choix le plus dangereux est celui qu'a fait maintenant le PSOE. Celui-ci, par son «néo-lerrouxisme» (5), tente de traduire dans la réalité son idée des deux communautés. Une telle politique pourra être profitable du point de vue électoral, mais elle est désastreuse dans la mesure où non seulement elle oppose le mouvement ouvrier au mouvement nationaliste, mais dans la mesure où elle élimine également toute possibilité pour le mouvement ouvrier de diriger la lutte nationale en partant de ses propres positions.

Le réformisme ouvrier est en crise. Le mouvement syndical, démobilisé par ses directions, n'a d'incidence sociale immédiate qu'au niveau de l'activité superstructurelle de certains appareils de négociation. La scission du PCE-EPK est un autre reflet de cette crise qui est davantage accentuée par des exclusions des CCOO et de l'UGT, symptôme de la faiblesse des directions. La gauche révolutionnaire n'a pas réussi à accroître son influence dans la dernière période. Les exclusions et l'abandon des syndicats n'ont pas comporté un renforcement d'autres regroupements, sauf en Navarre et dans quelques entreprises importantes. La présence de la gauche révolutionnaires dans les syndicats majoritaires n'a pas non plus amené à une croissance de son influence organisationnelle, tout en ayant permis une croissance de son influence à la base.

Face à l'attitude chauvine et réformiste des organisations ouvrières majoritaires et à la politique du PNV, Herri Batasuna (HB) a reflété l'apparition massive d'un mouvement nationaliste révolutionnaire issu de la convergence de plusieurs facteurs :

- la radicalisation politique d'un secteur important de la petite bourgeoisie basque qui, ayant rompu avec le PNV, s'est regroupée autour d'une option démocratique-révolutionnaire sur la question nationale, et de l'affrontement avec l'Etat central ;

- l'influence populaire de l'ETA — déjà pendant la lutte contre la dictature — était apparue comme un phénomène social beaucoup plus ample que les forces organisées par l'ETA elle-même. Dans la période de transition, celle-ci a pu devenir

un élément catalyseur du refus de la Réforme politique ;

- la convergence de larges secteurs de jeunes et de couches de la classe ouvrière elle-même, dont les aspirations sociales et politiques se sont heurtées ouvertement et directement à la politique du réformisme ouvrier et se sont exprimées, par contre, dans l'affrontement global de HB avec la Réforme.

HB est justement caractérisée par la combinaison de la radicalisation politique de la petite bourgeoisie et d'une radicalisation sociale très large, allant du simple refus de la répression à l'opposition à la société capitaliste en tant que telle. La reconnaissance de l'ETA(m) comme direction politique est, par ailleurs, un élément supplémentaire qu'il faut considérer pour voir clairement le cadre d'ensemble.

La stratégie de ce courant est le reflet de la situation que nous avons décrite. Le programme de HB — y compris de ses secteurs d'avant-garde les plus organisés, ceux du KAS(6) — se place fondamentalement dans un cadre classique pour une petite bourgeoisie révolutionnaire : la démocratie radicale. Toute une série de traits de sa stratégie politique (le modèle de révolution, la subordination à une direction armée par rapport à laquelle le mouvement n'a qu'un rôle d'appoint, la définition d'une stratégie sous l'angle de la libération nationale, une sous-estimation de toute perspective de front unique de toute la classe ouvrière, etc.) sont également des éléments qui reflètent le poids politique de la petite bourgeoisie dans l'orientation de ce courant. Mais en même temps, HB et le KAS lui-même ne pourraient plus exprimer la radicalisation anti-capitaliste comme ils l'expriment

aujourd'hui, s'ils ne maintenaient pas le drapeau du socialisme comme élément de leur identité (même si le contenu est parfois confus) et s'ils ne prenaient pas parfois une attitude d'opposition ouverte aux attaques déclenchées par le système capitaliste (crise économique, chômage, blocage des salaires, droits des femmes, besoin des jeunes, santé, éducation nationale, etc.).

L'absence d'une définition programmatique est en elle-même une caractéristique propre de ce courant et reflète les différentes pressions sociales et politiques qu'il subit en son propre sein. Dans ce contexte, l'évolution des pressions dans le sens d'une radicalisation anticapitaliste — de telles pressions sont assez fortes dans HB — est fondamentale. C'est pourquoi il est préoccupant qu'au sein du KAS et de HB il existe une tendance à s'adapter à la bureaucratie soviétique, aux idées du «socialisme réel» et à la conception «campiste» (bloc impérialiste opposé au bloc socialiste). D'innombrables exemples historiques démontrent qu'une telle adaptation mène au suicide de courants révolutionnaires.

En tout cas chez le KAS il y a des éléments d'un projet stratégique misant sur le développement d'un embryon d'armée populaire — l'ETA — avec le soutien logistique du mouvement des masses. En d'autres termes, ce serait l'équivalent de la stratégie de «guerre populaire prolongée», qu'ont prônée des mouvements de libération nationale dans des pays sous-développés. Ce projet stratégique — dont l'aspect le plus positif est l'affirmation de la violence révolutionnaire — s'adapte mal aux traits structurels d'un pays capitaliste industrialisé, au combat contre un

régime de démocratie bourgeoise bien que **suis generis**, et dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir qui ne peut se développer avec succès qu'à l'échelle de l'Etat espagnol et exige la réalisation de l'unité de la classe ouvrière dans son ensemble et sa lutte révolutionnaire, même si à des rythmes différents. L'émergence d'un contre-pouvoir militaire ne peut se réaliser que dans le cadre de l'expérience du mouvement des masses et à condition de mener préalablement un travail de neutralisation **antigolpe** au sein de l'armée.

Le caractère ambigu et changeant de la stratégie du nationalisme révolutionnaire est surtout lié à son attitude politique concrète au cours des dernières années. C'est, en dernière analyse, cette attitude qui lui a permis d'établir des liens avec de larges secteurs de la jeunesse, de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière.

Il faut avant tout souligner la grande valeur et la force d'attraction sur les secteurs les plus radicalisés, d'une politique qui a été caractérisée par une opposition systématique et intransigeante sur les thèmes centraux de la période de transition jusqu'au 23 février. Le deuxième courant politique d'Euzkadi a opposé un **non** systématique à l'appareil d'Etat franquiste, à la Constitution, aux Pactes, au Statut sous le contrôle central, à la répression et aux attaques contre les différents mouvements sociaux.

Le deuxième élément de l'alternative et de la pratique politique de l'aile la plus radicale du nationalisme révolutionnaire découle de l'appréciation que cette aile donne sur la nature du régime actuel. Son point de départ, à savoir son opposition totale au régime, est énorme-

ment positif. Mais en même temps, elle s'est refusée à reconnaître que, par rapport à l'époque de la dictature, il existe maintenant des conquêtes démocratiques des masses et que, y compris pour lutter contre le Réforme, il est nécessaire de s'appuyer sur ces conquêtes et les défendre. HB et KAS ont commis une erreur tactique en s'opposant à toute utilisation des institutions, abandonnant le terrain de la lutte contre les agressions centralistes au Statut autonome, et en négligeant la menace de **golpe** et la lutte contre cette menace. Qui plus est, cette attitude a eu comme conséquence de couper tout lien avec la volonté de lutte démocratique, anticentraliste et **antigolpe** qui existe dans des secteurs ouvriers y compris du PNV et, par conséquent, de favoriser les manœuvres d'encercllement de HB esquissées par le pouvoir en accord avec les forces politiques de l'opposition.

Dans ce contexte l'«alternative» représentée par le KAS contient sur le plan programmatique les éléments centraux d'un projet de rupture démocratique avec le régime de la Réforme politique. Mais sa concrétisation sur le terrain politique — liée à une orientation de lutte armée qui rend impossible tout réponse unitaire au **golpisme** — la stérilise du point de vue opérationnel et la réduit de plus en plus à une affirmation pure et simple de l'identité du courant qui ne peut exercer aucune attraction sur d'autres secteurs.

La conclusion qui en découle est que pour comprendre la nature, l'évolution et les perspectives de ce courant nationaliste radical, il faut partir du rôle joué par l'ETA et de ses rapports avec le KAS.

LA POLITIQUE DE L'ETA

L'ETA est l'expression d'une lutte contre l'oppression nationale inspirée par une volonté révolutionnaire de rupture avec les positions du PNV et la direction reconnue d'une partie importante du mouvement nationaliste radical qui dispose d'une très large influence de masse. En deuxième lieu, la responsabilité principale de la limitation des libertés et du danger de coup d'Etat incombe au gouvernement de l'UCD et, à un autre niveau, à la politique menée par les partis réformistes. En troisième lieu, les critiques qu'il faut adresser à l'ETA doivent se formuler du point de vue de ceux qui luttent d'une façon intransigeante pour la révolution et contre l'oppression nationale et l'Etat bourgeois. Cela a plusieurs conséquences pratiques :

- a) il faut considérer que la tâche fondamentale qui est à la base de l'activité de l'ETA, est de lutter pour l'autodétermination contre l'oppression nationale ;
- b) il faut s'opposer radicalement à la ligne de «défense de l'Etat face au terrorisme» et à tout «front de la paix», etc. ;
- c) il faut défendre les militants de l'ETA contre la répression ;
- d) il faut rejeter tout pacifisme et affirmer la nécessité d'organiser la violence révolutionnaire de masse, et rechercher des solutions positives dans cette direction ;
- e) pour combattre le chauvinisme et favoriser l'unité de la classe ouvrière à l'échelle de l'Etat, il faut mettre l'accent sur la dénonciation de la répression contre le peuple basque et la dénonciation de la politique des réformistes, et la nécessité de défendre le droit à l'autodétermination.

Dans le cadre de ces critères, la question se pose de savoir non pas si la lutte de l'ETA est légitime, mais si elle est **utile** à l'avancement de la conscience, de l'organisation et de la mobilisation des travailleurs.

L'activité de l'ETA doit être analysée dans un contexte politique caractérisé schématiquement par une position défensive du mouvement de masse, par une offensive réactionnaire de la bourgeoisie et une menace de coup d'Etat, par l'accentuation de la ligne droitiste du PSOE et du PCE, par la faiblesse et l'isolement relatif des positions révolutionnaires. **C'est dans ce contexte que l'activité armée de l'ETA a des effets négatifs — concrets à court terme — sur la situation du mouvement des masses.**

En fait, les attentats de l'ETA :

- offrent au gouvernement un prétexte pour accentuer ses mesures de répression dans des conditions très défavorables au mouvement et aux organisations révolutionnaires ;
- offrent un prétexte à ceux qui font de l'agitation en faveur d'un coup d'Etat, aussi bien dans l'armée qu'en dehors de celle-ci, et qui ripostent à chaque escalade de l'ETA par une nouvelle escalade de déclarations, de revendications, de pressions sur le gouvernement, et de pas en avant en direction d'une solution militaire ;
- donnent des arguments pour une campagne systématique d'intoxication des travailleurs sur deux terrains complémentaires : l'identification de terrorisme et de **golpisme**, et donc la dénonciation comme «déstabilisantes» des revendications et des méthodes de lutte qui refusent le consensus, et l'organisation-face aux actions de l'ETA — de manifestations contre le terrorisme, pour

la défense de constitution, etc., qui provoquent des régressions dans le niveau de conscience des masses ;

- rendent plus difficile la tâche d'organiser la solidarité avec Euzkadi et élargissent le fossé avec le reste de l'Etat espagnol ; ils accentuent également la division entre la classe ouvrière basque et le reste de la classe ouvrière ; finalement, ils accentuent la division au sein de la classe ouvrière basque, et entre celle-ci et d'autres secteurs populaires.

Il ne s'agit pas d'une volonté subjective de l'ETA, laquelle ne saurait être considérée responsable de la limitation des libertés, ni du golpisme, ni des campagnes d'intoxication. Mais, du moins de vue objectif, les actions de l'ETA sont exploitées avec succès par la bourgeoisie, les partisans d'un coup d'Etat et les réformistes. Tout cela est une réalité concrète et de surcroît prévisible. Ainsi, les actions de l'ETA ont des effets négatifs pour les travailleurs, même si nous, les révolutionnaires, nous luttons contre le courant.

De plus, la pratique de l'ETA n'a rien en commun avec les moyens d'organiser efficacement la violence des masses. Notre position est la suivante :

- puisque notre objectif est d'organiser la violence des masses, en partant des secteurs les plus avancés, il est nécessaire que ceux-ci considèrent les actions réalisées comme nécessaires et utiles pour leurs revendications, leur mobilisation et leur organisation. A l'étape actuelle, cela signifie que ces actions doivent être en rapport avec des tâches d'autodéfense (en Euzkadi il existe une grande expérience sur ce terrain).
- puisque nous sommes pour une

violence organisée des masses — et non seulement une violence en faveur des masses — il est nécessaire que les actions minoritaires à réaliser comportent des méthodes, et des formes de lutte et d'organisation susceptibles d'être généralisées par les organisations de masse. Il est nécessaire aussi que de telles actions soient entreprises par des organisations à vocation unitaire (par exemple, un syndicat, un comité antifasciste, etc.). Sur ce terrain aussi notre pays a fait des expériences très positives.

- une organisation révolutionnaire doit opérer comme avant-garde sur ce terrain par la propagande, l'agitation et l'impulsion d'actions telles que nous les avons indiquées antérieurement. Il ne s'agit pas d'imposer une fausse option entre l'activité armée de l'ETA d'un côté et le pacifisme et le parlementarisme de l'autre. Il s'agit d'affirmer une alternative, dont aujourd'hui le niveau technique est évidemment bas, mais qui peut s'appuyer sur des expériences récentes très riches et permet d'avancer vers l'objectif fixé.

Les actions armées de l'ETA, par contre, n'aident pas à organiser la violence des masses ; elles la remplacent. Cela n'est pas l'effet du hasard ou de nécessités techniques ; cela découle de ses conceptions et de ses objectifs fondamentaux. Il s'agit, en effet, d'actions qui n'ont aucun rapport direct avec aucune organisation de masse, ne permettent pas leur participation — ne fût-ce que pour des raisons techniques — ni la généralisation de leur part ; elles ne correspondent pas à des besoins exprimés par de telles organisations, mais à une logique politique de groupe clandestin, et se basent sur une théorisation

du partage des fonctions entre l'ETA et le mouvement des masses.

L'ensemble de ces facteurs meséduque profondément le mouvement des masses :

- a) parce qu'il amène les masses à faire confiance à d'autres sur un terrain-clé comme celui de la violence et non à compter sur elles-mêmes et leurs organisations (bien que pour tout un secteur des masses l'ETA ait représenté un stimulant à la mobilisation, du fait qu'elle n'est pas un groupe de conspirateurs ni un groupe minoritaire) ;
- b) parce qu'il freine également l'organisation de l'avant-garde ouvrière dans un parti révolutionnaire de masse (le noyau armé «occupe» objectivement sa place).

LA GAUCHE BASQUE

E.E. (Euskadiko Esquerra, la gauche basque) représente un courant particulier. La prédominance de l'action au niveau parlementaire et de l'appareil constitutionnel au détriment de l'action des masses et de l'organisation d'un parti militant renforce considérablement cette orientation. L'absorption d'une aile du PCE-EPK accentue ces caractéristiques, ce qui rend encore moins probable une transformation révolutionnaire du nouveau parti. La possibilité qu'un courant de résistance à la transformation définitive de EE se développe autour de Nueva Izquierda n'apparaît pas si l'on juge sur la base des thèses pour le congrès de EE-IPS(7).

On peut prévoir une influence accrue de EE, qui pourra exercer une force d'attraction sur ceux qui ont abandonné la politique active au cours des dernières années et sont à la recherche d'un parti qui

ait un poids électoral, une vie militante limitée et un crédit nationaliste. Il ne faut toutefois pas croire que le nouveau parti reflète un renforcement du poids de la classe ouvrière et de son mouvement, ou un renforcement de la résistance à la crise et à la bourgeoisie centrale et basque au sein de la classe ouvrière. En effet, le nouveau parti adopte l'idée erronée et inapplicable de la «solution négociée» et conçoit la lutte de la classe ouvrière dans un cadre revendicatif étroit.

Le nouveau parti ne pourra pas non plus surmonter la division historique entre mouvement ouvrier et mouvement nationale ni la dichotomie entre nationalisme et socialisme. Il ne faut pas oublier que le PSOE ne participe pas au processus et que le PCE garde des bastions ouvriers qui lui sont fidèles. Le nouveau parti ne pourra que véhiculer certaines idées de l'eurocommunisme et du réformisme ouvrier dans des courants sans orientation politique. Ce sera un fruit tardif, à l'heure de la crise, de l'eurocommunisme en général.

La stratégie de EE a deux traits essentiels : d'un côté, la stratégie gradualiste et démocratique de transition au socialisme, et de l'autre, la définition d'Euzkadi comme cadre autonome de la lutte des classes. Son originalité réside justement dans la combinaison de ces deux éléments. La démocratie — qui est identifiée avec les institutions de la démocratie bourgeoise — est assumée comme méthode et comme but de la lutte de la classe ouvrière, ce qui amène à subordonner l'orientation du parti aux nécessités de l'action parlementaire et institutionnelle, dans la perspective d'une transformation graduelle.

Le maintien de certains traits du

passé qui visent à sauvegarder le caractère national et la base sociale traditionnelle de l'organisation comporte, toutefois, une distorsion dans la stratégie de EE. L'amnistie, l'anticentralisme, l'«indépendantisme» formel sont des éléments incompatibles avec l'Etat bourgeois à l'époque du capitalisme tardif.

Le gradualisme de EE se base sur l'illusion que le PNV et le Statut autonome amèneraient à un système fédéral. Pendant toute une étape — qui sera sans aucun doute très longue — l'axe central sera l'alliance avec la bourgeoisie nationaliste sur le terrain des solutions politiques. Cette théorie sans fondements pourra servir à justifier la politique de EE, mais elle n'aidera pas à créer un pôle ouvrier face à l'ensemble de la bourgeoisie ni à favoriser l'avancement vers le socialisme. La tentative d'additionner des traits propres au nationalisme radical et des traits propres au réformisme ouvrier mène à des incohérences sérieuses qui peuvent être difficilement masquées par la combinaison traditionnelle de programme maximum et de programme minimum.

Le bilan de la politique menée par EE dans les deux dernières années est fondamentalement négatif. L'effort positif de s'approcher de la classe travailleuse a été fait par une politique réformiste et nationaliste dont le résultat a été, par exemple, une adaptation complète à la direction de ELA-STV(8) lors de la grève du 23 novembre contre les restructurations, la plus importante de ces dernières années. L'appui à cette véritable instance de collaboration de classe que représente le Consejo de Relaciones Laborales (Conseil des rapports de travail) révèle clairement que EE-IPS s'est

engagé sur le terrain du pacte social.

D'autre part, son appui à la solution du Statut autonome a représenté un pont vers une légitimation de la ligne de la bourgeoisie nationaliste, la division des secteurs radicalisés et l'introduction de la Réforme en Euzkadi. Son attitude par rapport à la violence l'a finalement amené à subordonner l'amnistie à l'arrêt des actions de l'ETA, et à participer à des manifestations qui, en pratique, réalisaient ce «front de la paix» qui était refusé en principe. Les interventions au niveau parlementaire — parfois positives — ont eu comme conséquence de par-

alyser le parti et les secteurs qui le suivent face aux mobilisations. Si on y ajoute la déstructuration du parti et l'émergence d'une bureaucratie naissante, l'aboutissement est clair : l'électoratisme et l'intégration progressive dans les appareils d'Etat autonomes et le souci défaitiste d'éviter la «déstabilisation». Les événements du 23 février, face auxquels, EE a réagi dans une logique de démobilisation, n'ont pas été l'occasion de lancer une nouvelle ligne. L'apparition d'une ligne critique au sein de l'ancienne EE envers de telles attitudes est, toutefois, un élément positif.

Notes :

- (1) La Réforme politique est le régime institutionnel mis sur pied après la fin du franquisme.
- (2) Sabino Arana est le fondateur du PNV.
- (3) Lemoniz est une centrale nucléaire contre laquelle le mouvement basque se mobilise. Nervacero est une usine métallurgique où s'est développée une lutte assez radicale.
- (4) LOAPA signifie **Ley orgánica de administración de los procesos autonómicos** (Loi organique d'administration des processus autonomes).
- (5) Lerrotxa a été un dirigeant républicain bourgeois qui dans les années 1930 a organisé le secteur des travailleurs immigrés en Catalogne.
- (6) Coordination patriotique socialiste, front qui regroupe les organisations en accord avec les orientations de l'ETA.
- (7) IPS signifie **Izquierda por el socialismo**, gauche pour le socialisme.
- (8) Il s'agit du syndicat sous influence nationaliste.

Institut kurde de Paris

La question nationale en Irlande

L'Irlande a été occupée par la Grande-Bretagne il y a 800 ans. Depuis lors, la population indigène catholique a été brutalement réprimée, exploitée économiquement et privée de ses droits démocratiques. A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les secteurs les plus clairvoyants de la bourgeoisie anglaise ont voulu résoudre la question irlandaise par l'introduction d'une forme limitée de Home Rule. Cet effort fut bloqué systématiquement par les capitalistes et les propriétaires terriens anglais, qui avaient des intérêts en Irlande, notamment dans les provinces du Nord-Est.

Dans le Nord-Est, il y avait de nombreux colons d'origine presbytérienne écossaise. Les propriétaires et les hommes d'affaires anglais ont exploité leur position et fomenté le sectarisme religieux contre la population catholique irlandaise. Toutes les tentatives d'unir la classe ouvrière sur la base de ses intérêts de classe contre l'exploitation britannique se sont heurtés à l'obstacle constitué par ce sectarisme.

L'insurrection de Pâques 1916, tout en n'atteignant pas le but de conquérir l'indépendance par la force, a mis en branle un processus qui, finalement, a obligé le gouvernement britannique à faire des démarches pour résoudre la situation. Cela s'est produit malgré l'opposition virulente des représentants des intérêts anglais dans le Nord, qui sont allés jusqu'à armer les ouvriers protestants dans la lutte contre le Home Rule.

En 1918, il y a eu des élections générales. Le Sinn Fein, le parti nationaliste, a obtenu le 80% des élus. Ceux-ci ont refusé de participer au Parlement de Londres et se sont réunis séparément comme Dail

Eireann (Parlement irlandais). En 1920, le gouvernement britannique a fait adopter le **Government of Ireland Act**, qui comportait la formation d'un Parlement séparé pour les 6 provinces du Nord et d'un Parlement à Dublin pour les 26 autres provinces.

Cette concession à ceux qui s'opposaient violemment à l'indépendance irlandaise a été vivement ressentie par les forces nationalistes. Toutefois, en 1921, une partie du mouvement nationaliste a décidé d'accepter le traité avec la Grande-Bretagne, et la guerre anglo-irlandaise a pris fin. En 1922 et 1923, la guerre civile a continué entre les forces favorables et les forces hostiles au traité. A la fin, celles-ci se sont divisées et, sous la direction de Eamonn De Valera, le nouveau **Fianna Fail** a accepté lui aussi «L'Etat Libre irlandais», à savoir l'Etat composé des 26 provinces.

La division de l'Irlande n'a jamais été acceptée par la majorité. Les catholiques du petit Etat du Nord ont dû subir constamment une répression qui les a privés de leurs droits démocratiques.

A la fin des années 1960, le **Civil Rights Movement** s'est formé dans le Nord, et la lutte pour la réunification de l'Irlande est entrée dans un nouveau stade, qui reste ouvert aujourd'hui. Les grèves de la faim dans les **H Blocks** de Long Kesh en 1981 — qui se sont soldées par une dizaine de morts — ont attiré l'attention du monde entier sur la lutte des Irlandais.

La question de la division reste la question centrale de la situation politique irlandaise. Aussi longtemps que la communauté catholique du Nord continue d'être une minorité opprimée, toute tentative d'unir la classe ouvrière dans une lutte pour le socialisme est vouée à l'échec. La question nationale est donc d'une importance cruciale pour les marxistes révolutionnaires.

Nous publions deux contributions des marxistes révolutionnaires irlandais. La première esquisse l'histoire de la question nationale et les différentes étapes de la lutte. La deuxième est une déclaration politique adoptée à la Conférence de fusion entre le **Movement for a Socialist Republic**, section de la IV^e Internationale, et **People's Democracy**, une organisation qui avait ses racines dans la lutte pour les droits civils. Les deux organisations se sont unies en 1977 pour former une organisation commune, **People's Democracy**, qui est l'actuelle section irlandaise de la IV^e Internationale.

QUESTION PAYSANNE ET QUESTION NATIONALE

La question nationale irlandaise doit être considérée dans le contexte du colonialisme et de l'impérialisme : la loi du développement inégal et combiné la détermine aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. La rébellion de 1798 a marqué la fin de la bourgeoisie comme force révolutionnaire. Sa défaite est en partie liée au processus qui l'a engendrée. Le colonialisme avait créé une division religieuse entre la paysannerie et les autres classes, qui a renforcé la domination britannique. Dans le Nord-Est, grâce à l'**Ulster Custom**, les fermiers ont tiré profit des améliorations qu'ils avaient introduites (1). Les prêts à long terme, concédés après les guerres de William (2), ont renforcé le sentiment de sécurité, alors que dans le reste de l'Irlande dominait le **rack rent** (3). Les grands propriétaires, souvent absents, saignaient à blanc les paysans en ne leur assurant que la subsistance au sens strict. Une telle situation était imposée par la force militaire britannique. La question nationale était donc étroitement liée à la question de la terre et à la destruction des institutions d'oppression féodales. Puisque la paysannerie n'était (et n'est) pas par elle-même une classe révolutionnaire, la rôle dirigeant devait être joué par une autre classe. Ce rôle, les **United Irishmen** ne l'ont pas joué non plus (4). La croissance de la population et la pression sur la terre qui en découlait a amené une

difficile concurrence entre protestants et catholiques, du fait que ceux-ci acceptaient un niveau de vie plus bas. La différenciation en castes a été institutionnalisée avec la fondation de l'**Orange Lodge** en 1795 (5). Sa portée réactionnaire a été appréciée par la classe dominante, notamment au moment de l'écrasement de la révolution de 1798, qui a accentué davantage les divisions.

Les **United Irishmen** avaient été presbytériens dans le Nord-Est à prédominance bourgeoise, mais avec une présence d'artisans urbains. Le colonialisme, qui avait divisé la paysannerie en différenciant les formes d'exploitation de la terre, avait donné naissance, par le développement du capitalisme, à des nouvelles classes qui menaçaient de l'écraser. L'**Ulster Custom** avait été décisive pour la formation de l'industrie de la laine, dans la mesure où elle avait permis une accumulation suffisante pour assurer l'essor d'une manufacture rurale, qui put profiter du libre accès au marché protégé britannique.

Toutefois, son expansion avait été limitée par l'absence de crédit à des conditions favorables, de sociétés de dépôt, ce qui illustre bien les difficultés que rencontre une accumulation capitaliste dans un contexte colonial.

Néanmoins, ce développement, qui a eu un équivalent dans l'industrie du coton, a fourni une base sociale suffisante pour déclencher une révolution contre l'occupation britannique. Avec l'écrasement de la révolution de 1798, la bourgeoisie dans son ensemble a renoncé à jouer tout rôle révolutionnaire. Le développement de la Révolution française était très alarmant pour elle, et depuis lors elle s'est limitée à mener une action de réforme dans

le cadre constitutionnel britannique.

La paysannerie était atomisée en tant que classe par rapport à la production et au marché. Après l'épuisement du rôle dirigeant de la bourgeoisie et avant l'émergence d'une direction ouvrière dans la dernière partie du XIX^e siècle, la paysannerie a été incapable d'accomplir les tâches d'une révolution bourgeoise. La source du mécontentement qui couvait dans presque tout le pays, découlait du système d'exploitation de la terre. La destruction des institutions féodales, de même que la solution apportée à la question nationale, reflète les limites du mouvement paysan. La conscience du mouvement a pu progresser grâce aux **United Irishmen**, mais elle ne pouvait pas aller au-delà du problème national, à savoir elle ne pouvait pas par elle-même atteindre un niveau socialiste. Sur le terrain organisationnel, ses méthodes étaient également limitées. Elles étaient conspiratrices, en rapport avec l'activité militaire, mais elles impliquaient en fait un abandon de la lutte politique. Le développement de l'IRA en est une claire démonstration.

Tout au long du XIX^e siècle, le capitalisme n'a cessé de se développer dans le Nord-Est. Cela est illustré par la croissance des villes industrielles, de Belfast en premier lieu. Au moment de l'Union, cette ville avait 20 000 habitants ; elle en comptait 70 000 en 1841 et 119 000 en 1961. L'introduction des machines à vapeur, en 1825, a provoqué la ruine de la manufacture à domicile. La famine poussait beaucoup de gens à quitter le pays. L'émigration avait comme résultat de faire monter les salaires des tisserands, avec la conséquence de rendre plus économique l'emploi

des machines à vapeur. En 1850, l'Irlande dépassait l'Angleterre sur le terrain de l'industrie de la laine. En 1866, il y avait plus de 10 000 métiers à vapeur. La tendance était à une concentration dans le Nord-est. Au milieu du XIX^e siècle, le tiers des usines irlandaises se trouvaient à Belfast ou près de Belfast, et leur production correspondait à la moitié de la production globale. Ainsi, le Nord-Est avait développé un capitalisme industriel achevé.

Au lieu de s'efforcer de consolider son marché national, la bourgeoisie industrielle a accepté de dépendre du marché impérialiste britannique. D'autre part, à cause de la prédominance de la **rack rent** et des formes les plus répandues d'exploitation de la terre, le marché intérieur pouvait bien difficilement s'élargir. Cela est une confirmation du caractère réactionnaire du stade impérialiste du capitalisme qui n'a aucun intérêt à construire une structure économique équilibrée.

Ainsi, la croissance considérable du capitalisme dans le Nord-Est n'avait aucun aspect progressif, et la couche bourgeoise liée à cette croissance ne s'efforçait aucunement d'amorcer une solution des problèmes d'une révolution bourgeoise.

A la suite de la montée du capitalisme industriel, l'**Orange Order** réussissait à imposer un grand bond en arrière. Même avant la famine (6), les tensions entre les couches protestantes et les couches catholiques de la classe ouvrière s'étaient accentuées rapidement, notamment à Belfast. L'année 1835 a marqué le début d'émeutes sérieuses, qui devaient continuer avec une régularité inquiétante. L'**Orange Order** non seulement a pu exploiter à court terme la division de

la classe ouvrière, mais il a également joué un rôle explicitement **politique**. Dans la dernière partie du XIX^e siècle, la bourgeoisie irlandaise a pu jouer de nouveau un rôle dirigeant sur le terrain politique. Après avoir vaincu les propriétaires fonciers, elle a pu exercer une force d'attraction sur la paysannerie et utiliser cette force sociale considérable pour exiger des concessions de la Grande-Bretagne. Un tel mouvement (ou plutôt, comme on le verra, le mouvement républicain plébéien, qui menaçait constamment de lui arracher l'initiative) entraînait évidemment en contradiction avec les couches industrielles de la bourgeoisie du Nord-Est, qui voulaient une union stable avec la Grande-Bretagne et s'assuraient leurs profits par une discrimination religieuse qui aurait été menacée par l'existence d'un Parlement irlandais à Dublin. C'est ainsi que l'**Orange Order** est devenu un instrument efficace contre le développement d'un mouvement progressiste.

La bourgeoisie nationale irlandaise de la période qui a suivi la famine était essentiellement composée de couches **gombeen** (7) (secteur des services et de la distribution, petites manufactures essentiellement basées sur l'agriculture). Elle pouvait ménager les intérêts agraires et — grâce au déclin de la valeur de la propriété rurale après 1870 — même atténuer les tensions. Fondamentalement, elle était une classe **compradore** basée sur l'usure. Là où elle était industrielle, comme dans le Nord, elle dépendait de la Grande-Bretagne et de ses marchés impériaux. Elle était carrément réformiste et intéressée à se servir de son pouvoir politique pour réaliser le **Home Rule**(8) et assurer son contrôle sur l'appareil d'Etat (ac-

tuellement dirigé par les Britanniques). Elle était de religion catholique ; depuis 1882, l'Eglise a joué un rôle essentiel dans son organisation politique, ce qui ne lui a pas gagné l'amitié des protestants du Nord. Une telle classe ne pouvait pas accomplir les tâches traditionnelles de «sa» révolution. En 1914 elle acceptait non seulement ce **Home Rule** qui était son objectif limité, mais aussi la division du pays.

Les tâches de la révolution bourgeoise, que les **United Irishmen** n'avaient pas accomplies, ont été reprises par les ouvriers qualifiés des villes. Dans une société agricole sous-développée, cette couche de la classe ouvrière avait une force et une confiance en elle-même assez considérables. Mais, en l'absence d'un prolétariat vigoureux, capable de la stimuler, elle ne pouvait pas développer une conscience plus élevée que celle atteinte par la bourgeoisie après la famine. Ses revendications visaient essentiellement à renforcer les positions de ses membres. Du point de vue politique, elle oscillait entre le terrorisme blanquiste de la **Irish Republican Brotherhood** (Fraternité républicaine irlandaise) et le réformisme de son idéologue le plus intelligent et conséquent, l'imprimeur Griffith. Celui-ci exprimait une orientation politique fondamentalement bourgeoise (la construction d'une industrie irlandaise protégée par des tarifs douaniers, celle d'une marine marchande, etc.). Son but conscient était de renforcer le capitalisme irlandais. Ce n'est pas étonnant donc, qu'en 1913, il ait attaqué les travailleurs de Dublin en grève.

A partir de 1907, après toute une série de faux départs, un nouveau candidat à la direction de la bour-

geoisie irlandaise faisait son apparition. Il s'agissait des ouvriers sans qualification, dont une grande partie commençait à s'organiser autour de la TGWU de Larkin(9). Ils étaient, toutefois, politiquement frustes et socialement atomisés. Sauf dans le Nord-Est, ils n'étaient pas intégrés dans l'industrie, et leur avant-garde se trouvait chez les ouvriers du transport, socialement moins avancés que ceux de l'industrie.

En dehors de ces couches, il y avait les paysans. Ceux-ci étaient non seulement atomisés, mais de plus en plus divisés à la suite du processus de réforme de la terre. Les gros paysans s'associaient de plus en plus à leurs anciens propriétaires et ils devenaient prospères grâce à leurs coopératives laitières. Les petits paysans — surtout dans l'Ouest — avaient besoin de terre et ne pouvaient pas en acheter. L'**Annuities System** (10) représentait un obstacle majeur sur ce terrain.

Cet héritage du féodalisme n'aurait pu être éliminé que par un Parlement irlandais séparé. Cela aurait représenté le début de cette nationalisation de la terre proposée par la **Land League** en 1879 (cette revendication, toutefois, devait être affaiblie en 1914 à la suite de l'introduction des lois britanniques sur la terre). Jusqu'après 1916, la paysannerie irlandaise dans son ensemble, à l'exception de quelques petits fermiers dans les zones des grandes fermes, a suivi avec conviction les **gombeenmen**, comme elle l'avait fait depuis 1880.

Ainsi, dans le processus réel aucune classe n'était capable, objectivement et subjectivement, d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise. Jusqu'en 1916, le rôle

de direction avait été joué par une coalition composée de mouvements d'ouvriers qualifiés et d'ouvriers non qualifiés. Après l'assassinat de James Connolly(11), ses épigones ont amené les organisations qui se réclamaient du mouvement ouvrier à abandonner le Guerre pour l'indépendance(12), pour s'efforcer de réaliser la tâche de construire un pouvoir économique des travailleurs dans le cadre du pouvoir politique de la bourgeoisie. Par conséquent, la petite bourgeoisie a été abandonnée à Arthur Griffith et, par son intermédiaire, aux **gombeenmen**. Aidée par le soutien de la paysannerie qu'elle avait gagnée en appuyant l'agitation contre la **congestion**(13), elle n'a pas été en mesure de pousser les **gombeenmen** un peu plus loin qu'ils ne le voulaient. En pratique elle n'a obtenu qu'une séparation parlementaire formelle, à savoir le **Saorstát Eireann** (L'Etat libre irlandais) au lieu du **Home Rule**.

Dans le Nord-Est, le secteur le plus développé économiquement de la bourgeoisie irlandaise a finalement tourné le dos à la révolution nationale bourgeoise. D'une part, l'activité de James Larkin en 1907, de James Connolly en 1911, et des dirigeants de la grève générale de Belfast en 1919, a uni les ouvriers protestants et les ouvriers catholiques, ce qui a poussé la bourgeoisie protestante de l'Ulster à accentuer les divisions religieuses au sein de la classe ouvrière. D'autre part, le fait que la direction bourgeoise de la direction nationale irlandaise était catholique et qu'elle revendiquait une protection douanière, bien que formelle, a été l'une des causes les plus immédiates qui ont poussé les capitalistes protestants à fonder l'Etat séparé de l'Irlande du Nord.

Cela a signifié une **institutionnalisation** de la division de la classe ouvrière par l'inclusion dans le cadre du nouvel Etat d'un tiers de la population catholique. Cette présence catholique devait être présentée comme une menace permanente. L'**Orange Lodge** devenait partie **intégrante** du parti dirigeant du Nord, et donnait un contenu encore plus concret à son idéologie.

Le Traité anglo-irlandais et l'écrasement militaire de l'opposition marquait la victoire des **gombeenmen**, non sur les Britanniques mais sur la classe ouvrière et la paysannerie irlandaise. Le **Saorstát Eireann** allait plus loin que le **Home Rule**, projeté pour 1914, mais il ne résolvait pas le problème et il provoquait une scission au sein des Républicains, dont l'aile la plus radicale essayait une défaite. Le gouvernement du **Saorstát Eireann** a accepté la politique de «libre échange», en opposition aux buts traditionnels des artisans petits-bourgeois dont le mouvement avait été dévoyé par ses fondateurs. L'unité nationale ne s'est pas réalisée. Qui plus est, le gouvernement des **gombeenmen** s'appuyait fortement sur l'Eglise catholique en fournissant ainsi un prétexte à l'agitation des Orangistes contre le «Home Rule». Et les ouvriers, qui seuls auraient pu accomplir les tâches de la révolution nationale et de la révolution agraire, étaient divisés et démoralisés.

La dépression économique mondiale des années 1930 a accentué les contradictions dans la société irlandaise. La classe ouvrière n'a pas pu en profiter. La victoire de Fianna Fail en 1932 a été la conséquence de l'agitation sociale des petits paysans. Le parti victorieux a appliqué la politique économique

du jeune Griffith, ce que le **Cumannan Gael (Cosgrave Party)**(14) avait été absolument incapable de faire. La fin des **Land Annuities** ouvrait la phase protectionniste de la manufacture irlandaise.

Les couches capitalistes avancées, qui avaient structurellement besoin d'accéder au marché britannique, réagissaient par une tentative d'unité avec le fascisme. Les chemises bleues de Eoin O'Duffy(15) étaient mobilisées contre les Républicains et les classes qu'ils représentaient. La faiblesse décisive se produisait encore une fois au niveau de la direction. L'IRA n'a pas réussi à surmonter sa structure militaire et à se développer politiquement. Par conséquent, Eamon De Valera a pu jouer un rôle de Bonaparte entre les classes antagonistes. L'aile radicale des Républicains a été utilisée contre Eoin O'Duffy. La diversion avait pour but d'émousser les conflits sociaux. Eamon De Valera restait fidèle à la tradition des fossoyeurs bonapartistes. Le **Coal-Cattle Pact** était signé en 1935(16).

A Belfast, la crise économique et l'arrogance du gouvernement poussaient la classe ouvrière à s'unir temporairement. L'IRA et l'UPA luttèrent ensemble pour défendre les quartiers ouvriers de Shankil et Falls(17) contre les forces de la Couronne. Ce qui mérite d'être souligné, ce n'est pas la crise de l'idéologie orangiste, mais son étonnant rebondissement. En 1935 ont eu lieu des émeutes religieuses inspirées directement par le gouvernement du **Stormont**(18).

La profonde crise sociale et économique avait démontré que la question de la terre et la question nationale avaient encore une portée concrète. A cause de l'absence de

toute direction révolutionnaire valable, le républicanisme avait été canalisé par le Fianna Fail. Toutefois, sa force peut être mesurée à lumière de la défaite des Chemises bleues, malgré les concessions faites par Eamon De Valera. La survivance de l'Etat du Nord illustre la permanence d'institutions et d'une idéologie basées sur l'opposition religieuse.

La campagne de l'IRA entre 1956 et 1962 révèle les limites d'une organisation purement militaire. Le rapport entre la conscience politique de sa base sociale et sa structure militaire est arbitraire et non dialectique. La communauté républicaine ne s'est pas mobilisée et la défaite était le seul aboutissement possible. La théorie de l'IRA a été fondamentalement une version idéaliste du matérialisme dialectique. Selon la théorie révolutionnaire, la tactique militaire l'emporte sur les nécessités politiques lorsque le stade de la guerre civile est atteint. Toutefois, la guerre civile elle-même est déterminée non par l'action militaire, mais par une lutte **politique** qui provoque l'affrontement des classes sociales. La perspective militaire n'a le dessus que dans un tel contexte, et même dans ce cas, dans un cadre strictement politique. Le fait que l'IRA rejette cette approche, illustre ses origines conspiratives petites-bourgeoises (paysannerie et artisanat).

La loi de l'accumulation capitaliste a provoqué une érosion de la base matérielle originelle de la question nationale et de la question de la terre. Il y a eu une chute drastique et constante de la population active dans l'agriculture. La question de la terre a été résolue par un exode rural massif. Il y a eu une

croissance progressive du poids du secteur industriel, et donc de la classe ouvrière, notamment dans les 26 provinces. La conclusion qui en découle est que la base de la question nationale ne réside plus dans la question de la terre.

Au fur et à mesure que le capitalisme se développait, les ouvriers qualifiés indépendants, qui ont constitué la base la plus active du mouvement républicain, étaient constamment marginalisés et prolétarisés. Il s'agissait d'un processus plus quantitatif que qualitatif. En outre, la base matérielle des anciennes conceptions républicaines — la survivance d'un capitalisme industriel indépendant — déperissait à la suite du développement réel de ce capitalisme et de son incapacité à croître comme force indépendante.

La déclaration commune sur la liberté du commerce faite en 1965 par les 26 provinces et la Grande-Bretagne — après dix années de « maison ouverte » aux industriels étrangers — a signifié l'enterrement du capitalisme « progressiste » et la faillite de sa résistance à l'impérialisme. Les 26 provinces ont été assimilées, dans le cadre de la structure économique britannique, par une opération de type néocolonial. L'entrée dans le Marché commun marque un nouveau déclin de l'industrie irlandaise. La bourgeoisie irlandaise est condamnée à perdre, à l'avantage du capital international, l'emprise qu'elle avait sur une partie de l'économie.

La liberté du commerce a déjà eu comme conséquence une augmentation sensible du chômage. Par ailleurs, le remède traditionnel de l'émigration peut de moins en moins être adopté à cause de la récession de l'économie britan-

nique. La bourgeoisie britannique a donc voulu introduire ces normes démocratiques qu'elle avait refusées au début du siècle.

Les revendications démocratiques bourgeoises du mouvement pour les **Civils Rights** a eu comme riposte non pas des concessions, mais la violence déclenchée par l'Etat. La question nationale est revenue avec force sur la scène politique grâce à l'action du secteur catholique de la classe ouvrière nord irlandaise, inspirée par le militantisme républicain. La classe dominante du Nord n'a plus besoin du marché impérialiste britannique. Les secteurs qui en avaient besoin au début du siècle ont subi un déclin substantiel, et le développement s'est produit essentiellement sous l'attraction du capital international. La classe dominante a intérêt à sauvegarder un régime démocratique. Mais le gouvernement d'Irlande du Nord en tant que tel est l'expression du sectarisme religieux sous la forme institutionnalisée que représente l'**Orange Order**. Une structure carrément réactionnaire devrait donc accomplir des tâches progressistes, à savoir sauvegarder le régime démocratique. En Allemagne, les **Junkers** ont contribué au développement du capitalisme en surmontant ainsi la contradiction entre féodalisme et capitalisme. Mais dans le cas de l'Irlande du Nord, l'analogie ne tient pas. Il n'y a pas de capitalisme progressiste et il n'y a pas des rapports féodaux à briser : les rapports existants sont entièrement capitalistes. Par conséquent, la tâche de la classe dominante est purement politique. Le démantèlement de l'Etat du Nord — l'élimination de l'**Orange Order** en tant qu'institution amènerait à cela — impliquerait, toutefois, la

fin de l'idéologie sur laquelle se base la classe dominante.

L'expression concrète de l'idéologie orangiste réside dans la garantie donnée aux couches ouvrières protestantes de maintenir une position privilégiée par rapport aux couches catholiques. Les forces de production, tout en œuvrant lentement, ont devancé la superstructure. C'est la riposte de l'Etat à l'agitation pour les droits civils qui a provoqué l'escalade de la lutte armée. Le fait que l'IRA était ancrée dans les couches catholiques de la classe ouvrière par ailleurs a renforcé l'idéologie orangiste.

Ainsi, la classe dominante irlandaise et son tuteur, l'impérialisme britannique, ont dû choisir : soit détruire la base de l'Etat en neutralisant l'**Orange Order**, soit écraser les couches catholiques et ensuite introduire une réforme. L'**Orange Order** a eu, historiquement, la tendance à développer sa propre dynamique. Si la bourgeoisie renonçait à contrôler la situation, cela favoriserait une réaction très forte. A la suite de l'utilisation croissante de l'Armée britannique comme arme politique du **Stormont** le choix est devenu clair. Il implique en tout cas une contradiction : le but de toute action politique des Britanniques est d'assurer la stabilité sociale. Mais, quelle que soit leur orientation, ils devront avoir recours à une intervention militaire puissante.

LES CONCLUSIONS QUI S'IMPOSENT SONT LES SUIVANTES :

a) Le fait que la révolution bourgeoise est restée inachevée, a déterminé des contradictions poli-

tiques qui ont leurs racines dans la question nationale.

b) L'unité nationale et l'introduction des normes démocratiques-bourgeoises exigent l'écrasement de l'idéologie orangiste, laquelle est institutionnalisée dans l'Etat du Nord et, dans une moindre mesure, la destruction de la nature confessionnelle des 26 provinces.

c) Seule la classe ouvrière de la bourgeoisie irlandaise est capable de mobiliser des forces importantes sans entrer en contradiction avec les intérêts sociaux de ces forces.

d) La révolution socialiste ne peut pas se développer sans la participation des couches protestantes de la classe ouvrière, mais une telle participation présuppose la destruction de leur idéologie actuelle.

e) Le sectarisme religieux catholique de la République des 26 provinces doit être dénoncé et condamné à tout moment. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il y a un danger réel que le développement national de la bourgeoisie de la République ne comporte une diversion poussant les catholiques vers des positions xénophobes et sectaires.

LUTTE NATIONALE ET LUTTE SOCIALE

L'Irlande est la plus vieille colonie britannique. Elle a subi toutes les différentes formes d'oppression adoptées par l'impérialisme britannique, allant du pillage pur et simple aux XVI^e et XVII^e siècles, à l'exploitation économique sophistiquée du XX^e siècle. Aujourd'hui,

l'impérialisme domine les deux parties du pays.

L'économie du Sud est entièrement dominée par le capital extérieur (non seulement britannique, mais aussi nord-américain, européen et multinational en général). Cela a conduit à une domination politique de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et les pays de la Communauté économique européenne (CEE) étant bien disposés à laisser à la Grande-Bretagne, puissance dominante traditionnelle, le soin de sauvegarder leurs intérêts.

Nous caractérisons un tel rapport comme un rapport impérialiste. Sa réalité est illustrée par le fait que si un régime socialement radical ou révolutionnaire s'imposait dans le Sud, les partis bourgeois souhaiteraient une intervention de la Grande-Bretagne et éventuellement d'autres pays de la Communauté économique européenne et de l'OTAN.

La fonction de l'Etat du Nord était d'assurer le maintien de l'exploitation de ce pays par l'impérialisme, et de son contrôle militaire stratégique, en d'autres termes d'être une tête de pont britannique en Irlande. C'est dans ce but que les frontières ont été tracées, de manière à donner une majorité stable aux protestants et à perpétuer une alliance interclassiste protestante par la concession de toute une série de privilèges. Cela a eu comme résultat non seulement que les masses protestantes se sont rangées aux côtés de l'impérialisme, mais que la classe ouvrière elle-même a été divisée. Par ailleurs, derrière la façade de l'autogouvernement local dans les 6 provinces, le contrôle de la situation a été assuré, en dernière analyse, par la présence des troupes britanniques.

L'Irlande a donc été divisée par l'impérialisme, et les deux parties du pays sont dominées par celui-ci. Le but final des marxistes révolutionnaires est la formation d'une république socialiste, mais aucun progrès ne pourra être réalisé dans ce sens aussi longtemps que la domination impérialiste subsiste. La lutte contre l'impérialisme est par conséquent la tâche centrale de la révolution irlandaise. Cela implique avant tout la fin de la division de l'Irlande et du contrôle britannique sur les 6 provinces. Les événements des dernières dix années ont confirmé que la question de la division et de l'occupation britannique du Nord représente la contradiction centrale de la société irlandaise d'aujourd'hui.

Nous luttons inconditionnellement pour le retrait immédiat des troupes britanniques des 6 provinces et pour l'autodétermination du peuple irlandais tout entier. Nous nous opposons à toute conception selon laquelle la région des 6 provinces et sa population protestante auraient un droit à l'autodétermination allant à l'encontre de la volonté de la majorité du peuple irlandais. Par ailleurs, c'est dans un tel contexte que nous mettons l'accent, encore plus fortement que dans le passé, sur la nécessité d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat, et d'une laïcisation de la société irlandaise sur tous les terrains. Nous luttons contre toute tentative d'imposer des normes catholiques à la population protestante ou *vice versa*, et contre toute solution de «compromis» amenant à renforcer la domination catholique dans le Sud et la domination protestante dans le Nord.

Nous ne subordonnons pas notre soutien à l'autodétermination à l'acceptation du socialisme. Nous

rejetons toute formule du type «Seule une Irlande socialiste pourra être unifiée». Nous estimons que la lutte nationale est partie intégrante de la lutte pour le socialisme.

Les socialistes et la classe ouvrière n'ont nullement monopole de la lutte contre l'impérialisme. L'Irlande a une longue et héroïque tradition de lutte anti-impérialiste avec une continuité organisationnelle qui remonte au mouvement **fénian** du XIX^e siècle. Mais à cause du sous-développement économique du pays et de la faiblesse de la classe ouvrière industrielle, cette tradition s'est basée sur les petits paysans et la petite bourgeoisie urbaine (employés, commerçants, intellectuels, etc.).

Au XX^e siècle, le palmarès honteux du mouvement ouvrier organisé qui — à l'exception honorable de son petit secteur marxiste — ne s'est pas intégré à la lutte nationale, a renforcé la nature petite bourgeoise de la tradition anti-impérialiste représentée par le mouvement républicain, et abandonné à cette direction petite-bourgeoise les militants ouvriers qui avaient compris l'importance cruciale de la lutte anti-impérialiste. La petite bourgeoisie, en tant que classe qui ne dispose pas de la propriété tout en aspirant à devenir propriétaire, n'a pas confiance en elle-même. Elle a peur et se méfie des masses et recherche constamment des alliances avec des secteurs de la bourgeoisie. Le mouvement républicain a beaucoup de caractéristiques d'un mouvement petit-bourgeois. Il a une mentalité élitiste et conspiratrice, il a un mépris pour l'activité de masse et de fortes déformations militaristes. Toutes ces tendances ont été accentuées par des années de répression et de harcèlement dans

les deux parties du pays. Il n'a pas de programme social clair. Il s'est refusé de s'identifier sans ambiguïté avec la classe ouvrière et a adopté une série de documents politiques oscillant entre le socialisme et le capitalisme.

La carence la plus sérieuse du mouvement républicain réside toutefois dans le fait que l'impérialisme et ses alliés — la bourgeoisie du Sud et l'alliance interclassiste protestante du Nord — ne peuvent pas être vaincus simplement par une lutte militaire basée sur la minorité du Nord et développée sur un seul front, celui de 6 provinces. Pour battre l'impérialisme, il est nécessaire de mobiliser dans la lutte de nouvelles forces, d'utiliser de nouvelles armes et combattre sur de nouveaux fronts. Ces forces existent dans la classe ouvrière industrielle des 26 provinces. Pour la première fois au cours de la présente décennie, les ouvriers industriels sont devenus la majorité de la population active dans les 26 provinces. En même temps, le voile de la propriété capitaliste indigène dans l'économie irlandaise a été déchiré et, pour la première fois, les ouvriers ont pu reconnaître la véritable identité de leurs exploiters, le capital britannique et multinational. Il est maintenant possible de faire clairement comprendre le lien concret entre la lutte contre la domination britannique dans le Nord et la lutte de la classe ouvrière dans le Sud pour conquérir le contrôle de l'économie. Si la classe ouvrière du Sud peut être mobilisée dans une seule lutte anti-impérialiste dans les deux parties du pays, un deuxième front de lutte sera ouvert, et le mouvement anti-impérialiste aura à sa disposition une arme puissante, l'arme de l'action dans les entreprises. Cela

offrira également la possibilité de provoquer des divisions dans l'alliance interclassiste des Unionistes du Nord.

A cause de sa nature essentiellement petite-bourgeoise et de son programme social ambigu, le mouvement républicain ne peut pas mobiliser la classe ouvrière dans cette lutte et il est donc incapable de la mener à bien. La classe ouvrière ne peut être mobilisée contre l'impérialisme que par un mouvement ayant un programme social basé sur les besoins de la classe ouvrière, et qui soit capable de saisir le lien entre les revendications immédiates sur le terrain social et économique et la question nationale dans son ensemble. C'est la tâche des marxistes révolutionnaires d'aider à la construction d'un tel mouvement.

Toutefois, le mouvement républicain a été à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste pendant environ 50 années et il a continué sa lutte alors que tous les autres l'abandonnaient. Pour cette raison surtout, les masses du Nord se sont tournées vers lui en 1969, lorsque le régime unioniste et l'Armée britannique ont voulu écraser la révolte de la minorité par la force brutale. Les Républicains ont été depuis lors les protagonistes de la lutte. De plus, la grande majorité du mouvement ouvrier a une histoire si négative voire contre-révolutionnaire sur la question nationale, que des militants ouvriers ont été amenés à soutenir le mouvement républicain, en dépit de la politique sociale ambiguë de celui-ci.

En tout cas, le mouvement républicain continuera à être une force capitale dans la lutte anti-impérialiste dans un futur prévisible, et malgré le fossé entre son idéologie

et la nôtre, nous devons réaliser, avec les autres courants anti-impérialistes du mouvement ouvrier et socialiste, une alliance avec les Républicains et travailler avec eux. Tout refus d'une telle approche relèverait d'un sectarisme incurable qui pourrait amener à aider objectivement l'impérialisme, même sans le vouloir.

Nous devons également construire avec le mouvement républicain, des fronts unis démocratiques ouverts, de façon à ce qu'en

même temps que nous puissions, mener un débat vigoureux sur la tactique, la stratégie et le programme de la révolution irlandaise. Nous ne croyons pas que le mouvement républicain en tant que tel puisse devenir marxiste. Nous espérons toutefois qu'un tel débat et la pression des événements amènent beaucoup des militants républicains à rompre avec l'idéologie petite-bourgeoise de leur mouvement et à rejoindre la gauche marxiste.

Notes :

- (1) Selon l'Ulster Custom, les fermiers ont le droit de propriété sur les améliorations qu'ils introduisent. Il a été introduit dans l'Ulster à cause de la prédominance des colons-fermiers protestants qui jouissaient d'un statut social supérieur à celui de catholiques. Dans le reste du pays, toutes les améliorations apportées par les fermiers avantageaient le propriétaire terrien : si la valeur de la terre montait, la rente augmentait aussi. Par conséquent, le mouvement paysan catholique avançait la revendication de l'application de l'Ulster Custom dans tout le pays.
- (2) Les guerres entre le roi protestant William III, qui devint roi de Grande-Bretagne en 1688, et les partisans catholiques du roi James II, qui avait été chassé. Le résultat de la victoire de William pour l'Irlande fut l'expropriation de presque tous les propriétaires terriens catholiques et le transfert de la terre aux lords et colons britanniques.
- (3) Il s'agit d'une rente dont la valeur annuelle correspond à la valeur de la propriété.
- (4) Un groupe de bourgeois d'employés, d'artisans irlandais, qui se prononcèrent pour l'indépendance de l'Irlande et organisèrent la rébellion de 1798. Wolfe Tone fut leur représentant le plus éminent.
- (5) Dénommé aussi **Orange Order**. Il s'agit d'une organisation exclusivement protestante, qui fut formée par les propriétaires et les industriels britanniques pour renforcer leur emprise sur la petite bourgeoisie, les artisans et la classe ouvrière protestants. Au début, elle fut dirigée contre le retour des catholiques sur les terres d'où ils avaient été expulsés. Plus tard, elle élargit son action en défendant les privilèges des protestants dans d'autres domaines.
- (6) La famine de 1846 et de 1848 fut provoquée par une maladie qui frappa la récolte des pommes de terre, aliment de base des paysans irlandais. Les autres produits, qui n'avaient pas été affectés, furent accaparés par les propriétaires anglais à titre de rente et transportés par bateau en Grande-Bretagne.

- (7) Couche de la petite bourgeoisie catholique néo-coloniale qui gagnait de l'argent par des activités marginales. Le mot signifie en irlandais «chiffon», et il sous-entend que ces gens gagnaient leur vie par des activités comparables au ramassage de chiffons.
- (8) Les lois sur l'**Home Rule** ont été présentées par le gouvernement libéral au XIX^e et au début du XX^e siècles. Elles devaient donner des pouvoirs limités à un Parlement irlandais sur des questions intérieures.
- (9) James Larkin, 1876-1947, fut le fondateur de la Irish Transport and General Workers Union et participa à la fondation du Labour Party irlandais. Plus tard il fut membre fondateur du Parti communiste américain.
- (10) **Annuités Systems**. Le **Land Act** de 1890 établissait un système sur la base duquel les fermiers pouvaient acheter la terre qu'ils occupaient. Les quotas annuels qu'ils payaient s'appelaient **annuités**.
- (11) James Connolly, 1870-1916, dirigeant de l'Insurrection de Pâques en 1916. Il fut exécuté par les Britanniques.
- (12) Guerre avec la Grande-Bretagne, qui commença en 1918 et amena la formation de l'Etat libre irlandais en 1921.
- (13) A la suite des dernières guerres de conquête menées par les Anglais et de l'introduction des **enclosures**, qui suivit la famine, de nombreux paysans irlandais furent chassés des meilleures terres vers des terres pauvres de l'extrême Ouest, où ils se trouvèrent donc concentrés. Ces terres pauvres furent dénommées **congested districts**. Le **Congested Districts Board** fut mis sur pied en 1891 pour affronter les problèmes de ces couches paysannes.
- (14) Avant-coureur du Fine Gael Party d'aujourd'hui, historiquement le plus pro-impérialiste des deux principaux partis bourgeois.
- (15) Le général Eoin O'Duffy était le **leader** des forces de l'Etat libre qui capitulèrent devant le règlement imposé par l'impérialisme britannique. Les Chemises bleues étaient une organisation fasciste, fondée en 1931.
- (16) Cette mesure comportait une augmentation du quota de charbon britannique importé en Irlande en échange d'une augmentation du bétail irlandais importé en Grande-Bretagne. Le résultat fut un abaissement des tarifs douaniers que Eamon De Valera avait introduit contre la Grande-Bretagne, et auxquels les Britanniques avaient riposté en diminuant les importations de bétail irlandais. La base sociale des Chemises bleues étaient les éleveurs, dont les intérêts avaient été particulièrement atteints par cette guerre commerciale.
- (17) Shankill Road est le centre du principal ghetto ouvrier protestant et Falls Road le centre du principal ghetto ouvrier catholique à Belfast.
- (18) Le **Stormont** était le parlement des 6 provinces de l'Irlande du Nord. Il fut dissous par les Britanniques en 1971 après le «dimanche sanglant», et le **Direct Rule** de Westminster fut introduit. Les circonscriptions électorales furent fixées de façon à ce que la population catholique soit sérieusement sous-représentée. Par conséquent, seulement le SDLP (Social Democratic and Labour Party) d'orientation réformiste a pu représenter la communauté catholique.

Indépendance nationale et lutte de classes au Québec

Le texte qui suit a été rédigé par les marxistes révolutionnaires du Québec et publié en brochure en 1977 par la LOR, section canadienne de la IV^e Internationale.

La question de l'indépendance nationale du Québec est le problème clé auquel doivent répondre les marxistes révolutionnaires du Canada-anglais et du Québec. Au Canada-anglais, la lutte active pour la reconnaissance du droit du Québec à l'auto-détermination et à l'indépendance est la ligne de démarcation fondamentale au sein de la gauche et du mouvement ouvrier canadien entre révolutionnaires authentiques et les organisations pseudo-révolutionnaires qui masquent sous des paroles radicales leur social-chauvinisme.

Au Québec, la réponse à apporter à la question nationale est le problème stratégique clé de la révolution. Si les marxistes révolutionnaires veulent sérieusement construire une organisation de combat implantée dans la classe ouvrière québécoise, ils ne peuvent passer à côté du problème politique central que sont le PQ et la question nationale. Nous devons apporter des réponses claires à deux niveaux :

a) Sommes-nous pour l'indépendance du Québec ? Est-ce la solution à la question nationale la plus susceptible de faire progresser la lutte des classes ?

b) Si nous sommes pour l'indépendance, quelle sorte d'indépendance défendons-nous ?

**LES MARXISTES
REVOLUTIONNAIRES ET
LA QUESTION NATIONALE
(PROBLEMATIQUE
D'ENSEMBLE)**

Un postulat de base : le droit des nations opprimées à l'autodétermination.

Le fondement de notre position sur la question nationale repose sur la nécessité pour les révolutionnaires de reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples et des nations opprimés. Par autodétermination des nations, nous entendons leur séparation en tant qu'Etats d'avec les collectivités nationales étrangères, nous entendons la formation d'Etats nationaux indépendants.

Cette reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination a une double fonction :

- 1) permettre aux révolutionnaires de la nation opprimée de lutter plus efficacement contre leur propre bourgeoisie ou petite-bourgeoisie nationaliste et
- 2) favoriser historiquement l'unité la plus solide et la plus large entre la classe ouvrière de la nation opprimée et celle de la nation dominante.

La lutte contre l'oppression nationale, le combat pour l'indépendance nationale ne sont pas en soi des luttes anticapitalistes. Il s'agit en fait de luttes pour des revendications démocratiques-bourgeoises qui ne sont pas en tant que telles incompatibles avec le maintien du capitalisme. Presque toutes ces luttes commencent sous une direction bourgeoise ou petite-bourgeoise. Ce sont ces classes qui tendent les premières à se saisir de la question de l'oppression nationale afin de se gagner une base de masse qui leur permette de modifier en leur faveur

le rapport de forces avec l'impérialisme. La capacité de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie nationaliste de prendre la tête de cette lutte et à **en conserver la direction** lui ménage non seulement une marge de manœuvre favorable dans son conflit avec tel ou tel impérialisme, elle lui permet aussi de maintenir un rapport de force plus favorable avec sa propre classe ouvrière et de la maintenir sous sa propre domination. Afin de pouvoir mener une lutte efficace contre les forces nationalistes bourgeoises de leur nation, les révolutionnaires de la nation opprimée doivent avant toute chose lui reconnaître le **droit** à la séparation si elle en décidait ainsi. Toute autre attitude reviendrait à les marginaliser par rapport au mouvement des masses, à laisser celles-ci sous l'influence des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises et à faire passer les révolutionnaires pour des complices objectifs de l'impérialisme oppresseur. La reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations est donc une arme essentielle dans la lutte des révolutionnaires contre les nationalistes bourgeois.

D'autre part, la reconnaissance du droit à l'autodétermination est encore plus impérative de la part des révolutionnaires de la nation opprimante. Tout refus de reconnaître ce principe sera inévitablement interprété par la classe ouvrière de la nation opprimée comme un appui du prolétariat de la nation oppresseuse à sa propre bourgeoisie impérialiste contre la nation dominée. Il ne peut que renforcer le rapprochement de la classe ouvrière de la nation opprimée avec sa propre bourgeoisie nationaliste et la placer encore davantage sous sa domination. « *Nier le droit de libre*

détermination ou de séparation conduit inévitablement dans la pratique à soutenir les privilèges de la nation dominante », disait Lénine. La solidarité nationale de la classe ouvrière de la nation impérialiste avec sa propre bourgeoisie renforcera la solidarité nationale de la classe ouvrière de la nation opprimée avec sa propre bourgeoisie nationaliste. Une telle attitude ne peut que mener au renforcement des deux bourgeoisies face à leurs classes ouvrières respectives et à accentuer les divisions entre les prolétariats des deux nations.

Les marxistes révolutionnaires s'efforcent d'établir l'unité d'action et la solidarité révolutionnaire entre les classes ouvrières de toutes les nations. Or, pour les classes ouvrières d'une nation opprimée et d'une nation oppresseuse, une telle solidarité n'est possible que sur la base du respect du droit à l'autodétermination des nations : *« L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon pas d'internationalisme »* (Lénine).

LA LUTTE CONTRE L'IDEOLOGIE NATIONALISTE

La reconnaissance du droit à l'autodétermination n'est que le premier fondement du cadre stratégique des révolutionnaires sur la question nationale. Il n'occupe pas tout ce cadre. La lutte contre l'idéologie nationaliste constitue le deuxième volet de la lutte des révolutionnaires contre l'oppression nationale.

« Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fut-il le plus

juste, le plus 'pur', le plus fin et le plus civilisé » (Lénine). La reconnaissance du droit à l'autodétermination et la légitimité historique des mouvements de lutte contre l'oppression nationale ne doit pas conduire à obscurcir la conscience de classe prolétarienne par l'idéologie bourgeoise. Or, le nationalisme est une idéologie bourgeoise.

Le nationalisme est l'idéologie de la solidarité nationale par dessus les classes sociales, les particularismes régionaux ou autres. Cette idéologie a joué un rôle progressiste à l'époque où la jeune bourgeoisie montante s'en servait pour rallier derrière elle les forces vives de la nation contre la monarchie et les résistances féodales pour créer l'Etat-nation moderne. Mais depuis l'avènement de l'époque impérialiste, où le moteur fondamental de la lutte des classes n'est plus l'antagonisme entre la bourgeoisie progressiste et la monarchie réactionnaire, mais bien l'antagonisme irréciliable entre la bourgeoisie, devenue une classe complètement réactionnaire, et la classe ouvrière, le nationalisme est en règle générale une idéologie réactionnaire qui vise à subordonner la classe ouvrière et les autres couches populaires à la domination idéologique de la bourgeoisie ou de fractions de celle-ci, une idéologie de collaboration de classe.

Toutefois, dans le cadre de cette lutte contre toute idéologie nationaliste, il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée.

Le nationalisme des pays impérialistes et des nations oppresseuses est soit un complément idéologique à une lutte ou à une compétition inter-impérialiste, soit une justifica-

tion idéologique à une politique annexionniste. Dans les deux cas, il vise à soumettre la classe ouvrière à 'sa' bourgeoisie impérialiste et à dresser la classe ouvrière d'une nation contre l'autre.

Le nationalisme des nations opprimées est un phénomène plus complexe et il doit être compris à deux niveaux. D'une part, pour la bourgeoisie ou petite-bourgeoisie nationaliste de la nation opprimée, il s'agit de se doter d'une base populaire comme point d'appui et comme moyen de pression contre l'impérialisme, puis d'empêcher l'organisation indépendante de la classe ouvrière. Mais d'autre part, ce nationalisme est souvent pour la classe ouvrière et les masses populaires de la nation opprimée l'expression nationale, l'enveloppe de leur indignation sociale.

Il est vrai que le développement d'une conscience nationale «anti-impérialiste» au sein de la classe ouvrière et des masses populaires d'une nation dominée est éminemment progressiste et que les révolutionnaires doivent appuyer sans pour autant appuyer son expression nationaliste, confuse et interclassiste. C'est là, par exemple, la distinction fondamentale entre le nationalisme québécois (nation opprimée) et le nationalisme canadien (nation opprimante).

Néanmoins, même le nationalisme le plus «progressiste» reste une idéologie confuse, qui masque les vraies sources de l'oppression nationale et sociale, qui agit en dernière instance, comme un frein sur le développement de la conscience de classe de la classe ouvrière. Les révolutionnaires doivent conséquemment s'appuyer sur la conscience nationale anti-impérialiste de la classe ouvrière et des

masses populaires d'une nation dominée, non pas pour s'adapter au nationalisme ni pour le rendre plus progressiste ou «révolutionnaire», mais pour permettre à la classe ouvrière et aux autres couches populaires de dépasser complètement l'idéologie nationaliste et d'acquérir une claire compréhension de la nécessité de la révolution prolétarienne pour éliminer toute forme d'exploitation et d'oppression.

LA REVENDICATION D'INDEPENDANCE NATIONALE

La reconnaissance du droit à l'autodétermination et la lutte contre toute forme de nationalisme (avec une méthode et une pédagogie différente selon qu'il s'agit du nationalisme d'une nation oppresseuse ou bien celui d'une nation dominée) sont des principes généraux qui circonscrivent le cadre de fonctionnement de notre politique de fond sur la question nationale. Ils ne présentent pas nécessairement en eux-mêmes une réponse stratégique claire à chaque cas concret.

A partir du principe de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations opprimées, les révolutionnaires peuvent adopter deux positions quant à la façon dont ils croient que leur nation devrait se prévaloir de ce droit : 1) ils peuvent s'opposer à la séparation, « la reconnaissance de ce droit (à l'autodétermination) n'exclut aucunement ni la propagande ni l'agitation contre la séparation... » (Lénine) ou 2) ils peuvent au contraire faire leur la revendication d'indépendance nationale.

Sans dresser un catalogue des circonstances ou des facteurs qui peuvent amener les révolutionnaires à prendre position pour ou contre l'indépendance de leur nation, on peut néanmoins délimiter certains critères fondamentaux qui orientent notre politique dans un sens ou dans l'autre. Ces critères ont ceci de commun qu'ils peuvent se ramener au principe plus général que *«reconnaisant l'égalité en droit et un droit égal à constituer un Etat national, il (le prolétariat) prise par dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie sous l'angle de la lutte des classes des ouvriers toute revendication, toute séparation nationale»* (Lénine). Autrement dit, comment cette revendication pour l'indépendance nationale affecte-t-elle la dynamique de la lutte des classes, est-ce une revendication qui la pousse de l'avant, qui en accélère le rythme ? Contribue-t-elle **historiquement** à jeter les bases de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière ? S'il arrive parfois que des mouvements de libération nationaux ont pour premier effet d'accentuer les divisions entre le prolétariat de la nation dominante et celui de la nation dominée, la capacité de la classe ouvrière de la nation dominée à se saisir de la direction de la lutte pour l'indépendance, d'imposer ses méthodes de lutte et son programme révolutionnaire, peut par l'exemple ainsi donné surmonter rapidement ces divisions et rétablir la solidarité de classe à un niveau plus arrière, devient-elle un obstacle à une lutte commune entre les prolétaires des deux nations ? Il n'y a pas de réponse universelle à ces deux questions. Il est nécessaire d'examiner chaque cas concret.

Règle générale, les marxistes révolutionnaires, tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des nations opprimées, tendent à s'opposer politiquement à la sécession d'une nation opprimée lorsque la dynamique de la lutte des classes dans les deux nations tend à converger ; lorsque le processus révolutionnaire tend à prendre la forme d'un affrontement entre l'Etat bourgeois central et les mouvements convergents des classes ouvrières des différentes nationalités de l'Etat lorsque le mouvement pour l'indépendance nationale n'est le fait que de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie alors que la classe ouvrière n'est que peu touchée par le nationalisme et conserve de forts liens organiques avec la classe ouvrière de la nation dominante ; lorsque la classe ouvrière de la nation dominante est à l'avant-garde de la lutte des classes. Dans tous ces cas, les révolutionnaires de la nation opprimée mettent en avant l'unité organique immédiate des ouvriers des différentes nations, privilégiant par dessus tout leurs luttes communes.

Par contre, en règle générale, les marxistes révolutionnaires vont plus loin que la simple reconnaissance du droit à l'autodétermination et assument eux-mêmes la revendication de l'indépendance nationale dans le cas, par exemple, des mouvements de libération coloniaux, lorsque la majorité de la population (y compris de la classe ouvrière) s'est prononcée clairement pour une telle solution et que la tâche principale des révolutionnaires consiste à arracher ce puissant mouvement national à la direction de la bourgeoisie nationaliste, lorsque des secteurs décisifs de la classe ouvrière de la nation dominée se sont déjà

prononcés en faveur de l'indépendance et que cette lutte constitue un des principaux cadre de radicalisation du prolétariat (résultat le plus souvent du décalage existant entre la lutte des classes dans la nation dominante et celle dans la nation dominée); c'est-à-dire, lorsque le cadre de la lutte pour l'indépendance devient le cadre inévitable dans lequel débutera et duquel émergera la lutte pour le socialisme.

Ce ne sont que des indications générales. On peut très bien dans une situation concrète trouver des traits, des éléments contradictoires. Dans ce cas, ce qui tranche, c'est la capacité des révolutionnaires de bien comprendre les tendances fondamentales du processus révolutionnaire. Toute élaboration d'une stratégie révolutionnaire pour le Canada et le Québec exige une position correcte sur la question nationale. C'est pourquoi l'articulation concrète entre lutte des classes et libération nationale au Québec doit être rigoureusement analysée.

LE QUEBEC : UNE NATION OPPRIMEE AU SEIN DE L'ETAT IMPERIALISTE CANADIEN

Le Québec est une nation. Il possède une langue commune, une histoire commune, un territoire commun, des institutions nationales, de même qu'un très haut degré de conscience nationale, dont le développement puissant et massif du nationalisme québécois est l'expression la plus claire.

Le Québec est une nation opprimée dans le cadre de la Confédération canadienne. Cette oppression nationale s'articule à trois niveaux.

Au niveau économique, le Québec est dominé par les impérialismes canadien et américain. Au cours de l'histoire, cette domination a fortement déformé la structure socio-économique du Québec : absence d'une bourgeoisie nationale digne de ce nom, débilite structurelle du secteur manufacturier lourd, hypertrophie du secteur public et de la construction, très forte dépendance de l'investissement et de l'emprunt étranger, surexploitation relative de la classe ouvrière québécoise par rapport à l'ensemble du continent nord-américain, etc.

Au niveau politique, le Québec ne dispose pas d'un Etat national qui lui soit propre. L'Etat québécois reste limité par les contraintes de la constitution canadienne et par son insertion dans le réseau étatique pancanadien. Ni la constitution, ni l'Etat canadien ne reconnaissent le droit de la nation québécoise à l'autodétermination. La bourgeoisie canadienne a systématiquement et consciemment utilisé l'Etat fédéral central pour imposer au Québec des politiques qui maintenaient celui-ci dans un état de déstructuration industrielle et de subordination économique. Cet Etat n'a pas hésité à plusieurs reprises dans l'histoire à utiliser l'armée canadienne pour réprimer les mouvements de masses au Québec.

Au niveau culturel et linguistique, les Québécois sont victimes de discrimination. L'anglais, langue de la minorité privilégiée, est au Québec même, la langue de la promotion sociale. Les travailleurs québécois comptent parmi les groupes linguistiques les moins bien rémunérés. Objectivement, la politique de la bourgeoisie canadienne, que ce soit par des projets d'anglicisation, ou

plus récemment et subtilement, par sa politique de bilinguisme, a toujours tendu vers une politique d'assimilation de la nation québécoise.

L'oppression nationale dont est victime la nation québécoise nécessite de la part des révolutionnaires québécois et canadien-anglais, une position non-équivoque pour son droit à l'autodétermination. Mais la question centrale qui est posée est celle de l'exercice concret de ce droit, celle de l'indépendance nationale. Les révolutionnaires doivent-ils reprendre à leur compte la lutte pour l'indépendance nationale du Québec ? A cette question nous devons répondre oui. La dynamique concrète de la lutte des classes au Québec et son insertion dans l'Etat impérialiste canadien et dans l'ensemble du réseau impérialiste nord-américain font de la revendication d'indépendance nationale un des éléments-clés de la lutte pour le socialisme.

L'INDEPENDANCE NATIONALE, UN ELEMENT CENTRAL DE LA LUTTE DES CLASSES

Le Québec est partie intégrante de l'Etat impérialiste canadien. Mais son insertion dans cet Etat n'est pas celui de n'importe quelle province de la Confédération canadienne. La structuration économique et sociale du Québec (celle d'une formation socio-économique dominée) la distingue qualitativement de celle de la formation socio-économique canadienne prise dans son ensemble (qui est celle d'une formation socio-économique impérialiste). Les conséquences en sont considérables. Premièrement, au niveau de la

structuration sociale, il y a l'absence d'une bourgeoisie nationale consistante. Les secteurs francophones de la bourgeoisie sont directement intégrés et dépendants de la bourgeoisie canadienne. Les secteurs décisifs de l'économie québécoise sont contrôlés par la bourgeoisie impérialiste canadienne. L'absence d'une bourgeoisie autochtone forte et le poids de l'impérialisme étranger et de l'oppression nationale déterminent chez les larges masses ouvrières et populaires québécoises un mode de radicalisation nationaliste. C'est là la base objective de l'appui dont jouit le Parti québécois dans la classe ouvrière québécoise, et plus particulièrement dans les secteurs et les régions fortement dominés par l'impérialisme. Ce mode de radicalisation nationaliste n'est pas un phénomène conjoncturel mais repose sur des bases structurelles.

Le rôle central joué par la question nationale et l'intensité des contradictions sociales produites par la domination impérialiste créent également les bases objectives pour un rythme plus accéléré de la lutte des classes au Québec que dans le reste du Canada. Encore une fois, il ne s'agit pas d'un phénomène conjoncturel, mais bien d'un produit d'un ensemble de contradictions sociales (haut taux de chômage, salaires plus bas que la moyenne continentale, attitudes plus dures du patronat, déséquilibres régionaux plus accentués, importation des difficultés économiques impérialistes...) reposant sur des bases structurelles.

Il existe donc une base objective à la désynchronisation du rythme de la lutte des classes entre le Canada et le Québec, aux modes de radicalisation différenciés entre travail-

leurs québécois et travailleurs canadiens. A ces facteurs objectifs, s'ajoutent des facteurs subjectifs : le mouvement ouvrier canadien-anglais n'a jamais montré la moindre velléité de combattre l'oppression nationale des Québécois par la bourgeoisie canadienne. Historiquement, le mouvement ouvrier canadien-anglais n'a pas seulement montré à maintes reprises son incompréhension profonde de la question nationale québécoise, mais aussi son chauvinisme à l'égard des travailleurs québécois.

L'ensemble de ces facteurs — le mode de radicalisation spécifique de la classe ouvrière québécoise, la désynchronisation de la lutte des classes entre le Canada-anglais et le Québec, les divisions nationales entre travailleurs canadiens-anglais et québécois, et le fait que cet ensemble de facteurs soit soutenu par des bases structurelles — déterminent une dynamique spécifique de la lutte des classes au Québec, distincte de celle qui prévaut au Canada anglais, et qui a comme élément central, la lutte pour la libération nationale.

La force du PQ et sa capacité d'hégémoniser politiquement la classe ouvrière québécoise tient justement à ce qu'il propose une solution « québécoise », au niveau de l'Etat québécois, donc crédible, à l'oppression nationale et aux revendications des masses. Cette hégémonie ne sera pas rompue par des appels abstraits à l'unité dans la lutte des classes ouvrières canadien-anglaise et québécoise, mais bien en luttant pour que le mouvement ouvrier québécois reprenne les revendications nationales et la lutte pour l'indépendance (c'est là la tâche des révolutionnaires au Québec), et pour que le mouvement

ouvrier canadien-anglais se débarrasse de ses préjugés chauvins et appuie le droit de la nation québécoise à l'autodétermination et à l'indépendance (c'est là la tâche des révolutionnaires au Canada-anglais).

Ce n'est qu'en posant résolument la question de l'indépendance, des moyens de l'obtenir et du type d'indépendance dont la classe ouvrière a besoin pour obtenir la libération nationale, que l'hégémonie péquiste sur la classe ouvrière pourra être battue en brèche. La rupture de cette hégémonie est la précondition essentielle à toute révolution socialiste au Québec. Toute l'expérience historique démontre que le détournement des masses ouvrières de l'influence du nationalisme bourgeois ne peut surgir que de la prise en charge de la lutte nationale par les révolutionnaires et de son articulation à la lutte pour le socialisme.

UNE ARME CONTRE L'IMPERIALISME CANADIEN

Le Québec est le maillon faible de l'Etat impérialiste canadien. L'indépendance, même bourgeoise du Québec, porterait un coup dur — sinon fatal — à l'impérialisme canadien.

Economiquement, le Québec est une base d'investissements qui donne de forts profits à la bourgeoisie canadienne. Les secteurs surtout basés sur l'exportation ont besoin de conserver le Québec comme liaison territoriale avec les provinces maritimes et le débouché sur l'Atlantique qu'elles offrent. Le Québec est le principal client de biens de consommation de l'Ontario, le cœur industriel du Canada. Finale-

ment, le Québec constitue un des principaux secteurs d'extraction de l'économie canadienne. La création d'un Etat québécois indépendant affaiblirait considérablement le Canada. Même l'indépendance diluée en souveraineté-association n'est pas un projet acceptable pour la bourgeoisie impérialiste canadienne : les bases d'accumulation propres de cette bourgeoisie, son épine dorsale — les communications et le système financier canadien, un des plus concentrés au monde — seraient fortement touchés par les projets de restructuration qu'implique la souveraineté-association.

Politiquement, les effets seraient encore plus brutaux. Le Canada est caractérisé par un très faible degré d'intégration régionale. Certaines régions du pays sont davantage intégrées au marché américain qu'au marché pancanadien et l'indépendance du Québec exacerberait toutes les tendances centrifuges déjà existantes. La structure étatique pancanadienne telle qu'elle existe actuellement serait détruite. Elle marquerait une crise politique sans précédent pour la bourgeoisie canadienne.

Socialement, l'affaiblissement économique et politique de la bourgeoisie canadienne créerait des conditions plus favorables à la lutte des classes au Canada même. Un des principaux ciments de la collaboration de classe, le mythe de l'unité nationale canadienne, le front uni pour le maintien de la subjugation nationale du Québec, serait détruit.

Aussi, défendons-nous l'indépendance du Québec sous toutes ses formes, y compris sous une direction bourgeoise. L'indépendance du Québec affaiblit l'impérialisme canadien et crée les meilleures con-

ditions pour le développement de la lutte des classes au Canada et au Québec d'une part. Et c'est en même temps, la seule façon d'arracher les masses de l'influence du PQ : en luttant pour l'indépendance nationale sans placer aucune condition.

POUR LA REPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Mais défendre inconditionnellement l'indépendance du Québec ne signifie pas que nous nous contentons de mettre de l'avant des revendications nationales. Au contraire, les révolutionnaires doivent combiner étroitement ces revendications nationales avec des revendications transitoires anticapitalistes et la perspective d'un Québec indépendant avec celle d'un Québec socialiste. Une véritable libération nationale, qui soustrairait totalement le Québec à la domination impérialiste est impossible dans un cadre capitaliste.

Coincé entre l'impérialisme canadien et l'impérialisme américain, disposant d'une très faible base d'accumulation du capital, réduite fondamentalement à un rôle de sous-traitant avec l'impérialisme, ce qui existe comme bourgeoisie québécoise est incapable de concurrencer l'impérialisme sur son propre territoire. Le projet de développement d'un capitalisme d'Etat québécois, à l'ombre duquel prospérerait tout un réseau de «petites et moyennes entreprises québécoises» se heurte d'abord à l'opposition de l'impérialisme à cause de ses nombreuses difficultés objectives, et tout autant à l'opposition active de l'impérialisme canadien qui dispose de toute une gamme de moyens,

tant politiques qu'économiques pour bloquer un tel projet. Les reculades successives du PQ sur la question de l'indépendance et sur son programme économique en témoignent.

La libération nationale du Québec ne peut s'effectuer par l'établissement d'un Québec capitaliste indépendant qui laisserait intact l'essentiel de la domination impérialiste sur le Québec. Au contraire, elle ne peut passer que par l'expropriation massive des intérêts impérialistes, la délivrance de l'économie québécoise de l'emprise du marché impérialiste mondial au moyen de l'établissement du monopole sur le commerce extérieur et la planification socialiste de l'économie, seule à même de développer les forces productives dans un Québec libéré de la domination impérialiste. Seule une mobilisation révolutionnaire des masses dépassant les objectifs nationalistes bourgeois du PQ peut mener à bien une telle tâche.

C'est cette problématique qui détermine le cadre stratégique de la révolution québécoise. En reprenant à leur compte la lutte contre l'oppression nationale et pour l'indépendance du Québec, les marxistes révolutionnaires cherchent à amener les masses ouvrières et populaires à se mobiliser de façon autonome à partir de revendications qui remettent concrètement en cause à la fois la domination impérialiste sur le Québec et l'hégémonie du PQ sur elles.

A cette fin, les marxistes révolutionnaires mettent en avant un programme d'action basé sur des revendications qui combinent étroitement l'aspect national et l'aspect anticapitaliste de la lutte. Ils font de chaque revendication nationale une

revendication prolétarienne, tant dans son contenu que dans ses formes de lutte. Ils dirigent ces luttes et revendications à la fois contre l'Etat canadien et le gouvernement québécois :

a) contre le gouvernement québécois, en exigeant de lui qu'il rompe complètement avec l'Etat impérialiste canadien, qu'il abroge unilatéralement toutes les lois fédérales anti-ouvrières et anti-populaires, en exigeant l'expropriation de l'impérialisme et en mobilisant les masses pour la satisfaction de toutes leurs revendications.

b) contre l'Etat fédéral canadien, en luttant systématiquement aux côtés des travailleurs canadiens-anglais contre les lois et mesures fédérales qui s'attaquent aux classes ouvrières des deux nations, en recherchant constamment l'unité d'action entre les deux classes ouvrières autour de revendications communes.

Les révolutionnaires cherchent à mobiliser les masses non seulement pour créer un rapport de force favorable à la classe ouvrière au niveau du Québec seulement, mais aussi pour établir le rapport de force le plus favorable pour l'ensemble des classes ouvrières à l'échelle de tout l'Etat pancanadien.

Les marxistes-révolutionnaires avancent une perspective double : d'une part, des mobilisations dirigées contre le gouvernement québécois afin d'exacerber les contradictions entre lui et l'Etat fédéral, entre le PQ et les masses ; d'autre part, des mobilisations unitaires des classes ouvrières canadienne et québécoise dirigées contre l'Etat fédéral pancanadien afin de raffermir les liens avec le prolétariat canadien et affaiblir le plus possible l'Etat fédéral central, de réduire sa capacité à intervenir efficacement et contre la

classe ouvrière et contre la lutte nationale au Québec. Ces deux tâches constituent une orientation à deux volets dont l'objectif central est la destruction de l'Etat impérialiste canadien et la libération nationale du Québec par la création d'une République des Travailleurs du Québec.

LES MARXISTES- REVOLUTIONNAIRES ET LE PQ

Si nous appuyons inconditionnellement la lutte pour l'indépendance nationale du Québec, nous n'accordons aucun appui politique, quel qu'il soit, au Parti Québécois. Pour mener à bien la lutte pour la libération nationale et le socialisme, la classe ouvrière doit être rigoureusement indépendante du PQ et de toutes les forces bourgeoises ou petites-bourgeoises. Notre attitude face au PQ s'articule à partir des éléments suivants :

a) appui à toutes les mesures anti-impérialistes, si jamais le PQ venait à en prendre sous la pression de la mobilisation des masses, la défense inconditionnelle de la lutte pour l'indépendance nationale et de toutes les revendications nationales progressistes, défense du droit du gouvernement québécois de légiférer sans obstruction ou intervention de l'Etat fédéral (exemple : la loi 101).

b) mobilisations rigoureusement autonomes des masses pour la satisfaction de leurs revendications. Mise en avant d'un programme de revendications transitoires qui s'attaque véritablement à la domination impérialiste sur le Québec et lie la lutte nationale à la lutte anticapitaliste.

c) aucune confiance, aucun appui à ce gouvernement bourgeois, dénonciation systématique de son refus de lutter sérieusement contre l'oppression nationale et de ses capitulations devant l'impérialisme, de toutes ses mesures anti-ouvrières et anti-populaires. Les révolutionnaires ne doivent semer aucune illusion sur les capacités de ce parti de mener à bien les tâches nationales ou de satisfaire les revendications des masses.

d) mise en avant systématique de la nécessité de l'indépendance de classe, tant au niveau syndical que politique. Pas de pacte social. Non à la concertation, au tripartisme ou à tout autre forme de collaboration de classe avec le gouvernement péquiste. Pour l'indépendance politique de classe, pour un parti des travailleurs basé sur les syndicats.

LUTTE DE LIBERATION NATIONALE ET INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Entre la tâche de libération nationale du Québec que se posent les marxistes-révolutionnaires et l'internationalisme prolétarien qui est le fondement historique et stratégique de toute notre activité, il n'y a aucune contradiction effective.

L'internationalisme prolétarien puise sa force pratique dans des conditions objectives et matérielles : l'unification économique et politique du monde entier par le capitalisme. L'impérialisme a imposé au système capitaliste un degré très avancé d'intégration mondiale ; le contrôle du marché, de la vie économique et sociale, par les corporations dites multi-nationales est évidente et la politique militaire de

l'impérialisme en Indochine hier, au Moyen Orient, en Amérique latine et en Afrique centrale et méridionale aujourd'hui rendent de plus en plus clair le caractère international de la lutte des classes et de la révolution socialiste.

L'internationalisme prolétarien est donc la prise de conscience agissante de cette réalité objective. L'analyse et le programme révolutionnaires se font en fonction de cette réalité, c'est-à-dire en fonction de l'intervention mondiale la plus efficace pour la modifier. Ainsi toute politique qui prend comme point de départ un point de vue étroitement national est à moyen terme suicidaire.

Cependant, si le capitalisme a été dans tous les pays du monde, dominants ou dominés, un prolétariat moderne qui a les mêmes intérêts historiques, (la révolution socialiste), et le même adversaire, (la bourgeoisie), cela ne signifie pas que l'origine historique et les conditions de vie et de lutte soient identiques dans tous les pays et toutes les nations. L'internationalisme nécessaire du prolétariat canadien et du prolétariat québécois ne repose pas du tout sur une identité absolue de leurs conditions de vie, tâches et méthodes d'organisation et de lutte, mais sur l'interdépendance objective de la lutte contre l'ennemi commun. Car l'unification du monde entier par le capitalisme et surtout l'impérialisme n'a pas procédé par l'égalisation de tous les pays et de toutes les nations. Le développement combiné et inégal de l'histoire signifie un accroissement de l'inégalité entre les nations dominées et les nations dominantes.

Pour que l'unité historique des prolétaires des nations dominantes et des nations dominées se réalise, il

va falloir que les premiers rompent concrètement avec 'leur impérialisme' à tous les niveaux et que les derniers prennent en main la lutte de libération nationale en évinçant les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra progresser vers notre but final : la République universelle des conseils ouvriers, où toutes les formes non seulement d'exploitation mais aussi d'oppression des êtres humains par des êtres humains seront liquidées.

C'est ainsi que les marxistes-révolutionnaires du Québec inscrivent leur lutte pour la République des travailleurs du Québec dans le cadre de la lutte pour la destruction de la société bourgeoise, quelque soit sa forme étatique actuelle, dans l'ensemble du continent nord-américain. La libération du Québec impliquerait un affaiblissement grave immédiat de l'Etat canadien, sinon sa destruction, et aurait des effets directs sur les USA.

Mais cette perspective historique des Etats-Unis socialistes d'Amérique du Nord ne doit pas nous pousser à établir artificiellement un schéma ou un calendrier : d'abord la révolution au Québec, ensuite au Canada et après aux USA. Ce n'est pas la question. Il s'agit plutôt de saisir la révolution québécoise dans sa dimension internationale et de comprendre la nécessité d'une participation active des révolutionnaires québécois à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire internationale.

La prédominance chez les masses québécoises de l'idéologie nationaliste incarnée par le PQ actuellement au pouvoir ne peut que retarder l'émergence d'une conscience internationaliste agissante, d'autant plus que le gouvernement péquiste

soumis aux pressions de l'impérialisme sera obligé de remettre en cause le radicalisme «neutraliste» d'une partie de sa base fondatrice. Ainsi les résolutions anti-OTAN et anti-NORAD de ses premiers congrès (héritage du RIN) vont inévitablement prendre le bord face à la nécessité de prouver devant l'impérialisme américain le fait que le PQ et sa solution de souveraineté-association est la meilleure manière de contenir le mouvement ouvrier au Québec.

L'évolution de plus en plus conciliatrice de la direction péquiste, et son recul sur des questions centrales allant éventuellement jusqu'à l'abandon de l'objectif de l'indépendance risquent de remettre en cause l'unification de tout le mouvement nationaliste derrière le PQ. Compte tenu de l'expérience historique des formations sociales dominées hautement prolétarisées, la formation de courants nationalistes radicaux est une possibilité sérieuse à terme.

Ces courants combinent un anti-impérialisme plus militant et un discours plus radical à une idéologie confuse recouvrant une réalité nationaliste populiste, et donc bourgeoise.

D'autre part on ne peut exclure l'apparition de courants extrémistes pro-canadiens, basés par exemple sur les secteurs violemment racistes de la minorité britannique au Québec. Ces groupes, manipulés ou non d'Ottawa, pourraient intervenir dans une déstabilisation du régime péquiste ouvrant la voie à d'éventuelles opérations militaires de «pacification» de la part de l'Etat fédéral canadien. Une telle évolution accentuerait le cours droitier et conciliant du PQ et aiguiserait les tensions en son sein.

L'internationalisme prolétarien exige des révolutionnaires le soutien inconditionnel aux combattants anti-impérialistes réels, mais pas de façon acritique. Au contraire une polémique serrée et constructive des révolutionnaires, leur prise en charge réelle du combat contre l'impérialisme peut prévenir la cristallisation d'un courant populiste radical et renforcer le pôle communiste-révolutionnaire, identifiant clairement la classe ouvrière comme l'agent historique de la révolution québécoise et le caractère socialiste de celle-ci.

Les organisations mao-staliniennes ont maintenu une activité internationaliste beaucoup plus conséquente que les organisations trotskystes depuis la fin du mouvement Chili. Cependant, leur activité est fondamentalement subordonnée aux besoins de la politique étrangère de la Chine (dans le cas du PCCml de plus en plus à celle de l'Albanie). Cette subordination les a amenés à des positions aussi réactionnaires que celle de l'appui à Mobutu. De plus, la politique ambiguë de la LC(ml)C, principale organisation de l'extrême-gauche, sur la nature de l'Etat canadien la porte à ne pas mener concrètement la bataille contre l'impérialisme canadien. Ainsi une partie des couches avancées des travailleurs et travailleuses qui rompent avec le nationalisme du PQ sous l'égide des mao-staliniens n'effectuent qu'une rupture partielle soit parce qu'ils ne comprennent pas le rôle impérialiste joué par le Canada, soit parce qu'ils acceptent de se subordonner aux intérêts étroits de la bureaucratie chinoise.

Aussi, malgré l'anti-impérialisme verbal de la gauche du PQ, des directions syndicales qui collaborent

avec le PQ et des mao-staliniens, seuls les marxistes-révolutionnaires mettent en avant un programme concret anti-impérialiste comprenant surtout le refus des alliances de l'OTAN et de NORAD et l'exigence du retrait unilatéral du Québec de ces alliances et de l'établissement des liens privilégiés avec les Etats ouvriers.

De plus, la nécessité fondamentale pour les marxiste-révolutionnaires de mettre à nu le contenu de classe de l'anti-impérialisme prolétarien va exiger pendant toute la prochaine période un travail :

- a) de solidarité avec les luttes des nationalités opprimées du Québec (Amérindiens et Inuit), du Canada (Acadiens, Amérindiens, Inuit, francophones des provinces anglaises) et du reste du continent (Noirs, Chicanos, Portoricains) ;
- b) de solidarité avec la révolution

mondiale dans ses secteurs les plus avancés dont surtout la péninsule ibérique et l'Afrique méridionale.

Ce travail doit être mené dans les buts suivants :

- a) renforcer l'unité historique entre les prolétariats québécois et canadien et de ces deux avec le prolétariat américain ;

- b) créer des liens de solidarité entre les travailleurs et travailleuses québécois(es) et les nationalités opprimées du continent, ce qui permettrait de mettre à nu encore plus clairement le contenu de classe de l'oppression nationale ;

- c) renforcer concrètement la révolution mondiale car tout ce qui affaiblit la bourgeoisie impérialiste ailleurs l'affaiblit ici ;

- d) expliquer les leçons d'ailleurs pour le Québec et le continent nord-américain.

Institut Kuld

La lutte de la minorité albanaise en Yougoslavie

Le 2 avril 1981 des manifestations de masse se sont déroulées dans la Province socialiste autonome du Kosovo, territoire de la Yougoslavie principalement habité des Albanais. Elles revendiquaient un statut de République dans le cadre de la fédération yougoslave. A la fin du jour suivant, l'armée est intervenue avec tanks et blindés pour instaurer la loi martiale, pour la première fois dans le pays depuis 1945. La direction du parti a déclaré qu'elle combattait là une contre-révolution. Mais elle n'a fourni aucune preuve témoignant que les habitants du Kosovo demandaient une restauration du capitalisme dans cette province, la plus pauvre de Yougoslavie, qui souffre d'un niveau de vie de loin le plus bas et du taux de chômage le plus élevé du pays. Les manifestations d'avril n'étaient pas soutenues par des partisans de l'ordre ancien qui auraient soudainement resurgi à l'occasion du proche anniversaire de la mort de Tito. Au contraire, la plupart des contestataires étaient extrêmement jeunes, beaucoup d'entre eux n'étaient

que des écoliers de l'école secondaire voire primaire; ils n'étaient que la toute dernière génération de jeunes Albanais accédant à l'âge mur et à la citoyenneté en cherchant quelle est leur place dans l'Etat des Slaves du Sud.

Ils est vrai que la pauvreté et l'arriération de la Province compte pour beaucoup dans le mécontentement et l'effervescence rebelle de la population albanaise — de tels troubles ne hantent pas les zones du Nord du pays, plus développées, habitées par les Hongrois. Pourtant, ce qui se passe au Kosovo aujourd'hui, transcende le cadre purement économique et exprime une crise politique générale. La nature de la réponse apportée par la Ligue des Communistes Yougoslaves, accentuée par l'usage des tanks pour intimider une population civile désarmée, ne peut que confirmer ce jugement. La revendication de masse des Albanais de Yougoslavie, d'avoir leur propre République, et le refus des autorités de Belgrade ne serait-ce que de l'envisager, sont autant d'indices de la

nature essentiellement politique du problème. Ils montrent que la question nationale en Yougoslavie, en ce qui concerne la population albanaise, n'a pas été résolue de façon satisfaisante, et qu'il n'y a pas de perspective tangible de solution. L'enjeu concerne bien plus l'Etat yougoslave lui-même qu'une simple réécriture de la Constitution. Ceci donne à la question albanaise en Yougoslavie un tranchant extrêmement aiguë, en particulier dans la mesure où elle se combine avec l'échec criant de la politique économique du régime dans cette région.

Aux yeux des habitants du Kosovo et des autres Albanais vivant dans le pays, la création d'une République albanaise dans le cadre de la fédération yougoslave est la seule manière de résoudre pleinement la question nationale. Cependant, Stane Dolanc, un des dirigeants du parti yougoslave, a déclaré à des journalistes, quelques jours après l'introduction de la loi martiale, que le parti n'avait pas l'intention de créer une deuxième Albanie. Ce thème a été repris ensuite dans des commentaires émis par d'autres fonctionnaires du parti et de l'Etat, qui ont cité le cas des deux Corées et des deux Allemagnes comme autant d'exemples négatifs. Mais ces parallèles ont un défaut : dans le cas des « deux Albanies », les frontières physiques ne sépareraient pas aussi deux systèmes socio-économiques différents. De plus, la Yougoslavie et l'Albanie ne sont pas seulement deux pays essentiellement de même type, il s'agit de pays qui ont partagé une même expérience révolutionnaire. Cela donne au problème des deux Albanies une perspective qualitativement différente. Il est nécessaire, afin de saisir le sens de cette perspective, de revenir à l'origine du problème — l'échec de l'émergence d'une fédération balkanique lors de la seconde guerre mondiale.

Si l'on considère la déclaration selon

laquelle la révolution de 1941-45 a résolu la question nationale, le cas albanaise ne devrait pas être différent de celui des Serbes, des Croates ou des Macédoniens, dans la mesure où le principe sur lequel se fonde une telle proclamation — le droit à l'auto-détermination — est universel et non pas sélectif. La Ligue des Communistes yougoslaves défend ce principe, bien qu'elle ne soit pas désireuse de lui donner sa substance en accordant à la population albanaise sa propre République. Bien sûr, la différence essentielle entre les nationalités albanaise et slaves du pays réside dans le fait que, alors que ces dernières sont concentrées très largement à l'intérieur des frontières du pays, la première est divisée par elles : presque autant d'Albanais vivent en Yougoslavie et en Albanie (près de 40 % du total pour la première); aussi l'agitation nationale au Kosovo (où vivent presque tous les Albanais yougoslaves) soulève-t-elle immédiatement le spectre de l'irréductibilité (sécessionnisme), le re-tracé des frontières et l'unification de l'Albanie. La question albanaise en Yougoslavie, par conséquent, de par sa nature même, transcende le cadre yougoslave pour impliquer directement la République Populaire d'Albanie.

L'actuelle constitution yougoslave prend réellement en compte le statut spécial de la nationalité albanaise du Kosovo : c'est le seul membre non slave de la fédération yougoslave. La province a son propre drapeau national, celui de la République Populaire d'Albanie, qui flotte à chaque célébration de l'Etat; et les enfants albanais, qui parlent dans leurs immense majorité le Geg, apprennent la littérature Tosk, la langue officielle de la République, dans les écoles du Kosovo (1). Mais ce que revendiquent les habitants du Kosovo, et bien entendu tous les Albanais vivant en Yougoslavie, c'est une reconnaissance *de jure* de leur égalité avec les natio-

nalités slaves : leur propre République, avec tout ce que cela implique comme participation volontaire dans une communauté yougoslave de nations. Il s'agit d'une revendication que les autres nationalités yougoslaves devraient évidemment soutenir, parce que toute autre voie menace leurs propres droits en remettant en cause implicitement le principe sur la base duquel a reposé la solution du problème national en Yougoslavie jusqu'alors, et cela ne peut que conduire à une répression et une violence continues, à un déferlement de nationalisme et de contre-nationalisme, dont tous les peuples de Yougoslavie ne seront que les ultimes perdants.

Cet essai tente donc de faire le point sur la question nationale en Yougoslavie, au travers du prisme des récents événements du Kosovo.

II

En Yougoslavie, la question nationale est déterminée par quatre grands facteurs principaux. En premier lieu, le pays est un Etat multinational dans lequel aucune des nationalités ne peut se proclamer majorité; si l'on prend le chiffre de 500 000 (taille approximative du groupe monténégrin) comme étalon de base le plus bas, il y a sept nationalités principales, parmi lesquelles une, l'albanaise, est non-slave. Le pays n'a pas de langue commune : bien que la grande majorité des gens (70 %) parle le serbo-croate, le fait que cette langue se présente avec deux variantes littéraires fait de la sphère des communications publiques, même en serbo-croate, une arène de contestations nationalistes.

Deuxièmement, les nationalités ne sont pas localisées dans des unités géographiques fermées, mais se mélangent dans les six Républiques et les deux Provinces qui constituent l'Etat yougoslave, conférant en retour à chaque unité fédérale

un caractère multinational. Le degré d'hétérogénéité ethnique varie (voir tableau ci-contre), mais la présence de ces minorités est souvent le souvenir criant de l'interdépendance des parties constituantes de la Yougoslavie.

Distribution ethnique de la Yougoslavie en 1981 (en milliers) Source : NIN 28/2/1982

TABLEAU I	
REVENUS PAR HABITANTS (en 1979)	
Yougoslavie	2635 dollars US
Kosovo	795 dollars US
Slovénie	5315 dollars US soit 7 fois plus qu'au Kosovo
SALAIRES INDUSTRIELS (par mois en 1980)	
moyenne	
Yougoslavie :	235 dollars US
Kosovo :	180 dollars US
Slovénie :	280 dollars US, soit 55 % de plus qu'au Kosovo
KOSOVO	
part de la population totale :	6,9 %
part du PNB yougoslave :	2,9 %
part des automobiles :	2,4 %
part des radios et télévisions :	2,5 %
POPULATION AGRICOLE	
au Kosovo (1971) :	51,5 %
moyenne yougoslave :	38,2 %
ETUDIANTS (pour 1 000 habitants)	
Yougoslavie :	194,9
Kosovo :	274,7
Slovénie :	165,7
ANALPHABETISME (% de plus de 10 ans, en 1971)	
Yougoslavie :	15,1 %
Kosovo :	31,5 %
Slovénie :	1,2 %

Troisièmement : Les nationalités yougoslaves ont souvent été séparées entre elles par l'histoire, ce qui fait que la carte ethnique actuelle est surchargée de frontières historiques qui compliquent encore davantage (ou enrichissent) les attachements nationaux. La force des frontières historiques face aux frontières ethniques se voit dans l'existence séparée de la Vojvodine et de la Bosnie-Herzégovine, en dépit du fait qu'elles ont de larges populations serbes sur les bords de la Serbie proprement dite, des populations Croates dans les zones contigües à la République croate, etc...

Finalement; la formation relativement récente de l'Etat yougoslave, bien après — et non pas bien avant — l'accès de ses composantes ethniques à une conscience nationale pleinement déployée, a imprégné l'Etat d'une tension significative entre les capitales fédérale et républicaines, et de la perception d'intérêts distincts et parfois conflictifs entre la Yougoslavie en tant que telle et ses composantes nationales prises séparément.

Il faut ajouter à ces facteurs structurels une dimension historique : à savoir la réalité de la double constitution du pays, en 1918 et 1945, dans la mesure où cela seulement permet de comprendre correctement la dynamique spécifique de la question nationale en Yougoslavie — particulièrement en ce qui concerne la minorité albanaise.

La création de la Yougoslavie (officiellement appelée au début Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) en décembre 1918, à la fin de la première Guerre Mondiale, fut le point culminant de plusieurs processus accélérés par la guerre, qu'il faut distinguer dans l'analyse, car chacun d'entre eux a légué au nouvel Etat son propre cadeau de baptême. Ce qui a joué un rôle clé, bien sûr, fut le désir des Serbes, des Croates et des Slovènes, comme des Monténégrins, de se libérer du joug étranger

et/ou de s'unir avec leurs co-nationaux dans le cadre des frontières d'un Etat commun. Ce n'est qu'en rejoignant la Yougoslavie que les Slovènes espéraient échapper à une vaste partition, du type de celle qui arriva aux Albanais plus au sud. Les Croates de Slovénie espéraient rejoindre les Croates de Dalmatie et d'Istrie; les Serbes de Serbie espéraient s'unir avec ceux de Bosnie, de Vojvodine et de Croatie (2). Mais celles des puissances européennes qui avaient été victorieuses dans la guerre — et son principal bénéficiaire, les Etats-Unis — étaient présentes à la naissance de cet Etat (qui, pour des raisons mentionnées plus haut, ne pouvait pas être simplement décrit comme une création artificielle de Versailles). Leur intérêt était de bloquer le *Drang nach Osten* allemand en érigeant sur son chemin un vaste Etat slave; qui plus est, un Etat qui, dans la foulée de la révolution d'octobre, ne chercherait pas son soutien à l'Est mais à l'Ouest, en Grande-Bretagne et en France, et qui combattrait évidemment activement l'attraction révolutionnaire du jeune Etat soviétique sur cette partie troublée de l'Europe (3). En même temps, les frontières de ce dernier arrivant sur la carte politique européenne, modelées déjà par ces deux facteurs — le désir d'unification nationale et les plans étrangers — incorporèrent également les ambitions expansionnistes antérieures de la Serbie. Elles confirmèrent sa récente conquête territoriale d'une vaste zone peuplée par les Albanais et les Macédoniens, bloquant par là même leur unification nationale (lors des guerres balkaniques de 1912-13, l'Albanie avait été effectivement coupée en deux, la Serbie absorbant la partie la plus au nord; la Macédoine avait été divisée entre trois Etats, la plus grande part allant à la Serbie — et après 1918 à la Yougoslavie).

En même temps, la vieille compétition entre la Serbie et la Bulgarie pour le

contrôle de la vallée de la rivière Vardar, culminant dans la guerre des Balkans en 1913, avait dissipé le vieux rêve d'une unification de tous les Slaves du Sud, incluant les Bulgares. En l'absence de ces derniers, le nouveau nom définitif (après 1928) du pays était en quelque sorte un leurre. De façon curieuse, bien sûr, en excluant la Bulgarie et en incluant un grand nombre de non-Slaves (bien plus d'un demi-million d'Albanais et presque autant de Hongrois)(4), la Yougoslavie, telle qu'elle fut créée en 1918 était un Etat qui transcendait le principe ethnique que son nom incorporait et qui préfigurait, bien que de façon tronquée et déformée la Fédération balkanique que préconisaient de façon classique les socialistes aussi bien de la Seconde que de la Troisième Internationale (avant sa stalinisation) comme le seul moyen correct de résoudre la question nationale dans les Balkans.

En conséquence, dans le développement de la révolution de 1941-45 en Yougoslavie, en Albanie et en Grèce (et de façon différente, également en Bulgarie), l'idée d'une Fédération des Etats Socialistes des Balkans, ne pouvait qu'acquiescer une réalité très concrète et tangible. Etant données la position géographique aussi bien que la composition ethnique de la Yougoslavie, il n'est sans doute pas surprenant que le PCY soit apparu à ce moment là comme la principale force de proposition et d'impulsion de cette idée. L'échec de ce projet, pour des raisons qui seront examinées plus loin, a confirmé les frontières créées en 1918 et par conséquent a repoussé pour toute une époque l'unification albanaise (ainsi que macédonienne). En Yougoslavie même, la pression (particulièrement après 1948) pour construire le socialisme dans un seul pays empêcha une résolution correcte de la question nationale albanaise, d'autant plus que le nouvel Etat forgé par les Partisans, fut forcé d'assumer l'enveloppe « nationale » de ses

prédécesseurs de 1918. La rareté des analyses marxistes portant sur la genèse et le caractère du pays avant la guerre, illustre le fait qu'il s'agissait d'un développement complexe, surtout évidemment en ce qui concerne sa composante albanaise. Je reviendrai sur ce thème plus loin.

Quand le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes fut créé, seule la Serbie possédait son armée, et, plus important encore, une reconnaissance internationale. Ce qui fait que le nouvel Etat était dès le début dominé par la bourgeoisie serbe. Tout au long de l'entre-deux guerres, cette fraction particulière de la classe dirigeante yougoslave gouverna le pays avec une politique d'oppression nationale si brutale et violente, si intolérante et étroite d'esprit qu'en quelques années, toute la vie politique intérieure (avec l'exception importante du Parti Communiste, condamné très tôt à une existence clandestine) fut polarisée par des clivages ethniques : les Slovènes se regroupèrent dans le Parti du Peuple Slovène, les Croates dans le Parti Paysan Croate, les Musulmans dans l'Organisation Yougoslave Musulmane. En Macédoine et au Kosovo où aucun semblant de démocratie bourgeoise ne fut maintenu, et qui vivaient de facto sous un joug militaire, des organisations terroristes comme IMRO et le Comité du Kosovo se substituèrent aux partis politiques. Seule la Serbie, qui avait hérité de l'avant-guerre d'un système pluri-partiste, était différente à cet égard — bien que, en pratique les petits partis n'ont guère été que suivistes par rapport à la politique Grand'Serbe du Parti Radical dominant.

Après 1929, le pays ne pouvait être dirigé que par une dictature (quelque peu modifiée après 1935). La période « parlementaire » avait duré presque exactement dix ans : au cours de cette période, la Yougoslavie avait connue vingt quatre gouvernements, dont seulement

un avait été rejeté du pouvoir par un vote parlementaire direct alors que tous les autres succombèrent à des manœuvres internes et des intrigues enracinées dans le clientélisme plus que dans des différenciations politiques. A l'époque où la deuxième guerre mondiale submerge le pays en avril 1941, le nom, Yougoslavie était depuis longtemps devenu pour la majeure partie de sa population, à peine plus qu'un synonyme pour grande Serbie, c'est-à-dire une cause peu digne d'être défendue.

Le résultat ne fut pas seulement une défaite militaire et une partition entre envahisseurs allemands, italiens, hongrois et bulgares. Il s'agissait bien davantage d'une intime désintégration de l'Etat bourgeois de l'entre-deux guerres. La Yougoslavie contemporaine n'est pas du tout (de plus d'un point de vue) un enfant de 1918, mais bien davantage la descendance de la révolution de 1941-45.

Un monde de précautions est nécessaire ici. Il est vrai que les conflits nationaux ont dominé la politique de l'entre-deux guerres, mais il serait incorrect de réduire celle-ci à celles-là (comme le font fréquemment les départements de l'Est européen des universités occidentales). Non pas seulement parce que le faire serait ignorer la dimension la plus cruciale de la lutte des classes (pour laquelle aucun canal politique légal n'existait), mais aussi parce que la politique bourgeoise de la fin des années '20 s'appliquait à un modèle essentiellement bi-polaire : d'un côté, l'Opposition Unifiée dominée par la bourgeoisie du nord anciennement sous la domination des Habsbourg (incluant donc la bourgeoisie serbe de Vojvodine et de Croatie); d'un autre côté, la machine politique centrée à Belgrade et la cour, manipulées par les classes possédantes de la Serbie d'avant-guerre (à présent grossièrement engraisées en empochant les réparations de guerre et l'extra-taxation des territoires « libérés »). L'ère parlementaire

s'acheva non pas à cause d'une quelconque intolérance entre les nationalités yougoslaves, mais parce que le jeu qui s'est développé entre ces deux camps s'est terminé par un pat : entre ceux qui étaient en faveur d'une solution fédérative pour le pays (une sorte de division géographique des sphères d'influence entre Zagreb, Ljubliana et Belgrade) et ceux qui insistaient sur le maintien du *statu quo* hautement centralisé (5).

En l'absence de la guerre et de la révolution — c'est-à-dire d'un point de vue purement abstrait et a-historique —, y-aurait-il eu la possibilité d'une sorte de solution limitée du conflit national dans le cadre de la vieille Yougoslavie ? Il s'agit là d'un débat qu'il vaut mieux laisser aux débris de la vieille classe dominante yougoslave éparpillée dans les communautés d'émigrés de par le monde. Il y a de bonnes raisons de croire (et les années de la guerre civile le prouvent abondamment) que la bourgeoisie yougoslave était congénitalement incapable de résoudre le problème national, même au sens limité où elle le concevait — une de ces raisons, et non la moindre étant l'hétérogénéité ethnique des territoires que chaque fraction bourgeoise revendiquait comme un « droit historique ». Ce n'est pas par hasard si l'émigration yougoslave n'est en fait pas yougoslave du tout, mais irrémédiablement divisée en ses composantes nationales toujours aussi âprement antagonistes les unes par rapport aux autres. Quand la Yougoslavie fut démembrée, en 1941 à la suite de l'invasion de l'Allemagne et de ses alliés, la violence imposée au pays par en haut — une partition territoriale complète —, se combina de façon destructrice avec les processus désintégrateurs émanant d'en dessous. Aucune force politique ne parlait à ce moment-là pour la Yougoslavie, à l'exception du gouvernement en exil ; mais sa voix était invalidée

par son « Armée Royale de la Patrie » qui prit le nom célèbre de Chetniks (c'est-à-dire des bandes paramilitaires créées spécifiquement pour terroriser la population non-serbe de la Yougoslavie d'avant-guerre). Ces Chetniks envisageaient alors leur mission comme une vengeance à assouvir contre tous les « traîtres » croates, musulmans, albanais, etc. ; pour épurer le territoire « serbe » de toutes ces nationalités renégates. En même temps, dans le monstrueux « Etat Indépendant Croate », l'annihilation physique de la minorité serbe était entreprise comme la tâche la plus urgente(6). Au Kosovo et dans les autres zones à présent reliées à l'Albanie (la période de l'occupation fasciste fut la seule où tous les albanais ont été unis dans un Etat qui était formellement le leur) (7) des représailles systématiques, par des massacres de Serbes et Monténégrins établis là, étaient menées par le régime fantoche. En Macédoine à présent intégrée à la Bulgarie, la population serbe — forte de quelques 100 000 membres — était expulsée sans cérémonie de l'autre côté des nouvelles frontières, en Serbie occupée par les Allemands, à présent réduite à son territoire d'avant la guerre des Balkans. Des Musulmans, des Allemands et des Hongrois étaient recrutés dans l'armée allemande pour mener la guerre nazie dans les Balkans. Il n'y a qu'en Slovénie — ethniquement homogène mais maintenant répartie entre ses voisins — que la violence se confina au duel entre les forces pro- et anti-fascistes. A partir de ce moment et jusqu'à la formation du gouvernement dominé par les communistes fin '43, il était peu évident que la Yougoslavie puisse jamais renaître sous une forme quelconque similaire à celle qu'elle avait été avant.

Cette tâche apparemment impossible incomba, en quelque sorte par défaut, au Parti Communiste Yougoslave, le seul parti qui parlait au nom de la classe

ouvrière toute entière — même si ce n'était pas toujours au nom de la Yougoslavie. En fait, jusqu'à environ la mi-42, les proclamations du PCY ne mentionnaient que rarement la Yougoslavie, se concentrant plutôt sur la résistance anti-fasciste et tout simplement la révolution à faire. Objectivement, toutefois, la Yougoslavie était inscrite dans la nature même de l'organisation du parti, dans la mesure où il existait et ne pouvait continuer à exister qu'en tant qu'institution qui couvre toute la Yougoslavie. La défense de l'existence physique du parti avait rendu impératif de résister à la combinaison des pressions désintégratrices de la partition, et du conflit national / religieux. Le fait que la majeure partie de l'organisation avait survécu à l'attaque de la guerre devait être la première grande réussite de la direction du parti par Tito et le premier pas en avant pour forger une unité nationale yougoslave.

III

Le Parti Communiste Yougoslave, fondé au début de 1919, mit un temps considérable — en fait toutes les années vitales de 1918-28 — pour parvenir à une orientation sensible au caractère multinational du nouveau pays. Pendant la plus grande partie de cette période, sa position était que le problème national pouvait être résolu par une décentralisation locale du gouvernement.(8). Par conséquent il se retrouva lui-même en opposition active non seulement à la réaction populaire intense de la population non-serbe contre la poigne d'acier imposée par Belgrade, mais aussi en opposition au Comintern, qui considérait la Yougoslavie comme une construction artificielle et qui demandait au PCY de soutenir la lutte nationale contre lui. Sous la pression constante et vigilante du Comintern, le PCY en vint finalement

à reconnaître le droit à l'auto-détermination nationale, incluant le droit à la sécession des différentes nationalités — cette ligne ayant atteint sa pleine élaboration lors du Quatrième Congrès qui se tint en exil à Dresde en 1928. A cette époque, toutefois, l'agitation nationale, en particulier dans le Sud, était retombée : entre 1929 et 1934, pendant la dictature du roi Alexandre, tous les droits politiques furent suspendus et le parti fut quasiment détruit par la terreur policière. Lorsqu'eut lieu un certain regain de libertés politiques de portée très limitée, après l'assassinat d'Alexandre à Marseille en 1934, la ligne du Comintern sur la Yougoslavie changea et avec elle l'orientation politique du PCY. Moscou sous Staline, qui n'était désormais plus hostile au *statu quo* européen, répondit à la montée du pouvoir nazi en insistant sur la *sécurité* collective et la politique des fronts populaires.

Le parti insistait maintenant sur l'unité yougoslave : on laissa tomber le droit à l'auto-détermination et la défense du droit à la sécession des régions mécontentes fut une fois de plus condamnée comme nationalisme. L'accession de Tito au pouvoir dans le parti en 1937 fut suivie de la très importante mesure de renvoi de toute la direction du parti en Yougoslavie — pour la première fois depuis 1921. La nouvelle direction adopta alors une ligne qui à bien des égards est restée appliquée jusqu'à aujourd'hui. D'un côté, une concession fut faite aux aspirations nationales en créant des partis communistes séparés (en commençant dans le nord, où la pression des partis bourgeois était la plus forte) ; et de l'autre côté, ces organisations séparées furent gardées sous le contrôle ferme d'un centre yougoslave du Parti. On établit ainsi un principe qui fut suivi tout au long de la guerre et par la suite : celui de lier l'établissement d'organisations séparées du parti à la reconnais-

sance du droit à une existence nationale autonome. Les partis Slovènes et Croates furent fondés en 1937, des partis séparés pour la Vojvodine et la Macédoine le furent en 1943 ; d'autres furent formés après la guerre, dans la période 1945-46. A la Cinquième Conférence du Parti, la dernière avant la guerre, un geste fut fait en direction de la minorité albanaise en détachant le Comité Régional du Kosovo (formé lui-même en 1937) du Comité Provincial du Monténégro, et en le plaçant sous le contrôle direct du comité central du PCY. Ce qui était implicite dans cette mesure, était la reconnaissance de l'autonomie territoriale du Kosovo et d'un statut séparé et distinct de la population albanaise de Yougoslavie. Cette mesure était perçue non seulement comme devant faciliter le recrutement d'Albanais dans le parti, mais aussi pour soutenir des groupes communistes en Albanie-même — une tâche dont le PCY était directement responsable, et à laquelle il consacra des efforts considérables au nom du Comintern, avant la fondation du Parti Communiste albanais (PCA) en novembre 1941.

Sous l'impact de la guerre civile, la politique nationale du PCY prit un tournant raide sur la gauche dans le cours de l'année 1942 : le parti fit appel au soutien des nationalités opprimées, leur rappelant que tout retour à l'ancien régime serait aussi un retour à l'oppression nationale. Il prenait pour argument le fait que « *la Yougoslavie de Versailles opprimait les Croates, les Slovènes et les Monténégrins* » et qu'elle « *enchaînait et exposait à l'extermination les Macédoniens et les Albanais* ». En écrivant dans le journal du parti « *Proletaire* », Tito expliqua la politique du parti de la façon suivante : « *L'actuelle lutte de libération nationale et la question nationale en Yougoslavie sont inséparablement liées... L'expression « lutte de libération nationale » ne serait qu'une phrase, en fait une tromperie, si elle*

n'avait, outre sa signification yougoslave, également des implications en retour pour chacune de ses nations... pour les Croates, les Slovènes, les Serbes, les Macédoniens, les Albanais, etc. ». Le PCY, disait-il, « *ne se départira jamais du principe établi par nos grands maîtres et dirigeants, Lénine et Staline, qui est le droit de chaque nation à l'auto-détermination jusqu'à la sécession* ». Avertissant que le parti combattrait aussi le mauvais usage de ce droit par les ennemis du peuple, Tito insistait : « *La question de la Macédoine, du Kosovo-et-Metohija, du Monténégro, de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie et Herzégovine, sera aisément résolue, à la satisfaction générale de tous, si le peuple la résoud lui-même, les armes à la main, par la lutte* » (9). Au cours des quelques mois suivants, des partis séparés pour la Macédoine et la Vojvodine furent mis en place, pendant que Tito envoya un émissaire pour discuter avec les partis bulgare, grec et albanais, de la coordination militaire et politique de la lutte révolutionnaire dans les Balkans. L'idée d'une Fédération des Balkans fit des apparitions fréquentes dans la propagande du parti comme moyen de résoudre les questions albanaises et macédoniennes.

Cependant, lors de l'été 1943, le parti vira soudainement, s'éloignant de l'idée fédérale au profit d'une politique de révolutions nationales séparées dans les Balkans (10), et il se déclara alors lui-même en faveur de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Dans la mesure où l'on sait peu de chose sur la raison pour laquelle la direction yougoslave changea sa position aussi soudainement, on ne peut qu'offrir des suppositions qui ne soient pas incompatibles avec le matériel documentaire publié jusqu'ici. Il y a au moins trois facteurs qui peuvent avoir influencé l'orientation yougoslave dans ce sens : la dissolution du Comintern en Mai 1943 (dégageant

de jure Moscou de toute responsabilité internationaliste) ; le désaccord soviétique et britannique envers le projet de Fédération Balkanique quelle qu'en soit la forme (phase préliminaire des futurs accords de Yalta) et le besoin désespéré d'assurer le nouvel Etat dirigé par les Partisans de la reconnaissance des Alliés, ce qui fut officialisé en Novembre 1943 (incluant l'acceptation d'une alternative au gouvernement royal en exil). (11)

Une fois que ses positions en Yougoslavie furent assurées, le PCY tourna à nouveau son attention, avec une remarquable rapidité, vers l'objectif d'une Fédération Balkanique. Le mois même où Belgrade et Tirana furent libérées, en novembre 1944, Kardelj fut envoyé à Sofia pour discuter le projet avec les dirigeants Bulgares et des discussions similaires se tinrent avec le nouveau gouvernement albanais. En 1947, des Traités d'Amitié avaient été signés avec les deux pays, préparant le cadre économique et politique de la fédération. Lors d'une visite en Roumanie en 1948, Dimitrov parla aussi du fait que la Grèce s'y joindrait également dès qu'une « démocratie populaire » s'y serait installée. Mais l'évidente indépendance du PCY était alors une cause de soucis croissant pour Staline, surtout lorsqu'il apparut que le germe de l'autonomie se répandait en Bulgarie et en Roumanie ; il était également très ennuyé par la réaction des Britanniques à l'aide balkanique apportée au parti communiste grec durant la guerre civile. En juin 1948, la Yougoslavie fut expulsée du Kominform et isolée de l'Europe de l'Est. Cela mit automatiquement un point final au projet de la Fédération Balkanique. L'unification albanaise fut une fois de plus repoussée à un avenir lointain dans la mesure où les relations entre la Yougoslavie et l'Albanie se transformèrent en hostilité. (12)

Ce jugement essentiellement optimiste sur les potentialités d'une Fédération

Balkanique à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, ne devrait pas obscurcir le fait que des problèmes et des divergences réels avaient effectivement émergé dans le cours des discussions à ce propos. C'était le cas, en particulier, partout où l'unification nationale était en question (Macédoine, Albanie), à cause des changements de frontières que cela aurait nécessité. Des disputes territoriales conduisaient à des solutions évidemment bien moins rationnelles et de principe, dès lors que les divers partis commençaient à parler au nom de «leur» Etat. On pourrait soutenir qu'en reportant à après la guerre l'objectif de la Fédération au lieu de la construire sur la base des besoins clairs et immédiats de la révolution commune, une chance importante fut ratée de créer en Europe du Sud-Est un pôle révolutionnaire alternatif à l'hégémonie politique du stalinisme soviétique et d'empêcher que les accords de Yalta ne s'imposent sur les Balkans(13).

IV

Le Kosovo faisait déjà pendant la guerre l'objet d'un contentieux entre les partis albanais et yougoslave. Non pas parce que le PCA l'a formellement affirmé ; en fait, les deux partis étaient d'accord de mettre en suspens la question jusqu'après la libération(14). Mais dans cette région, l'opposition à tout retour sous le joug yougoslave — fondée sur l'amère expérience d'avant-guerre — était forte. Cela y rendait très difficile pour les partisans yougoslaves (la plupart, Serbes et Monténégrins, étaient devenus, du fait de l'intégration du Kosovo à l'Albanie, membres d'une minorité opprimée) de développer la «lutte de libération nationale» parmi la population albanaise. Comme je l'ai dit plus haut, l'occupation italienne fut vécue comme une libération(15). Disons clairement que seule

l'Armée de Libération Nationale Albanaise (ALNA) était en mesure de lier l'objectif de la lutte anti-fasciste avec la libération nationale et la révolution ; et elle fut effectivement une aide par ses interventions à de nombreuses occasions. Il n'est pas surprenant que le «gentlemen's agreement» conclu entre les deux partis fut souvent rompu en pratique(16). Quand se tint la première réunion du Conseil Anti-fasciste du Kosovo, à la fin de 1943 (un organe à la composition très choisie, sympathisant de la cause des partisans), il déclara à l'unanimité son souhait d'une unification avec l'Albanie(17).

Tout au long de la guerre, la politique du parti yougoslave sur la question nationale était guidée par ce qu'il considérait être les besoins de la révolution. *« Est-ce que la question nationale en Yougoslavie devait être un levier pour la lutte de libération, ou un levier pour les occupants et leur alliés ? La question était posée en des termes différents dans les diverses zones de Yougoslavie et en conséquence, nos tâches de propagande, bien que l'essence en soit la même, étaient dans une certaine mesure spécifique à chaque cas individuel »*. (18). Mais au Kosovo, le «levier naturel» ne fut pas utilisé ; et le PCY n'y gagna jamais le type d'influence politique et d'hégémonie qu'il acquit partout ailleurs dans le pays. Le résultat en fut qu'à la fin de la guerre, une révolte ouverte se développa au Kosovo contre son retour en Yougoslavie (le seul exemple de réelle rébellion armée contre le nouvel Etat) ; et cela dura bien jusqu'en février 1945. C'est seulement donc six semaines après le départ des troupes allemandes que la région se trouva à nouveau sous une domination militaire, cette fois imposée par quelques 30 000 soldats de l'Armée Nationale Yougoslave(19).

Face à un tel arrière-fond, il n'est pas surprenant que, dans la constitution de 1946, on ne donna au Kosovo qu'une

autonomie régionale limitée. Son intégration dans la République de Serbie fut considérée comme une exigence fondée sur des considérations de sécurité. En l'absence de frontières pré-existantes, de nouvelles furent tracées pour la région, basées sur une combinaison de critères ethniques et historiques. Un nombre significatif d'Albanais furent laissés à l'extérieur de la région, en particulier au sein de la république de Macédoine nouvellement créée ; cependant cela n'était pas en soi étrange si l'on se rappelle le caractère multi-ethnique d'autres républiques à la fin de la guerre(20).

Les limites mises à l'autonomie de la région signifiaient concrètement deux choses : que la sécurité intérieure devait rester entre les mains de l'Etat central, et que les ressources industrielles devaient être gérées par des fonctionnaires nommés de l'extérieur et non albanais(21). Bien sûr, dans la période qui va du milieu des années '40 au milieu des années '50, les frontières républicaines et provinciales étaient un peu plus que des divisions administratives, car le parti dirigeait fermement du centre. Après 1948, alors que le pays vivait dans un état d'extrême insécurité, le climat général de restriction prit une forme particulièrement autoritaire au Kosovo, et il y avait peu de contrôle sur les harcèlements et la répression policière envers la population locale. Absents du parti et des institutions de l'Etat, les Albanais étaient devenus des citoyens de seconde classe : leur langue n'était pas une langue officielle même dans la Région ; ils n'étaient pas non plus appelés Albanais dans la littérature officielle. L'aide économique fournie à cette zone était faible et il ne lui était même pas attribué un fonds spécial d'aide dans le cadre du Premier Plan Quinquennal (comme à la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro). Le résultat en fut que le Kosovo tomba dans une stagnation politique et économique.

A la fin de la guerre, quand l'avenir du Kosovo fut discuté à huis-clos au sommet de la direction yougoslave, il apparait que trois options alternatives furent prises en considération : autonomie complète, partition entre le Monténégro, la Macédoine et la Serbie, et autonomie au sein d'une des Républiques. En rejetant l'option de pleine autonomie (par peur d'une sécession unilatérale des Albanais) et celle de partition (ce qui aurait signifié la négation ouverte et flagrante de droits nationaux), c'est l'alternative de l'autonomie au sein de la Serbie qui fut choisie, apparemment pour deux raisons principales. La première se rapporte à la simple taille de la population albanaise. Intégrée dans le Monténégro, elle l'aurait transformée **de facto** en une République albanaise ; intégrée en Macédoine, elle aurait divisée ce premier Etat des Macédoniens en deux, territorialement et ethniquement ; la Macédoine avait déjà une minorité albanaise de taille.

Deuxièmement, il y avait toute la question de l'attitude serbe envers le Kosovo. Au 19^e siècle, alors que les Serbes luttèrent pour leur libération nationale du joug ottoman, ils firent du Kosovo un puissant symbole national. Il n'était pas important seulement pour raviver le souvenir de batailles passées contre les Turcs ; il était également utile pour parer l'institution récemment établie de la monarchie — une nouveauté problématique dans la société paysanne relativement égalitaire de la Serbie du début du 19^e siècle — de la vague légitimité des rois serbes médiévaux(22). En 1945, l'influence du parti en Serbie a pu apparaître incertaine. La Serbie, sous une pesante occupation allemande, avait pris peu de part dans les luttes dirigées par les Partisans après 1941 (bien qu'une proportion significative de l'ALN et quelques-uns de ses meilleurs cadres officiers ont toujours été serbes). La création des Républiques de Monténé-

gro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine et l'autonomie prévue de la Vojvodine, avaient mis un point final au rêve de Grande Serbie qui avait imprégné une bonne part de l'histoire serbe récente, et que même l'intégration du pays dans la Yougoslavie en 1918 n'avait pas dissipé étant donné la suprématie politique de la bourgeoisie serbe à l'intérieur du nouvel Etat. On peut affirmer sans exagérer que le Kosovo fut la brebis offerte en sacrifice au nationalisme serbe, pour son acceptation en retour du nouvel ordre constitutionnel qui divisa également la population serbe dans la Yougoslavie post-révolutionnaire(23).

Il est difficile de dire à quel point ce geste était nécessaire. La séparation du Kosovo de la Serbie en 1945 aurait certainement demandé une lutte frontale avec le nationalisme serbe. Mais même à cette époque il aurait dû être clair qu'il y avait là quelque chose de honteux : comment expliquer, sinon, la pression fiévreuse de l'Albanie pour une Fédération avec la Yougoslavie dans la période 1945-48, ou encore pour cette raison — bien qu'à un niveau de subconscient nationale différent —, la violence (non contestée jusqu'à la chute de Rankovic en 1966(24)) déversée contre les paysans albanais une fois que ce projet dut être abandonné. Ce compromis sur l'une des deux questions-clés de la révolution yougoslave, la question de la libération nationale, enracina dans la communauté albanaise un profond sentiment d'aliénation vis-à-vis du pays des Slaves du Sud ; cela condamnait le pays tout entier à se confronter tôt ou tard à une nouvelle phase de conflit national, qui se déroulerait sur le terrain de nationalismes opposés et non de la solidarité de la classe ouvrière.

L'introduction de l'autogestion et de la réforme économique en particulier après la deuxième moitié des années '60, entama un long processus de changement constitutionnel pour toute la Yougosla-

vie, dont le Kosovo était le principal bénéficiaire. La Région devint une Province (comme la Vojvodine), et l'autonomie des Provinces par rapport à la République serbe fut accentuée dans la constitution de 1974 qui leur accorda pour la première fois le statut de membres constituants de la Fédération Yougoslave avec des droits et des responsabilités égaux à ceux des six Républiques — leur intégration dans la Serbie devant dès lors une simple formalité (25). Les unités fédérales (républiques et provinces) acquirent des pouvoirs économiques étendus, incluant tous les symboles extérieurs d'un Etat : Etat et organisation du parti autonomes, drapeau et constitution, cours et police, banques et éducation. En 1969 le Tosk remplaça le Geg comme langue d'instruction dans les écoles albanaises à l'intérieur et à l'extérieur du Kosovo, l'albanais devint l'une des langues officielles de la Province et de la Fédération Yougoslave et le terme «Albanais» devient la désignation officielle de la nationalité. Le Kosovo acquit sa propre université et les postes de l'administration et de la gestion économique furent strictement remplis sur des bases nationales. L'émancipation politique de la nationalité albanaise en Yougoslavie fut assez vertigineuse, avec la création de toute une nouvelle couche de fonctionnaires de l'Etat et du Parti, de directeurs d'industrie, d'assistants d'université, de personnalités de la radio et de la télévision. Un grand nombre de paysans quittèrent la campagne à la recherche d'emplois dans les villes, créant une nouvelle couche dans la classe ouvrière albanaise. Déjà, selon les termes du Deuxième Plan quinquennal (1952-57), le Kosovo avait reçu une priorité dans l'allocation des investissements ; après 1968, son statut spécial, comme région sous-développée par excellence fut reconnu sous la forme de subventions directes et de conditions particulièrement favorables de crédit.

En 1974, quand les changements constitutionnels furent formalisés, bien des aspects de la politique antérieure avaient été clairement remis en cause : la nationalité albanaise était en passe d'être pleinement acceptée et intégrée par l'Etat Yougoslave. Les changements constitutionnels ont tracé une claire ligne de démarcation entre elle et d'autres minorités nationales (Hongrois, Vlachs, Roumains, Turcs, etc.), une mesure tardive et bienvenue, en particulier maintenant que sa population en croissance rapide la mettait numériquement en tête non seulement des Monténégrins mais aussi des Macédoniens, à parité avec les Slovènes et les Musulmans. Cependant ces changements s'arrêtaient net devant le droit d'auto-détermination qui aurait été reconnu en plaçant le Kosovo au rang de septième République de la Yougoslavie(26). Ceci, en dépit de l'existence évidente d'un réel mouvement national qui se développait sur cette revendication depuis 1968 — au moment où la discussion libre et large à propos des projets de changements constitutionnels, initiée et encouragée par le parti dans tout le pays, atteignit son point culminant — toute une série de meetings publics au Kosovo, mais aussi dans les zones habitées par des Albanais dans l'ouest de la Macédoine, demandaient une République albanaise. Il s'agissait d'un authentique mouvement populaire, soutenu par des fonctionnaires du parti et de l'Etat, et amplement couvert par la presse locale.

La déception face au refus de faire du Kosovo une République dans la constitution de 1974, se déversa dans les rues en manifestations de masse en 1968, et à nouveau en 1974-75. D'une certaine façon, la protestation a été permanente jusqu'à ce jour : depuis 1968, le Kosovo a connu un état d'agitation parfois ouverte et parfois contenue, mais toujours tangible bien que la rapide albanisation de l'administration depuis 1968

s'est reflétée dans la disparition progressive de slogans anti-serbes des manifestations et dans la prise de conscience du fait qu'une « bourgeoisie rouge » locale avait pris maintenant les leviers du pouvoir.

Une République albanaise est donc une nécessité si l'on veut résoudre la question nationale en Yougoslavie. En même temps, en soi, cela ne peut être qu'un pas vers une solution finale du problème national albanais : l'unification. Mais il ne s'agit plus là d'un problème yougoslave ; non pas seulement parce qu'il implique également l'Albanie, mais aussi pour des raisons majeures d'histoire et de géographie (le simple détachement des zones yougoslaves habitées par des Albanais rendrait la Macédoine extrêmement vulnérable à la pression bulgare ; la simple fédération de la Yougoslavie et de l'Albanie serait viciée par la disparité de taille et le souvenir des tentatives dominatrices passées de la Yougoslavie) ; le contexte balkanique lui-même est nécessaire pour sa solution — quelque chose de proche dans l'esprit et la forme, de la « vieille » idée de la fédération des Etats Socialistes des Balkans. Les deux parties de l'Albanie ont maintenant vécu séparées depuis environ soixante dix ans, l'équivalent de plusieurs siècles à la montre du temps d'autres nations, étant donné la transformation incroyable qu'elles ont connue : la disparition de l'Empire Ottoman des Balkans ; la période de création des Etats balkaniques indépendants et l'expérience malheureuse du capitalisme et de l'impérialisme conduisant à deux guerres mondiales ; la révolution socialiste, avec toutes les contraintes que lui imposait le rapport des forces au nom de code : Yalta. L'unification albanaise, quand elle sera à l'ordre du jour, posera inévitablement ses propres problèmes spécifiques, mais le bénéfice en sera énorme, dans la mesure où l'Albanie, une fois qu'elle sera dé-

tachée de son arrière-pays naturel, reprendra possession de son rôle traditionnel en tant que chaînon entre les parties orientales et occidentales de l'Europe du Sud.

V

Ce texte n'a pas dit grand chose du problème économique du Kosovo, qui rend si impérative la solution du problème national. Il s'est agi d'un choix conscient. Beaucoup d'attention, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Yougoslavie, a été apporté à l'arriération économique de la Province et sur le problème général de l'inégalité régionale en Yougoslavie. Ce qui a largement manqué, cependant, c'est une sérieuse analyse des racines politiques de la crise actuelle.

Il serait naïf de croire que la question nationale, même si les revendications albanaises étaient satisfaites, pourrait être résolue d'un seul coup et pour tous en Yougoslavie. Le problème auquel la société yougoslave est confrontée la contraint à réévaluer continuellement les bases de l'égalité nationale et à tester à nouveau sa tolérance intra-nationale. Cela n'est pas du tout surprenant, dans une société multi-nationale, surtout quand le développement économique inégal de ses régions provoquent perpétuellement de nouvelles tentations d'articuler les problèmes en des termes nationalistes. Ce qui est important, toutefois, c'est de créer une ferme structure de sauvegardes institutionnelles des droits nationaux qui puisse aider à canaliser les griefs nationaux — imaginaires aussi bien que réels — sur la voie d'une résolution rationnelle. Dans le passé, le parti yougoslave a témoigné d'une grande dose de sensibilité et d'imagination là où les problèmes nationaux étaient posés et, ce qui est également important, il s'est montré capable de progresser par rapport à son image passée — l'émanci-

pation albanaise et l'amélioration des droits culturels des petites minorités (Gitans, Turcs) témoignent de sa capacité à progresser(27). La décentralisation qui a été mise en place depuis 1965 a été importante en ce qu'elle a renforcé les droits nationaux, bien que l'émergence de centres Républicains et provinciaux comme porte-paroles des intérêts nationaux particuliers, a souvent été rendue responsable de la résurgence du nationalisme en Yougoslavie au cours des quelques quinze dernières années. Il y a une part de vérité dans cette accusation, bien que la réalité ne soit pas si simple. La décentralisation, après tout, était la reconnaissance du caractère intrinsèquement polycentrique de l'Etat yougoslave. Le pays n'a pas de centre «naturel», ni d'habitude à être gouverné par un centre. Son seul «centre naturel» a été la Ligue des Communistes, et cela seulement dans la mesure où il a été capable d'organiser — et de rester un foyer de fidélité à — la classe ouvrière yougoslave toute entière. L'apparition d'un nationalisme ouvert signale la décadence du rôle unificateur du parti, son inertie dans ce cas, et son incapacité à offrir une perspective positive réelle aux Albanais de Yougoslavie. Mais l'alternative est claire : ou bien l'on donne à cette population de pleins droits dans le cadre d'une communauté yougoslave de nations, ou bien le séparatisme s'accroîtra et deviendra la principale force d'attraction au Kosovo. Au nationalisme albanais on répondra alors par le nationalisme serbe, ce qui provoquera à son tour des réactions de même nature dans les autres Républiques. La quasi-crise constitutionnelle ouverte récemment dans les relations entre la Serbie et ses deux Provinces constituantes montre l'urgence de tout ce problème.

L'internationalisme, le rejet d'une politique d'intérêt national, était enraciné dans les traditions du socialisme serbe depuis ses fondations. Quand l'Autriche-

Hongrie lança son attaque contre la bien plus petite et plus faible Serbie et que cela déclencha la Première Guerre Mondiale, (dans laquelle les pertes de la Serbie furent en termes relatifs deux fois et demi plus grandes que celles de la France et trois fois celles de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, allant jusqu'à 40% des forces mobilisées), les deux députés socialistes de l'Assemblée Serbe ont voté contre les crédits pour la défense de la Serbie bourgeoise, montrant ainsi brillamment l'exemple à la Seconde Internationale, qui fut tant submergée par une vague de nationalisme européen montant avec l'ouverture de la guerre. Un de ces deux députés, Dimitri Tucovic, avait publié un livre, quelques mois auparavant seulement, dénonçant les guerres balkaniques et la politique expansionniste de la bourgeoisie serbe vis-à-vis de l'Albanie. Bien sûr, il serait de la plus haute absurdité de mettre sur le même plan la Serbie bourgeoise et la Yougoslavie post-capitaliste. Mais pour

cette raison même, il est important de souligner le fait que la classe ouvrière yougoslave n'a guère d'intérêt à nier à ses frères et sœurs albanais de pleins droits nationaux. Il est très encourageant de voir, par conséquent des étudiants de Belgrade de Zagreb et de Ljubliana, signer des pétitions exigeant la fin de la répression au Kosovo et que « *le problème soit pris à bras le corps à partir de ses racines socio-économiques et résolu par des moyens démocratiques* » (28). En dégageant ce problème du chemin, il sera possible de réexaminer cette autre promesse non remplie de la révolution balkanique de 1941-45, la Fédération des Etats Socialistes des Balkans, cette « *communauté politique et économique de toutes les nationalités des Balkans, sans en exclure les Albanais, sur la base d'une pleine démocratie et d'une totale égalité* » (29).

Michèle LEE

Notes :

- (1) La langue albanaise a deux formes littéraire, le Geg et le Tosk, appelées du nom de la population qui les parle. Le Geg est parlé par les Albanais de Yougoslavie et dans le Nord de l'Albanie même (au-dessus de la rivière Shkumbi), alors que le Tosk est parlé dans le Sud du pays ainsi que par les Albanais de Grèce. Une conférence linguistique qui s'est tenue à Pristina, la capitale du Kosovo, en 1969, a décidé de remplacer le Geg par le Tosk en tant que principale langue d'instruction de façon à souligner leur identité nationale albanaise. Suivant l'exemple du Kosovo, le gouvernement albanaise a également rendu le Tosk langue officielle de la République Populaire, reconnaissant ainsi une réalité, à savoir que le Tosk devenait la principale langue de communication — en partie sans doute à cause de l'origine Tosk de beaucoup de hauts dirigeants du parti. Bien que les différences entre les deux variantes ne soit pas très grandes, la décision de faire du Tosk la langue officielle a conduit à l'extinction pratique de la littérature Geg qui fleurissait auparavant au Kosovo.
- (2) Sur ce plan ils ne concurrent qu'un succès partiel car, par le Traité de Londres de 1915, des parties du territoire yougoslave furent utilisées pour corrompre l'Italie et la pousser à entrer dans la guerre aux côtés des Alliés. Le résultat en fut qu'au moins un demi million de Croates et de Slovènes furent accordés à l'Italie. La plupart de ce territoire perdu fut récupéré pendant la 2ème guerre mondiale.

- (3) La monarchie serbe furieusement anti-communiste était supposée jouer un rôle important pour maintenir hors de l'Europe du Sud-Est la menace rouge. La constitution de 1921 avait donné au roi des pouvoirs étendus : le droit de démettre le gouvernement, de dissoudre le Parlement, d'introduire des lois et d'émettre son veto à celles que l'Assemblée votait, de conclure des traités avec les Etats étrangers, etc. L'érection de la monarchie en facteur extra-constitutionnel avait été la condition demandée par la Serbie pour l'utilisation de l'armée afin de défendre les territoires croate et slovène contre l'invasion italienne en 1918. En outre, des vestiges de l'Armée Blanche de Wrangel avaient trouvé refuge en Yougoslavie après leur expulsion d'URSS ; ces Russes blancs jouèrent un rôle important dans la vie politique de la Serbie, jusqu'à prendre part à des aventures telles que le soutien et le retour au pouvoir de Zof en Albanie en 1928.
- (4) Avant la Seconde Guerre Mondiale, il y avait quelque 550 000 Allemands vivant en Yougoslavie, principalement en Vojvodine, une communauté compacte et prospère. A la fin de la guerre, le gouvernement yougoslave a supprimé à tous les Allemands leurs droits en tant que citoyens yougoslaves et les a expulsés du pays. Selon une source, quelques 320 000 allèrent en Allemagne, 50 000 furent déportés en Union Soviétique alors que 180 000 autres sont non recensés. Paul Soup, « *Communism and the Yugoslav National Question* », New York 1968, p. 103.
- (5) « *Tout au long de l'entre deux guerres, les principales forces politiques dans l'Etat — la dynastie, l'armée qui la soutenait et était sous son contrôle, et un noyau des forces politiques et économiques serbes et de hauts fonctionnaires gouvernementaux habituellement appelé 'la clique de Belgrade' (Carsija) — contrôlaient pleinement les destinées politiques de l'Etat. En dépit de cela, cette période fut marquée par une grande instabilité des cabinets... Rien ne pouvait indiquer mieux le degré d'hégémonie serbe dans le nouvel Etat que la composition de ces cabinets. Pendant la soi-disant période parlementaire, de décembre 1918 à janvier 1929, durant 121 mois... les Serbes ont détenu le poste de Premier Ministre pendant 117 mois, de Ministre d'Armée et de la Marine pendant 121 mois, de Ministre de l'Intérieur pendant 111 mois, de Ministre des Affaires Etrangères pendant 100 mois, de Ministre des Finances pendant 118 mois, de Ministre de l'Education pendant 110 mois et de Ministre de la Justice pendant 105 mois* ». Des 127 divers Ministres de ces cabinets, seulement 22 provenaient des principaux partis de Croatie, de Slovénie et de Bosnie. « *Outre le contrôle des principaux ministères, les Serbes avaient aussi le contrôle des forces armées. Sur les 165 généraux en service actif en 1938, 161 étaient Serbes, deux étaient Croates et deux étaient Slovènes. Tous les postes diplomatiques importants, tels que les légations à Paris, Rome, Londres, Berlin, Washington, étaient toujours occupés par des diplomates serbes. En outre, quatre institutions financières extrêmement importantes(...) étaient toujours dirigées par des Serbes(...). Ayant le contrôle de tous les points-clés du pouvoir et par conséquent des possibilités d'emplois au service du gouvernement, les Serbes tirèrent un plein avantage du clientélisme en tant qu'arme politique, ce à quoi les autres nationalités s'opposèrent farouchement* ».
- « *Tomasic, Peasants, politic and economic change in Y.* », Oxford 1955, p. 142.
- (6) Les Oustachis, jeune mouvement nationaliste Croate extrémiste, ne comptant pas plus que quelques centaines d'adeptes, ont été hissés au pouvoir par l'invasion de l'armée allemande et ont commencé à « gouverner » cet Etat fantoche pour le compte des besoins militaires des forces d'occupation. Le caractère sanguinaire du pouvoir oustachi s'explique autant par une idéologie du « sang et de la terre » empruntée au fascisme et par les conceptions de l'organisation sociale remontant au Moyen-Age que par un manque de bases populaires dans la population croate. L'histoire réellement macabre de cette expérience est analysée par Fikreta Ielić-Butić, « *Ustase i NDH* », Zagreb 1972.

- (7) Il est tragique que ce soit l'Italie fasciste qui ait organisé l'unification albanaise pour la première fois. L'administration italienne établit les premières écoles, administration, presse et radio albanaises de telle sorte que la population vécut initialement l'occupation italienne comme une libération par contraste avec le statu qu'elle avait dans la Yougoslavie bourgeoise.
Ramadan Marmullaku, « *Albania and the Albanians* », Londres 1975, p. 140.
- (8) Il y avait beaucoup de raisons à l'insensibilité de départ du PCY à la question nationale, parmi lesquelles, voici les plus importantes. D'abord, le parti avait salué la création de la Yougoslavie, non seulement pour des raisons nationales évidentes, mais aussi à cause de la tendance générale dans la Seconde Internationale à considérer les Etats les plus grands comme les plus rationnels et donc les plus progressistes. Deuxièmement, le parti était méfiant à l'égard des effets du nationalisme sur ses capacités à agir dans toute la Yougoslavie sur des « bases de classes ». Troisièmement, le Parti était dominé par des socialistes serbes qui voyaient d'un mauvais œil les manifestations nationalistes contre le nouvel Etat. Un incident survenu le 2 août 1923 à Skopje en Macédoine illustre ce à quoi peut parfois conduire une telle attitude : des gendarmes serbes avaient tiré sur une assemblée qui commémorait le soulèvement d'Ilinden — contre les Turcs. Dix personnes furent tuées. Le jour suivant, le Comité de Skopje du Parti organisa une manifestation contre « l'hégémonie Grand-Serbe et la terreur de Belgrade ». Le CC du PCY expulsa du parti huit dirigeants de choc de Skopje, les caractérisant comme des chauvins, ennemis de la classe ouvrière. Pour s'assurer que les coupables avaient bien appris la leçon, le parti publia leurs noms dans un tract... les huit furent arrêtés.
Palmer and R. King, « *Yugoslav communism and the Macedonian question* », Archeon Books 1971, p. 29
- (9) « *Proleter* », December 1942
- (10) Svetozar Vukmanović-Tempo, envoyé pour discuter de l'idée d'une Fédération Balkanique, et en particulier la création d'un Etat Major général balkanique, fut surpris en cours de route par le changement d'orientation et dut reformuler sa position, particulièrement en ce qui concernait l'unification et l'autonomie de la Macédoine (où il se trouvait quand il reçut les nouvelles instructions). Une partie de la correspondance à ce sujet est citée par Palmer et King, op. cit. pp. 102-6
- (11) La convocation de Conseil Anti-fasciste de Libération Nationale de Yougoslavie (AVNOJ) en novembre 1943 fut précédé par des réunions d'organismes de même type à l'échelon local, de façon que le caractère fédératif du nouvel Etat soit établi dès le départ. Il n'y a qu'en Serbie qu'il ne fut pas possible de tenir de telles réunions à cause d'une pesante pression allemande. Le Conseil anti-fasciste du Kosovo, bien qu'il ait salué la création de la nouvelle Yougoslavie, vota fermement et à l'unanimité de rejoindre l'Albanie dès que la guerre serait terminée.
Marmullaku, op. cité, pp. 143-4.
- (12) L'unification de l'Albanie et de la Yougoslavie était considérée par beaucoup de dirigeants yougoslaves comme le seul moyen de résoudre la question de la minorité albanaise en Yougoslavie. C'est le point de vue exprimé par Djillas dans ses « *Conversations avec Staline* ». Il écrit : « *Je considérais, comme beaucoup d'autres, que l'unification — avec l'accord réellement volontaire des dirigeants albanais — ne serait pas seulement directement valable tant pour la Yougoslavie que pour l'Albanie, mais aussi qu'elle mettrait un point final à la traditionnelle intolérance et au conflit entre les Serbes et les Albanais. A mon avis, son importance particulière repose dans le fait qu'elle permettrait l'amalgame de notre minorité albanaise nombreuse et compacte avec l'albanie, en tant que République séparée dans le cadre de la Fédération albanaise. Tout autre solution au problème de la minorité nationale albanaise me paraissait impraticable, dans*

la mesure où le simple transfert de territoires yougoslaves habités par des Albanais provoquerait la levée d'une violente opposition dans le parti communiste yougoslave lui-même ». Londres, 1962, p. 130.

- (13) La IV^e Internationale, dans sa « Lettre ouverte au congrès, au Comité Central et aux membres du Parti Communiste Yougoslave », écrite après l'expulsion de la Yougoslavie du bloc de l'Est, souligna l'importance de la Fédération Balkanique : « Vous devrez développer et affirmer votre propagande en faveur de la Fédération danubienne en lui donnant sa forme communiste classique et en lançant le mot d'ordre pour une Fédération Balkanique des Républiques Socialistes Soviétiques parmi les travailleurs et les paysans pauvres des pays voisins qui le reprendront avec enthousiasme ».
« Quatrième Internationale », août 1948, p. 180.
- (14) Pendant un moment, en août 1943, alors qu'il recherchait un accord avec le mouvement nationaliste Balli Kombetër, le parti albanais se rallia aux frontières ethniques établies par l'occupation italienne. Sous la pression du Parti Yougoslave cet accord fut remis en cause après quoi il y eut un accord pour remettre cette question jusqu'après la guerre.
- (15) Dusan Mugosa, le représentant yougoslave au CC du parti albanais envoya un message au CC du PCY en 1943 demandant une clarification sur son attitude au Kosovo. « Nous avons toujours repoussé la question de l'auto-détermination pour l'avenir. Mais il est impossible de mobiliser le peuple albanais dans la lutte contre leurs 'libérateurs' si le CC du PCY ne lui donne pas une déclaration concrète en soutien à l'auto-détermination du peuple albanais en Yougoslavie ». Marmullaku. op. cité
- (16) Par exemple tel était le conflit sur Debar (Dibra), une ville sur la frontière albanano-macédonienne qui fut libérée en octobre 1943 par un détachement de partisans albanais. Un Comité de Libération National fut mis en place par les Albanais, provoquant une réaction violente du côté yougoslave. Haxhi Lleshi, qui commandait l'opération militaire (et qui devint le Président de la République Populaire d'Albanie) fut accusé de chauvinisme albanais. En écrivant à Lleshi à propos de cet incident, Hoxha se plaignait : « dans la situation présente... il est impossible pour nous d'appliquer notre orientation correcte — acceptée par le PCY et le PCA — en ce qui concerne la question de la frontière. Car si nous devons agir selon les recommandations de Tempo et laisser Dibra, non seulement cela rendrait les Macédonies dans l'incapacité de contrôler la situation, mais la réaction (albanaise) nous frapperait puissamment, aussi bien eux que nous ».
Enver Hoxha, « Oeuvres Choieses », vol. 1, pp 206-7
- (17) « Kosovo-Metohija forme une région dans laquelle les habitants albanais sont les plus nombreux. Ils veulent encore, comme toujours être unis avec l'Albanie. En conséquence, notre tâche est de mettre en évidence le chemin que devrait suivre le peuple albanais pour réaliser leurs aspirations. Le seul moyen pour les Albanais du Kosovo-Metohija de s'unir avec l'Albanie est de le faire au travers d'une lutte commune avec les autres nations de Yougoslavie contre les envahisseurs et leurs forces, parce que c'est le seul moyen de gagner la liberté, quand toutes les nations, y compris les Albanais, seront capables de choisir leur propre destinée, avec le droit d'auto-détermination — incluant le droit à la sécession ». Tiré de la résolution votée par la première conférence du Comité de Libération Nationale du Kosovo-Metohija, le 1er janvier 1944. Cité par Marmullaku, op. cité p. 143.
- (18) Milovan Djilas, « V Congress », Belgrade 1948
- (19) Branko Petranovic, « NIN », 31 Mai 1981.
- (20) Les frontières entre la Macédoine et la Serbie (et donc le Kosovo) suivent de près la ligne défendue par IMRO après 1934. Cf. H.R. Wilkinson, « Maps and Politics », pp. 232-310

- (21) le PCY ne suivit jamais la politique pratiquée par les Soviétiques de mettre en place des fonctionnaires à l'extérieur de leurs Républiques, à l'exception bien sûr des institutions fédérales. Les raisons en sont probablement historiques (l'absence de gouvernement centralisé dans le passé) et ont de bonnes et de mauvaises conséquences. Le bon côté en est que les fonctionnaires ont tendance à rester en contact avec la base qu'ils représentent. Le mauvais côté est que la cadre global yougoslave en souffre. En outre, il y a le problème de la domination serbe sur les organes centraux de l'Etat tout simplement parce que la capitale de la Yougoslavie est aussi la capitale de la Serbie.
- (22) La bataille du Kosovo entre les Turcs et les peuples des Balkans qui mit fin en 1389 à l'empire médiéval serbe créé par le Tsar Dushan, fut commémoré dans un cycle de poèmes épiques qui fut transmis oralement d'une génération serbe à l'autre. Mary Durham, une anthropologue britannique voyageant dans les Balkans pendant la Première Guerre Mondiale, remarqua que bien que plus de la moitié des recrues serbes étaient illettrées, deux tiers d'entre eux connaissaient au moins quelques poèmes épiques du Kosovo par cœur. Léon Trotsky, faisant un rapport sur le front de lutte pendant la Première guerre balkanique cita cette expérience vécue par un jeune officier serbe : « *quand les soldats entrèrent dans la plaine du Kosovo, ils devinrent très excités. J'étais même surpris qu'ils réagissent ainsi. Kosovo, Gracanica — ces noms sont transmis de génération en génération, répétés sans cesse dans les chants folkloriques. Les soldats commencèrent à demander si nous allions bientôt atteindre Bakarno — qui est près de Prilep dans la Macédoine du sud. Apparemment c'était la limite la plus lointaine du vieux royaume serbe. Je dois avouer que je ne le savais pas. Mais les soldats étaient fermement convaincus que lorsqu'ils seraient à Guvno, cela signifierait que notre tâche aurait été accomplie* ». New York 1980, pp. 122-3.
- (23) Quand Enver Hoxha visita Belgrade en 1946, il semble que Tito lui ait dit que le « *Kosovo et les autres régions habitées par des Albanais appartenaient aux Albanais et nous vous les rendrons, mais pas maintenant parce que la réaction grand'serbe n'accepterait pas une telle chose* ». Cf. « *Le statut du CC du Parti du Travail Albanais du 17 mai 1981* ». Bien que les fonctionnaires du parti yougoslave aient récemment nié qu'un tel échange de propos ait jamais eu lieu, le rapport albanais est probablement exact. Rankovic, parlant après que le Kosovo ait été officiellement établi en tant que Région Autonome de Serbie, déclara à la réunion de la Convention Anti-fasciste de Serbie en avril 1945 (première réunion de cette sorte qui se tint en Serbie) que la mesure était « *la meilleure réponse pour ceux qui hurlaient au danger de partition du territoire serbe, qui faisaient des accusations sur le fait que la Guerre de Libération Nationale affaiblirait la Serbie au profit des Croates et des autres* ». « *Borba* », 8 avril 1945.
- (24) Alexandre Rankovic, Ministre de l'Intérieur de Yougoslavie pendant de nombreuses années, fut rendu personnellement responsable des atrocités commises contre la population albanaise avant sa chute en 1966, ainsi bien sûr que de beaucoup d'autres abus de pouvoir pendant cette époque. En outre, il devint un symbole de la supposée domination serbe dans l'immédiat après-guerre. Mais il y a peu de preuves établies qui démontrent qu'il était en fait un chauviniste grand'serbe, bien qu'il s'opposa effectivement à la décentralisation ce qui causa sa chute ultime.
- (25) Le souci de ne pas heurter les sentiments d'une quelconque nationalité particulière est bien illustré par le fait que, contrairement à celles qui l'ont précédée, qui avaient l'habitude de faire la liste des Républiques en fonction de leur taille, la nouvelle constitution les nomme (ainsi maintenant que les Provinces) par l'ordre alphabétique. Toutes les institutions fédérales, la Présidence de la Yougoslavie, le Comité Central de la Ligue des Communistes Yougoslaves, la

Convention Fédérale de l'Alliance Socialiste, le Conseil des Syndicats, l'Association des vieux vétérans, l'Organisation de Jeunes Socialistes, la Chambre Economique et la Présidence, sont établis en accord avec des «règles ethniques»: chaque poste doit tourner entre toutes les Républiques et Provinces. Dans la mesure où à tout moment on considère qu'il peut être souhaitable d'avoir au niveau fédéral l'ensemble de la représentation nationale, la distribution effective des postes peut causer bien des maux de tête à la commission des candidatures. Cf. par exemple le tableau publié dans « *Politika* » du 18 février 1982 donnant l'ordre de distribution des formulaires pour la présente décade.

- (26) La constitution de 1974, comme celles qui l'ont précédée, n'est pas très claire en ce qui concerne qui a le droit de sécession, la République ou la nationalité qu'elle représente. Etant donné la composition multi-ethnique d'elles toutes, la plupart des juristes constitutionnels estiment que le droit de sécession est exercé par nationalité, parce que ce sont les nationalités qui ont le droit à l'auto-détermination en premier lieu.
- (27) Un bon exemple de cela est la minorité turque en Yougoslavie — quelques 130 000 personnes — dont la plupart vit en Macédoine. Quand la doctrine Truman fit son apparition, plaçant clairement la Turquie dans la sphère d'influence américaine, la minorité turque de Yougoslavie tomba sous la suspicion d'être une cinquième colonne potentielle. Quelques-uns se déclarèrent en conséquence Albanais (dans le recensement de 1948) alors que d'autres partirent pour la Turquie. Toutefois depuis le milieu des années '60, leur sort s'est considérablement amélioré. Les universités de Skopje comme celle de Pristina possèdent aujourd'hui des chaires de langue et de littérature turques. A Skopje, où il n'y avait en 1970 que sept étudiants turcs, leur nombre s'est accru jusqu'à 307 en 1978. Toute une masse de revues littéraires et culturelles sont maintenant publiées en Turc et il y a même un journal mensuel pour les enfants.
- (28) Cf. « *Labour Focus on Eastern Europe* », vol. 5 n° 1-2, printemps 82
- (29) Dimitrije Tucovic, « *Srbija i Albanija* », Belgrade 1914, p. 118

Le problème racial en Amérique Latine

Nous publions des extraits d'un texte de José Carlos Mariátegui, le plus grand théoricien marxiste latino-américain de son époque et fondateur du Parti communiste péruvien. Le texte fut rédigé pour la première conférence communiste latino-américaine qui eut lieu en Argentine en juin 1929.

I. Présentation de la question

La question raciale est utilisée en Amérique Latine pour masquer ou ignorer les vrais problèmes du continent, dans la spéculation intellectuelle bourgeoise entre autre. La critique marxiste se trouve dans l'obligation de poser cette question dans ses véritables termes, la dépouillant de toute déformation ca-suiste ou pédante. Economique, social et politique, le problème racial,

comme le problème de la terre, est fondamentalement celui de la liquidation de la féodalité.

Les races indigènes sont en Amérique latine dans un effroyable état de retard et d'ignorance à cause de la servitude qui pèse sur elles depuis la conquête espagnole. L'intérêt de la classe dominante — d'abord espagnole puis créole — fut d'expliquer invariablement, sous des discours divers, la condition de ces races indigènes par leur infériorité

et leur caractère primitif. Ce faisant, cette classe n'a fait que reproduire dans une question nationale interne au continent, les arguments avancés par la race blanche pour justifier la tutelle et la tutelle subis par les peuples colonisés. En d'autres termes, l'exploitation des indigènes servirait prétendument à la rédemption morale et culturelle des races opprimées.

Comme il est aisé de le prouver, la colonisation de l'Amérique latine par la race blanche n'a eu pour effet qu'un abaissement et un retour en arrière de la vie des races indigènes. Leur évolution naturelle a été stoppée par l'oppression avilissante du blanc et du métis. Des peuples comme les Quechuas ou les Aztèques qui avaient atteint un degré très élevé d'organisation sociale sont revenus sous le régime colonial à la condition de tribus agricoles dispersées ; et les éléments de civilisation qui subsistent dans les communautés indigènes du Pérou ne sont que la survivance de l'ancienne organisation autochtone. La civilisation blanche n'a pas créé, sur cette terre soumise au régime colonial, des foyers urbains. Elle n'a même pas été synonyme d'industrialisation ou de machinisme : dans les latifundias de la montagne (à l'exception de certaines fermes consacrées à l'élevage), la domination du blanc ne représente aucun progrès, même technologique, par rapport à la culture aborigène.

Nous appelons problème indigène, l'exploitation féodale dans la grande propriété terrienne des «natifs» du continent. A 90%, l'indien n'est pas un prolétaire mais un serf. Le capitalisme en tant que système économique et politique est incapable en Amérique Latine d'édifier une économie émancipée

des tares féodales. Ce préjugé de l'infériorité des races indigènes justifie une exploitation maximale des travailleurs de cette race, et l'importance des profits obtenus n'est pas un stimulant à renoncer à cet avantage. Dans l'agriculture, l'introduction du salariat et l'adoption du machinisme n'ont pas supprimé le caractère féodal de la grande propriété foncière. Ils ont simplement perfectionné le système d'exploitation de la terre et des masses paysannes. Une bonne partie de nos bourgeois et de nos «gamonales» (propriétaires fonciers) soutiennent fortement cette thèse de l'infériorité de l'indien. Le problème indigène est à leur sens un problème ethnique qui trouvera sa solution dans le croisement des races indigènes avec des races étrangères leur étant supérieures.

La subsistance d'une économie sur des bases féodales s'oppose fondamentalement à un mouvement migratoire suffisamment important pour produire ce changement par croisement. Les salaires payés dans les propriétés de la côte ou de la montagne (dans les cas où dans ces dernières, le salariat a été adopté) sont un obstacle à l'emploi d'émigrés européens dans l'agriculture. Les paysans immigrés ne travailleraient jamais dans les conditions des indiens. En faire des petits propriétaires serait la seule façon de les attirer. Seuls, l'esclave noir ou le coolie chinois ont pu remplacer l'indien dans les travaux agricoles des **haciendas** de la côte. Les plans de colonisation avec des immigrés européens ont, pour l'instant, comme champ exclusif la région boisée orientale que l'on nomme **montana**. La thèse selon laquelle le problème indigène serait un problème ethnique ne mérite même pas

d'être discutée. Mais il faut souligner que même la solution qu'elle propose, est en contradiction avec les intérêts et les possibilités de la bourgeoisie et du **gamonalisme**, où cette thèse trouve pourtant ses défenseurs.

Pour l'impérialisme yankee ou anglais, la valeur économique de ces terres serait infiniment moindre si elles n'avaient pas, à côté de leur richesse naturelle, une population indigène attardée et misérable que l'on peut exploiter durement avec le concours de la bourgeoisie nationale. Toute l'histoire de l'industrie sucrière péruvienne, aujourd'hui en crise, démontre que les profits sont issus avant tout d'une main d'œuvre bon marché, c'est à dire de la misère des journaliers. Techniquement, cette industrie n'a jamais été capable de concurrencer d'autres pays sur le marché mondial. L'éloignement des marchés était un handicap pour ses exportations. Mais ces désavantages étaient largement compensés par le coût plus bas de la main d'œuvre. Le travail de ces masses paysannes réduites à l'esclavage, logées dans des **rancherías** répugnantes, privées de tout droit ou liberté, soumises à une journée abrutissante, a permis aux industriels du sucre péruviens d'être en condition de concurrencer ceux qui dans d'autres pays, exploitaient mieux leurs terres, étaient protégés par des lois protectionnistes ou étaient mieux situés géographiquement. Le capitalisme étranger se sert des classes féodales pour exploiter à son profit ces masses paysannes. Mieux encore, parfois, l'incapacité de ces latifundistes (héritiers des préjugés, de l'orgueil et de l'arbitraire médiévaux) à assumer la tâche d'un chef d'entreprise capitaliste est telle que

l'impérialisme se voit obligé de prendre en main directement l'administration des latifundias. C'est notamment ce qui se passe dans l'industrie sucrière, monopolisée quasi entièrement dans la vallée de Chicama par deux entreprises, l'une allemande, l'autre anglaise. Voilà l'importance du rôle de la race pour l'impérialisme.

Mais il en a un autre. Pour bien le percevoir, il faut comprendre le problème de la lutte pour l'indépendance nationale dans les pays d'Amérique Latine à forte composition indigène par rapport aux pays d'Afrique ou d'Asie. Les éléments féodaux ou bourgeois dans nos pays ont pour les indiens, comme d'ailleurs pour les noirs ou les mulâtres, le même mépris que les impérialistes blancs. Le sentiment de supériorité raciale qui inspire cette classe dominante, est un facteur qui favorise la pénétration impérialiste. Entre le «seigneur» ou le bourgeois créole et ses **peones** de couleur, il n'y a rien de commun. La solidarité de classe s'ajoute à la solidarité de race (et de préjugés) pour faire de ces bourgeoisies nationales les instruments dociles de l'impérialisme yankee ou anglais. Et ce sentiment s'étend à une large part des couches moyennes singeant l'aristocratie et la bourgeoisie dans leur dédain de la plèbe de couleur... même si leur propre métissage crève les yeux.

La race noire, importée en Amérique Latine par les colonialistes pour augmenter leur pouvoir sur les indigènes américains accomplit passivement sa fonction colonialiste. Exploitée elle-même durement, elle a renforcé l'exploitation des indigènes par les **conquistadores** espagnols. Un plus grand degré de mélange, de familiarité, de vie commune avec les blancs dans les villes

coloniales l'a transformé en auxiliaire du pouvoir blanc malgré des explosions périodiques. Les noirs et les mulâtres ont constitué cette plèbe dont a disposé, plus ou moins totalement, la caste féodale. L'industrie, l'usine, le syndicat arrachent le noir à cette servitude. En éliminant la frontière de race entre les prolétaires, la conscience de classe élève moralement et historiquement le noir. Le syndicat signifie une rupture complète avec ces habitudes serviles que maintiennent, par contre l'artisan ou le domestique à cause de leur condition.

De par ses facultés d'assimilation du progrès et des techniques modernes de production, l'indien n'est absolument pas inférieur au métis. Au contraire, il lui est généralement supérieur. L'idée de son infériorité raciale est désormais tellement discreditée qu'elle ne mérite même pas l'honneur d'une réfutation. Ce préjugé du blanc, qui fut aussi celui du créole, ne repose sur aucun fait digne d'être pris en compte pour l'étude scientifique de cette question. L'habitude de la coca et l'alcoolisme de la race indigène, d'ailleurs très exagérée, n'est que la conséquence, le résultat de l'oppression des blancs. Le **gamonalisme** exploite et encourage ces vices qui sous certains aspects, s'alimentent de la lutte contre la douleur, particulièrement vivante chez un peuple subjugué. L'indien des temps anciens ne buvait jamais que de la **chicha**, boisson fermentée du maïs. Mais depuis que le blanc a implanté la culture de la canne, il boit de l'alcool. La production d'alcool de canne est l'un des commerces les plus rentables et les plus sûrs des latifundistes qui contrôlent aussi la production de coca dans les chaudes vallées de montagne.

Voilà déjà un moment que l'expérience japonaise a prouvé la facilité avec laquelle des peuples de races et de traditions différentes de celles des européens peuvent s'approprier la science occidentale et s'adapter à l'utilisation de ses techniques de production. Dans les mines et dans les usines de la Sierra ou au Pérou, le paysan indien confirme cette expérience.

La sociologie marxiste a fait justice de toutes les idées racistes, produites par l'esprit impérialiste. Boukharine écrit dans sa « *Théorie du matérialisme historique* » : « *La théorie des races est avant tout contraire aux faits. On considère la race noire comme une 'race inférieure' incapable de se développer par sa nature même* ». Il est néanmoins prouvé que les représentants anciens de cette race noire, les Kushites, étaient à l'origine d'une civilisation très développée aux Indes (avec les Hindous) et en Egypte. La race jaune qui ne jouit pas non plus d'une grande faveur, créa en la personne des chinois une culture infiniment plus élevée que celle de ses contemporains blancs. Ces derniers n'étaient que des gamins en comparaison des chinois. Nous connaissons maintenant parfaitement tout ce que les Grecs anciens ont emprunté aux Assyriens et aux Egyptiens. Ces simples faits suffisent à prouver que les explications tirées de cet argument racial ne valent rien. On peut néanmoins nous dire : « Peut-être vous avez raison. Mais pouvez-vous affirmer qu'un noir moyen égale, par ses qualités, un européen moyen ? On ne peut répondre à cette question par une de ces affirmations qu'affectionnent certains professeurs libéraux : « Tous les hommes sont égaux ». Selon Kant la personne de

l'homme constitue une fin en elle-même, Jésus Christ enseignait qu'il n'y avait ni Grec ni Juif etc. (Voir par exemple chez Khestov : « *Il est très probable que la vérité est du côté des défenseurs de l'égalité des hommes* », « *La théorie du processus historique* »). Tendre à l'égalité des hommes ne veut pas dire reconnaître l'égalité de leurs qualités, et d'autre part, l'on tend toujours vers ce qui existe déjà.

Notre sujet n'est pas pour le moment de savoir vers quoi l'on doit tendre. Ce qui nous intéresse c'est de savoir s'il existe en général une différence entre le niveau culturel des noirs et celui des blancs. Cette différence existe incontestablement. Les blancs sont actuellement « supérieurs » aux autres. Mais qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve qu'aujourd'hui les races ont changé de lieu. Et cela est en contradiction avec la théorie des races. En effet, cette théorie réduit tout à la qualité des races, à leur « nature éternelle ». Comme si cette « nature » s'était manifestée à travers toutes les périodes historiques. Que peut-on en déduire ? Que cette « nature » change elle-même constamment, en relation avec les conditions de vie d'une race donnée. Ces conditions sont déterminées par les rapports entre la société et la nature, c'est-à-dire, par l'état des forces productives. Donc, la théorie des races n'explique pas les conditions de l'évolution sociale. On voit apparaître clairement ici que l'on doit commencer l'analyse par l'étude du mouvement des forces productives ». (« *La théorie du matérialisme historique* », p. 129 à 130).

Du préjugé quant à l'infériorité de la race indigène on commence à passer à l'autre extrême : celui de la

création d'une nouvelle culture américaine qui sera essentiellement le fruit des forces raciales autochtones. Au racisme de ceux qui méprisent l'indien parce qu'ils croient en la suprématie absolue et permanente de la race blanche, il serait insensé et dangereux d'opposer le racisme de ceux qui sur-estiment l'indien, avec une foi messianique en sa mission comme race dans la renaissance américaine. Les possibilités pour que l'indien s'élève matériellement et intellectuellement dépend du changement des conditions économique-sociales. Celles-ci ne sont pas déterminées par la race mais par l'économie et la politique. La race, en elle-même, n'a pas éveillé et n'éveillera pas l'idée émancipatrice. Et surtout, elle n'a jamais le pouvoir de l'imposer et de la réaliser. Ce qui assurera son émancipation c'est le dynamisme d'une économie et d'une culture portant dans leurs entrailles le germe du socialisme. La race indienne n'a pas été vaincue pendant la guerre de conquête par une race supérieure qualitativement ou ethniquement, elle a été vaincue par une technique infiniment supérieure à celle des aborigènes. La poudre, le fer, la cavalerie n'étaient pas des avantages raciaux, c'étaient des avantages techniques. Les espagnols parvinrent à ces contrées lointaines parce qu'ils disposaient de moyens de navigation leur permettant de franchir les océans. La navigation et le commerce leur permirent plus tard l'exploitation de certaines richesses naturelles de ces colonies. Le féodalisme espagnol s'est superposé à l'agrarisme indigène, respectant en partie ses formes communautaires, mais cette même adaptation créait un ordre statique, un système économique où

les facteurs de stagnation étaient la meilleure garantie du maintien de la servitude indigène. L'industrie capitaliste casse cet équilibre, interrompt cette stagnation en créant de nouvelles forces productives et de nouveaux rapports de production. Le prolétariat croît graduellement aux dépens de l'artisanat et du seravage. L'évolution économique et sociale de la nation entre dans une ère d'activité et de contradictions qui, sur le plan idéologique, débouche sur l'apparition et le développement de la pensée socialiste.

Dans tout cela, le facteur racial est évidemment insignifiant par rapport au facteur économique — production, technique, science, etc. — Sans les éléments matériels qui créent l'industrie moderne ou, si l'on veut, sans le capitalisme, serait-il possible d'avancer le projet même d'un Etat socialiste, basé sur les revendications et l'émancipation des masses indigènes ? Le dynamique de cette économie, de ce régime qui rend instables toutes les relations, est sans aucun doute ce qui rend possible la résurrection indigène, produit du jeu des forces économiques, politiques, culturelles, idéologiques et non des forces raciales. Le plus gros reproche que l'on puisse adresser à la classe dominante à l'époque de la république, c'est de ne pas avoir su accélérer, avec une intelligence plus libérale, plus bourgeoise, plus capitaliste de sa mission, le processus de transformation de l'économie coloniale en économie capitaliste. La féodalité oppose à l'émancipation et au réveil indien sa stagnation et son inertie. Le capitalisme avec ses conflits, et même ses instruments d'exploitation, entraîne les masses sur la voie de leurs revendications,

il les oblige à une lutte où elles se forgent matériellement et spirituellement pour diriger un ordre nouveau.

Le problème des races n'est pas commun à tous les pays d'Amérique Latine, et il ne présente pas partout la même dimension ou les mêmes caractères. Dans certains pays latino-américains il est localisé dans certaines régions et il ne pèse pas beaucoup sur le processus social et économique. Mais dans des pays comme le Pérou ou la Bolivie, et dans une moindre mesure l'Equateur où la majorité de la population est indienne, les revendications des Indiens sont les revendications populaires et sociales.

Dans ces pays, le facteur racial est lié au facteur social de telle façon qu'une politique révolutionnaire ne peut le laisser de côté. L'Indien quechua ou aymara voit son oppresseur dans le métis et dans le blanc. Chez le métis, seule la conscience de classe peut détruire l'habitude du mépris, de la répugnance vis-à-vis de l'Indien. Il n'est pas rare de rencontrer chez des éléments urbains qui se proclament révolutionnaires, le préjugé de l'infériorité de l'Indien, et une résistance à reconnaître que ce préjugé est un héritage ou une contagion du milieu.

La barrière de la langue s'interpose entre les masses paysannes indiennes et les noyaux ouvriers révolutionnaires de race blanche ou métisse. Mais, grâce aux propagandistes indiens et par la nature même de ses revendications, la doctrine socialiste pénétrera rapidement dans les masses indigènes. Ce qui a manqué jusqu'à maintenant, c'est une préparation systématique de ces propagandistes. L'Indien alphabétisé, corrompu par la ville, devient

souvent un auxiliaire des exploiters de sa race. Mais dans les villes, dans le milieu ouvrier révolutionnaire, l'Indien commence à assimiler l'idée révolutionnaire, à se l'approprier, à comprendre sa valeur comme instrument d'émancipation de sa race opprimée par la même classe qui exploite à l'usine l'ouvrier, en qui il découvre un frère de classe.

Le réalisme d'une politique sociale scrupuleuse dans l'appréciation et l'utilisation des faits sur lesquels elle doit agir dans ces pays, peut et doit transformer le facteur racial en facteur révolutionnaire. Dans ces pays l'Etat se base sur l'alliance de la classe féodale des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie marchande. Une fois abattus les féodaux latifundistes, le capitaliste urbain n'aura pas les forces suffisantes pour résister à la montée ouvrière. Il est aujourd'hui représenté par une bourgeoisie médiocre, faible, éduquée dans une condition privilégiée, sans esprit de combat et d'organisation, laquelle perd chaque jour un peu plus son ascendant sur des couches intellectuelles fluctuantes.

QUELQUES CONCLUSIONS

Le texte qui précède s'efforce de souligner les aspects généraux du «problème des races» en Amérique Latine, l'importance du rôle joué par les races dans la démographie et la production, leurs principales caractéristiques, les conditions économiques et sociales dans lesquelles se

trouvent les populations indiennes et noires. C'est également une ébauche de leur développement historique et économique, de leurs relations avec l'impérialisme, les métis et les mulâtres, du niveau politique atteint par ces races dans les luttes qu'elles ont menées ainsi que des revendications qui sont apparues au cours de ces luttes.

Sur la base de ces éléments, même s'ils sont encore succincts et incomplets, il est possible d'esquisser des solutions aux problèmes des races et, en conséquence, les tâches des partis communistes d'Amérique Latine.

Ce problème présente un aspect social indéniable du fait même que la majorité de la classe productrice est composée d'Indiens ou de Noirs. D'un autre côté, si l'on se réfère à la race noire, ce caractère est très atténué. La race noire a perdu le contact avec sa civilisation traditionnelle et sa langue, a adopté intégralement la civilisation et le langage de l'opresseur. Cette race ne possède pas de profondes racines historiques dans la terre où elle vit puisque les noirs ont été importés d'Afrique. Pour ce qui est de la race indienne, le caractère social demeure plus marqué à cause de la tradition liée à la terre, la survivance importante de ses structures et de sa civilisation, la conservation de la langue, des coutumes, des traditions, à l'exception de la religion.

L'aspect purement racial du problème consiste en ce que l'une et l'autre race est fortement amoindri par des métissages et la présence de couches métissées (voire même blanches) unies aux Indiens et aux Noirs au sein du prolétariat, parmi les paysans pauvres, c'est-à-dire parmi les classes productives et les plus

durement exploitées.

J'ai signalé comment les Indiens et les Noirs parvenus à une place privilégiée dans la production perdent complètement le contact avec leur race et tendent à remplir chaque fois plus une fonction d'exploitation. J'ai aussi signalé les cas où l'Indien, par le simple fait d'abandonner son terrain propre (à la suite d'une expulsion de ses terres ou à cause du service militaire) et d'entrer en contact avec la civilisation blanche sans pour autant élever son niveau économique, reste séparé à jamais de sa propre race, tente par tous les moyens de couper les liens qui l'y rattachent, tend à se confondre avec le blanc ou le métis, d'abord par ses vêtements et sa façon de vivre, puis, si cela lui est possible, par l'exploitation de ses frères de race.

Si tous les facteurs signalés n'enlèvent pas entièrement l'aspect «racial» de la condition de la majorité des Noirs et des Indiens opprimés, ils nous démontrent tout de même qu'aujourd'hui, le principal aspect de la question est «économique et social» et tend à l'être chaque jour davantage au sein de cette classe exploitée où se rencontrent des gens de toutes les races. Les luttes menées par les Indiens et les Noirs le confirment.

A ce stade de l'analyse des faits, nous voyons donc clairement le caractère fondamentalement économique et social du problème des races en Amérique Latine. Le devoir de tous les partis communistes est de combattre les fausses solutions avancées par la bourgeoisie pour résoudre ce problème sur un plan purement racial. De même, ils ont le devoir d'accentuer le caractère économique-social des luttes menées par les masses indigènes ou

noires exploitées, en détruisant les préjugés raciaux, donnant aux masses une claire conscience de classe, les orientant vers des revendications immédiates aussi bien que vers des orientations révolutionnaires, les détournant des solutions utopiques et faisant ressortir leur appartenance à une seule et même classe ouvrière exploitée avec les prolétaires métis et blancs.

Une fois de plus, la pensée révolutionnaire doit s'affirmer clairement face aux campagnes centrées sur une soi-disant politique pour les noirs et les indiens. En ce qui concerne la race noire, l'Internationale Communiste a combattu les campagnes qui tendaient à lancer un «sionisme noir» en Amérique Latine. De même, la constitution de la race indigène en un Etat autonome ne conduirait pas, aujourd'hui, à une dictature du prolétariat indien et, encore moins, à la formation d'un Etat indien sans classes, comme d'aucuns l'ont affirmé. Cela conduirait à la formation d'un Etat bourgeois indien avec toutes les contradictions internes et externes des Etats bourgeois.

Seul un mouvement révolutionnaire classiste des indigènes exploitées leur permettrait de donner un sens véritable à la libération de leur race en mettant fin à l'exploitation et en créant ainsi la possibilité de leur autodétermination politique. Le problème indigène s'identifie dans la majorité des cas avec le problème de la terre. L'ignorance, le retard, la misère des indigènes ne sont que le produit de leur servitude. Le latifundiste féodal maintient l'exploitation et la domination absolues des masses indigènes par la classe des propriétaires. La lutte des Indiens contre les «gamonales» s'est

invariablement traduite par la défense des terres contre l'annexion et la dépossession par des derniers. Il existe une revendication profonde, instinctive chez l'indigène : la revendication de la terre. Donner un caractère organisé, systématique, défini à cette revendication, voilà la tâche pour accomplir laquelle la propagande politique et le mouvement syndical doivent coopérer activement.

Les «communautés», qui ont fait preuve dans les conditions d'oppression les plus dures, d'une résistance et d'une obstination des plus impressionnantes, sont l'instrument naturel de socialisation de la terre. L'Indien a des habitudes de coopération profondément enracinées. Même quand la propriété communautaire se transforme en propriété individuelle, la coopération se maintient, les travaux les plus durs se font en commun, et c'est non seulement dans la **sierra** mais aussi sur la côte où pourtant, un plus fort degré de métissage va à l'encontre des traditions indigènes. La «communauté» peut se transformer en coopérative avec un minimum d'effort. Donner aux «communautés» la terre appartenant aux latifundistes, voilà dans la **sierra** la solution au problème agraire. Sur la côte, où la grande propriété domine également mais où la propriété communautaire a disparu, l'on tend inévitablement à la propriété individuelle du sol. Les **Yanaconas**, sorte de métayers durement exploités, doivent être soutenus dans la lutte qu'ils mènent contre les propriétaires. La revendication naturelle des **Yanaconas** c'est la terre qu'ils travaillent. Dans les **haciendas** exploitées directement par les propriétaires au moyen des **peones** qui viennent pour la plupart de la **sierra**

et ne sont pas liés à la terre, la lutte est différente. Les mots d'ordre que nous devons avancer sont : liberté d'organisation, suppression de l'**enganche**, journée de huit heures, application des lois de protection du travail. C'est seulement quand le **peon** des haciendas aura conquis ces droits qu'il sera sur la voie de son émancipation définitive.

Il est très difficile que la propagande syndicale ou politique pénètre dans les **haciendas**. Sur la côte chacune de ces dernières est un fief. Aucune association n'est tolérée si elle n'accepte pas le patronage et la tutelle des propriétaires et de l'administration, et il n'existe que des associations sportives ou récréatives. Mais avec l'augmentation du transport automobile, une brèche s'est ouverte peu à peu dans les barrières qui ferment les **haciendas** à toute propagande. De là l'importance prise par l'organisation et la mobilisation active des ouvriers des transports dans le développement de la mobilisation de classe. Quand les **peones** des **haciendas** sauront qu'ils peuvent compter sur la solidarité fraternelle des syndicats et comprendront leur valeur, alors ils seront rapidement inspirés par cette volonté de lutte qui leur manque aujourd'hui. Les noyaux de syndiqués qui se constituent peu à peu dans les **haciendas** auront pour fonction d'appuyer toute revendication des masses et de mettre sur pied leur organisation en profitant de la première occasion qui se présente.

Pour éduquer progressivement les masses indigènes sur le terrain idéologique, l'avant-garde ouvrière dispose de ces militants de race indienne dans les mines et notamment dans les villes, qui sont entrés en contact avec le mouvement syndi-

cal, acceptent ses principes et peuvent ainsi jouer un rôle dans l'émancipation de leur race. Il est fréquent que des ouvriers venant du milieu indigène y retournent temporairement ou définitivement. Leur connaissance de la langue leur permet d'accomplir efficacement une mission d'éducateur de leurs frères de race et de classe. Les paysans indiens n'écoutent que ceux qui viennent de leur milieu et parlent leur langue. Ils se méfient toujours du blanc et du métis. D'autre part, les blancs ou les métis s'imposeront difficilement de faire ce dur travail dans le milieu indigène et d'y mener une propagande de classe. Les méthodes d'auto-éducation, la lecture régulière des organes du mouvement syndical et révolutionnaire d'Amérique Latine, de ses brochures, la correspondance avec les militants, voilà les moyens qu'utiliseront ces éléments pour mener à bien leur mission d'éducation.

La coordination des communautés indigènes par régions, le secours à ceux qui souffrent de persécutions policières ou judiciaires (les **gamonales** dénoncent comme criminels de droit commun les indigènes qui résistent ou qu'ils veulent dépouiller de leurs biens). La défense de la propriété communautaire, l'organisation de petites bibliothèques et de centres d'étude, voilà les activités où les adhérents indigènes du mouvement syndical doivent avoir une place prépondérante et qu'ils doivent diriger avec un double objectif : donner une orientation et une éducation classiste et des directives sérieuses aux indigènes et contrecarrer l'influence d'éléments susceptibles de provoquer une désorientation (anarchistes, etc.).

Au Pérou et en Bolivie, l'orga-

nisation et l'éducation des mineurs est l'une des questions qui se posent immédiatement. Les centres miniers constituent des points d'appui où l'influence du mouvement syndical peut s'exercer avec succès. Ils représentent d'importantes concentrations ouvrières, où dans des conditions proches du salariat, les journaliers indigènes cotoient des ouvriers industriels, et des travailleurs provenant des villes qui amènent dans ces centres leur esprit et leurs principes de classe. Les indigènes qui travaillent dans les mines demeurent en grande partie des paysans. Par conséquent, si l'on gagne quelqu'un parmi eux, on gagne en même temps des militants paysans. La publication de journaux pour les paysans indigènes et de journaux pour les mineurs sont une nécessité pour la propagande syndicale dans les deux secteurs. Même si les indigènes sont analphabètes dans leur grande majorité, ces journaux exerceraient, par l'intermédiaire d'indiens alphabétisés, une influence croissante sur le prolétariat des mines et des champs. Le travail sera difficile dans tous ses aspects. Ses progrès dépendront fondamentalement des capacités de ceux qui s'y engageront notamment de leur appréciation concrète et précise des conditions objectives du problème indigène. Celui-ci n'est pas racial mais économique et social. La race joue toutefois un rôle, comme elle en joue un dans les moyens pour le résoudre. Par exemple, à cause de la mentalité et de la langue, seuls des militants issus du milieu indigène peuvent gagner une influence efficace et immédiate sur leurs camarades.

Une conscience révolutionnaire indigène tardera, peut-être, à voir le

jour. Mais une fois que l'indien aura fait sienne l'idée du socialisme, il la servira avec une discipline, une ténacité et une force que peu de prolétaires d'autres milieux pourront égalier.

De la même façon nous pouvons affirmer qu'au fur et à mesure que le prolétariat noir acquerra une conscience de classe dans des luttes pour ses revendications naturelles de classe exploitée, qu'il mènera par l'action révolutionnaire avec le prolétariat des autres races, les ouvriers noirs se libéreront effectivement de ce qui les opprime comme race «inférieure». En abordant le problème de cette façon et en esquissant sa solution, en ces termes, je crois que les races en Amérique Latine joueront un rôle particulièrement important dans le mouvement révolutionnaire qui, dirigé par le prolétariat, parviendra à constituer dans toute l'Amérique latine un gouvernement ouvrier et paysan et il pourra donc collaborer avec le prolétariat russe dans la lutte d'émancipation du prolétariat de l'oppression bourgeoise à l'échelle mondiale.

Sur la base de ces conclusions, je pense que l'on peut et que l'on doit poser sous la forme suivante ou sous une autre analogue, élaborée par le congrès, les revendications des travailleurs indiens et noirs exploités :

1. Lutte pour la terre à ceux qui la travaillent, expropriation sans indemnisation :

a) **Latifundial** de type primitif : fragmentation et occupation par les

communautés avoisinantes et par les **peones** qui les cultivent, organisés de préférence sous de formes communautaires ou collectives ;
 b) **Latifundias** de type industrialisé : occupation par les ouvriers agricoles qui y travaillent organisés de façon collective ;
 c) les propriétaires de parcelles qui cultivent leur terre, garderont leurs parcelles.

2. Formation d'organismes spécifiques : syndicats, ligues paysannes, blocs ouvriers et paysans, établissement de liens avec les organisations citadines par delà les préjugés de races.

Lutte du prolétariat et de la paysannerie indigène et noire pour les mêmes revendications constituant l'objectif de leurs frères de classe des autres races.

Armement des ouvriers et des paysans pour faire aboutir et défendre leurs revendications.

Abrogation des lois qui frappent les indiens et les noirs : système féodaux esclavagistes, recrutement militaire, corvées routières, etc...

Seule la lutte des ouvriers et paysans indiens, alliés étroitement au prolétariat métis et blanc contre le régime féodal et capitaliste, permettra le libre épanouissement des caractéristiques raciales indiennes (notamment des institutions tendanciellement collectiviste) et faire le lien entre les indiens des différents pays, par dessus les frontières actuelles qui divisent d'anciennes entités raciales, en garantissant l'autonomie politique de leur race.

Institut kurde de Paris

Les Antilles dans l'impasse ?

(Editions Caribéennes et l'Harmattan)

DEPARTEMENTS ? NON ! COLONIES !

La Martinique et la Guadeloupe sont des colonies françaises. Simple petite constatation qui est parvenue à cacher à la plupart des yeux français la formule illusionniste des D.O.M. (Départements d'Outre Mer) et qu'il convient de rappeler à l'heure où le régime du 10 Mai réaffirme une politique assimilationniste dont la faillite est peut-être bien prête à se révéler cruellement sur place comme dans l'immigration.

Certes, ces deux colonies ne sont pas «comme les autres». Elles sont plus vieilles et leur repeuplement (sur le cimetière du génocide des Caraïbes) s'est fait par transplantation d'esclaves amenés d'Afrique, d'ethnies mélangées afin de les déculturer plus profondément. Mais ce n'est pas la semi-françisation de cette population greffée qui explique la politique particulière d'assimilation pratiquée à la Libération (bien qu'elle ait été contenue en puissance dans

l'abolition de l'esclavage proclamée par les deux premières Républiques). Si l'ancienneté de ces colonies commande la politique assimilationniste, c'est que cette durée a permis d'abord l'appropriation de toutes les richesses de ces îles par les Blancs, souvent installés là de très vieille date (« *Le béké possède 95% des terres. C'est lui qui contrôle les investissements, importe le matériel d'exploitation, sert d'intermédiaire entre les techniciens modernes et la réalité rurale* », Vincent Placolty p. 145) et dont le seul rattachement légal à la France garantit les spoliations d'hier et d'aujourd'hui, puis leur renfort par une bourgeoisie de mulâtres, et plus tard de Noirs qui, comme toujours et comme nous l'enseigne la théorie de la révolution permanente, ont pour ennemi principal non pas la métropole coloniale, mais le prolétariat — noir — seul porteur de masse possible de la revendication d'indépendance.

La politique d'assimilation est d'abord apparue — et a été, constate Edouard

de Lépine — une politique coloniale progressive. Mais, par un de ces détours dialectiques dont l'histoire est riche, cette politique réformiste d'abord «conquérante» (de Lépine), arrachée par les Antillais eux-mêmes, s'est retournée en son contraire. Vécue en marge du mouvement international des révolutions coloniales de l'après Seconde Guerre mondiale, cette politique réformiste a débouché sur un marais, « *l'assimilationnisme décadent, lamentable, dérisoire sordide, et pour tout dire servile des assimilationnistes d'aujourd'hui* » (de Lépine).

Sans grandes industries, (« *Il n'y a pas en Martinique d'usine où plus de 40 ouvriers travaillent ensemble* », Glissant, p. 93) ces îles ont une classe ouvrière «contractée», gonflée par le chômage massif d'une armée de réserve industrielle énorme, transplantée par une massive immigration en France (un tiers de la population des îles), soumise à la misère, écartée de la voie de la révolte par une assistance débiliteuse qui maintient les masses dans l'état d'irresponsabilité hérité de l'esclavage et d'un éloignement de la vie politique presque aussi vieux que l'émancipation.

C'est là le tableau qui fait l'unanimité des intellectuels de quasi toutes tendances interviewées par Daniel Maragnès et Alain Brossat dans **les Antilles dans l'impasse**.

UN LIVRE ENQUETE POUR UNE ISSUE

Fait de points de vue rassemblés en 1978, mais paraissant seulement en 1981, le livre pouvait, à une lecture superficielle, sembler un constat de démoralisation. La formule de «peuple foutu» y revient à plusieurs reprises. Mais si un certain nombre des intellectuels interviewés sont effectivement démoralisés par le pourrissement dans le fatalisme

de leur peuple, l'apport des auteurs et celui des plus radicaux de leurs interlocuteurs — parmi lesquels se détache avec force l'interview de De Lépine — sont d'une tout autre tonalité si le constat commun de **départ** est unanimement sombre. Pour les derniers, il s'agit d'une lucidité indispensable pour fonder une perspective révolutionnaire.

Un reproche a été fait à ce livre : fallait-il n'y interroger que des intellectuels et donner une place si grande aux problèmes culturels ? La réponse est dans le livre lui-même. S'adresser aux intellectuels se justifie à la fois par l'apathie politique des masses, par la marginalité de l'extrême-gauche indépendantiste, par le rôle joué par les intellectuels, et plus encore par leur rôle potentiel en fonction de l'histoire des deux îles et de leur situation.

De Lépine écrit : « *Le mépris conscient ou inconscient du rôle des intellectuels, en tant que tels, dans le processus révolutionnaire, est une des plus curieuses et des plus dangereuses déviations petites bourgeoises contre lesquelles il faut prémunir le prolétariat* » (p. 171), après avoir remarqué que la «fraction la plus lucide» de la petite bourgeoisie, «a joué ici un rôle incontestablement progressif», rôle qui n'est pas terminé et dont il précise l'avenir sous la condition que les intellectuels respectent le prolétariat et se respectent eux-mêmes. « *Non en renonçant à leur fonction d'intellectuels, mais en assumant intégralement celle-ci. Non en allant au peuple mais en formant le peuple, avec la même rigueur, les mêmes scrupules, les mêmes exigences et les mêmes garanties qu'ils s'imposent dans leur travail d'intellectuels* ».

Complété par trois études, la première d'Alain Blérald, mise au point fort nette sur la politique d'assimilation et les conditions de son dépassement ; la seconde, de Nicole Gnesotto, une fine analyse de l'évolution d'Aimé Césaire au travers

de son écriture ; la dernière d'Emmanuel Terré qui fournit sur l'histoire du mouvement politique à la Guadeloupe des éléments essentiels à la compréhension du présent, le parti pris des auteurs se trouve justifié d'avoir conduit leur enquête sur l'ensemble des questions culturelles des deux îles caraïbes ; car, ici, il y a une sorte de pré-révolution culturelle à faire.

UN PEUPLE ENQUÊTE DE SON IDENTITÉ

« Lénine disait qu'aucune révolution socialiste ne peut être portée à son terme qui n'ait intégralement résolu la question nationale » (A. Brossat p. 46) : ceci est vrai aux Antilles plus qu'ailleurs. En effet, ce peuple est sans identité nationale. L'esclavage a été un brassage machiavélique d'individus d'origines et de langues différentes. Les esclaves n'avaient aucun état civil. L'assimilationnisme prétend en faire des Français. Le dernier coup, à ce mythe est porté par l'immigration de masse qui devait en faire la preuve : plus moyen de se sentir français dans le métro parisien, en quête d'un logement dans les grandes villes de la Métropole, et bien souvent au travail. Paradoxalement, l'identité de base n'est pas antillaise, mais martiniquaise ou guadeloupéenne (cela est sensible même entre les intellectuels interviewés dans le livre). Mais au-delà de la « mémoire d'homme », l'identité nationale exige une histoire et une langue.

Quelle durée constitue une histoire ? Il est possible qu'une histoire courte soit créative de frustrations qui tendent à la prolifération des mythes. A preuve les Américains des Etats-Unis qui ont des racines communes très courtes et les compensent par le plus dense des tissus d'histoire mystifiée. Pour être courte l'histoire des descendants des esclaves ne manque pas de richesse (Ainsi, quand

les Républiques bourgeoises françaises leur accordèrent, deux fois, leur émancipation, ils l'avaient déjà conquise par la lutte), mais elle est occultée par l'enseignement « jacobin ». Puis la « négritude » a été un mythe, contraire mais symétrique, à celui de la francité. Pour produire une identité nationale, qui ne peut se trouver en arrière mais seulement en avant, l'histoire est à exhumer — et c'est une tâche des intellectuels — mais ne peut-on pas supposer qu'une histoire faite quasi uniquement d'oppression, et de luttes contre elle, est susceptible de présenter de grands avantages.

Une autre difficulté tient à ce que la logique de l'histoire occultée, c'est de projeter l'identité nationale à découvrir dans un ensemble plus large que les deux îles, dans l'ensemble Caraïbe, mais aujourd'hui plus morcelé que jamais, à l'héritage des structures et langues coloniales s'ajoutant l'effet de repoussoir de la misère des îles isolées dans leur nouvelle indépendance (d'abord la toute proche Ste Lucie) (2).

Et une langue ! On ne s'étonnera pas, ayant ainsi posé les problèmes, de voir la place énorme qu'occupe dans le livre le problème du créole. Très difficile problème, en effet que celui de cette langue dont on ne sait même pas si elle n'a pas pour origine le sabir de contact entre fournisseurs africains d'esclaves et négriers, si c'est le produit spontané des échanges entre esclaves acculturés et les maîtres dans les plantations, ou si c'est la sous langue fabriquée par les maîtres comme langue de commandement et de minorisation.

Quoi qu'il en soit de son origine contestée, c'est devenu une langue, celle de la grande masse de la population, dont le jeu culturel est complexe (elle rassemble et oppose). Mais si elle est, comme toutes les langues en état de sous-oxygénation — à la fois un trésor de l'humanité et un véhicule borné par son

confinement et le fait qu'elle ne soit pas une langue écrite, son enseignement scolaire et une certaine production littéraire (surtout théâtrale) peuvent-ils suffire à lui donner un avenir de langue nationale ? C'est douteux.

A Cuba comme dans toute l'Amérique latine, les mouvements révolutionnaires d'indépendance se sont emparés de la langue des colonisateurs, l'ont «nationalisée» (fournissant d'ailleurs une littérature de très loin plus riche que celle de l'ancienne métropole hispanique), et c'est bien le moins que d'avoir «pris leur langue» à ceux qui leur avaient tant pris. On doit se porter en faux contre l'idée que la langue du colonisateur porterait en elle les valeurs de la colonisation. Il est clair que si l'on peut parler de «langue de classe», c'est à propos d'un certain usage d'une langue nationale. De même, et inversement, une langue peut être arrachée à ses utilisateurs dominants et à leur rhétorique mystificatrice et adaptée à des besoins plus progressifs (surtout, dirons nous, de la langue française dont Trotsky pouvait écrire que «son polissage dût bien quelque chose à un instrument aussi acéré que la guillotine»). De ce point de vue, le procès fait par Alain Brossat à André Breton, à propos de son admiration du français d' Aimé Césaire, est sans doute à base de malentendus. C'est un constat qu'il suffira de lire *Les Antilles dans l'impasse* pour vérifier que le français des intellectuels antillais est non seulement d'une richesse et d'une subtilité que n'a pas, par exemple, le français du Canada, mais qu'il est surtout devenu, au travers des œuvres d'un nombre important de poètes et de romanciers, un français particulier, de même qu'il y a un castillan cubain, guatémaltèque, mexicain ou chilien qui sont plus que l'extension d'une langue, mais une diversité qui exprime d'autres moments et situations de sa vie. Quand Glissant, qui pousse sa plaidoirie en fa-

veur du créole jusqu'à l'hypothèse d'un avenir de langues non écrites, souligne que c'est la rationalité du français qui le rendait contraire au génie antillais de la profusion, il fait bon marché de l'introduction de cette profusion dans le français des œuvres de ses compatriotes et dans la sienne propre ; ce qui contredit également l'argument selon lequel la langue de ces écrivains serait d'une correction académique, et moins vivante que celle que parle les ouvriers parisiens. Il y a là quelque masochisme en même temps qu'une idéalisation de la langue parlée en France même, à l'heure ou sa décadence devient au contraire un sujet de préoccupation pour les spécialistes (enseignants, gens des métiers du livre) mais que personne ne semble se soucier d'interpréter en termes sociaux et de classes.

Beaucoup plus correcte semble la position très minoritaire d'Yves Leborgne qui «*dénie au créole l'aptitude à être promu à l'état de langue authentique, à l'état de véhicule authentique de notre culture, de nos sentiments, de nos pré-occupations esthétiques ou de nos problèmes économiques*», et constate que «*le rapport colonial fait que le français n'est pas seulement la langue de celui qui domine, la langue imposée à celui qui est dominé. C'est aussi l'instrument d'une libération paradoxale de celui qui subit l'oppression*». Et plus loin : «*Ils savaient qu'il était urgent et nécessaire de pouvoir pénétrer les intentions les plus secrètes et les plus subtiles du Maître, en possédant sa langue. Ils savaient qu'il y avait comme une sorte de revanche à prendre sur les humiliations les plus récentes et celles auxquelles ils étaient encore exposés, en reposant dans un français que n'était pas capable de parler le Maître lui-même*». Enfin : «*le français n'est pas seulement la langue du Maître, mais c'est aussi la langue d'un peuple qui a ses traditions révolutionnaires et qui a des pro-*

blèmes révolutionnaires ».

La conclusion d'Yves Leborgne va d'ailleurs encore plus loin quand il conclut sur ce point : « *Et, à y bien regarder, il ne faudrait pas seulement être bilingue quand on est guadeloupéen. Il faudrait être polyglotte. Il est plus important pour la révolution guadeloupéenne que nous accordions à l'anglais et à l'espagnol une importance égale à celle que le français s'est réservé à la faveur de la colonisation* ».

Le problème de la langue nationale de demain, dans les territoires où les partisans les plus chauds du créole reconnaissent son appauvrissement et où la scolarisation en français est totale (« *la Martinique est un des départements les plus scolarisés de France* » (sic). Roland Suvélor, p. 124) apparaît largement comme un faux problème. Et il est d'ailleurs caractéristique que la fascination du créole est d'abord et surtout le fait de ceux des intellectuels interviewés qui apparaissent comme les plus démoralisés.

PROLETARIAT ET INTELLIGENTSIA

Les plus démoralisés sont aussi ceux qui nient l'existence d'un prolétariat antillais. A ceux là, de Lépine répond d'abord par une définition : « *Le prolétariat antillais, au sens que l'on donne à ce terme dans la tradition marxiste, et qui désigne non seulement 'la classe des producteurs associés' mais tous ceux qui contribuent par leur travail à enrichir les autres* ». A quoi Laurent Ferrugia ajoute : « *Dire qu'il n'existe pas de prolétariat aux Antilles sous prétexte que celui-ci ne présente pas les mêmes caractéristiques que dans les pays hautement industrialisés, n'est pas très malin. Les prolétaires ne sont-ils pas ceux qui vendent leur force de travail à un capitaliste ? Cela n'existe-t-il pas ici ?* »

Ceci posé et bien posé, reste la situation de marasme admise par tous. C'est encore Eouard de Lépine qui corrige son propre questionnement pessimiste (« *Nous ne sommes pas tellement sûrs, après tout, de ne pas être un de ces nations foutues, 'non-historiques' au sens où Engels entendait ces mots...*») par la critique historique du pronostic d'Engels pour des peuples tels que les Slaves du Sud, en notant que « les nations sans histoire ne sont pas forcément des nations sans avenir ».

Le problème qu'il pose — qui se pose aux Antilles — construire « un Etat national qui ne soit pas un Etat bourgeois », est « une tâche, à la fois impossible et nécessaire ». Il rejette l'idée d'un retard historique (« Par rapport à quoi ? Par rapport à quel horloge ou à quel calendrier historique ? ») pour se baser sur « la thèse classique de Trotsky sur le développement inégal et combiné dans les pays dominés », et, à partir de là, pose les tâches concrètes, précises des Antilles.

« *Les marxistes-révolutionnaires, dit-il, n'ont pas attendu les nationalistes pour se rendre compte de l'énorme disproportion qui existe entre l'ambition de leur projet et la médiocrité de leurs moyens* » (p. 185). Il situe les obstacles en homme que la vérité n'effraie pas et fixe l'objectif premier de l'extrême-gauche antillaise : « *les prolétaires les plus cultivés, les seuls qui peuvent atteindre ce niveau de conscience qui est un seuil en deça duquel il faut se contenter d'enregistrer les pulsations ponctuelles de la 'conscience possible' à des situations particulières* » (p. 267).

Cette exigence d'une avant-garde prolétarienne cultivée amène nécessairement à l'appel aux meilleurs éléments de l'intelligentsia à venir « à la révolution en trahissant consciemment les intérêts de leur classe pour adopter le point de vue historique du prolétariat » (p. 169), ce qui est reprendre quasi

terme pour terme l'analyse de Marx dans le **Manifeste communiste**. Cet appel se fait sans concessions aux errements des intellectuels, hier et aujourd'hui, doublé d'un bilan impitoyable de la politique stalinienne, bilan dont on peut trouver un complément dans le réquisitoire de Leborgne contre « *les martyrs qui n'avaient à leur actif que des erreurs* » (p. 111).

Combattant durement un certain nationalisme mené sous le drapeau de la lutte contre « les idées étrangères » (au premier rang desquelles, bien entendu, le marxisme), de Lépine souligne fortement que « *ce n'est pas par excès d'internationalisme que le mouvement ouvrier antillais a péché* » et conclut que « *ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce n'est pas nous enfermer dans notre insularisme, dans notre provincialisme, dans le cadre étriqué de nos particularismes, c'est poser d'emblée, en termes stratégiques, le problème de notre libération nationale* ».

Ainsi, avec hardiesse, de Lépine jette-t-il le pont entre le sombre constat de départ et le schéma d'avenir, sous la devise hégélienne : « le courage de la vérité et la foi en la puissance de l'esprit ».

C'est à cette lumière et dans l'espoir de l'unité — enfin — des révolutionnaires (également appelée par Leborgne) qu'on lira ou relira la contribution liminaire de Daniel Maragnès qui, au-delà du démontage de l'assimilationnisme, ce « colonialisme (qui) a presque réussi à se faire oublier », met un point final au temps des « leaders », « sauveurs suprêmes » et de la poésie (« *En quoi la poésie, comme genre littéraire s'accommode-t-elle de cette idéologie politique ? En ce qu'elle ne nécessite pas de vision synthétique de la réalité* »), sommant « *qu'on cesse de prendre la poésie pour de la recherche théorique, les plaintes indicatives pour un travail critique* » (p. 57).

« *A nouvelle époque politique / nouvelle époque littéraire* », note Maragnès. Là plus qu'ailleurs, en effet, la littérature peut jouer son rôle d'éveiller des consciences, mais peut-être plus que le roman (peu lu, semble-t-il) par le théâtre, art fondamentalement démocratique (toute son histoire le démontre), et « *lieu privilégié de l'oralité* », comme le fait remarquer Max Jeanne, auteur de **Western, ciné-poème guadeloupéen** (3), et par le cinéma qui peut davantage encore, mais... qu'il faut pouvoir faire.

LES ANTILLES ET NOUS

Le livre fut rassemblé au creux de la vague de 1978. Aujourd'hui, de violentes luttes commencent qui peuvent inaugurer une nouvelle époque.

Le point faible que l'on pourrait reprocher au livre, c'est le peu de place qu'il fait à l'immigration antillaise, qui nous semble pouvoir être un lieu de prise de conscience nationale et un réservoir d'énergie révolutionnaire. Et là, la responsabilité des travailleurs de la métropole coloniale se dessine, immense. Si nous n'y prenons garde, un nouveau racisme peut en France se développer en cancer effrayant — tel que celui que connaît l'Angleterre avec ses affrontements armés entre émigrés des Dominions et travailleurs locaux.

Nous ne pouvons accepter la suggestion d'Alain Brossat, de nous reconnaître dans l'ancêtre symbolique du négrier et du colonisateur. En tant que prolétaires et révolutionnaires, nous n'avons pas d'autres ancêtres symboliques que les humiliés et les offensés du pays colonisateur, des Jacques aux Communards, et si, en tant qu'ouvriers, nos « ancêtres symboliques » ont pu profiter des miettes de la colonisation, c'est dans l'inconscient d'une politique destinée à les exploiter, eux aussi, sinon les opprimer. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier

français peut et doit être une école de solidarité internationaliste et anti-colonialiste.

Michel Lequenne

Notes :

(1) Editions Caribéennes et l'Harmattan

(2) « **Les régimes macoutistes naissent de l'impossibilité de résoudre les problèmes économiques** » (Glissant p. 90).

(3) L'Harmattan.

Profils de la social-démocratie européenne

(Editions La Brèche, Paris)

Les éditions *La Brèche* viennent de publier (mai 1982) un livre collectif consacré à la social-démocratie européenne(1). Il s'agit d'un ensemble de textes rédigés par des militants de la Quatrième Internationale au cours de l'année 1981 et qui examinent la trajectoire des partis socialistes ou sociaux-démocrates dans les pays suivants : Allemagne fédérale, Autriche, France, Italie, Grande-Bretagne, Suède, Espagne et Portugal. Il ne s'agit pas d'un recueil d'articles publiés par ailleurs, mais de contributions rédigées spécialement pour cet ouvrage dans une perspective à la fois historique et théorique. Enfin, les auteurs de ces textes ne sont pas des observateurs détachés de la réalité et du phénomène social-démocrate qu'ils évoquent. Ce

sont des militants et, dans chaque pays concerné, les partis socialistes ou sociaux-démocrates sont pour eux à la fois un interlocuteur et un adversaire politique.

Le projet de ce livre était une gageure : dans l'esprit de ceux qui l'ont conçu, il s'agissait de faire apparaître, au-delà de la disparité des conditions nationales, de la spécificité des trajectoires politiques, ce qui fait l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés, et particulièrement à l'échelle de l'histoire européenne. En ce sens, ce projet allait plutôt à contre-courant des lignes de recherche actuelles qui, le plus souvent, insistent sur la particularité nationale de chaque parti

social-démocrate ou socialiste et vont parfois jusqu'à mettre en doute l'idée d'une social-démocratie.

Cet ouvrage tient-il ce qu'il promet ? D'un certain point de vue, on pourrait dire que non : en effet, plusieurs des contributions tendent à mettre en exergue «l'exceptionnalité» du développement de la social-démocratie dans le pays considéré, l'originalité de son histoire et de la configuration théorique qui s'en dégage (Allemagne, Italie...). Pourtant, la lecture de l'ouvrage dans son ensemble, la confrontation des textes les uns avec les autres atténuent quelque peu cet aspect des choses, ne serait-ce que parce que, analysant ces réalités nationales si diverses, leurs auteurs ne divergent guère dans la mise en œuvre des concepts et des catégories permettant d'en rendre compte : globalement, seul le concept dialectique du parti ouvrier bourgeois apparaît susceptible non pas de rendre compte pleinement de la réalité infiniment contradictoire et souvent paradoxale de ces partis, mais de ne pas se fourvoyer totalement dans leur analyse ; il demeure une boussole pour analyser aussi bien le rôle des partis socialistes et sociaux-démocrates dans les crises révolutionnaires que l'évolution de leur base sociale, leurs choix stratégiques sur le terrain de la *Weltpolitik*, leur rapport à l'Etat bourgeois, etc.

Bien entendu, si ces textes se contentaient d'être des variations générales autour du concept du parti ouvrier bourgeois appliqué à la social-démocratie européenne, cela ferait beaucoup de papier gaché. Ce qui fait leur intérêt, c'est surtout le reste, la chair de ces études, l'ampleur du matériel présenté, analysé, discuté. Et ce qui fait l'originalité de ce travail, c'est que ces textes se trouvent ensemble et que de leur confrontation puissent se nourrir des

réflexions globales sur la trajectoire historique des partis qui continuent, d'ailleurs, à se rassembler formellement sous le drapeau mité de la II^e Internationale.

Certains de ces essais sont plutôt orientés vers une approche théorique du problème, telle, par exemple, la remarquable contribution de Günter Minnerup sur le problème, combien délicat, que constitue l'analyse des destinées de la social-démocratie allemande. D'autres sont davantage écrits dans une optique descriptive, historique et présentent de façon synthétique un matériel parfois rare en langue française : c'est le cas de l'analyse du PSI que propose Antonio Moscato. Bien sûr, ces textes ont été écrits pour l'édition française de ce livre, la première, et donc en pensant au cours nouveau introduit par la victoire de Mitterrand en mai '81. Ce livre est un instrument de travail, comme en témoigne l'essai érudit de Jacques Kergoat sur la France.

Les esprits méticuleux discerneront sans doute des nuances, voire des différences dans certaines analyses ou certains pronostics. Tant mieux, c'est ce qui fait la différence entre un livre (surtout s'il est écrit à plusieurs voix) et une pierre. Les esprits chagrins reprocheront à ceux qui l'ont conçu d'avoir oublié certains pays importants — la Belgique par exemple — et ils auront raison. Mais il n'était guère possible d'aller au-delà des 430 pages que comporte cet ouvrage.

Les éditions *La Brèche* ne disposent pas de vastes moyens de diffusion, il est donc nécessaire que tous les lecteurs de *Quatrième Internationale* contribuent à faire connaître ce livre dans le mouvement ouvrier européen et au-delà.

A.B.

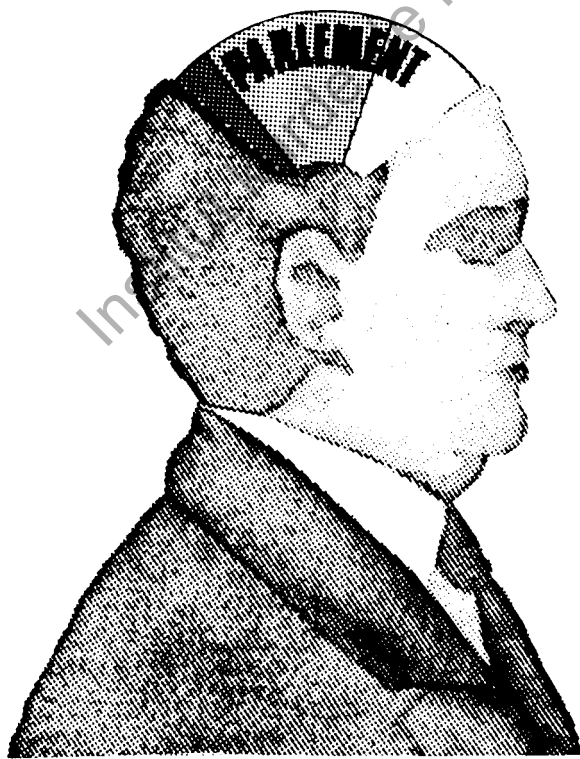
- (1) « *Profilis de la social-démocratie européenne* », avec des contributions de : John Ross, Günter Minnerup, Raimund Loew, Julian Atkinson, Alan Freeman, Gert-Inge Johnsson, Tom Gustafsson, Jacques Kergoat, Francisco Louçã, Mariano Fernandez Enguita, Antonio Moscato.

75 F. Toutes commandes à : PEC, 9 rue de Tunis, 75011 - Paris.

JOHN ROSS GÜNTER MINNERUP RAIMUND LOEW JULIAN ATKINSON ALAN FREEMAN GERT-INGE JOHNSON

LA BRECHE

PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE



TOM GUSTAFSSON JACQUES KERGOAT FRANCISCO LOUÇA MARIANO FERNANDEZ ENGUITA ANTONIO MOSCATO

Institut Kurde de Paris

ABRAHAM LÉON

**LA CONCEPTION
MATERIALISTE
DE LA
QUESTION JUIVE**

**présentation
M. RODINSON**

edj

Institut kurde de Paris

Dossier
TUNISIE:

LES LIMITES
DE L' "OUVERTURE,"
ET
LA RIPOSTE OUVRIERE

**GROUPE MARXISTE
REVOLUTIONNAIRE**
(Tunisie)

Section
Sympathisante
De la IVe
Internationale



Institut kurde de Paris

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



1980-1982 :
deuxième récession
généralisée de l'économie
capitaliste internationale

Spécial économique
ESPAGNE, BRESIL, CRISE DE L'AUTOMOBILE,
CRISE MINIERE...

ABONNEMENT UN AN 25 NUMÉROS

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

Institut kurde de Paris

Cahiers du féminisme

n° 20 juin - juillet - août 1982



- Dossier Asie (Chine, Japon)
- Après les Etats généraux sur le travail des femmes, quelles perspectives ?



Institut kurde de Paris

Les périodiques et livres annoncés dans ce numéro sont notamment en vente dans les librairies suivantes :

La Brèche : 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

La Brèche : 34, rue de l'Université, 34000 Montpellier.

La Commune : 9, rue des Grands Carmes, 1000 Bruxelles.

Cedips : 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

La Taupe : 22, rue St-Léger, Genève.

Librairie Rouge : 1737, rue St-Denis, Montreal.

Militant : 113, route d'Esch, Luxembourg.

Militant : 18, route de Belvaux, Esch-s-Alzette.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Prix de vente au numéro
20 F français
150 F belges
9 F suisses

5 US \$

Editeur responsable : Emile Van Ceulen, 12, rue de la Buanderie, 1000 Bruxelles

GEN.